

150 من الألف



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 12570 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 29 JUIN 1985

LE SOMMET DE MILAN ET LA COOPÉRATION POLITIQUE

Le projet franco-allemand d'union européenne suscite un large scepticisme

Incantation

Certains coups de théâtre ne relèvent que de la gestualité. Tel paraît bien être le cas de ce projet de traité sur l'union européenne mis au point dans le plus grand secret à Paris et à Bonn et que M. Mitterrand et Kohl devaient exposer, ce vendredi, à leurs partenaires européens à Milan. Que ces derniers se rassurent, si l'on peut dire, en particulier les Britanniques, les Danois et les Grecs, profondément hostiles à une révision du traité de Rome : aucun des onze articles de ce texte franco-allemand ne touche au processus décisionnel de la Communauté, et notamment au principe « droit de veto » auquel la République fédérale a recouru tout récemment encore à propos du prix des céréales.

Non, le projet de traité proposé est tout entier consacré au problème de la coopération politique, qu'il s'agit d'approfondir grâce, entre autres, à la création d'un secrétariat général, pour arriver « progressivement » à la définition d'une « politique étrangère européenne ». Allusion est aussi faite aux problèmes de sécurité (le terme sacro-saint de défense n'est jamais utilisé), étant entendu que « les États signataires qui souhaitent coopérer plus étroitement dans le domaine de la sécurité le feront au sein de l'Union de l'Europe occidentale », la seule instance européenne habilitée jusqu'à maintenant à traiter des questions de défense. M. Mitterrand et Kohl, enfin, « arment » d'une langue magique pour proposer que les conseils européens « instituent désormais conseils de l'union européenne ».

On voit mal dans tout cela ce qui pourrait faire grincer les dents des adversaires les plus acharnés de l'union européenne, exception faite des communistes français, prompts à dénoncer ce nouvel « abandon national », et sans doute de la Grèce et de l'Irlande, qui nourrissent toujours, pour des raisons différentes, la plus grande méfiance à l'égard des exercices de coopération politique. On peut déjà constater que les termes du projet de traité correspondent comme par miracle aux propositions que M. Thatcher s'appropriait à faire de son côté à Milan. Sans tomber dans un « anti-britannisme » primaire, on peut voir dans cette coïncidence un signe de la modestie des ambitions des deux promoteurs de ce projet de traité. Les Italiens ne s'y sont pas trompés qu'il, dès jeudi soir, regrettaient les insuffisances de la proposition franco-allemande.

La coopération politique est sans aucun doute une nécessité. Mais peut-elle se décrire d'une manière abstraite ? N'y a-t-il pas quelque chose de véritablement « pour ne pas dire plus » à proposer aujourd'hui un tel traité alors que, hier, Bonn et Paris d'un même pas se mettaient d'accord sur une position commune à l'égard de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan ?

Mais il y a des questions encore plus graves qui viennent à l'esprit. Notamment celles relatives à l'incapacité croissante de la Communauté de prendre les décisions qui s'imposent dans sa vie quotidienne. Pendant combien de temps encore ne verra-t-on pas poser au centre de la table de discussion des conseils européens la question de l'Europe à deux vitesses ou à géométrie variable et qui implique, pour être résolue, une modification du traité de Rome ? Va-t-on attendre, de sommet en sommet, de nouveaux grippages de la machine européenne, voire la panne complète, quitte à développer, totalement en marge des institutions européennes, des structures de coordination pragmatiques comme on s'appête à le faire pour le projet Enrénka ?

Telle paraît être la solution retenue par le couple franco-allemand. Il n'est pas certain que le recours à l'incantation soit la meilleure alors que, avec l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté, les problèmes de fonctionnement vont encore s'aggraver.

M. Mitterrand est arrivé ce vendredi matin 28 juin à Milan pour prendre part au conseil européen, que préside M. Craxi, chef du gouvernement italien.

Au cours des délibérations devait être examiné le projet de traité sur l'union européenne, annoncé jeudi à Paris et à Bonn, qui suscite un large scepticisme.

De notre envoyé spécial

Milan. — Incroyable « cafouillage » ou manœuvre diplomatique ? Un peu des deux, sans doute. Mais celle-ci ne pourra tout à fait dissiper l'impression laissée par celui-là. Et l'annonce du dépôt, sur la table du conseil européen, qui s'est ouvert ce vendredi à Milan, d'un projet franco-allemand de « traité d'union européenne » — pour reprendre les

termes employés officiellement à Bonn puis à Paris — a manifestement pris de court ceux-là même qui, avec un peu moins d'improvisation et un peu plus de concertation, se seraient plutôt volontiers portés à la rescousse d'un tel projet.

BERNARD BRIGOLEUX.
(Lire la suite page 3.)



La conquête du temps

par PIERRE DROUIN

Les grandes nations veulent de grands projets. Désir de manifester leur puissance, d'offrir un modèle à ceux qui n'ont pas autant de moyens ? Peut-être. Mais l'essence est sans doute de quadriller le temps, d'accaparer une durée dont l'essence est de fuir. Comme le court terme est de moins en moins exactement prévisible, le regard sur la génération suivante paraît plus confortable. Surtout, la perspective donne à rêver aux citoyens dans un monde qu'accable trop souvent le présent.

Dans l'affaire de l'Initiative de défense stratégique (IDS) — si vite habillée par l'opinion dans les coloris de la science-fiction (« guerre des

étoiles »), — le plus intéressant n'est pas de savoir quel sera le degré d'efficacité du bouclier américain, mais de proposer une « nouvelle frontière » (1) à la nation. Déjà le projet Apollo avait joué ce rôle mythique. Parle-on encore beaucoup de la Lune maintenant que l'homme a foulé son sol ? Non, car comme disait Pascal : « La chasse vous mène que la prise ». C'est la tension vers le but qui mobilise les énergies, beaucoup plus que son objet.

Pour les Japonais, le lancement d'un ordinateur dit de la cinquième

génération offre des perspectives analogues. Conquérir de plus en plus d'intelligence artificielle est exaltant. La machine n'a plus seulement une mémoire et une agilité de calcul prodigieuses, elle exerce des fonctions de repérage et de connexion telles qu'un raisonnement se fait jour, dont on pourra repousser — jusqu'où ? — les limites. Le champ offert à l'imagination est très vaste, mais non infini. Une manière également de structurer le temps.

Dans le Vieux Monde, le projet Euréka apparaît aussi à cette famille de programmes qui veulent faire décoller les hommes de leur train-train. Si la France a mis tant d'ardeur à pousser cette idée d'« Europe technologique », c'est parce qu'elle sait : 1) que l'on ne peut plus laisser les États-Unis et le Japon répondre seuls aux demandes de techniques de pointe, sous peine d'être colonisés ; 2) que la « masse critique » pour une réponse plausible est l'Europe communautaire, ou en tout cas ses principaux pays membres. M. Mitterrand est patient mais résolu. Rappelons qu'en juin 1982, lors du sommet de Versailles, un thème proche était lancé qui avait

abouti à la naissance du groupe Technologie, croissance, emploi (TCE), d'où sortait en janvier 1983 un rapport présentant dix-huit thèmes de coopération multilatérale. Volontarisme exigeant du président de la République française soucieux, lui aussi, d'imposer au temps sa griffe.

Etre de son temps est aussi le souci premier des chefs d'entreprise, pour des raisons de survie. Plus un pays se développe, plus le temps est pris en compte. La conquête de la productivité n'est pas autre chose, qui permet de tenir son rang dans la compétition internationale.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Fleurs

C'est la saison où fleurissent les rapports. Cour de cassation, commission Informatique et Libertés, Centre d'étude des revenus et des coûts, Cour des comptes : on ne sait plus où donner de la tête.

C'est dans le jardin de la Cour des comptes qu'on peut admirer les plus belles fleurs de scandale, les magouilles et les troïteages les plus corsés. On les cueille et on les hume avec ce mélange de délectation et d'indignation qui fait le charme de ce feuilleton annuel.

Le plaisir ambigu qu'on y prend est tel que si, d'aventure, la Cour n'avait rien à révéler, les Français, horriblement déçus, crieraient au scandale.

BRUNO FRAPPAT.

Jean-Denis BREDIN

Un coupable

C'est un romancier qui naît dans la lignée des grands stylistes français : tendu, intense, retenu au bord du désespoir par l'intelligence du cœur.

Bernard Péro-Delpéch / Le Monde

GALLIMARD *nrf*

M. ROGER FAUROUX

invité du « Grand Jury RTL - Le Monde »

M. Roger Fauroux, président-directeur général de la Compagnie Saint-Gobain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 30 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Fauroux, qui préside depuis 1980 le groupe industriel qui fut nationalisé en 1982 répondra aux questions d'André Passeron et de Bruno Dethomas, du Monde, et de Marc Ulmann et de Claude Pozmanski, de RTL. Le débat étant dirigé par Elie Vanier.

La prochaine émission du « Grand Jury RTL-Le Monde » aura lieu le dimanche 8 septembre.

LIRE PAGE 11
Journal d'un amateur
par PHILIPPE BOUCHER

- ### LIRE
- 5. LIBAN
Les otages transférés en Syrie ?
 - 7. ASSEMBLÉE NATIONALE
M. Fabius ouvre le débat sur la recherche.
 - 8. COLLOQUE
Chefs d'entreprise et hommes politiques.
 - 15. AFFAIRES
Les Coop face à une grave crise financière.
 - 18. COUR DES COMPTES
De la Cinémathèque à la tour de Gennevilliers, les scandales de l'administration.
 - 18. ÉNERGIE
L'Algérie serait prête à renégocier les contrats de gaz.

débats

EUROPE

Une fois de plus, le conseil européen, réuni à Milan les 28 et 29 juin, essaie de conforter la Communauté et de jalonner son avenir. Pas d'Europe à plusieurs vitesses, demande Robert Toulemon, tandis que René Galland souhaite que l'on sorte des chiffres et que l'on laisse un peu plus la parole aux prophètes.

La part du rêve

Pour faire relever la tête à un ensemble de peuples, il ne suffit pas de leur présenter des comptes, il faut aussi les enchanter.

par RENÉ GALLAND (*)

NOS sociétés de la vieille Europe vivent en se déshabillant encore sur bien des points, sans que les politiques se rendent tout à fait compte que ces populations n'évaluent plus la réalité au moyen des mêmes paramètres qu'autrefois, et, pendant ce temps, ailleurs, naissent d'autres organisations, d'autres formes sociales mieux adaptées pour triompher.

Les politiques, il est vrai, ne sont pas ceux qui ont le temps et la vocation de réfléchir le plus. Comment leur en vouloir? L'action les dévore. De la même façon, il existe parfois des médecins, noyés par le quotidien, qui prescrivent encore des thérapeutiques que mûrent les statistiques ont déjà classées parmi celles qui sont sans effets notables.

Or, le plus souvent, à l'acmé des crises socio-économiques, les prophètes déchu, devenus des technocrates inquiets, retouchent seulement les instruments de navigation sans trouver l'idée nouvelle devenue indispensable pour éviter la décadence des musées déserts. On cherche à enthousiasmer des foules déshabillées en modifiant des règlements administratifs, alors qu'il leur faudrait à croire. Elles ont cru, des siècles durant, en Dieu, à l'honneur, à la patrie et au sacrifice suprême pour la défense. On leur explique que « Dieu ne répond plus, il a décroché son téléphone » (Kestler), qu'il faut mieux ceci ou cela que mourir. On les invite au doute sans se souvenir que c'est un mets vénérable que seuls quelques vaccinés supportent.

Tragiques catalyseurs

Et les fautes déçues se replient sur elles-mêmes, recréant leurs fantasmes, réinventant leurs habitudes croyances primitives, vindictives, meurtrières ou résignées.

L'histoire montre qu'au fil des crises, pour briser les concepts anciens devenus stériles, pour mesurer de nouveaux les forces du groupe restant utilisables et les orienter fermement vers des objectifs réalistes et adaptés, de terribles catastrophes ont été quelconques de tragiques catalyseurs. L'actuel Japon triomphant est sorti du cauchemar d'Hiroshima. Mais pour faire naître les formes nouvelles, l'esprit humain ne peut-il imaginer des « secousses » efficaces qui soient germes de nouveauté sans passer par le crime?

On ne sait pas encore si l'Europe vivra. Elle n'en finit pas de naître. Pendant cet accouchement,

ment, le cœur des sages récite la complainte de sa nécessité. Les prophètes manquent de force et de moyens. Sur la scène, les politiques se déchirent et échouent. Les foules recréent leurs vœux d'or et usent leurs enthousiasmes face à leurs petits écrans. Les plus tendres réveillent leur charité refoulée en ouvrant des cafétérias pour les nouveaux pauvres. Les plus fureux posent des explosifs. Et la vie continue, laissant, fante d'un discours séduisant, les peuples dans leur indifférence, voire dans leur hostilité.

Quel discours ne permettra de défrayer la logique commune, de modifier les concepts habituels de causalité qui ont engendré jusqu'ici pour la vieille Europe dé-

(*) Docteur en médecine.

cadence des appréciations erronées et des solutions inadéquates, puisque incapables de réveiller l'enthousiasme de ses habitants?

Pour faire relever la tête à tout un ensemble de peuples, il ne suffit pas de leur présenter des comptes, il faut aussi les enchanter.

Sans s'arrêter à la sombre pensée de Tocqueville à propos de l'homme : « Je suis parti à penser que, s'il n'a pas la foi, il faut qu'il crève », il est urgent de se demander avec instance quel sera le nouveau langage qui saura faire battre à bon droit le cœur des foules et convaincre en même temps la raison de leurs meneurs. Mais fassent les dieux que demain l'Europe reste une terre où chacun puisse continuer à s'exprimer librement!

COURRIER DES LECTEURS

La dette remboursée

Le triangle est ainsi reconstitué. Avec la Grèce, berceau de civilisation, le retour aux sources était chose faite. Avec la péninsule ibérique, le grand large devient maintenant partie intégrante de l'espace européen. L'Europe du Nord, point de convergence et réservoir d'énergie, repose désormais sur une base qui la légitime et lui fait honneur.

Notre continent est né au bord de la Méditerranée, où les Grecs se tenaient, disait Platon, comme les grenouilles autour d'une mare. La civilisation s'est d'abord propagée à l'horizontale : d'Athènes à Rome et de Rome à Carthage. Comme l'Évangile, de Galilée à Corinthe et de Corinthe à Rome, puis comme une traînée de poudre vers le Maghreb et l'Espagne, avant de remonter le Rhin et d'atteindre le Danube.

Puis la conquête de la planète est partie des ports d'Espagne et du Portugal, à bord des nef des Colomb, des Magellan et des Gama. L'arrimage de l'ibérie, c'est aussi un peu celui de l'Amérique latine, le plus grand exemple du courage et de l'ambition de notre civilisation. C'est par là que l'Europe a conquis le monde. Avec ses aventuriers visionnaires d'abord, par ses idées ensuite.

Tout est allé très vite. L'Amérique conquise, l'Afrique explorée, le Siècle d'or pouvait commencer. Il fut grandiose et augmenta la gloire de l'Europe. Les figures les plus symboliques en furent le Greco, vivant archétype de cette horizontale

de civilisation, peintre crétois apporté à l'Espagne les derniers échos de Byzance, et Cervantès, qui perdit un bras à Lépante en luttant contre les Turcs pour la renaissance de la Grèce.

Pourquoi l'ibérie s'est-elle assombrée pour ne se réveiller qu'aujourd'hui? Ne serait-ce pas simplement parce que les pays du Nord, heureux de voir l'or de la Nouvelle-Espagne filer à toute allure entre les mains prodigieuses des hidalgos, ont retenu la balle? C'est l'or du Mexique et du Pérou qui a financé la naissance de l'industrie européenne, et la péninsule n'en a rien tiré en échange. L'Europe rejointe par ceux qui l'ont inventée et par ceux qui l'ont menée à la conquête du monde.

En accueillant la Grèce, l'Espagne et le Portugal, l'Europe rembourse sa dette.

CHRISTIAN MEORELIS, chef d'entreprise (Paris)

Les Francs, immigrants d'autrefois...

L'idée de créer un Conseil national des langues de France exprimée dans le Monde du 12 juin par M. le député J.-P. Desbrière est une heureuse idée, et, enfin peut-être, le début d'une juste réparation après des siècles d'ignorance et de mépris centralistes et parisiens à l'égard des peuples périphériques de France : Basques, Bretons, Corses, Gascons et autres Occitans.

L'auteur de l'article veut-il parler de ces mêmes peuples en nommant les « populations françaises issues d'anciennes immigrations », pour les mettre en parallèle avec les « populations immigrées depuis les années 50 »? Si oui, comme tout le monde le sait, l'erreur historique est à peine mesurable.

Pour ne prendre ici que l'exemple des peuples du Sud-Ouest aquitain (où n'est élu M. Desbrière), tout démontre sans équivoque, l'archéologie, la toponymie archaïque (on doit se reporter aux recherches du grand linguiste catalan Joan Coromines), le témoignage des écrivains et hommes politiques antiques, que ces peuples étaient en place avant les premières invasions aryennes, avant l'installation des Celtes en Gaule, puis des Romains, à plus forte raison des Germains, des Wisigoths et des Francs, qui firent la France ou du moins son nom, et imposèrent la romanisation linguistique à la Gaule et à l'Aquitaine (...). Il serait plus juste de dire que les « immigrants » d'autrefois, ce furent les conquérants et les cavaliers : Aryens, Celtes, Romains, Germains (y compris les Francs...).

JEAN-BAPTISTE ORPUSTAN, agrégé et docteur en lettres, assistant de langue et littérature basques à l'université de Bordeaux-III.

Le sort des magasiniers des Archives nationales

En réponse au courrier de Dominique Julia (le Monde du 11 juin), qu'il me soit permis d'apporter quelques précisions à propos du mouvement déclenché par les magasiniers des Archives nationales depuis le 28 février. Cette action a été motivée par le blocage d'une prime dite de « sujétion spéciale » équivalente à 2 000 francs annuels, dernière étape d'une réforme statutaire mise en place depuis déjà quatre ans. Songez qu'en 1985, toutes indemnités confondues, le personnel de magasinage spécialisé n'atteint pas 5 000 francs de traitement mensuel moyen. La seconde raison de ce mouvement, c'est la suppression au budget de cette année de 15 % des effectifs de ce personnel. Il faut savoir qu'aux Archives nationales chaque magasinier a 6 kilomètres d'archives à gérer dans des conditions matérielles extrêmement difficiles et vécues.

Il est illusoire, voire dangereux à terme, de penser ou de laisser penser qu'un service public puisse remplir pleinement ses fonctions indépendamment des conditions de travail de ses agents.

JEAN-MARC CANON, secrétaire général de la section CGT des Archives de France.

Flexibilité

L'Europe doit se développer dans la souplesse mais la notion de « géométrie variable » ruinerait l'acquis de trente-cinq ans.

par ROBERT TOULEMON (*)

Autant bien, avant de se résigner à l'atomisation de la coopération européenne, convier-il d'examiner s'il n'est pas possible d'explorer une autre voie conciliant trois règles relevant du bon sens le plus élémentaire et de l'expérience vécue :

1. Nul Etat ne peut se voir contraint d'accepter une décision même relativement mineure, mais l'Etat recourant au veto doit en supporter les conséquences.
2. L'intérêt majeur de la Communauté ne peut être compromis par la volonté d'une minorité d'Etats.
3. Une minorité d'Etats ne doit pas pouvoir empêcher la majorité d'aller de l'avant.

Trois illustrations

Ces trois principes viennent d'être présentés dans un rapport au colloque organisé par la TEPSA (1) le 7 juin à Rome. Leur application permettrait de résoudre les difficultés que ren-

(*) Président de l'AFEUR (Association française d'études pour l'union européenne).

Les « mots qui tuent »

M. Philippe Lamy, dans le Monde du 18 juin 1985, écrit que « le Front national pose problème... de par les hommes qui furent à sa tête (F. Durruti ne fut jamais élu député) ». F. Durruti n'est plus en cause, mais les problèmes depuis ce jour de mars 1978 où il fut tué par une bombe qui explosa dans sa voiture piégée.

Vous aviez à l'époque, comme il se doit, flétri cet assassinat dont la victime était un professeur d'histoire âgé de trente-sept ans. Voici donc une occasion rêvée de dénoncer de nouveaux « mots qui tuent » (ou ne saurait mieux dire) (...).

G. LEVANO (Bruxelles)

« LE TEMPS CHRÉTIEN » (actes d'un colloque)

Les sept jours de l'Eglise

ON croyait que la grande nouveauté du temps chrétien par rapport au temps païen était le passage d'une conception cyclique du temps à une conception linéaire, de l'éternel retour à un temps orienté entre la création et la parousie, avec en son centre l'incarnation du Christ. Si la théologie ven bien en ce sens, toute la pratique liturgique montre que la cyclicalité continue à caractériser le temps vécu. On pense ici aussi bien à la répétition des heures monastiques dans la journée qu'à l'ordre des fêtes célébrées, tout au long de chaque année, les saints ou les grands moments de l'histoire de Jésus.

L'expérience fondamentale du temps dans le christianisme reste celle des rythmes communs. Le colloque qui s'est tenu à Paris, et dont le CNRS vient de publier les actes, montre que la grande nouveauté du temps chrétien, son apport à la pratique occidentale du temps, c'est moins une conception qu'une mesure nouvelle qui n'a pas d'équivalent dans l'Antiquité : la semaine et ses sept jours qui nous sont devenus si familiers.

Le judaïsme gardait mémoire des six jours de la Genèse, suivis du sabbat. Le christianisme reprend cette tradition mais c'est le premier jour, celui de la résurrection qui est le jour saint par excellence. La

contre aujourd'hui la Communauté dans les domaines les plus divers. J'en donnerai trois illustrations.

1. **Pratiques agricoles.** L'Allemagne refuse d'abaisser le prix des céréales au-delà de 1 %, alors qu'on lui demande une baisse de 1,3 %. Elle maintient son prix, mais le supplément de prix sera supporté par le budget allemand, le dommage causé par la distorsion de concurrence aux producteurs des autres Etats dotés d'une indemnisation, par virement au budget communautaire, qui a la charge des excédents de production.

2. **Projet d'Europe de la technologie dit Euréka.** L'attention ou le refus éventuel de participer de tel ou tel ne doit pas faire obstacle à la participation de la Communauté, par son budget mais aussi pour ce qui est de l'environnement juridique et politique (normes, marchés publics, fiscalité, relations avec les pays tiers, stratégie globale). Mieux vaudrait, à la limite, prévoir des remboursements budgétaires aux pays refusant leur participation que de se priver du cadre de cohérence communautaire.

3. **Coopération politique.** Deux Etats, le Danemark et la Grèce, s'opposent à tout renforcement de la coopération politique, qui est souhaitée par la majorité. Pourquoi ne pas leur proposer un statut d'observateur et, s'il le faut, le leur imposer?

Les espoirs de relance nés à la suite du vote historique du Parlement européen en faveur de l'Union européenne vont être portés à Milan par M. Mitterrand et le chancelier Kohl. L'Union paraît toujours aussi difficile, alors qu'elle représente notre seule chance d'échapper à un abaissement définitif et sans doute à un destin tragique.

Peut-être, militants et spécialistes de la construction européenne n'ont-ils pas examiné de manière assez approfondie les exigences d'adaptation de la Communauté à l'augmentation du nombre de ses membres.

L'Union européenne sera flexible ou ne sera pas.

(1) Association trans-européenne d'études politiques, dont l'AFEUR fait partie.

A PARLY2
SOLDES
jusqu'au 6 Juillet

150 من الأمل

étranger

LE PROJET DE TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE

La proposition franco-allemande prévoit pour l'essentiel la création d'un secrétariat chargé de la coopération politique

Voici le texte du projet de traité sur l'union européenne mis au point par M. Mitterrand et le chancelier Kohl, et qui est soumis ce vendredi 28 juin aux partenaires européens de la France et de la République fédérale réunis à Milan.

LES ÉTATS SIGNATAIRES :

- Animés de la volonté de poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne ;
 - Conscients de la responsabilité qui incombe à l'Europe de la plus haute responsabilité d'une seule voix et avec cohésion afin de défendre plus efficacement ses intérêts communs, de mieux sauvegarder la paix et la liberté et de faire tout particulièrement valoir les principes de la démocratie et le respect du droit auquel ils sont attachés ;
 - Convaincus que l'unification progressive de l'Europe telle que décidée dans la déclaration de Stuttgart contribuera dans la liberté et la diversité à l'affirmation de son indépendance et au maintien des grands équilibres dans le monde ;
 - Résolus à mettre en œuvre l'union européenne à partir, d'une part, des Communautés fonctionnant selon leurs règles propres, d'autre part, de la coopération politique entre les États signataires et à la doter des moyens d'action nécessaires ;
 - Ayant décidé de nommer, à partir de la prochaine réunion, le conseil européen de l'union européenne et de créer à ses côtés un secrétariat général,
- SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**
- Article premier :**
- Les États signataires se fixent pour objectif la mise en œuvre progressive d'une politique étrangère européenne.
- Article 2 :**
- 1) Les États signataires s'engagent :

- A se consulter et à s'informer mutuellement de façon régulière sur toutes les questions de politique étrangère importantes revêtant un intérêt pour tous ;

- A réaliser entre eux une large identité de points de vue et à harmoniser leurs positions en vue d'actions communes dans les relations internationales.

Article 3 :

Les travaux de la coopération politique sont placés sous la direction générale du Conseil de l'union européenne. Les ministres des affaires étrangères se réunissent au moins quatre fois par an. Ils se consultent également sur les questions de politique extérieure à l'occasion des conseils des ministres de la Communauté.

Article 4 :

Les États signataires assureront le plus haut degré possible de cohésion entre la politique étrangère des Communautés européennes et les politiques convenues au sein de la coopération politique européenne. A cet effet, la Commission participera à toutes les réunions de la coopération politique. Pour garantir cette cohésion, la présidence veillera à ce que l'interaction entre les affaires communautaires et celles de la coopération politique se traduise par de multiples actions communes.

Article 5 :

1) Dans les institutions internationales et lors des conférences internationales importantes auxquelles participent les États signataires, ceux-ci s'efforceront de parvenir à des positions communes, conformément à l'article 2 du présent traité.

2) Les États signataires s'efforceront de parvenir à des positions communes à l'égard de :

- Les institutions internationales et lors des conférences internationales importantes, ils ne sont pas tous représentés. Ceux qui sont représentés dans de telles instances tiendront pleinement compte des positions déjà convenues dans le cadre de la coopération politique européenne.

Article 6 :

Les États signataires harmoniseront, chaque fois qu'ils le jugeront approprié, leurs contacts avec les pays tiers et les groupements régionaux.

Article 7 :

1) Les États signataires, grâce à une assistance et une information mutuelles, œuvreront pour intensifier la coopération entre leurs représentations à l'étranger accréditées dans des pays tiers et auprès d'organisations internationales.

Article 8 :

2) Les États signataires examineront la possibilité, lorsque ce n'est pas encore le cas, d'une représentation commune auprès des organisations économiques internationales.

Article 9 :

Les États signataires soulignent l'importance de l'association du Parlement européen à la coopération politique. Ils s'engagent à appliquer pleinement et, dans la mesure du possible, à développer les dispositions prévues sur les relations avec le Parlement européen dans le rapport de Londres et la déclaration solennelle sur l'union européenne. Des réunions spéciales d'information sur les activités de la coopération politique européenne pourront notamment être organisées par la présidence de ce traité de l'union européenne.

Article 10 :

1) La présidence de la coopération politique sera assurée par l'Etat signataire qui exerce la présidence des Communautés. Elle sera assistée par un secrétaire général du conseil de l'union européenne pour une durée de quatre ans.

Article 11 :

Le secrétaire général jouit des privilèges et immunités consignés dans la convention de Vienne. Le statut des autres collaborateurs du secrétariat est régi par les dispositions applicables aux fonctionnaires des autorités européennes.

tions technologiques et industrielles nécessaires à leur sécurité. Ils œuvreront à cet effet, autant individuellement que, là où ce sera indiqué, par les organes communs de coopération.

Article 12 :

Les États signataires soulignent l'importance de l'association du Parlement européen à la coopération politique. Ils s'engagent à appliquer pleinement et, dans la mesure du possible, à développer les dispositions prévues sur les relations avec le Parlement européen dans le rapport de Londres et la déclaration solennelle sur l'union européenne. Des réunions spéciales d'information sur les activités de la coopération politique européenne pourront notamment être organisées par la présidence de ce traité de l'union européenne.

Article 13 :

1) La présidence de la coopération politique sera assurée par l'Etat signataire qui exerce la présidence des Communautés. Elle sera assistée par un secrétaire général du conseil de l'union européenne pour une durée de quatre ans.

Article 14 :

Le secrétaire général jouit des privilèges et immunités consignés dans la convention de Vienne. Le statut des autres collaborateurs du secrétariat est régi par les dispositions applicables aux fonctionnaires des autorités européennes.

Article 15 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 16 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 17 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 18 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 19 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 20 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 21 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 22 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 23 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 24 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 25 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 26 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 27 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 28 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 29 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 30 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 31 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 32 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 33 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 34 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 35 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Article 36 :

Les États signataires s'engagent à poursuivre l'œuvre entreprise sur la base des traités instituant les Communautés européennes et de transformer sans plus tarder l'ensemble des relations entre leurs États en une union européenne.

Un large scepticisme

(Suite de la première page.)

L'affaire mérite que l'on revienne un peu sur sa chronologie, tant celle-ci est exemplaire des difficultés, voire des incohérences, qui peuvent surgir même entre Européens de bonne volonté, en principe attentifs à ne pas se gêner les uns les autres politiquement.

C'est, en fait, mercredi matin 26 juin, à Bonn, qu'a été mis au point le texte franco-allemand, au cours d'une réunion entre M. Artal, qui représentait M. Mitterrand, et ses homologues auprès de MM. Kohl et Craxi. Ce dernier a finalement jugé insuffisant le projet ainsi rédigé, et a donc préféré, plutôt que de le présenter au nom de la présidence italienne, ce laisser la responsabilité à la France et à la RFA.

Jeudi matin, le chancelier Kohl, interpellé au Bundestag, sur le projet de traité d'union européenne, a déclaré que le projet de traité d'union européenne, tel qu'il était, ne pouvait pas être présenté au nom de la présidence italienne, car il ne s'agissait pas d'une initiative italienne, mais d'une initiative franco-allemande.

Peu après, à 11 heures, le porte-parole officiel de la présidence de la République, M. Michel Vauzelle, reçoit à l'Elysée les journalistes français en partance pour Milan, pour le traditionnel « briefing » d'aveu-sommet. Ses déclarations représentent très clairement les grandes lignes du mémorandum français sur la question (le Monde du 27 juin), mais ne s'écartent jamais, même sous la pression des questions de son auditoire, au-delà de l'extrême prudence qui est, depuis quelques semaines, la règle à Paris en ce qui concerne l'union européenne.

On reste très favorable au principe, et l'on verrait d'un bon oeil la tenue d'une conférence intergouvernementale chargée d'en préparer les voies et les moyens, mais seulement lorsqu'un consensus général aura pu être obtenu autour de l'essentiel. Sauf à prêter à M. Vauzelle des talents exceptionnels de dissimulation, ce que l'on n'a aucune raison de faire, le porte-parole de l'Elysée ignore visiblement tout, à ce moment-là (comme ses interlocuteurs de la presse, d'ailleurs), de ce qui vient de se dire à Bonn.

Troisième temps : le taylor ayant beaucoup fonctionné entre les deux capitales, la présidence de la République publie, environ deux heures plus tard, un communiqué dans lequel elle confirme qu'un « projet de traité d'union européenne » sera soumis conjointement par Paris et par Bonn au conseil européen de Milan. Ce « peu pour l'heure » à laquelle, dans la capitale lombarde, le « bureau élargi » du Parlement européen (c'est-à-dire, outre le bureau proprement dit, les présidents des groupes parlementaires) publie, de façon quasi unanime, une déclaration dans laquelle il « lance un appel solennel pour que des progrès concrets, répondant aux attentes des peuples européens, soient réalisés » lors du sommet, et « exige la convocation d'une conférence intergouvernementale disposant d'un mandat largement inspiré » par le projet

Spinelli, voté à Strasbourg le 14 février 1984.

M. Pflimlin, et avec lui les partisans de l'union européenne, aurait-il été soudainement au-delà de toute espérance à Paris et à Bonn ? Le moins que l'on puisse dire est que, dans l'entourage du président du Parlement européen, on ne s'en montrait pas convaincu ce vendredi matin.

Et beaucoup d'européistes, parmi les plus fervents ne cachaient pas, au contraire, leur irritation devant une telle façon de procéder.

L'intérêt de M. Kohl dans cette affaire est, lui, parfaitement clair. Suspecté depuis plusieurs semaines d'avoir sérieusement réduit la flamme de sa passion européenne, harcelé, de surcroît, par une opposition social-démocrate qui va de succès en succès sur le plan local et qui se souvient de l'œuvre européenne accomplie par M. Schmidt, le chef du gouvernement de Bonn a senti l'occasion de marquer un point.

Quant aux Italiens, qui accueillent et président le Conseil européen de Milan, l'annonce de l'initiative franco-allemande par M. Kohl, et, plus que tout, sa confirmation par l'Elysée, les a laissés perplexes, dit-on dans l'entourage de M. Craxi. Paris a-t-il pu nous envoyer un mémorandum si modéré, si prudent — tandis que nous-mêmes passions pour exagérément optimistes, voire activistes, si — en même temps — il se préparait une telle opération avec Bonn ?

D'autant plus qu'un « projet de traité » ne s'écrit pas en cinq minutes sur un coin de table. Convaincus — ou voulant se convaincre — que la réalité de ce projet a été engagée par le chancelier ouest-allemand comme par l'Elysée, les Italiens ajoutent que cette démarche, tout en allant dans le bon sens, ne saurait suffire. Mais cette surenchère de principe dissimule mal une certaine amertume devant la maladresse tactique dont on a ainsi fait preuve à Bonn et à Paris.

Parmi les réactions enregistrées à Milan dans l'entourage des autres délégations, la surprise et, souvent, l'irritation dominent ce vendredi. Nul ne semblait s'expliquer, notamment, pourquoi Paris avait envoyé son mémorandum alors que se préparait l'initiative franco-allemande.

Du côté britannique, on soulignait, en outre, que les idées contenues dans le « projet de traité d'union européenne » étaient, en fait, pour une bonne part, celles que Sir Geoffrey Howe avait précédemment exprimées. Et que Français et Allemands n'avaient fait qu'« habiller » un peu différemment le plan britannique pour pouvoir s'y rallier tout en feignant de reprendre l'initiative. Quant à M. Delors, il se refusait à tout commentaire. Mais le président de la Commission de Bruxelles dissimulait mal son agacement devant ce « papier » supplémentaire, que beaucoup regardaient ici comme un « coup » politique, pour ne pas dire politicien, plus spectaculaire qu'utile. Il est vrai que l'histoire des sommets européens est pleine de ce genre de manœuvres et de rebondissements.

BERNARD BRIGOLEUX.

Dans la presse française

L'HUMANITÉ : « Sabordage »

Dans l'éditorial de l'Humanité du vendredi 28 juin, Yves Moreau écrit notamment : « Sabordage de la France : il n'y a pas d'autre mot pour dire ce que François Mitterrand a fait de l'union européenne de Milan... ». C'est bel et bien un nouveau traité, dit d'union européenne, qu'on va nous demander d'accepter. Un nouveau traité par lequel la France serait dessaisie des prérogatives essentielles de sa souveraineté... »

L'éditorialiste du quotidien du PCF conclut : « Une France tout entière dénationalisée et livrée aux périls d'une course aux armements qui prendrait des dimensions démentielles, telle serait la conséquence, si le coup prémédité pour le sommet de Milan réussissait... »

LE FIGARO : « Le trop-plein »

Dans l'éditorial du Figaro, M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, déclare notamment : « On craignait le vide. C'est le trop-plein. On s'en réjouirait, surtout si on pouvait croire que l'initiative franco-allemande traduit non pas l'intention de couvrir du manteau de l'Europe de profondes divergences mais la ferme volonté de rendre à la Communauté son élan et sa capacité de décision. Ce qui pour le moment incite au doute, c'est que la France et l'Allemagne n'ont pas surmonté les désaccords qui les ont opposés sur de nombreux points... »

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Berni-Mary (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Berni-Mary, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

657 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les six mois) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Envoyez avec l'abonnement d'office tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 F. ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Bénégel, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 F. ; Yougoslavie, 110 din.

HOLON

Ph. et J. Ch. Colonna

roman

HOLON

Seuil

HOLON: SUPER-PROGRAMME INFORMATIQUE. SANS FRONTIÈRES NI MORALES. NE CRAINT PAS LA DESTRUCTION PHYSIQUE. APPREND PLUS VITE. VOIT PLUS LOIN. FACE À CE MONSTRE ABSTRAIT. UN HOMME SEUL: DAVID GLADSTONE.

S E U I L

Les précédentes initiatives

Voici les principaux projets récents d'union européenne :

● RAPPORT TINDEMANS

(janvier 1976)

Le premier ministre belge, chargé par ses partenaires de la Communauté de rédiger une analyse des faiblesses présentes de la CEE et de ses perspectives d'évolution, décrit comment parvenir à l'union européenne, à « une vision commune de l'Europe ». Il s'intéresse notamment à la place de l'Europe dans le monde, à la communauté économique et sociale et à l'Europe des citoyens. Il préconise le développement des institutions communautaires : Conseil, Commission, Parlement, Cour de justice. Ce texte est resté comme une référence pour l'époque, bien que le président Pompidou ait déclaré, au sommet de Paris, en 1972, que l'union européenne serait « la grande affaire communautaire de la décennie ».

● DÉCLARATION GENSCHER-COLOMBO

(octobre 1981)

Les ministres des affaires étrangères de République fédérale et d'Italie mettent en point en octobre 1981 une déclaration dans laquelle ils estiment que le passage à l'union politique de l'Europe suppose le développement de la coopération politique européenne (CPEL) du système monétaire européen (SME) et de la défense commune de l'Europe. Ce texte, soumis à leurs collègues des affaires étrangères européennes à Bruxelles en novembre 1981, reçoit l'approbation de ceux-ci, puis, quelques jours plus

tard, celle du Parlement européen.

● DÉCLARATION DES DIX

AU SOMMET DE STUTTGART (juin 1983)

Réunis en conseil européen à Stuttgart sous la présidence du chancelier Kohl, les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix adoptent « une déclaration solennelle sur l'union européenne » dans laquelle ils estiment que « la construction européenne doit être orientée davantage vers ses objectifs généraux, des méthodes de décision plus efficaces, une plus grande cohésion et une étroite coordination de ses diverses branches, ainsi que la recherche de politiques communes ».

● VOTE DU PROJET SPINELLI (février 1984)

Le 14 février 1984, par 237 voix contre 31 et 43 abstentions, les députés européens adoptent un projet de traité instituant l'union européenne, dont le principal rapporteur et l'inspirateur est le député espagnol PCI Altiero Spinelli. Ce texte décrit, en quatre-vingt-sept articles, l'édifice juridique à bâtir pour assurer le passage à l'union européenne. Il en analyse en particulier les fondements, les buts et les méthodes d'action, les compétences, les institutions futures, ainsi que les différentes politiques communes à mener. En mai de la même année, au cours d'une visite à l'Assemblée de Strasbourg, M. Mitterrand déclara que l'« inspiration » de ce projet « lui convient » et que la France apportera son concours à une telle entreprise.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

PARIS N'ÉTANT PLUS « PARTIE PRENANTE DANS LES NÉGOCIATIONS » L'envoi des otages en Syrie apparaît « comme la meilleure solution » déclare M. Nabih Berri

L'option française qui avait suscité beaucoup d'espérance jeudi 27 juin à Beyrouth semble désormais abandonnée, après que Paris ait fait savoir clairement que, disposée pour aider au règlement de l'affaire, la France n'entendait pas « se substituer aux libanais ». Le chef du mouvement chiite Amal Nabih Berri l'a explicitement affirmé jeudi soir au cours d'une interview à la chaîne de télévision américaine CBS, en indiquant que le gouvernement français n'était plus « partie prenante dans les négociations » en vue de la libération des otages américains. Le dirigeant chiite a ajouté que la proposition suisse était à l'étude, mais, a-t-il dit, « je ne vois rien de nouveau » dans celle-ci. M. Berri a déclaré que l'envoi en Syrie des otages américains jusqu'à la libération des sept cent trente-cinq détenus libanais apparaissait « comme la meilleure solution jusqu'à présent ».

« Les Syriens veulent les otages saufs et sains, et ils désirent une solution pacifique », a ajouté M. Berri, précisant qu'il avait l'intention de rencontrer le vice-président syrien, M. Khandam, pour discuter de l'affaire des otages.

Dans une autre interview à la chaîne de télévision américaine NBC, M. Berri a déclaré que l'affaire des otages serait terminée « dans les soixante-douze heures... avec l'aide des Américains ». « Jusqu'à présent, je suis au regret de dire que je reçois de l'aide des ravis-seurs, mais pas des États-Unis. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est que les États-Unis demandent aux Israéliens de libérer ces gens-ci (les détenus libanais) et de ne demander en même temps à moi ou aux ravis-seurs de relâcher ces gens-là (les otages). C'est tout », a dit M. Berri.

transférer les otages américains d'Amal à l'ambassade de Suisse à Beyrouth avait été accueillie par un « oui mais » du gouvernement suisse, qui acceptait la proposition mais refusait que des conditions puissent lui être imposées. Sur le plan pratique, la démarche de M. Nabih Berri a suscité une réaction mitigée du gouvernement, dont le ministre des affaires étrangères, M. Pierre Auriol, avait proposé ses bons offices il y a exactement huit jours pour trouver une solution aux conséquences du détournement du Boeing. En fait, la Suisse, par sa réponse au leader d'Amal, a stipulé clairement que la Confédération ne prendra en charge les otages qu'à condition qu'ils soient ipso facto libérés. A M. Nabih Berri, donc, de garantir la libération pure et simple des otages s'il veut bénéficier de la médiation suisse.

De notre correspondant

Beyrouth. — Malgré le refus de principe opposé par la France et la Suisse à la proposition de M. Nabih Berri, des tractations se poursuivent en secret à Beyrouth, où la Syrie est prête à accepter éventuellement les otages « pour trois jours ». Le quotidien *Al-Bas*, organe du parti au pouvoir à Damas, a affirmé jeudi : « La Syrie condamne les prises d'otages, elle est soucieuse de voir l'affaire du détournement de l'avion américain évoluer de manière satisfaisante, et elle offre toute l'aide nécessaire à cet effet », non sans accuser les États-Unis d'« exploiter cet événement pour faire monter la tension au Moyen-Orient », et les mettre en garde contre leur démonstration de force en Méditerranée.

Une confusion a régné jeudi sur le sort de deux des quatre otages français, MM. Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann, qu'Amal s'est engagée à libérer en même temps que ceux de l'avion. Le rumeur a couru que le Hezbollah (ou le Jihad islamique), qui les détient, avait remis à M. Berri, qui se serait appréti à les libérer.

En fait, il n'en est rien : les deux otages français sont encore entre les mains du Hezbollah ou du Jihad islamique, qui sont finalement des organisations jumelles intégristes musulmanes chiites. Le Jihad représente l'aile la plus dure d'un mouvement dans son ensemble intensifiant, et ne seront libérés que dans le cadre de la solution complète de l'affaire, sans doute ce dernier minute.

Complètement marginalisées dans cette affaire, comme dans bien d'autres, les autorités officielles libanaises ont néanmoins, pour le principe, adopté une position qui a été notifiée par le président Amine Gemayel à l'ambassadeur des États-Unis, après les menaces américaines de fermeture de l'aéroport et de blocus de Beyrouth. Elle est exprimée par le président Gemayel : « Le Liban œuvre pour tous les moyens en vue d'arriver à une issue heureuse à la tragédie des passagers de la TWA. (...) Il ne négligera rien, mais il ne paie le prix de cette opération si elle devait se terminer négativement. (...) Les institutions étatiques sont bafouées et certains tentent d'exploiter cette triste réalité. (...) Nous vivons une situation confédérale de facto (...) qui a permis l'émergence de mini-États disposant d'administrations et d'appareils de sécurité propres ainsi que d'autofinancements. L'objectif du pouvoir demeure inchangé et consiste à assurer en vue de la réunification du pays. (...) Dans cette tâche, le contact est permanent avec Damas (...) et le président Assad a affirmé à plus d'une occasion sa détermination de fermer le dossier libanais. »

Washington et Jérusalem se refusent toujours l'un et l'autre à prendre l'initiative de céder au chantage

Washington. — La Maison Blanche a continué d'observer, jeudi 27 juin, le plus absolu silence sur les contacts diplomatiques en cours en vue d'obtenir la libération des otages américains de Beyrouth.

Ce mutisme officiel (« Je ne répondrai », a déclaré le porte-parole de la présidence, « aucune question ») sur cette crise est cependant très généralement interprété dans les milieux politiques et diplomatiques comme le signe qu'une solution prochaine demeure en vue et que persiste l'optimisme suscité mercredi par la proposition de M. Berri de remettre les otages soit à Damas soit aux ambassades de France ou de Suisse à Beyrouth, ce attendait la libération de ses corépondants par Israël.

De notre correspondant

Unis et Israël se refusent toujours l'un et l'autre à prendre l'initiative de céder au chantage du terrorisme, encore que les deux parties ont une intransigence fermée. Israël en conséquence continue de ne vouloir envisager une libération des otages qu'à la condition que cela lui soit demandé par la Maison Blanche, qui persiste à la fois à exclure une telle démarche et à attendre, d'une part, une déclaration du gouvernement de M. Pères qu'il fasse à sa place la concession qu'elle ne veut pas faire.

On a toutefois relevé avec intérêt à Washington que la télévision israélienne avait indiqué, jeudi soir, que les deux capitales étaient d'accord pour estimer qu'il n'y aurait pas lieu de libérer les détenus d'Aïlat tant que tous les otages ne l'auraient pas été — ce qui revenait, sous une apparence fermée, à admettre pour la première fois un lien entre les deux choses. Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, paraît pour sa part assez confiant dans les possibilités d'un dénouement pour avoir déclaré que son pays exigeait la libération non seulement des trente-neuf Américains encore retenus à Beyrouth, mais aussi des otages du Boeing de la TWA, mais celle aussi des sept autres qui y ont été enlevés dans les mois passés.

UNE RÉVÉLATION DU « JERUSALEM POST » Les « casques bleus » finlandais au Liban du Sud avaient simulé la capture des onze soldats de l'ALS

Jérusalem. — Le grave incident qui mit aux prises il y a deux semaines, au Liban du Sud, des militaires de la Force internationale des Nations unies (FINUL) et des miliciens pro-israéliens et se solda par l'enlèvement de vingt-trois « casques bleus » a été simulé, paraît-il, par ses protagonistes. Telle est l'étonnante révélation publiée ce mercredi 28 juin par le correspondant diplomatique du *Jerusalem Post*.

Rappelons les faits, ou du moins leur apparence : le 9 juin dernier, une unité de « casques bleus » finlandais attaqua, dans des circonstances mal éclaircies, près du village de Kantara, une position de l'Armée du Liban du Sud (ALS), milice créée et financée par Israël. Après un bref combat, elle captura onze soldats de l'ALS qui se retrouvèrent rapidement dans les mains du mouvement chiite Amal. En représailles, le général Antoine Lahad, chef de l'ALS, décida de capturer vingt-trois militaires finlandais.

De notre correspondant

comprendait mal, par exemple, comment les miliciens de l'ALS s'étaient retrouvés, une fois désarmés par les « casques bleus », entre les mains d'Amal. À l'évidence, les soldats finlandais avaient, pour le moins, outre-passé leur mandat. Si l'on en croit le *Jerusalem Post*, la réalité est à la fois plus simple et plus stupéfiante : les Finlandais et les soldats de l'ALS avaient mis en scène l'incident, du début à la fin, pour permettre à ces derniers de désarmer et de rallier le mouvement Amal.

La raison pour laquelle cette garantie n'a pu être obtenue par la France au cours des dernières trente-six heures est que les États-Unis et Israël se refusent toujours l'un et l'autre à prendre l'initiative de céder au chantage du terrorisme, encore que les deux parties ont une intransigence fermée. Israël en conséquence continue de ne vouloir envisager une libération des otages qu'à la condition que cela lui soit demandé par la Maison Blanche, qui persiste à la fois à exclure une telle démarche et à attendre, d'une part, une déclaration du gouvernement de M. Pères qu'il fasse à sa place la concession qu'elle ne veut pas faire.

Cet étrange incident n'avait pas livré tous ses secrets. On

lien, nous a-t-on indiqué mercredi de bonne source, sont « en gros » exacts.

Personne ne sort grand de cette étrange affaire. Le prestige de la FINUL — et au-delà de l'ONU — devrait être sérieusement terni par la tromperie des soldats finlandais. Israël aura beau jeu de continuer à dénoncer la partialité des « casques bleus ». Une éventuelle coopération, à l'avenir, entre la FINUL et l'ALS n'en sera que plus difficile.

L'enquête de l'ONU

Les « casques bleus » ont simulé l'attaque de Kantara, d'un commun accord avec leurs « victimes » de l'ALS, puis la « capture » des miliciens et leur « remise » à Amal. Les prisonniers volontaires ont continué leur petite comédie jusqu'à vendredi, jour où les caméramans venus de Beyrouth, affichant entre leurs gardiens chiites un air misérable et contrit. Ce grave incident, qui déclencha une vive agitation diplomatique, n'était donc qu'une mystification.

La supercherie a été découverte au cours de l'enquête interne ordonnée par le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. Les principales conclusions de cette enquête, ajoute le *Jerusalem Post*, ont été transmises de manière informelle par la FINUL à l'armée israélienne. Les révélations du quotidien israélien, nous a-t-on indiqué mercredi de bonne source, sont « en gros » exacts.

La mort de l'ancien président Elias Sarkis

Président de la République libanaise de 1976 à 1982, Elias Sarkis est mort le 27 juin à Paris des suites d'une longue maladie (nos éditions du 28 juin). Les funérailles nationales devaient se dérouler vendredi matin en l'église Mar Sarkis à Hazmeh (Beyrouth-Est).

Courage et rigueur dans l'adversité

De notre correspondant

Beyrouth. — Raresment l'histoire aura rendu si vite justice à un homme, au départ décrié. Elias Sarkis avait, en effet, été largement rejeté par ses concitoyens au début de son mandat éphémère d'obtenir l'adhésion, l'estime et l'affection de l'immense majorité des Libanais.

Son ambition était de ne pas remettre à son successeur le pays dans un état pire que celui dans lequel il l'avait pris en charge. Ce n'était déjà pas simple. Il a fait preuve, avant d'être élu, d'un « non-pouvoir » : il a transmis au président Amine Gemayel une amorce d'autorité. Par la suite, tout s'est détérioré à nouveau, mais Elias Sarkis avait tenu son pari.

Les six années de sa présidence, où les guerres et « sous-guerres » s'enchaînaient inexorablement, révélèrent un homme qui, au-delà de son image de rigueur et de discrétion, fait la preuve de sa ténacité et de son ampleur de vues politiques. Venu au pouvoir par la volonté de la Syrie, il sera tout sauf un « homme des Syriens ». Il ne se laissera jamais tenter par le mirage israélien, qui a séduit, un jour ou l'autre, tant de chefs chrétiens. Il ne cédera finalement rien d'essentiel ni en termes de droits nationaux ni en matière de « pouvoir maronite ».

De notre correspondant

L. G.

La paix manquée

Il est accepté du bout des lèvres par le camp chrétien, qui s'imaginaient alors tenir la victoire à portée de main. Ses chefs dits historiques ne voient pas ce que ce fonctionnaire modeste vient faire à la magistrature suprême. Il est rejeté par les musulmans, sur l'insistance des Palestiniens, qui se méfient de cet « élu de la Syrie », contre laquelle ils sont alors en guerre. Elias Sarkis avait pourtant saisi l'occasion, dès qu'elle se présente, pour instaurer la paix à l'instar de la conjonction se prête à un accord entre la Syrie et l'Égypte, dont la lutte nourissait le conflit libanais. C'est hélas une « paix manquée », comme le constate son biographe, qui fut son ami, Karim Pakradouni, dans un livre portant ce titre.

Les représentants du Canada, des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne ont proposé un certain nombre d'améliorations des procédures de contrôle : formation d'un responsable des questions de sécurité en vol parmi les équipages, instauration de procédures permettant de vérifier que tout bagage placé en soute correspond à un passager embarqué, fouille manuelle systématique des bagages à main outre les vérifications par détecteur magnétique, stockage au sol pendant vingt-quatre heures et vérifications aux rayons X des marchandises avant leur expédition.

LA MISSION DE LA DÉLÉGATION JORDANO-PALESTINIENNE À PARIS

« Un échange de vues utile, et non une négociation », précise le Quai d'Orsay

La délégation jordanopalestiniennne chargée d'informer les dirigeants français du projet de paix Hussein-Arafat pour le Proche-Orient a été reçue jeudi après-midi 27 juin par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

En République fédérale d'Allemagne et aux États-Unis, certains responsables parlent de placer des agents de sécurité armés à bord des avions. M. Friedrich Zimmermann, ministre allemand de l'Intérieur, a déclaré au journal *Bild* qu'il existait des armes très efficaces dont les balles ne risquaient pas de transpercer la paroi du fuselage.

Au Quai d'Orsay, on indique que M. Dumas a « rappelé que pour la France le règlement du conflit israélo-arabe doit se faire sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et qu'une paix durable n'est pas envisageable sans reconnaissance, d'une part, du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité, d'autre part, du droit du peuple palestinien à l'autodétermination avec tout ce que cela implique ».

L'enquête se poursuit au Japon pour déterminer les circonstances de l'explosion d'une valise, le 23 juin, dans l'aéroport de Tokyo-Nerite, qui a tué deux manutentionnaires. Selon la presse japonaise, l'explosion était du plastique dissimulé dans un poste de radio. Les enquêteurs auraient retrouvé sur les fragments de la valise les empreintes digitales d'un sikh, M. Lal Singh, soupçonné d'avoir enregistré ce bagage à Vancouver (Canada) à destination de Bombay, via Tokyo. M. Singh n'était pas monté à bord de l'appareil.

De son côté, le vice-premier ministre jordanien, M. Abdel Wahab Majali, qui conduit la délégation jordanopalestiniennne, a appelé « la communauté internationale à convaincre Israël d'accepter » des membres de l'OLP pour des négociations directes. « Nous insistons sur l'OLP », a-t-il souligné.

Outre M. Majali, la délégation comprenait, du côté palestinien, MM. Khaled El Hassan, membre du comité central du Fath et président de la commission des affaires étrangères du CNP (Parlement en exil) et Jawad El Hussein, président du Fonds national palestinien (département financier), et du côté jordanien, le ministre des affaires étrangères, M. Taher Masri.

La France, poursuit-on de même source, considère comme un pas important l'initiative prise par le roi Hussein et M. Yasser Arafat lorsqu'ils ont signé, le 11 février, un accord pour « une plate-forme d'action commune ». Cet accord fait référence à toutes les résolutions du Conseil de sécurité et suggère une procédure de discussion entre les protagonistes.

La France n'entend pas prendre position sur la procédure préconisée. C'est aux parties concernées qu'il appartient de déterminer le contenu et la forme des discussions », dit-on également au Quai d'Orsay, où l'on ne considère pas

ASIE

Les suites de la catastrophe du Boeing d'Air India

L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE PRÉPARE DES MESURES CONTRE LE TERRORISME AÉRIEN

Les trente-trois pays membres du conseil de l'Organisation internationale de l'aviation civile internationale (OACI), réunis à Montréal en session extraordinaire, ont décidé, le 27 juin, d'arrêter un plan d'action pour endiguer la montée du terrorisme dans les transports aériens. Cette réunion a été organisée en raison du détournement d'un Boeing-727 de la TWA vers Beyrouth et de l'explosion en vol d'un Boeing-747 d'Air India, au large de l'Irlande, qui a fait trois cents vingt-neuf morts, le dimanche 23 juin.

Les représentants du Canada, des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne ont proposé un certain nombre d'améliorations des procédures de contrôle : formation d'un responsable des questions de sécurité en vol parmi les équipages, instauration de procédures permettant de vérifier que tout bagage placé en soute correspond à un passager embarqué, fouille manuelle systématique des bagages à main outre les vérifications par détecteur magnétique, stockage au sol pendant vingt-quatre heures et vérifications aux rayons X des marchandises avant leur expédition.

En République fédérale d'Allemagne et aux États-Unis, certains responsables parlent de placer des agents de sécurité armés à bord des avions. M. Friedrich Zimmermann, ministre allemand de l'Intérieur, a déclaré au journal *Bild* qu'il existait des armes très efficaces dont les balles ne risquaient pas de transpercer la paroi du fuselage.

L'enquête se poursuit au Japon pour déterminer les circonstances de l'explosion d'une valise, le 23 juin, dans l'aéroport de Tokyo-Nerite, qui a tué deux manutentionnaires. Selon la presse japonaise, l'explosion était du plastique dissimulé dans un poste de radio. Les enquêteurs auraient retrouvé sur les fragments de la valise les empreintes digitales d'un sikh, M. Lal Singh, soupçonné d'avoir enregistré ce bagage à Vancouver (Canada) à destination de Bombay, via Tokyo. M. Singh n'était pas monté à bord de l'appareil.

551 من الأمل

politique

La discussion du projet de loi sur la recherche

L'Assemblée nationale a commencé, le jeudi 27 juin, à débattre du projet de loi sur la recherche et le développement technologique qui met en place un plan de trois ans destiné à prendre la suite de la programmation pour trois ans établie par la loi de 1982 (le Monde du 27 juin 1985). M. Laurent Fabius a introduit lui-même la discussion. L'analyse des treize articles du projet et de son rapport annexé, pour lesquels M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a déjà exprimé l'intention d'accepter certains des amendements déposés tant par la majorité que par l'opposition, devait avoir lieu le vendredi après-midi 28 juin. L'urgence a été déclarée.

M. Fabius : la recherche « doit être soutenue par la nation tout entière », comme elle l'a été « l'effort de tous pour préparer l'avenir », les parlementaires de toutes tendances doivent « se rassembler » sur cet impératif. M. Michel Debré : « Il y a trois grands domaines où l'accord national devrait dominer les divisions partisans : la famille et la natalité ; la sécurité intérieure et extérieure ; la science et la recherche ». Deux hommes qui s'efforcent de symboliser la préparation de l'avenir font le même constat : la recherche devrait être un sujet de consensus. Effectivement, l'adoption des porte-parole des différents groupes politiques confirme que sur le « souhaitable » ils sont tous à peu près d'accord. Ce n'est guère étonnant. Qui pourrait nier que la science conditionne l'avenir de l'homme ?

Mais comment préparer cet avenir ? Là, le PC se sépare des autres partis. Pour souligner l'importance qu'il attache à ce domaine, il avait choisi comme porte-parole M. André Lajoinie, le président de son groupe. Son désaccord avec la stratégie proposée par le gouvernement est totale : « On ne peut accepter un plan dont la seule originalité est de multiplier les aides sans contrôle aux entreprises, et qui en matière de recherche indus-

truelle se contente de faire confiance aux patrons ».

Car les trois autres forces politiques sont, elles, d'accord sur l'objectif : rééquilibrer la recherche industrielle par rapport à la recherche fondamentale sans sacrifier celle-ci - et sur le moyen de l'atteindre : le développement du crédit d'impôt accordé aux sociétés qui accroissent leurs investissements dans la recherche. Tout juste peut-on noter quelques nuances sur la coopération internationale : le RPR, qui rejoint là le PC, craint une trop grande intégration européenne.

MM. Fabius et Debré ont-ils eu, alors, gain de cause ? Non. Le consensus ne s'est pas établi, car au-delà des intentions ce sont les réalisations des uns et des autres qui ont été passées au crible de critiques sévères. M. Claude Biroux (Hauts-de-Seine), l'orateur de l'UDF, a expliqué que les engagements pris par la loi de 1982, votée lorsque M. Jean-Pierre Chevènement était ministre de la recherche, n'ont pas été tenus. M. Michel Noir (Rhône), au nom du RPR, s'est même livré à une attaque sans nuance contre M. Curien en personne. Comme s'il reprochait d'avoir trahi à celui auquel le général de Gaulle avait confié l'avenir spatial de la France. « Vous voilà transformé en attaché de relations publiques », lui a-t-il lancé. Vintre politique c'est « cinéma et publicité ».

En un mot, « Hubert Curien, par vous, pas ça ! ». Après cela l'intervention, pourtant passionnée, de M. Debré parut bien modérée, surtout vis-à-vis du ministre à qui le député de la Réunion a rendu hommage. Courtois avec tous les intervenants, M. Curien le fut particulièrement avec l'ancien premier ministre. Les deux hommes ont travaillé ensemble et en ont manifestement gardé un bon souvenir.

Le ministre et les orateurs socialistes ont ainsi longuement insisté sur le bon niveau atteint par l'effort pour la recherche de 1959 à 1967 : « Ce que nous faisons est le parallèle de ce que vous avez fait alors », a affirmé M. Curien. Avec les orateurs socialistes, il fait clairement comprendre que les res-

ponsables du retard pris par la recherche française - que personne ne conteste - sont les hommes qui ont géré la France sous les présidences de Georges Pompidou et de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le grand scientifique s'est métamorphosé en un vrai « politicien ». Il insiste sur la « démocratisation » des organismes de recherche. Il se veut le continuateur de ses prédécesseurs depuis 1981. Il polémique, sans en avoir l'air certes, mais il polémique.

Ce débat n'a pas été seulement l'occasion de brasser de grandes et généreuses idées. Des questions précises ont été posées au ministre. Il y a répondu avec tout autant de précision. Comme M. Philippe Bassinet (PS, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission de la production, et M. Yves Tavernier (PS, Essonne), rapporteur pour avis de la commission des finances, il pense qu'il faut réexaminer l'usage de certains crédits consacrés

au nucléaire, et donc réorienter l'activité du CEA. Avec M. Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, il convient qu'il faut mieux préciser dans le projet l'importance de la recherche en sciences humaines, dont il assure que les crédits croîtront aussi vite que les autres.

M. Debré, il assure que si nos partenaires ne veulent pas s'associer à la réalisation de la navette spatiale Hermès - la France la réalisera seule. Il ajoute, toutefois, qu'un accord européen est en bonne voie. Avec M. Pierre-Bernard Cousté (apparenté RPR, Rhône), il convient qu'il faut allonger la durée de protection des brevets pour la recherche pharmaceutique. Enfin il confirme que seule la France, avec Grenoble, est encore candidate à l'accueil du synchrotron, et que le financement de celui-ci est déjà assuré à 80 %.

THIERRY BRÉHER.

L'image de M. Fabius

M. Fabius ne laisse guère de place au hasard. Derrière chacun de ses actes, chacune de ses paroles, il est tenté de rechercher les nécessités tactiques. Constatant que le premier ministre n'a ouvert qu'un débat législatif au cours de cette session parlementaire, celui sur la recherche, conduit ainsi à interpréter son raisonnement : je dois faire comprendre que ce qui m'intéresse, c'est l'avenir de la France, pas la politique politicienne - telle la question du changement du mode de scrutin - mieux vaut aussi pour mon image les dossiers positifs que les actions défensives, telles les modifications institutionnelles en Nouvelle-Calédonie.

Souhaiter un consensus sur un sujet aussi important - comme l'a fait M. Fabius - c'est rappeler la vulnérabilité d'apparaître comme l'homme du rassemblement. Insister sur l'importance des entreprises et sur la nécessité de l'évaluation des efforts de chacun, c'est confirmer une phi-

losoophie économique au moment où d'aucuns accusent le gouvernement de dérive droite et où d'autres se demandent si le président de la République ne reproche pas à son chef de mettre son drapeau au-dessus de sa poche.

Placer son action pour la recherche sous la patronage du général de Gaulle, c'est encore vouloir apparaître comme un partisan de l'unité nationale et y ajouter celui de Pierre Mendès France, c'est rappeler à ceux qui n'ont tancés à l'oublier un ancrage à gauche. Le bénéfice est double : le premier ministre se présente comme l'héritier d'un homme qui, en son temps, a symbolisé la modernité et l'efficacité.

En un petit quart d'heure à l'Assemblée nationale, M. Fabius a représenté son programme. Dans les circonstances actuelles, une telle intervention ne pouvait mieux tomber.

TH. B.

Textes divers au Sénat

Libre choix de faire assister d'un avocat « en cas d'examen médical, d'un médecin ». Ainsi la victime sera entièrement libre de choisir son conseil pendant la phase non contentieuse de la procédure. Pour la pénalité sanctionnant l'offre tardive d'indemnisation, le texte indique qu'un intérêt égal au double du taux de l'intérêt légal sera versé à la victime et que le juge pourra réduire cette pénalité en raison de circonstances non imputables à l'assureur. Si l'offre est insuffisante, l'assureur est tenu de verser au profit du Fonds de garantie automobile 15 % de l'indemnité allouée, sans préjudice des dommages et intérêts dus de ce fait à la victime.

Armes à feu et DDOF. - Les sénateurs ont confirmé, jeudi 27 juin leur désaccord avec les députés sur la limitation de la publicité en faveur des armes à feu et de leurs munitions. Ils ont rétabli la plupart des modifications approuvées lors

des lectures précédentes (le Monde 11 avril, 4 mai, 6, 21 et 27 juin). Ils ont fait de même pour la loi de règlement du budget de 1983 qu'ils ont repoussée (le Monde des 23 mai, 7 et 22 juin).

Sur le projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOF), la commission des finances a proposé - et elle a été suivie par l'opposition majoritaire au Sénat - d'opposer la question préalable dont l'adoption équivaut au rejet du texte. M. Maurice Blin (Un. cent., Ardennes), rapporteur général, a justifié le recours à cette procédure par l'ampleur et le caractère inéluctable des divergences entre les deux Chambres.

Ces divergences portent sur le transfert du service des prêts aux HLM, de la caisse des prêts HLM à la Caisse des dépôts et consignations, sur la modification du mode de calcul de la régularisation du montant global de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et

sur l'aide fiscale au financement d'œuvres cinématographiques. Pour M. Blin, cette dernière disposition « exorbitante », qui ne bénéficiera qu'à ceux des plus élevés, aurait dû faire l'objet d'un article dans une loi de finances. « Pourquoi un tel avantage à l'industrie de l'imaginaire quand tant d'autres secteurs sont en difficulté ? » a-t-il demandé.

Frais de fonctionnement des préfectures. - Le projet de loi « relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité » (le Monde des 14 et 15 juin), dont la discussion avait commencé mardi 25 juin, n'a pas été adopté, la majorité sénatoriale votant contre, socialistes et communistes s'abstenant. Il s'agit, en fait, des frais de fonctionnement des préfectures.

LA VIE FRANÇAISE

- Dossier : politique de défense et choix économiques au centre des débats du sommet de Milan.
- Les suites du voyage de F. Mitterrand dans le Languedoc.
- Le bilan des lois Auroux dans les nationalisées.
- Michelin serein face au marché européen des pneumatiques.
- Pourquoi les pays de l'Est choisissent l'Ecu ?

BOURSE

- La semaine des Sicav.
- Conseils : Hachette, Sanofi, Prouvost, Electrolux, Konishiroku.
- Étude : Beghin-Say.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE. Chaque samedi, 11 F, chez votre marchand de journaux

PIANOS BAUDE

LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois
CREDIT CREG jusqu'à 60 mois
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

GRÈCE 50 % enfant - 12 ans
HOTEL CLUB : PARIS / PARIS
Adultes, 2 sem., juil. 4 700 F
Adultes, 2 sem., août 6 100 F
VOYAGE PILOTE
Tél. : 281-36-00 - L.L. V.P. 1082

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
AUJOURD'HUI

Un livre aussi indispensable au spécialiste de la vie juive à Paris au cours du siècle qui vient de s'écouler qu'à toute personne qui souhaite jeter un regard en profondeur sur une Communauté qui n'a cessé, pendant la même période centenaire, de voir se modifier sa composition...

Roger Berg, Tribune Juive

Nancy Green

Les travailleurs immigrés juifs à la Belle Époque



Le "Plezi" de Paris

Fayard

L'espace du politique

364 pages
120 F

FAYARD

idée : 
la chaîne des jouets

Les jouets, les enfants s'en lassent vite. Alors des parents ont eu l'idée de créer une chaîne de jouets. Les enfants s'échangent leurs jouets, leurs BD ou leurs disques et s'amuse dans un local prêt par la municipalité. Fini le gaspillage et l'ennui des jours de pluie.

C'est une idée toute simple, mais pour les petits, il n'y a pas de petites idées.

Bien accueillir les enfants, c'est l'affaire de tous. Vous aussi, si vous avez réalisé une idée pour ouvrir grand le monde aux enfants, écrivez-nous : "Ouvrons la France aux enfants" B.P. 370-75869 Paris Cedex 18.

OUVRONS LA FRANCE AUX ENFANTS

Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale

télévision
 n !
 ravisés ...
 Lé au scandale
 plus belle ...
 Résistance
 sés et
 angoissés ...
 on ?
 is après
 ouchian
 le bruit ?
 ouvre pour vous
 s années noires
 CETTE
 SEMAINE
 ateur

POLITIQUE

LES TRAVAUX DU PARLEMENT

Accords entre députés et sénateurs

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 27 juin, trois textes sur lesquels sénateurs et députés étaient parvenus à un accord en commission mixte paritaire :

● **Enregistrement des procès :** Comme le souhaitait le gouvernement, et malgré quelques regrets émis à l'Assemblée nationale, il ne pourra être effectué que pour des motifs historiques (*le Monde* du 5 juin). Sa diffusion ne sera possible qu'après vingt ans et ne sera entièrement libre qu'après cinquante ans. Comme le souhaitent les sénateurs (*le Monde* du 26 juin), c'est le premier président de la cour d'appel qui décidera de l'enregistrement des procès ayant lieu devant toutes les juridictions de son ressort, après avis de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

● **Autocontrôle des sociétés :** Les deux Chambres ont fait un pas l'une vers l'autre. Le Sénat n'accordait aucun droit de vote aux actions possédées directement ou indirectement par la société elle-même. L'Assemblée limitait la possibilité de vote de ces actions à 15 % du capital (*le Monde* du 20 avril et du 24 mai). Il a été décidé que le plafond serait de 15 % pendant les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la loi et de 10 % après.

● **Entreprises unipersonnelles et exploitations agricoles :** Les sénateurs s'étant pour l'essentiel rangés à l'avis des députés, une même personne physique ne pourra être actionnaire, que d'une seule entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée. De même, seules les personnes physiques pourront créer une exploitation agricole à responsabilité limitée et seuls les associés exploitants agricoles pourront y faire apport d'immeubles bâtis et non bâtis. La première de ces deux nouvelles entités juridiques permettra aux commerçants et aux artisans de distinguer leur bien propre de leur bien professionnel ; la seconde permettra aux agriculteurs de s'asso-

cier avec des apporteurs de capitaux non exploitants agricoles.

● **Organisme de gestion des dettes :**

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 27 juin, en deuxième lecture, la proposition de loi de M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) limitant les effets de la « clause pénale » dans les contrats (*le Monde* du 5 juin). Elle a accepté les précisions apportées sur ce point par les sénateurs. A propos de l'interdiction des organismes de gestion de dettes (disposition introduite par voie d'amendement à la demande du gouvernement), les députés, contrairement aux sénateurs, n'ont pas voulu que ces organismes puissent subsister en continuant à avoir comme clients des sociétés et des commerçants. Ils ont aussi reporté l'entrée en vigueur de cette décision au 1^{er} janvier 1986.

L'EXCEPTIONNEL ACCORD

Il arrive, par extraordinaire, que la majorité et l'opposition soient d'accord. L'exceptionnel s'est produit, jeudi 27 juin, à l'Assemblée nationale, à l'occasion d'une journée d'études sur les handicaps, organisée par M. Jacques Blanc, député (UDF-PR) de Lozère.

M^{me} Georgina Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Barrot, ancien ministre de la santé (CDS), Jean-Pierre Fourcade, sénateur RI, ancien ministre, M^{me} Hélène Missoffe, députée RPR de Paris, Eliane Provost, députée socialiste du Calvados, M. Georges Hage, député communiste du Nord, se sont réunis à la tribune pour dire que la loi d'orientation de 1975 sur les handicaps est une bonne loi, qu'elle mérite non seulement d'être appliquée mais aussi d'être améliorée.

MM. Giscard d'Estaing et Létard se prononcent pour une présidentialisation du régime

Au cours de l'émission « Questions à domicile », qui lui était consacrée, jeudi 27 juin, M. François Létard, secrétaire général du Parti républicain, s'est prononcé en faveur d'une présidentialisation du régime et d'une réduction du mandat présidentiel à cinq ans « pour revenir à des notions plus simples d'équilibre des pouvoirs ».

Une telle évolution permettrait, selon lui, d'éviter que le président de la République « puisse tenir les Français en otage », « exercer un chantage à chaque élection législative ». Il faudrait, a-t-il dit, « un Parlement qui légifère véritablement et contrôle l'exécutif », « supprimer le poste de premier ministre » et « créer celui de « vice-président » ».

Le maire de Vézec a estimé qu'il ne faut pas considérer les institutions de la Ve République comme « la loi des prophètes ». A son avis, le général de Gaulle aurait eu « une vue beaucoup plus évolutive sur la Constitution qu'on ne le dit ». M. François Létard a, d'autre part, indiqué qu'il ne « comprend plus rien à ce que dit le président de la République : un jour, il cajole, un jour, il grogne ».

On ne sait plus quel est le vrai président de la République, a-t-il affirmé, pas plus, a-t-il ajouté, qu'on ne sait « où est le projet de la majorité d'aujourd'hui ». « Celle-ci est à bout de souffle, a-t-il noté. Elle n'a plus rien à dire ». Le secrétaire général du PR a regretté que l'opposition se soit jetée tête baissée dans le débat sur la cohabitation : « Si on n'avait pas tant agité ce débat, M. Mitterrand serait parti s'il y avait une très forte victoire de l'opposition. Maintenant, il fera en

sorte de rester... », a-t-il affirmé. Pour M. Létard, l'important est « d'abord » de gagner « clairement » sur des idées « suffisamment inacceptables pour M. Mitterrand qu'il en tire les conséquences ».

Evocant ses rapports avec M. Giscard d'Estaing, le secrétaire général du PR a tenu à réaffirmer qu'il n'était pas « sous tutelle ». « Je l'écoute beaucoup, a-t-il confié, car il a été chef de tribune... »

Un rôle

M. Giscard d'Estaing et M. Létard sont en tout cas d'accord sur l'évolution nécessaire des institutions. Dans un entretien accordé à *France-Soir* en date du 28 juin, l'ancien président de la République, qui ne veut plus revenir sur le sujet de la cohabitation, explique, en effet, qu'il faudrait « faire en sorte que le problème ne puisse plus resurgir à l'avenir. Tous ceux qui s'interrogent sur ce point devraient demander avec moi que l'on prenne la décision de ramener la durée du mandat présidentiel à cinq ans, c'est-à-dire à la durée de la vie d'une Assemblée nationale, et que cette décision soit prise avant 1988 ».

« Il faudrait faire coïncider, dans l'avenir, ajoute M. Giscard d'Estaing, ces deux élections et instituer un vice-président de la République ». L'ancien chef de l'Etat se livre également à un long plaidoyer en faveur de l'union de l'opposition. « L'union fait la France », affirme-t-il, avant de souligner que, pour sa part, il « ne cherche pas une place, mais un rôle ».

M. ROSSINOT (UDF) : contre le dogmatisme libéral

Lors d'un colloque sur le radicalisme organisé samedi 22 juin au Sénat, par les radicaux valaisiens et le Nouveau Contrat social qu'anime M. Edgar Faure, M. André Rossinot, président du parti radical, a adressé une mise en garde à l'opposition :

● **Les maires de France et la DGF.** — Le comité directeur de l'Association des maires de France (AMF) prend acte d'une disposition du gouvernement tendant vers un rétablissement d'environ 400 millions de francs de la dotation globale de fonctionnement (DGF), mais

estime qu'en dépit de cette mesure « le manque à gagner pour les communes reste considérable en raison de l'amendement gouvernemental voté par l'Assemblée nationale qui avait amputé de fait la régularisation annoncée pour juillet de 1,2 milliard de francs ».

UN COLLOQUE DE L'ASSOCIATION « ENTREPRISE ET PROGRÈS »

La « république des patrons » est encore loin

La participation de M. Roger Faureux, président-directeur général du groupe Saint-Gobain, à l'émission « Le Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche 30 juin à 18 h 15, illustre les relations entre le monde politique et celui de l'économie. Maintenu à la tête d'une grande industrie nationale en 1982, M. Faureux ne peut ignorer le contact politique dans lequel se développe son activité : celle-ci est aussi en partie conditionnée par les décisions prises par le gouvernement ou votées par le Parlement. Ces problèmes ont été le thème d'un colloque récent de l'association *Entreprise et Progrès*.

Les deux mondes naissent, voire antagonistes, de l'entreprise et de la politique commencent à s'entrouvrir, à se mieux connaître et à se comprendre. Ce nouveau comportement a commencé il y a une quinzaine d'années et continue de se développer. Le rapprochement se fait encore lentement et malaisé mais l'orientation semble désormais irréversible.

L'association *Entreprise et Progrès* fondée en 1970 pour promouvoir une « société ouverte » et regroupant un patronat qui se voulait moins replié sur lui-même que dans le passé, pour une part responsable de la dégradation des relations entre le public et le privé, entre l'entreprise et la politique. Il y a eu progressivement prise de conscience de certaines solidarités entre producteurs et élus. Le moment était donc venu pour qu'Entreprise et Progrès organise le 20 juin à l'Assemblée nationale un colloque sur les dirigeants d'entreprise et la politique. Et pourtant le symbole n'est pas réaliste entre les deux activités puisque, aujourd'hui, sur les trente-six mille maires de France, 861 seulement sont chefs d'entreprise et 408 ont des fonctions de cadres. Au Parlement, sur 491 députés, 55 sont cadres ou patrons, et sur 320 sénateurs il n'y en a que 33.

Les raisons de cette relative absence sont nombreuses. Le chef d'entreprise est davantage porté à

décider qu'à concilier comme le fait l'homme politique. Il faut pour faire de la politique « savoir perdre du temps, écouter les électeurs, gagner leur confiance et surtout renoncer à un plan de carrière », comme l'a expliqué M^{me} Louise Moreau, députée UDF des Alpes-Maritimes et maire de Mandelieu. La garantie de l'emploi est encore moins assurée en politique que dans les entreprises. Cela explique que les fonctionnaires, certains de retrouver un poste après un échec électoral, n'aient jamais été aussi nombreux à l'Assemblée nationale que depuis 1981. C'est là l'excuse essentielle qu'avancent les dirigeants du privé pour ne pas faire de politique. La méconnaissance des servitudes et des aléas du métier politique et de ce qu'André Tardieu appelle « la profession parlementaire » entraîne encore bien des incompréhensions de la part des chefs d'entreprise. Aux réactions de la salle, ce sentiment qu'une même réprobation englobait l'administration et les élus considérés comme des technocrates irresponsables, bien qu'une telle image soit largement faussée.

Admettre la différence

Certes *Entreprise et Progrès* invite les chefs d'entreprise à occuper les mandats politiques. M. Jean Bousquet, maire de Nîmes (opposition) depuis 1983, affirme que son engagement n'a pas nui à l'entreprise Cacharel qu'il dirige. Il reconnaît toutefois qu'il consacre à sa ville cinq jours par semaine et deux à son affaire, mais il affirme : « J'ai considéré que ma raison d'être de chef d'entreprise était directement menacée et que notre économie allait sombrer dans le dirigisme et l'étatisme absolus ». Il a donc fait un choix de nature politique « pour mettre fin au divorce entre les deux mondes ». Tous les députés qui ont intervenus : MM. Barrière et Godfrain (RPR), Clément (UDF), Pierret et Poignant (PS), ont cependant souligné qu'un mandat national était un travail à temps complet et que l'on ne pouvait être en même temps parlementaire et chef d'entreprise.

L'EXPLICATION JOSPIN-FABIUS

Tout le monde est content !

Tout le monde est content, ou fait semblant. Le jugement de Salomon prononcé mercredi 26 juin par M. François Mitterrand afin de régler, sans paraître désavouer quiconque, le conflit Jospin-Fabius, offre à l'un et l'autre des protagonistes une porte de sortie honorable.

L'entourage du premier ministre paraît soulagé. « Le chef de l'Etat s'étant exprimé, c'est fini, c'est résorbé », dit-on. Les amis du premier secrétaire du Parti socialiste accueillent les propos présidentiels comme une synthèse qui leur convient, mais insistent sur leur volonté de soumettre au comité directeur du PS du 6 juillet les trois questions posées par M. Jospin : rôle du parti, stratégie d'union des forces populaires, conduite de la campagne.

« Les socialistes sont contents. Le président a dit ce qu'ils souhaitent entendre », remarque, pour sa part, M. Jean Popere, numéro deux du PS. Le débat aura lieu, souligne-t-il, sans dramatisation. Cela revient à dire que, de son point de vue, la question du mandat de premier secrétaire remis en jeu par M. Jospin ne se pose plus.

« Les choses se calment, tout va rentrer dans l'ordre », prévient M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et des transports. M. Pierre Mauroy a répondu, comme à son habitude, que le PS « est à gauche » et appelle au rassemblement « des forces populaires ».

Quant à M. Olivier Stirn, il souhaite que la « dynamique » de la campagne électorale joue aussi bien au centre qu'à gauche.

Dans l'opposition, M. Jacques Chirac estime qu'il n'y a pas de quoi se réjouir, car ce conflit, selon lui, « discrédite l'ensemble de la classe politique ». M. Chirac préfère imaginer qu'il s'agit d'une querelle de principes et non pas d'une querelle de personnes. M. Philippe Seguin, secrétaire national du RPR, député des Vosges, analyse ainsi cette affaire : « Jospin n'entend pas mettre le Parti socialiste entre parenthèses alors que Fabius a jeté depuis longtemps l'idéologie de la gauche aux orties ».

CUMUL DES MANDATS ET NATIONALISATIONS

Les amis de M. Mauroy font pression sur le gouvernement

Plusieurs parlementaires socialistes (1), membres du courant B (Mauroy) du PS, ont demandé, le mardi 26 juin, l'inscription à l'ordre du jour de la session d'automne du Parlement de deux textes législatifs : le projet de loi dit de « respiration » du secteur nationalisé, et un projet de loi sur le cumul des mandats et la définition d'un statut de l'élus.

Ces parlementaires affirment qu'ils ont « toutes les raisons de craindre » que ces deux questions ne figurent pas au programme de la dernière session de la législature, compte tenu des « résistances » qu'elles suscitent, selon eux, notamment dans le parti. Or, pour ces parlementaires, la loi de « respiration » qui permettrait aux entreprises nationales d'acquiescer ou de vendre des filiales, est le « complément indispensable de la loi de nationalisation ». Ils souhaitent ainsi limiter les risques de dénationalisation massive et anarchique en cas de retour de la droite au pouvoir. L'un d'eux explique — en privé — que les

amis de l'ancien premier ministre ont l'impression, à propos des nationalisations, de voir l'actuel gouvernement défaire lui-même en partie ce que la gauche avait construit.

Quant au cumul des mandats et des fonctions, les parlementaires du courant B ne jugeraient pas « concevable » que la législature se termine sans qu'aient été adoptés les premiers éléments d'une réforme « exigée », selon eux, par les militants socialistes et l'opinion, et « demandée » par de nombreux députés. D'autant, estiment-ils, que la mise en œuvre de la décentralisation et l'introduction de la proportionnelle rendent encore plus aigu le problème des cumulés.

(1) Il s'agit de M^{me} Françoise Gaspar, députée d'Eure-et-Loir, de M^{me} Guy Allouche, sénatrice du Nord, Christian Pierret, député des Vosges, Jacques Roger-Machart, député de Haute-Garonne, et Hervé Vuillot, député de Côte-d'Or.

« Il convient de s'admettre différends », a reconnu M. Poignant, député socialiste du Finistère, qui a énuméré trois « lieux d'échange » : les partis, où les passerelles et les rencontres peuvent exister, les médias, où les hommes d'entreprise peuvent « tenir le discours de la réussite », et l'entreprise elle-même, où les hommes politiques devraient être mieux accueillis.

M. Godfrain, député RPR de l'Aveyron, a souhaité que les parlementaires « reçoivent l'assistance de la matière grise de l'entreprise » et que l'information soit réciproque et mieux organisée. Il est vrai que M. Valerola, directeur des ressources humaines de L'Oréal, a souhaité que « les entreprises sortent de la puanteur qui les a paralysées en matière de communication ».

M. Francis Gautier, président d'Entreprise et Progrès, a d'ailleurs reconnu que « la communication vers le monde politique était mal organisée par les entreprises ».

La participation active et personnelle des responsables de l'entreprise à la vie politique, notamment par l'exercice de mandats électifs, est donc difficile. Cela relève de choix intimes, de décisions politiques, de vocations, qui, bien souvent — comme M. André Furia, président de Bendix-France, — « sont décou-

ragés, voire entravés, pour les cadres, par les chefs d'entreprise eux-mêmes ».

Il s'agit dès lors d'organiser plutôt les relations entre la société civile et la société politique.

M. Michel Barrière, président du conseil général de Savoie et député RPR, estime que « le débat n'est plus posé en termes de conflit » puisque, aujourd'hui « aucune décision ne peut plus être prise sans concertation avec les responsables économiques ».

Et il cite l'accord conclu par son conseil général avec treize grandes entreprises pour proposer les prochains Jeux olympiques d'hiver en Savoie. Toutefois, il regrette que les ponts soient trop souvent coupés entre secteur public et secteur privé, et il propose d'établir des « passerelles » entre les deux. M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges, l'approuve, qui reconnaît même que « le rôle statutaire de la fonction publique a ossifié les choses. La fonction publique devrait être plus proche du monde des déci-

mentations devient un frein à la modernisation de la société française ». Il ne souhaite pas que les chefs d'entreprise constituent dans le monde politique un groupe de défense d'intérêts corporatistes. Tous les créateurs d'ailleurs se sont prononcés contre les listes socio-professionnelles aux élections, bien que M. Pierre-André Périssol, président du groupe Arcade, ait souhaité un « rassemblement des élus issus de l'entreprise ».

Ce qu'il faut, a expliqué M. José Bidegain, directeur général adjoint de Saint-Gobain, c'est « mieux se connaître pour mieux se comprendre afin de regarder ensemble dans la même direction ». Il n'y a pas, en effet, selon lui, de « concurrence entre l'entreprise et la politique ». Il souhaite que les responsables économiques soient davantage consultés par les parlementaires et que les techniques des entreprises, concernant les prévisions ou les simulations par exemple, soient utilisées par ceux qui élaborent la loi. Il souhaite, comme le fait Saint-Gobain, que des élus soient reçus plus fréquemment dans les entreprises.

Ce colloque, auquel de nombreux dirigeants ont assisté, a montré que la méfiance et la méconnaissance — d'ailleurs réciproques — qui s'étaient instaurées entre le monde de l'entreprise et le monde politique étaient en train de disparaître. Certes, bien des préventions existent encore, mais beaucoup d'entre elles visent plutôt l'administration et les fonctionnaires que les élus eux-mêmes. En effet, la réhabilitation de l'entreprise, de son rôle dans la société et même de son éthique semblent avoir fait des progrès auprès de la classe politique. La coopération entre dirigeants et élus locaux grâce à la décentralisation a sans doute contribué à cette modification du climat. Enfin, non sans un certain paradoxe, c'est sous un régime socialiste — mais il est vrai après un changement d'orientation — que le rôle de l'entreprise comme facteur de la relance économique, comme source d'emploi et comme pourvoyeur de devises est le plus exalté.

Toutefois, si, dans son histoire, la France a, entre autres, connu la république des bourgeois, celle des professeurs et celle des fonctionnaires, elle n'en est pas encore à celle des patrons. L'intérêt général qu'incarne la représentation nationale pour les élus du peuple tout entier ne saurait se réduire à la défense organisée d'intérêts catégoriels. Tout au plus peut émerger, selon la formule de M. Jean Bousquet, une nouvelle génération, celle des « socio-politiques ».

ANDRÉ PASSERON.

LES RÉPONSES DU PCF A M. MITTERRAND

M. Gaysot : nous avons été au gouvernement pas au pouvoir

M. Jean-Claude Gaysot, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré à l'Agence Française de communication, le jeudi 27 juin, en réponse aux propos de M. François Mitterrand à Carcassonne, le 25 juin : « Pendant trois ans, nous avons été au gouvernement, mais pas au pouvoir ». M. Gaysot a ajouté : « Avec quatre ministères nous n'étions pas en mesure d'infléchir la politique du gouvernement, de changer les choses. Quand nous avons vu que les socialistes ne voulaient pas entendre la voix des communistes et celle des électeurs, nous avons quitté le gouvernement ».

De son côté, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du

PCF, a rendu publique, jeudi, une déclaration, dans laquelle il affirme : « Je dirai à François Mitterrand, qui reproche aux communistes de manquer de courage pour affronter les Français : « Avec les Français, nous avons le courage d'affronter le capital. Ce n'est pas votre cas, et c'est pourquoi vous ne pouvez pas réussir à rassembler les Français ».

Selon M. Herzog, M. Michel Delebarre, ministre du travail, « a menti » en affirmant, jeudi matin, sur Europe 1, que les communistes, comme les socialistes, avaient connu en juin 1981, à une reprise économique internationale.

CONFLIT ENTRE LE PCF ET UN DE SES ÉLUS DANS LA SOMME

(De notre correspondant.)

Amiens. — M. René Carouge, conseiller général de la Somme, maire de Riverie, commune suburbaine d'Amiens, a démissionné du Parti communiste après y avoir été inscrit pendant cinquante-quatre ans. A l'origine de l'affaire, le licenciement d'une employée municipale, qui a valu à M. Carouge, de la part de deux militants communistes, l'accusation d'être « pire que Galtzoff », puis une pétition circulant à l'initiative du PCF. La CGT a attaqué à son tour. L'affaire du licenciement a été portée devant le conseil des prud'hommes.

Pour M. Carouge, tout cela a été fait pour le mettre au pas, parce qu'il a manifesté, récemment, des désaccords avec le PCF. « Je suis mécontent de la politique du Parti communiste, dit-il, mais laissez le PS dans les mains de la droite, n'est pas la solution. Il faut rassembler toute la gauche ». Alors que, du côté de la fédération communiste de la Somme, on se borne à affirmer qu'il n'y a pas d'affaire Carouge, le maire a reçu l'appui du personnel communal, qui déclare, dans une pétition, que « M. Carouge a toujours eu une attitude irréprochable » envers lui.

D'ANTIENS RÉSISTANTS JUIFS CRITIQUENT LE CHOIX DES INVITÉS AU DÉBAT D'ANTENNE 2

Le comité de l'AMILAR (Association des liaisons des anciens résistants juifs) s'est déclaré, le jeudi 27 juin, « surpris par l'absence au débat sur le film *Des terroristes* » à la retraite de son président, M. Macc, ainsi que des représentants qualifiés des organisations de résistance juive, et il « regrette également l'absence d'historiens spécialisés sur cette période, particulièrement sur ce qui concerne les FTP-MOI ».

L'AMILAR estime qu'« Antenne 2 prive les Français d'un débat à caractère historique, équitable, en accordant la parole aux représentants du PC, tout en éliminant les porte-parole des combattants juifs, très nombreux, qui ne s'identifient plus au PC d'aujourd'hui ».

Grève des planteurs à la Réunion. — Les planteurs de canne à sucre de la Réunion observent depuis mercredi 26 juin une grève totale de la coupe pour protester contre la récente décision gouvernementale de limiter à 4 % l'augmentation du prix de la tonne de canne pour la campagne 1985-1986.

Des possi

هكذا من الأصل

société

LE PROCÈS MAUVILLAIN A LA COUR D'ASSISES DE LA GIRONDE

Des possibilités plus que des certitudes

Bordeaux. — M. le président Bouscharain, à l'ouverture de la seconde journée, jeudi 27 juin, dans une adresse publique à la presse, l'a fait savoir à tout le monde : « Ce nouveau procès de Guy Mauvillain n'est pas un procès en réparation. C'est un procès tout court. » Ainsi ne fallait-il pas voir dans quelques réflexions formulées la veille par le magistrat, sur l'état de la procédure initiale, une critique et moins encore une mise en cause de ce qui avait pu être fait par d'autres avant qu'il ait à connaître lui-même de ce dossier. Voilà qui est bel et bon.

Il n'empêche que le débat de Bordeaux par sa minutie même et son sérieux, montre, qu'on le veuille ou non, que celui de Saintes en 1975 acheminé sur la condamnation de Guy Mauvillain à dix-huit ans de réclusion criminelle fut, pour le moins, rapide. Car cette fois tout au long d'une journée encore maratonienne, on n'a pas lésiné sur le temps, sur les confrontations entre témoins, sur la quête éperdue d'éléments nouveaux de nature à mieux éclairer la cour et le jury.

An cœur de l'affaire, il faut toujours le rappeler, il y a ceci : Elise Meilhan, cette vieille dame âgée de soixante-cinq ans que Guy Mauvillain est accusé d'avoir tuée le 9 janvier 1975 à La Rochelle entre 20 h 20 et 20 h 30, a prononcé le nom de celui-ci avant d'être transportée à l'hôpital. Cela n'est pas coïncident. Le nom de Mauvillain a été entendu par un médecin légiste, le docteur Raymond-Louis Gabriel Girard. Il l'a été aussi par M^{me} Ariane Richesse, médecin de l'antenne du SAMU qui vint sur les lieux. Il l'a été, enfin, par le conducteur de l'ambulance M. Héraud. Mais c'est ici que commencent les discussions.

En premier lieu, quels ont été exactement les propos d'Elise Meilhan ? Tels qu'ils sont relatés dans les procès-verbaux de l'époque à la police, puis à l'instruction, ils comportent, selon les dates des variantes. A-t-elle dit, répondant à une question précise du docteur Girard qui lui demandait si elle avait reconnu son agresseur : « C'est Mauvillain, le mari de l'infirmière, qui fait des piqûres à sa sœur » ? A-t-elle seulement dit : « Le mari de l'infirmière », ajoutant après un temps de silence : « Mauvillain ». Les mots ont-ils été encore formulés différemment, si l'on en croit d'autres procès-verbaux. On ne le saura, en vérité, jamais.

Les apparences d'une accusation

Il reste que, de toute façon, il y a bien là les apparences d'une accusation. Est-elle recevable ? C'est le second chapitre. Pour en traiter, la cour d'assises s'est transformée en chaire de neurochirurgie. C'est qu'il s'agit de savoir quel était, au moment où elle parla, l'état de conscience médicale de cette victime atteinte d'un traumatisme crânien qui avait fait éclater les os et entraîné des projections de matière cervicale. Les propos entendus se situent, selon les témoignages, entre 21 h 30 et 21 h 40, soit largement plus d'une heure après l'agression.

Aux pompiers comme aux policiers qui arrivèrent les premiers sur les lieux, la victime qu'ils découvrirent dans son appartement étendue sur le sol, légèrement sur le côté, apparut dans un état tel qu'ils l'ont crue morte. Ils n'ont alors ni vu remuer ses lèvres, ni constaté le moindre mouvement. C'est dans l'ambulance seulement qu'Elise Meilhan s'est éveillée. On se dédit qu'après une perte de connaissance de plus d'une heure elle a pu, malgré tout, reprendre ses esprits. Mais les avait-elle repris au point que l'on puisse tenir pour argent comptant ce qu'elle a dit : « d'une voix très nette » selon le docteur Girard ? Les spécialistes neurologues réanimateurs, sans être vraiment en opposition ouverte, ont d'abord exprimé des divergences.

Pour les uns, l'état de la blessure n'empêchait pas Elise Meilhan de percevoir très bien le sens d'une question et d'y apporter une réponse appropriée. C'est, en tout cas, leur semble-t-il, une possibilité. Pour d'autres, tel le docteur Jean-Pierre Held, médecin-rééducateur à l'hôpital de la Pitié à Paris, cité par la défense, il convient d'être plus réservé. Certes, après le premier coma, la blessée a pu retrouver une certaine conscience.

Néanmoins, dit-il, en raison de l'importance des coups reçus, il semble extraordinaire qu'elle ait pu reprendre totalement ses esprits. Ce serait même tout à fait bizarre et invraisemblable qu'elle ait été capable d'affirmer sans se tromper des faits aussi précis. Il est fort

De notre envoyé spécial

possible, ajoute-t-il, que la mémoire ait été perturbée, même si les phrases livrées ont été correctes et cohérentes dans l'expression. Il y aurait donc risque de confusion, tant sur les événements rapportés que sur l'identité de la personne désignée, c'est-à-dire Mauvillain.

Là encore, revient donc le mot « possible ». On le retrouve de nouveau dans la déposition de M. Jean Duhamel, expert chargé à l'origine de donner son opinion sur le crédit qui pouvait être accordé aux paroles de la victime. Lui aussi dira : « Que nous demandait-on ? De dire s'il y avait une possibilité de croire à l'expression d'une réalité. Nous avons répondu que cette possibilité existait. Ce n'est pas une certitude. »

« Un doute plane »

Pourtant, ce qui inquiète un autre spécialiste, le professeur Cohadon, neurochirurgien à l'hôpital Pellegrin de Bordeaux, chargé de dire dans le cours d'un supplément d'information si les conclusions des précédents experts pouvaient être considérées comme toujours valables dix ans après, en raison de possibles progrès de la médecine, c'est qu'Elise Meilhan soit restée plus d'une heure en perte de connaissance, ce qu'il ignore d'ailleurs jusqu'à ce jour et ce qui l'amène à modifier ses conclusions initiales. Pour lui, c'est là, en effet, l'indication que le traumatisme était grave. Das lors, il s'interroge sur cet état de conscience revenue si tardivement. D'autant plus que les experts ont établi un rapport, non par une connaissance directe des faits qu'ils avaient à apprécier,

mais en consultant d'autres spécialistes, en écoutant les témoins, en se faisant communiquer le dossier médical établi à l'hôpital de La Rochelle.

Une constatation a pourtant dû être faite : aucun de ces experts n'avait vu encore les redies du crâne d'Elise Meilhan, ni toutes les fiches faisant état de l'évolution médicale. Ils en ont donc pris connaissance à Bordeaux. Cela les a amenés à repenser, encore une fois, leurs conclusions pour dire que la probabilité d'un retour de conscience suffisant pour qu'on puisse accorder crédit aux propos tenus leur apparaît vraiment très incertaine. M. Cohadon, s'adressant à l'avocat général, M. René Peeth, qui voulait savoir malgré tout s'il avait quand même un degré de probabilité, a répondu : « Il me serait possible de vous le dire, mais ce ne serait pas sérieux. De toute façon, un doute plane. »

C'était assurément le mot qu'entendaient les avocats de la défense, M^{me} Jean-Yves Dupuy, Bertrand Favreau et Bernard Chelvet. Quant à Guy Mauvillain, qui a suivi tout cela avec sa quiétude ordinaire, on avait fini par oublier qu'il était là et que la cour était là pour lui. Ainsi avancé-on pas à pas sous le houlette de M. Bouscharain, président aussi aimable qu'infatigable, sans cesse à la recherche d'une information nouvelle, d'une précision supplémentaire, de la valeur à accorder à une hypothèse plutôt qu'à une autre. Les jurés, eux ne montrent pas davantage leur lassitude. Au contraire, on les sent en éveil, et, déjà, plusieurs d'entre eux ont posé des questions pertinentes au long de cette journée qui sera capitale.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LE CINQUIÈME RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA CNIL

Les libertés, malgré l'informatique

« Le développement accéléré de l'informatique aboutit à un véritable encadrement de l'individu », constate M. Jacques Fauvet, qui présente, jeudi 27 juin aux journalistes, le cinquième rapport d'activité de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). M. Fauvet, qui préside cette commission depuis le mois de juin 1984, en a profité pour faire le point sur quelques dossiers - épineux - récents que ce rapport n'évoque que succinctement car il n'en couvre que la période du 15 octobre 1983 au 31 décembre 1984 (1).

Cet « encadrement de l'individu », que déplore M. Fauvet, ne doit pas, à ses yeux, freiner le développement de l'informatique. Le CNIL doit plutôt être un « contre-pouvoir », veillant avec vigilance mais aussi avec souplesse à l'application de la loi de 1978 « relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ». Par exemple, cette loi interdit aux organismes de sondages de mettre en mémoire les données faisant état de l'opinion politique des personnes interrogées, « sauf accord express de l'intéressé ». Le seul accord valable serait une signature. Mais les enquêteurs évitent de la demander car les « sondés » refusent alors de répondre à leurs questions et, comme les organismes de sondages veulent connaître le nom des personnes interrogées, pour s'assurer que les enquêteurs ne remplissent pas les questionnaires eux-mêmes, la loi est bafouée.

Pour éviter qu'elle continue à l'être ouvertement, la CNIL, d'accord avec la Commission des sondages, a décidé de tenter une expérience. Pendant six mois, les

« sondés » devront inscrire leur nom sur les questionnaires et signer. S'il s'avère que cette formalité n'entraîne pas le tache des enquêteurs, tant mieux. Sinon, le CNIL avisera.

Elle ne fait pas toujours preuve d'eurent de souplesse, comme s'en sont rendu compte les organismes de crédit à la consommation. Pour se protéger des mauvais payeurs, ces organismes ont constitué des fichiers communs interrogeables à distance. Le nouveau payeur, c'est, pour eux, non seulement celui qui verse avec retard ce qui lui doit pour l'achat d'un téléviseur ou d'une automobile, mais aussi celui d'un dont les caractéristiques (âge, profession, revenus, situation familiale, etc.) font redouter qu'il ne soit insolvable ou le devienne.

« L'intérêt public »

Ces mauvais payeurs, réels ou virtuels, peuvent rarement obtenir un prêt, cela en dépit de la loi de 1978 qui interdit de tenir compte, pour prendre de telles décisions, du « profil » informatisé des individus.

Contre cette violation de la loi, la CNIL a décidé de réagir en enjoignant aux organismes de crédit de motiver leur refus. De même, ces organismes ne pourront plus conserver en mémoire le nom des mauvais payeurs plus d'un an après l'extinction de leur dette.

Au détour de ce bilan très détaillé de quinze mois d'activité de la CNIL, on apprend que l'administration elle-même viole parfois la loi. Celle-ci interdit non seulement de mettre en mémoire les préférences politiques, mais

aussi les « données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales ou les opinions (...) philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes ».

Pour des motifs « d'intérêt public », cette règle ne s'applique pas, en principe, aux services d'espionnage ou de contre-espionnage, aux renseignements généraux ou à la Sécurité militaire. Encore aurait-il fallu que les décrets laissant carte blanche à ces administrations soient le jour. Malgré de multiples promesses de leur part et relances de la CNIL, ce n'est toujours pas le cas.

Ce retard est d'autant plus regrettable que certains individus peuvent en tirer argument pour transgresser eux aussi la loi. On l'a vu chez SKF, dont la direction avait constitué un fichier où figuraient des appréciations, telles que « mœurs légères » ou « CGT, mais honnête ». Cette fois, la CNIL s'est fâchée et a porté plainte. Quatre inculpations ont été prononcées. Mais pour une affaire comme celle-là, combien restent impunies ? La CNIL est consciente de cette faiblesse et a multiplié par dix en 1984 le nombre des contrôles qu'elle a effectués. Elle tient à la faire savoir, espérant sans doute que cela aura valeur d'avertissement.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Commission nationale de l'informatique et des libertés. Cinquième rapport d'activité, la Documentation Française, 303 pages, 95 F.

CNIL, 21, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris, tél. 544-40-65.

LES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS CONFRONTÉS A LA CHUTE DE LEURS EFFECTIFS

Des instituteurs « incompris »

Depuis plusieurs années déjà, un mouvement de désaffection continu touche le SNI, premier syndicat de la Fédération de l'éducation nationale (1). Mais un nouveau élan vient de se faire jour, au sein du syndicat depuis son dernier congrès, en 1983 : le SNI a perdu 10,5 % de ses voix aux élections professionnelles de décembre 1984. La position traditionnellement hégémonique du SNI chez les instituteurs (77,98 % des voix en 1982) et l'offensive de Force ouvrière dans ce milieu n'expliquent que partiellement ce mauvais résultat. Le congrès de Nîmes, dont le thème est « Syndicalisme aujourd'hui, syndicalisme demain », devrait analyser l'ensemble des causes de l'érosion et chercher à en tirer les conséquences.

Pour alimenter les débats sur ce thème, la direction du syndicat, qui est majoritaire la tendance Unité-indépendance-démocratie (UID, 58,76 % des voix, proche des socialistes), a commandé à la COFREMAC (Compagnie française d'études de marché et de conjonctures appliquées) une enquête qui tente de situer les instituteurs et les PEGC dans les évolutions sociales actuelles et de connaître l'image qu'ils se font du syndicat.

L'étude, non publiée, distingue plusieurs facteurs peu propices au développement du réflexe syndical chez les instituteurs. D'abord l'éclatement social d'un milieu autrefois homogène. Le recrutement des instituteurs, opéré jadis dans les milieux modestes, s'est diversifié depuis vingt ans. Eclatement catégoriel ensuite, avec la clôture entre instituteurs et professeurs de collège. Ceux-ci ne restent pas non plus étrangers aux tendances générales de la société qui poussent à l'individualisme et font rechercher l'autonomie. Les instituteurs n'apprécient donc pas que l'on parle d'eux comme d'une catégorie uniforme. Ils s'estiment « incompris, injustement jugés » par le corps

social. Dans leur classe, ils se sentent seuls et ont peur d'être les derniers à évoluer. D'où un « sentiment de malaise profond », accentué par l'impression que les réformes successives ont dessiné petit à petit les instituteurs de leurs responsabilités et brouillé les règles de leur métier. L'autorité, honnie dans les années 60, revient en force chez une partie des enseignants qui regrettent les silences de l'administration. Le Syndicat national des instituteurs, historiquement lié à la profession, n'échappe pas à ces tourbillons. Très largement impliqué dans les nombreuses structures de l'éducation nationale, le SNI est perçu aujourd'hui préjudiciablement comme une « contre-administration ». Il n'est pas contesté dans son rôle traditionnel de défense des fonctionnaires, mais les instituteurs le jugent insuffisamment présent dans le quotidien de leur métier. Dès lors, « l'adhésion apparaît plus comme une adhésion-assurance que comme une adhésion militante ».

Le glissement vers la politique

Ces données, relevées sur le plan national, sont appuyées et précisées par une enquête réalisée en 1983 auprès des instituteurs du département du Rhône par le Centre d'études de science politique et administrative de l'université Lyon-II (2). Interrogeant d'anciens adhérents du SNI pour analyser les causes de leur départ, cette étude indique que les « départs du SNI » se recrutent parmi les instituteurs particulièrement peu satisfaits de leurs conditions de travail et de leur rémunération mais qui « semblent (...) avoir perdu confiance dans le syndicat pour l'améliorer ». En moyenne, les instituteurs qui ont quitté le syndicat du Rhône se déclarent politiquement un peu moins à gauche que la moyenne des adhérents, plus souvent catholiques pratiquants et passifs d'un retour aux méthodes traditionnelles d'enseignement. Ils ou elles — car ce sont souvent des femmes — se rattachent davantage à la petite bourgeoisie qu'à la classe ouvrière, et ont fréquenté moins souvent l'école normale, haut lieu de syndicalisation. Toutes ces caractéristiques correspondent à la génération des instituteurs entrés en masse dans la profession à la fin des années 50 et dans les années 60 pour répondre à la poussée démographique. Ces enseignants ont adhéré massivement au SNI au début de leur carrière, mais la fragilité de leur engagement « due précisément à l'évolution de leurs caractéristiques sociales » s'est révélée par la suite. Ils sont aujourd'hui âgés

de quarante à cinquante ans, et l'enquête constate ces dernières années chez eux un « formidable mouvement de désengagement syndical ».

Tel est le constat en forme de défi dont les congressistes du SNI devront tirer les leçons. La tâche sera d'autant plus ardue que les différentes tendances du syndicat s'opposent sur la thérapeutique à appliquer au malade. Le contexte de désunion de la gauche, la proximité d'échéances électorales où les instituteurs plaident pour le développement de la politique universitaire, le nouveau de M. Chevènement brouilleront davantage encore les cartes. Déjà, la tendance minoritaire Unité et action, proche des communistes (U et A : 31,18 % des voix), accuse les majoritaires prosocialistes de « glissement du syndicalisme vers la politique ». La tendance Ecole émancipée (animée notamment par des militants de la Ligue communiste révolutionnaire), elle, condamne « un syndicalisme de sonnet, vidant de sa substance toute discussion à la base ». Face aux réalités et à la contestation, la direction du SNI se dit prête pour le changement à condition de « ne pas abandonner ce qui a fait notre force ». « Changement » dans ses méthodes d'information, d'animation, que symbolise la modernisation de la carte syndicale présentée dès l'an prochain dans un format « carte de crédit » permettant l'accès à une banque de données. Pour sa part, M. Jean-Claude Barberant, secrétaire général du syndicat, souhaite conduire « ses adhésions (qui) ne sont pas spontanées » afin de « donner de l'air et de l'espace » à un syndicalisme en crise.

PHILIPPE BERNARD.

(1) 314 000 adhérents en 1975 et 219 000 en 1985.
(2) Les Départs du syndicalisme. La désyndicalisation chez les instituteurs du Rhône. CESPEA, 1, rue Raulin, 69365 Lyon Cedex 7.

Des universitaires déçus

Les adhérents du SNE-Sup, qui représentent les divers courants de la gauche française, ont des appréciations divergentes sur l'action à mener face à la politique du nouveau ministre de l'éducation nationale. La loi sur l'enseignement supérieur du 26 janvier 1984 comportait pour le SNE-Sup des « potentialités » même si sur de nombreux points les responsables du syndicat ne ménageaient pas leurs critiques. Mais avec M. Chevènement, de « nouvelles orientations » sont apparues. Des réorientations même, selon M. Jean-François Tournadre, secrétaire général sortant. « La loi était ressentie par le gouvernement comme une gêne et non pas comme un point d'appui pour le développement de la politique universitaire », a-t-il expliqué. Selon lui, on assiste à un étouffement de la rénovation des premiers cycles par absence de moyens, à la mise en place d'une Université à « deux vitesses » par la création de masters et, enfin, à une politique sélective, d'habitués de troisième cycle.

La conséquence de cette situation, pour M. Tournadre, « c'est la détérioration du climat dans les établissements ». Il explique que la lassitude se développe et que « certains de nos collègues parmi ceux qui se sont le plus investis dans les réformes sont découragés de participer à la mise en œuvre de la rénovation ».

Les intervenants sont nombreux à venir témoigner de cet « écartement » des enseignants qui tentaient depuis deux ou trois ans de « bouculier les choses dans le bon sens ». M. Guy Laehaud, de Nanterre, s'inquiète de l'absence de démocratie dans la mise en place des masters et se demande si « les intrigues dans les couloirs du ministère n'ont pas été prépondérantes ». M. Jean-Paul Lecertua, de Limoges, craint que l'on n'assiste à la création de deux universités, l'une réservée à l'élite et promise au succès, l'autre recevant les laissés-pour-compte.

Mais il existe aussi des adhérents qui regrettent que depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir il n'y ait pas eu de ruptures fondamentales dans le fonctionnement de l'Université. Défendant ce point de vue, les membres du courant Ecole émancipée reprochent à la direction du syndicat de ne pas avoir proposé des axes de transformation. « En vous contentant de gérer les dossiers vous avez favorisé la désaffection envers le syndicat », a lancé à la direction M. Jean Malliaud (1).

La défense des vacataires

Quelles qu'en soient les causes exactes, la baisse d'influence du SNE-Sup est manifeste. Les résultats des élections au comité technique qui partira de 1984 en sont la preuve puisque le syndicat était passé de 54,8 % des suffrages exprimés en 1982 à 40,28 %. M. Tournadre ne cache pas que le nombre d'adhérents a fortement diminué. Au dernier congrès d'orientation, en 1983, le syndicat rassemblait 7 400 adhérents, les cotisations prises en compte pour le congrès cette année sont au nombre de 5 472. Une perte importante, mais, selon M. Tournadre, stabilisée, car « l'essentiel de la perte que nous avons connue se situe dans la période 1983-1984 ».

Face à cette diminution des effectifs, le SNE-Sup entend agir en mobilisant les enseignants de tous niveaux sur les problèmes pédagogiques comme sur ceux des carrières. Le nouveau secrétaire général, M. Jacques Duveau, maître de conférences en économie à l'université de Lille-I, souhaite défendre les enseignants dont les salaires augmentent peu, comme les vacataires qui réclament leur intégration comme enseignants-chercheurs. Une tâche difficile dans une profession divisée en quelque cinquante catégories aux statuts et aux attributions divers et où les plus contestataires sont ceux qui demandent leur titularisation.

SERGE BOLLOCH.

(1) Le rapport d'activité a été approuvé par 67,63 % des votants (69,85 % en 1983) contre 15,15 % (16,03 % en 1983) et 17,21 % d'abstentions (14,12 % en 1983). Les motions d'orientation ont obtenu : Action syndicale (animée par des militants proches du Parti communiste) 74,18 % (68,44 %) ; courant n° 4 (proche des socialistes) 13,01 % (17,56 %) ; Ecole émancipée 6,29 % (7,68 %) ; courant n° 3 (rattaché du F.U.O. animé par des trotskistes du Parti communiste internationaliste) 3,17 % (6,32 %). Enfin un nouveau courant regroupant des assistants de Paris-VI qui se disent hostiles aux tendances 5,53 %.

COLLÈGE SÉVIGNÉ
Enseignement Supérieur
en août, préparation intensive
SCIENCES-PO
(année préparatoire)
établissement d'enseignement privé laïque
fondé en 1880
15-17, rue des Feuillantines 75005 PARIS
Tél. : (1) 633.36.38.

CARNET DU Monde

Mariages

- Tunis, Québec.

M^{lle} Corinne PAOLILLO
et M. Gabriel LESSARD

sont heureux de faire part de leur mariage, qui sera célébré le 29 juin 1985, à Tunis.

4, rue d'Alger.

- M. Georges MAGNANT,
M. et M^{lle} Claude VANDERSPELDEN,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Brigitte et Philippe,

célébré ce samedi 29 juin à Mercoy.

17, rue de Montigny,
27200 Vernon.

3, rue de la Fosse-Rouge,
27950 Saint-Marcel.

Décès

- M. André Gobin,
son mari,
Claude, Madeleine, François, Anne,
Yves, Bernard, Michel,
ses enfants,
Leur épouse ou épouse,
Ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M^{lle} André GOBIN,
née Marie Trépin.

survenu le mercredi 26 juin 1985, dans
sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
samedi 29 juin, à 11 h 15, en l'église
Notre-Dame-de-la-Merci à Fresnes
(Val-de-Marne).

7, allée des Effes, 94260 Fresnes.

HERMÈS



PARIS

informe
son aimable clientèle
des nouveaux horaires
d'ouverture
de son magasin

24, Fg Saint-Honoré
à compter
du 1^{er} juillet 1985
du mardi au vendredi
de 10 h à 18 h 30
les lundi et samedi
de 10 h à 13 h
et de 14 h 15 à 18 h 30

**SOLDES
BERTEIL**

3 PLACE
SAINT-AUGUSTIN
75008 PARIS

7 RUE
DE SOLFERINO
75007 PARIS

ELIMINEZ
sans produits chimiques
MOUSTIQUES
et insectes volants indésirables

Adapté à toutes les surfaces et à tous les climats. L'unique produit chimique pour les moustiques et insectes volants. Facile à utiliser. Garantie 2 ans.

30, rue de la République, 75001 Paris. Tél. (1) 742 25 03

Pans et 149, Paris. Tél. 75001 Paris. Tél. (1) 742 25 03

Provence. Desclaux-Bertel B.R.C.
BP 157 - 13470 St-Sébastien-Villevieille. Tél. (1) 401 34 57 04

520 F. TTC - Franco 550 F.
Documentation INSECTRAP sur demande

Mariages

- Marie-Paule, Georges Ferné
et leur fille Juliette,

ont la douleur de faire part du décès de
leur père et grand-père,

M. Jacques LAVAUD,

survenu le 26 juin 1985, à l'âge de
soixante-trois ans.

Une bénédiction aura lieu au funé-
raire du Mont-Valérien, 42, chemin des
Coudres à Nanterre, le mardi 2 juillet, à
9 heures.

L'incinération se fera à 10 h 30, au
cimetière des Jocherolles, rue Marcel
Semblat à Villeurbanne (Seine-
Saint-Denis).

Cet avis tient lieu de faire-part.

257, rue Saint-Martin,
75003 Paris.

- M. Georges Marelle-Lionne,
M. et M^{lle} Olivier Chabod
et leurs enfants,
M^{lle} Chantal Bami,
M. et M^{lle} Hugues Marelle,
M. et M^{lle} Aurore d'Estève
de Pradelle,
Le docteur Laure Marelle,
M^{lle} Cécile Marelle,
Et M. Xavier Marelle,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Georges MARELLE.

dans sa soixante-huitième année, le
25 juin 1985.

Les obsèques ont lieu ce vendredi
25 juin à Avenas-sur-Helpe (Nord).

135, avenue de Versailles,
75016 Paris.

- M. et M^{lle} Jacques Racinet,
M^{lle} Yvonne Rebeyrol,
M. Didier Racinet,
M^{lle} Béatrice Racinet,
M. et M^{lle} Michel Billard,
Sébastien et Cécile Billard,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{lle} Raoul REBEYROL,
née Madeleine Hamouet,

leur mère, grand-mère et arrière-
grand-mère,

survenu à Compiègne le 25 juin 1985,
dans sa quatre-vingt-dix-neuvième
année.

La cérémonie religieuse, à Compiè-
gne, et l'inhumation, au Havre, ont eu
lieu dans la plus stricte intimité fami-
liale.

Communications diverses

- Le Cercle républicain recevra le
mardi 2 juillet à 18 h 30, au cours d'un
cocktail-débat, M. François Léopard,
secrétaire général du P.R., qui fera une
conférence sur le thème : « Pour une
alternance française ». S'inscrire au Cer-
cle républicain, 5, avenue de l'Opéra,
75001 Paris. Tél. : (1) 260-60-95.

- Un colloque « Endettement inter-
national : guérison ou rémission ? » est
organisé les 3 et 4 juillet prochain par le
groupe économie et finance internationales
du CNRS.

Le colloque réunira des spécia-
listes universitaires, notamment
MM. Aglietta, Balassa, Bourguinat,
Guillaumont, M^{lle} Lavigne, notre colla-
borateur Paul Fabra, et de hauts respon-
sables des institutions financières.
MM. Guyot, associé gérant de Lazard
Frères, Leblanc, directeur du Trésor,
M^{lle} Lamy, secrétaire général de la
CNUCED, Vianey, directeur à la Ban-
que de France, Wallach, gouverneur du
Système de réserve fédéral.

Ouvert par M. Malinvaud, directeur
général de l'INSEE, le colloque se
déroulera dans les locaux de l'INSEE
(École nationale de la statistique et de
l'administration économique, 3, avenue
Pierre-Larousse, 92240 Malakoff).
M^{lle} Vanves ou Plateau-de-Malakoff.
Pour tous renseignements, contacter
M. J. Mistral (540-10-04) ou M^{lle} Gély
(540-04-16).

- L'Association internationale des
anciens élèves de l'INSEAD, Fontaine-
bleau, vient d'élire son nouveau pré-
sident en la personne de Michael A. Butt
(promotion 1967), président de l'INSEAD
(École nationale de la statistique et de
l'administration économique, 3, avenue
Pierre-Larousse, 92240 Malakoff).
Un poste de vice-président a été
créé ; il sera occupé par Gérard Lacape
(promotion 1969), directeur général
adjoint de Publicis, filiale du groupe
français Compagnie européenne de
publications.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-I, samedi 29 juin à
9 h 30, amph. Lefebvre, M. Sabah
Ksadan : « Nationalisme et prise de
conscience nationale en AOF. »

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 30 JUIN

« L'hôtel de Roquelaure. L'hôtel de
Lesdiguières ». 15 heures, sortie métro
Solferino (1. Hautiler).

« Le ministère des Finances ». 14 h 30, 93, rue de Rivoli.

« Versailles : le potager du roi et le
jardin de la comtesse de Balbi ». 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre,
autobus 171.

« Gustave Doré au Petit Palais ». 11 h 30.

« Peinture du XIX^e siècle ». 13 heures, Petit Palais (G. Caneri).

« Une heure au Père-Lachaise ». 10 heures et 11 h 30, entrée principale.

« Cent tombeaux de personnages cé-
lèbres à Montmartre ». 14 h 45, 16, avenue Rachel (V. de Langlade).

« L'enclos tragique de Picpus, la
tombe de Lafayette ». 15 heures, 35, rue
de Picpus (A. Ferrand).

« Un dimanche avec l'illusionniste
Dominique Wech dans son château de
Verderonne (inscriptions (1) 526-
26-77).

« La maison de Monet à Giverny
(inscriptions (1) 526-26-77).

« Le faubourg Saint-Germain, les
salons de l'hôtel Rottiers-Charlot ». 15
heures, métro Solferino (M^{lle} Rojon).

« Exposition Delanay ». 10 h 30,
11, avenue du Président-Wilson
(P.-Y. Jastel).

« La galerie dorée de la Banque de
France ». 10 h 30, angle rue Radziwill
et rue des Petits-Champs (M^{lle} Rojon).

« Sept des plus vieilles maisons de
Paris ». 15 heures, 2, rue des Archives
(Paris autotour).

« Charnéux ». 15 heures, métro
Porte-de-Bagnolet (sortie Mortier)
(G. Bouteau).

« Symbolisme et Nabis en musée du
Priest de Saint-Germain-en-Laye.
14 h 30.

« Le Paris des trois mosquées ». 15
heures, métro Saint-Sulpice.

CONFÉRENCES

1, rue des Prouvaires (1^{er} étage
droite), 15 heures : « Nos traditions et la
fin du cycle » (S. Hutin) ; « La vision
mentale de l'avenir » (Naty).

Les mots croisés
se trouvent
dans « Le Monde Loisirs »
page XII

TRANSPORTS

Lufthansa envisage

l'achat de quinze Airbus A-320

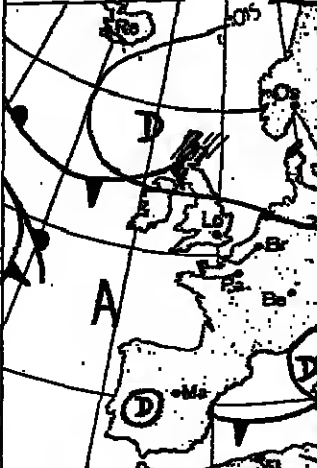
La compagnie allemande
Lufthansa envisage de commander
au consortium européen Airbus
Industrie quinze avions Airbus
A-320 et de prendre des options
sur vingt-cinq autres appareils.

C'est ce qu'on a annoncé, jeudi
27 juin, des responsables de la
Lufthansa, qui estiment que com-
pte tenu de l'avancement des négocia-
tions, le contrat - de quelque
1,3 milliard de dollars (environ
12 milliards de francs) - pourrait
être signé le 29 juin.

Ces bi-réacteurs court moyens
courriers pourraient être équipés
du moteur V-2500, fabriqué par les
motoristes américains Rolls-Royce,
britannique Pratt & Whitney,
ouest-allemand MTU, ainsi que par

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28-06-85 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France
entre le vendredi 28 juin à 0 heure et
le samedi 29 juin 1985 à minuit.

Situation générale :
Un flux d'ouest va s'établir en altitude ;
de l'air plus chaud mais devenant
instable circulera sur la France.

Prévisions :
Samedi matin, les nuages observés du
Nord à l'Alsace seront accompagnés de
très faibles précipitations, tandis que sur
les autres régions de la moitié nord du
pays le soleil fera quelques apparitions.

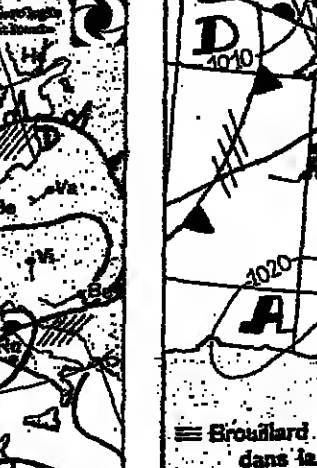
Au cours de la journée, nuages et éclair-
cies alternent sur ces régions. Au sud
de la Loire, le beau temps s'installera
dès le matin, avec toutefois quelques
bauges de brouillard formés en fin de nuit
de l'Aquitaine au Centre, et se dissipant
rapidement.

An cours de la soirée, des nuages
élevés, prismatiques, apparaîtront sur les
Pyrénées et près du golfe du Lion.

Le vent sera faible de secteur sud-
ouest dominant.

Les températures maximales seront
en hausse, et atteindront 20 degrés à
28 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 29.06.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France
pour le dimanche 30 juin 1985.

La hausse des températures va se
poursuivre, et le temps deviendra orageux
par le Sud-Ouest.

Les éclaircies seront généralement
belles, dès le matin, malgré la présence
de nuages élevés, plus abondants sur les
régions de la moitié ouest. Les nuages
bas, observés en fin de nuit sur le Nord-
Est, se dissiperont au cours de la mati-
née.

Les températures maximales dépasseront
parfois 30 degrés sur le Sud-Est.

Températures (le premier chiffre
indique le maximum enregistré au cours
de la journée du 27 juin ; le second, le
minimum des 24 heures du 28 au 29 juin) :
Ajaccio, 27 et 12 degrés ;
Biarritz, 22 et 10 ; Bordeaux, 23 et 10 ;
Bourges, 19 et 8 ; Brest, 16 et 12 ; Caen,
18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 21 et 7 ; Dijon, 19 et 8 ;
Grenoble-St-Germain, 20 et 9 ; Lille, 19 et 9 ;
Lyon, 21 et 9 ; Marseille-
11 ; Nancy, 21 et 9 ; Strasbourg, 21 et 9 ;
Toulouse, 24 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger :
Alger, 27 et 18 ; Amsterdam, 16 et 11 ;
Athènes, 29 et 18 ; Berlin, 17 et 12 ;
Bonn, 15 et 11 ; Bruxelles, 18 et 11 ;
Le Caire, 34 et 22 ; Les Canaries, 25 et 20 ;
Copenhague, 20 et 9 ; Dakar, 29 et 31 ;
Djerba, 37 et 23 ; Gênes, 21 et 8 ;
Istanbul, 25 et 17 ; Jérusalem, 27 et 14 ;
Lisbonne, 29 et 16 ; Londres, 19 et 10 ;
Luxembourg, 16 et 9 ; Madrid, 33 et 15 ;
Montréal, 21 et 14 ; Moscou, 15 et 13 ;
Nairobi, 22 et 13 ; New-York, 19 et 14 ;
Palma-de-Majorque, 30 et 16 ; Rio-
de-Janeiro, 24 et 19 ; Rome, 26 et 18 ;
Stockholm, 16 et 13 ; Téhéran, 41 et 25 ;
Tunis, 31 et 21.

(Document établi
avec le support technique spécial
de la Météorologie nationale.)

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 29 juin

Bernay, 14 heures : livres, meub-
les, bibelots ; Compiègne, 14 h 30 :
tableaux, monnaies, outils, meub-
les ; Couillet-Essonne, 10 h : tapis
d'Orient ; 14 h : archéologie médié-
terranéenne, Extrême-Orient.

Dimanche 30 juin

Fontainebleau, 14 h : objets d'art,
meubles, tableaux, argenterie, bi-
joux.

PLUS LOIN

Samedi 29 juin

Agen, 9 h 30 : argenterie, bijoux ;
14 h : tableaux, objets d'art, meub-
les ; Marseille (Prado), 14 h 30 :
objets d'art, argenterie, tableaux,
meubles ; Poitiers, 14 h : livres.

Dimanche 30 juin

Abbeville, 14 h : argenterie, bi-
joux, objets d'art, tableaux, meub-
les ; Marseille (Cantini), 14 h 30 :
archéologie ; Montreuil-sur-Mer, 15 h :
meubles, bibelots, objets d'art ;
Troyes, 14 h : poupées, jouets,
tableaux, meubles, objets d'art ;
Villers-la-Nancy, 14 h : mobilier
du château.

FOIRES ET SALONS

Meaux (dimanche seulement) :
Samsy (77), Saint-Georges-de-
Reims (69) (dimanche seulement) ;
Saint-Pierre-de-Nesmes (77) (dimanche seulement).

FOIRES ET SALONS DE JUILLET

Narbonne, 47 juillet : Ouzouer
(41), 6-7 juillet ; Soullignés-
sous-Bailon (72), 7 juillet ; Laca-
nan (33), Mirande (32), 13-
15 juillet ; Douarnenez, 14 juillet ;
La Grande-Motte, 18-22 juillet ;
Draguignan, 19-22 juillet ; Vieux-
Boucaux (40) ; Marnborough (65) ;
Aubazine (19), 20-21 juillet ; Le
Molay-Littry (14), 27-28 juillet ;
Moutillart (33), 27-29 juillet ; Apt,
27-30 juillet.

ÉCHECS

Le classement de la FIDE

KARPOV DEVANCE KASPAROV

La Fédération internationale des
échecs (FIDE) a publié, le jeudi
27 juin à Lucerne, le nouveau clas-
sement des meilleurs joueurs et
joueuses pour l'année 1985. On
constate que le champion du monde
Anatoly Karpov obtient son plus
haut score et devance, contrairement
aux deux années précédentes,
son challenger Gary Kasparov, qui
perd 15 points.

Messieurs. - 1. Anatoly Karpov
(URSS), 2 720 pts ; 2. Gary Kasparov
(URSS), 2 700 ; 3. Alexander
Belavsky (URSS) et Jan Timman
(P-B), 2 640 ; 4. Viktor Korchnoi
(Sul), 2 630 ; 5. Lajos Portisch (Hon),
et Rafael Vaganian (URSS), 2 625 ;
8. Robert Huebner (RFA), 2 620 ; 9.
Ljubomir Ljubovic (You), 2 615 ;
10. Zoltan Ribli (Hon), 2 605 ; 11.
John Nunn (G-B), Lev Polugaevsky
(URSS) et Artur Yusupov (URSS),
2 600 ; 14. Vassily Smirnov (URSS),
2 595 ; 15. Ulf Andersson (Sue), Oleg
Romanishin (URSS) et Boris Spassky
(Fin), 2 590 ; 18. Nigel Short (G-B),
2 575 ; 19. Roman Dzindzichashvili
(URSS), Viktor Gavrilov (URSS) et
Yasser Seirawan (E-U), 2 570, etc.

Femmes. - 1. Maya Chiburdanidze
(URSS), 2 650 pts ; 2. Zsuzsa Polgar
(Hon), 2 430 ; 3. Pia Cramling (Sue),
2 420 ; 4. Nona Gaprindashvili
(URSS), 2 350 ; 5. Irina Levina
(URSS), 2 315, etc.

LOTO N° 28 TIRAGE DU MERCREDI
28 JUIN 1985

6 11 12 23 31 36 48

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 29 JUIN 1985
VALIDATION : POUR LE MERCREDI 3 JUILLET 1985
ET LE SAMEDI 6 JUILLET 1985
JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI
ATTENTION SAMEDI 6

SUPER BONUS DE JUILLET

| NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE POUR 19 |
|--------------------------------|--|
| 6 BONS N° | 1 069 795,00 F |
| 5 BONS N° | 46 800,00 F |
| 5 BONS N° complémentaire | 4 960,00 F |
| 4 BONS N° | 85,00 F |
| 3 BONS N° | 7,00 F |

15 من الأول

culture

SCULPTURE

UN CHINOIS A PARIS

Zhang Chongren et « le Lotus bleu »

Invité par M. Jack Lang et M. Régis Debray, le sculpteur chinois Zhang Chongren n'est installé pour quelque temps à Marne-la-Vallée. Il aimerait, semble-t-il, prolonger son séjour en France.

La plupart des Français connaissent M. Zhang sans le savoir. Il est en effet le héros chinois de l'album d'Hergé *le Lotus bleu*. C'est lui ce jeune garçon sauvé des eaux par Tintin, qui l'aide à échapper aux griffes de la sinistre police japonaise à Shanghai. C'est lui enfin qui avait suggéré ce thème à Hergé quand il était étudiant en sculpture à l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles, dans les années 30.

M. Zhang est aujourd'hui en semi-retraite, directeur honoraire de l'Institut de peinture et de sculpture de Shanghai. Agé de soixante-dix-neuf ans, il ressemble un peu à Tintin, avec sa petite taille, sa tête ronde et ses yeux pétillants. Mais si, à l'image du héros de bande dessinée, sa vie a connu de nombreux rebondissement, ceux-ci ne sont pas toujours bien terminés. Qu'on en juge. Une de ses œuvres, *l'Amour et la Responsabilité*, sculptée pendant l'occupation japonaise, fut primée en 1945 par Tchiang Kai-shek. En 1949, l'ambassadeur américain en Chine, Leighton Stuart, lui commanda son buste. Il n'en fallut pas plus pour qu'il soit traité de réactionnaire et écarté de toutes fonctions officielles après 1949. Mao Zedong n'avait-il pas écrit un article cinglant contre les Américains, intitulé « An revoir M. Stuart » ?

On ne l'empêcha cependant pas de travailler à son compte et de former des élèves, jusqu'à la révolution culturelle de 1966. Mais là, les choses se gâtèrent : « On m'a tout détruit ou confisqué, y compris l'argent que j'avais dans ma poche », raconte-t-il. Tous les jours, j'étais jugé par la foule (de l'Institut des beaux-arts), un sac sur la tête, et battu sur la crête à coups de ceinture.

toute une matinée, puis on m'a renvoyé chez moi de peur que je ne meure.

Il faudra attendre 1981 pour qu'il soit réhabilité officiellement, afin d'obtenir un visa de sortie et rencontrer le nouveau Hergé en Belgique. « Après la révolution culturelle, on a dit que tout était réglé. Mais pas pour moi. » Rien de ce qui lui a été volé ne lui a été rendu, malgré les instructions officielles. Il n'a toujours pas récupéré sa maison. Il est mal à l'aise pour en parler. Mais il semble bien que les « casseurs » de l'époque, les anciens « gardes rouges », aient su se retrouver aujourd'hui du bon côté et bénéficient de l'impunité. Conscients de la valeur des œuvres dérobées, ils se refusent à les restituer. Si bien qu'après plus d'un demi-siècle de carrière M. Zhang ne possède presque plus rien de ses œuvres.

« Des talents détruits »

Pis, il se plaint d'avoir été écarté de tous les concours. « Si j'y n aujourd'hui de bons sculpteurs, dit-il, avant, il y avait que des tricheurs qui couraient derrière le gouvernement, le parti et la politique pour obtenir des commandes. Bien que son style soit plutôt académique et n'ait rien pour effrayer les conformistes ni pouvoir, il vient de subir coup sur coup deux camouflages. La commande d'un buste de Nie Er, l'auteur de l'hymne national, a été repoussée aux calendes chinoises, en attendant qu'un jury de vieillards, qui avaient connu le compositeur, se prononce sur la ressemblance. De même pour le buste du célèbre écrivain Mao Dun — qu'il n'a connu — qu'un musée lui avait commandé. Il représente l'auteur à l'âge de soixante ans, mais le fils de celui-ci exige que ce soit à quarante ans. Et comme M. Zhang n'est pas dans la ligne, les choses traînent depuis plus de trois ans.

M. Zhang est un des meilleurs représentants de l'école chinoise de sculpture. Les sculpteurs les plus connus sont d'un âge avancé. Ils ont été formés en France dans les

années 20 ou 30, comme M. Wang Linyi, MM. Liu, Hua, Zheng, par Boucher et Bouchard, ou en Union soviétique dans les années 50. M. Wang, lui aussi shanghaien, affectionne particulièrement les monuments aux morts. Il est l'auteur d'une des frises de celui qui se trouve place Tiananmen à Pékin. Il a étudié à Paris de 1929 à 1935. Interrogé sur ses nouvelles sculptures qui font actuellement leur apparition sur les places publiques et devant les bâtiments officiels, et dont la laideur et la banalité choquent dans un pays de grande culture comme la Chine, il se contente de répondre : « On ne peut pas tout contrôler. »

D'autres sont plus francs : « Il y a bien des talents dans la jeune génération. Mais ils sont vite détruits. Ils n'ont pas les moyens de s'exprimer, de travailler. Ils ne trouvent pas de place, la matière première est chère. Les choses commencent à s'améliorer, mais, au contraire de la peinture, on ne comprend toujours pas la valeur d'une sculpture. » Il faut orienter, éduquer le goût. Nous espérons convaincre les autorités de faire preuve de plus d'ouverture, d'accepter un peu d'abstraction, nous a dit un autre professeur de l'Institut des beaux-arts de Pékin, M. Chen Guilan, qui se définit pourtant comme « néo-classique ».

Formée en Chine, âgée d'une cinquantaine d'années, M. Chen fait partie de la nouvelle génération de sculpteurs formés dans les années 50, et dont les plus connus sont MM. Lin Huanzhang ou Pan He. Ce dernier vient de participer à une sculpture collective offerte récemment au Japon, symbolisant la Paix. Cette œuvre en marbre de trente tonnes, qui représente une jeune fille aux cheveux longs et bien en chair, sera installée dans le parc de la Paix de Hiroshima.

M. Chen a composé *Une mère avec son enfant* et une jeune danseuse lançant son ébaousson, qui sera placée devant un des bâtiments de la municipalité de Pékin. C'est très conventionnel, académique, comme tout ce que l'on voit à Pékin. Mais il faut bien satisfaire les goûts des

commanditaires, sinna, comment vivre si l'on n'est pas enseignant ? M. Chen nous montre dans son atelier une frise en bronze symbolisant des visages qui se chevauchent : « C'est presque trop moderne, avant, on n'aurait pas osé. » Elle s'est essayée à l'abstrait : en fait un couple de cigognes stylisés.

Les sculpteurs de l'Institut de Pékin, l'un des deux à l'échelle nationale — il n'a pourtant que vingt élèves sculpteurs et autant d'enseignants, — n'ont pas des conditions de travail aisées. Certes, ils disposent désormais de modèles nus, et leur recrutement, par petites annonces, au début de l'année, à Shanghai, avait suscité des centaines de candidatures d'hommes et de femmes. Mais les sculptures importantes se font en plein air dans la cour. Le sculpteur exécute une maquette grandeur nature de son œuvre. Un ouvrier la reproduit en pierre, puis l'artiste y met sa touche finale. Pourquoi ne fait-il pas le travail lui-même ? « C'est trop long et trop dur », nous répond-on.

Il existe sans doute d'autres jeunes sculpteurs plus originaux. Mais ils n'ont guère les moyens de s'exprimer, de se faire connaître. Les autorités se rendent compte qu'il faut agir et ont multiplié les commandes. Elles restent dans un style conventionnel : ouvriers fignés, familles attendries, élèves studieux, sportifs musclés, minorités ethniques en costume pittoresque, soldats glorieux... Contrairement à d'autres formes d'art, comme la peinture, le dessin ou la musique, qui ont gardé le contact avec la tradition, la sculpture chinoise paraît aujourd'hui comme déracinée, étrangère à son terroir, influencée par une époque révolue de l'art occidental. En transformant les yeux bridés, la statue d'un jeune Chinois pourrait devenir celle d'un jeune Soviétique, Français, Irlandais. Et pourtant, la statuette chinoise traditionnelle, religieuse ou civile, est, depuis des siècles, particulièrement riche. Et dans les campagnes ne continue de voir des tailleurs de pierre reproduire les motifs traditionnels.

PATRICE DE BEER.

PATRIMOINE

L'auberge Ravoux aux enchères

La chambre de Van Gogh

La dernière bataille autour du peintre Vincent Van Gogh sera d'ordre politique. La question est sans doute : faut-il lui ou non laisser entre les mains du privé ce qui est déjà considéré par tous les artistes et amateurs de l'art impressionniste comme un patrimoine national : la chambre, laissée intacte, à Auvers-sur-Oise dans le Val-d'Oise, où, le 27 juillet 1890, Vincent Van Gogh mourut. Vingt-quatre heures plus tôt, il s'était tiré une balle dans le ventre en plein « chagrin aux corbeaux », derrière l'auberge Ravoux, où, depuis trois mois, il avait élu domicile.

remu des importants engagements financiers pris par la restauration des abbayes de Royaumont et de Maubuisson.

Pourtant, le temps presse. Des financiers étrangers seraient intéressés par la vente, et un collaborateur de Pierre Cardin aurait déjà visité la chambre du peintre. Les murs se fissurent, la toiture et la façade nécessitent une entière réfection.

La mise à prix est de 1,5 million de francs sans compter les travaux.

JACQUELINE MEILLON.

FESTIVAL

La France aux Pays-Bas

A Amsterdam s'est ouverte au mois de juin une série de manifestations sur le thème de « La France aux Pays-Bas ». L'initiative du projet revient au Nederlands Theater Instituut (l'Institut théâtral néerlandais), suivi par une foule de fondations et d'institutions. Objectif : resserrer les liens culturels entre les deux pays, face à l'influence croissante des voisins anglo-saxons.

Un programme très vaste est proposé au public d'Amsterdam et d'autres villes hollandaises : il se poursuivra jusqu'à la fin de 1986. Une première série d'expositions, sur des sujets très particuliers (« Les Huguenots aux Pays-Bas », « Les divertissements à Amsterdam sous l'influence française »), a débuté le 14 juin et se poursuivra jusqu'au 20 août, et il y a eu un programme d'« Incunables du cinéma français », récemment exhumés par notre Cinéma-thèque. L'activité qu'a déployée Descartes durant vingt années en Hollande donne lieu à une exposition qui se poursuivra jusqu'au 27 septembre ; elle s'attache à décrire les éventuelles affinités entre la culture quotidienne aux Pays-Bas et la philosophie cartésienne.

Enfin, on annonce pour l'année 1986, la venue aux Pays-Bas des troupes de la Comédie-Française, du Théâtre du Soleil et du Théâtre des Amateurs de Nanterre, dans le cadre du Holland Festival.

■ **OUVERTURE D'UN CENTRE CULTUREL SUISSE A PARIS.** — Un Centre culturel suisse ouvrira ses portes en septembre à Paris, rue des Francs-Bourgeois. Pourvu d'une bibliothèque-documentation, d'une salle de spectacle et d'une salle d'exposition, il aura pour mission de faire connaître les artistes helvétiques au public français.

■ **CINÉASTES DE NOTRE TEMPS.** — Le cinéaste Olympique Entreprix à Paris propose, du 26 juin au 16 juillet, une quarantaine de films de la série télévisée *Cinéastes de notre temps*, diffusés par l'ORTF de 1964 à 1974.

La SACEM estime la loi Lang globalement positive

MM. Pierre Delanoë et Jean-Loup Tournier, président et directeur général de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM), ont souligné jeudi 27 juin les aspects positifs de la loi sur les droits d'auteur qui devrait être votée ces prochains jours.

Dans le cadre de la conférence de presse annuelle de la SACEM consacrée au bilan de la société d'auteurs, M. Jean-Loup Tournier a souligné que la loi Lang était « novatrice et globalement positive malgré quelques assemblages versatiles de compromis ». Le directeur général s'est déclaré satisfait de l'institution d'une rétrocession sur les cassettes vierges, de l'extension du droit d'auteur de 50 à 70 %, des sanctions prévues contre la piraterie et de la création de droits pour les artistes et les producteurs à chaque diffusion audiovisuelle.

Mais M. Jean-Loup Tournier a déploré aussi que le Parlement « ait sacrifié les intérêts des auteurs et artistes à la pression électorale de certaines associations minoritaires » en incorporant dans la loi un

article prévoyant la réduction des droits d'auteur pour les associations d'intérêt général, vague notion qui ouvre la porte à tous les abus.

La SACEM s'est réunie des succès obtenus ces derniers mois devant les tribunaux de première instance, les cours d'appel et la Cour de cassation contre les discolibèques dissidentes (cent cinquante sur quatre mille) qui contenaient la légitimité de la société à prélever les droits d'auteur dans leurs établissements. Elle a fait aussi le bilan d'une année 1984 médiocre, avec un chiffre d'affaires en augmentation de 6,32 % (la SACEM et la Société des droits et reproduction mécanique ont perçu 1 532 millions de francs en France et dans le monde), avec une baisse du spectacle musical vivant et une absence catastrophique de salles de capacité moyenne (de trois cents à douze cents places). La Société des auteurs a regretté enfin la faiblesse du répertoire français dans la programmation des radios locales privées.

C. F.

CHENE NOIR 85 4/31 juillet CREATION AVIGNON

Jean-Jacques VAROUEAN APSOSS mise en scène Gérard GELAS

Décor : Henri ROUVIERE avec Chantal DARDET, Laurence CORTADELLAS, Albert DELPY, Jim ADHI LIMAS, Renaud KERVALL, Alex ESCAS EMER.

Locations ouvertes : CHENE NOIR (02 86.55.11) - bureau Festival (02 86.24.43)

Centre Georges Pompidou prolongation jusqu'au 15 juillet inclus

MARIN KARMITZ éditeur de films à Paris

Films de KARMITZ, VARDA, MESZAROS, CALVIER, SANJINES, LITVIN, TACCHELLA, MZOGUCHI, TREIDLOU, HANDKE, BELLOCCHIO, ERICE, FORSTY, BUNUEL, TAVIANI, DURAS, FASSBINDER, RADFORD, REUSSER, KUROSAWA, OLMI, GUNY, GOUPIL, RAUFF, OXYEN, CASSAVETES, SKOLIMOWSKI, GOREN, MICKLIN SILVER, BRASCH, GROD, GREENAWAY.

SALLE GARANCE 14 H 30 - 17 H 30 - 20 H 30 - TÉL. 278.37.29

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

LES voyages officiels ne sont pas une tradition républicaine, mais une manière d'être de la monarchie, que Louis XIV a interrompue à Versailles pour le plus grand malheur de sa dynastie, et que de Gaulle n'a restaurée qu'à peine.

Louis XIV détestait les visages inconnus — alors les foules ! Louis XVI n'eut le temps de rien. Napoléon faisait la guerre, ce qui est une forme contestable du voyage. Pédagoge, Louis XVIII ne quitta pas le fauteuil sur lequel il souhaitait finir ses jours, tant il le trouvait « confortable ». Pour se consoler des rebuffades des Parisiens, Charles X alla chercher dans le Nord, puis dans l'Est, des acclamations qui achevaient de lui faire perdre tout discernement. « Il se crut pour le moins Louis XIV », indique M. de Boigne à propos du séjour à Strasbourg.

Ces prompts déplacements n'ont que peu à voir avec ce qui fut la réalité monarchique. Quand Charles IX, flanqué de son inévitable mère, la reine Catherine, part pour la France, il quitta Paris durant pas moins de vingt-sept mois, de janvier 1564 à mai 1566. Dieu sait, pourtant, que le régime n'est pas sûr de lui-même. Mais, comme le remarquent les auteurs d'un *Tour de France royal* (Aubier, 1984), il s'agit de visiter le « territoire maîtrisé ».

L'idée de « maîtrise » n'apparaît pas dans le vocabulaire politique actuel qui lui préfère « légitimité », pour la dénier au gouvernement en place. Ne serait-elle pas, cependant, plus exacte ? Dans les pays que la sédition ne menace pas, que la guerre n'a pas asservis, légitimité et légalité se confondent ou peu s'en faut. Plus précisément, la question ne doit pas être posée. Le gouvernement légal est réputé légitime. Ceux qui pensent le contraire préparent la guerre civile. Outre la légalité, les élections confèrent la légitimité. Rien ne doit la remettre en cause, surtout pas les sondages. C'est ce que signifie l'accueil courtois du président de la République à Nimès, ville d'opposition, « une ville pour mal penser ».

Le millésime 1988, que tant de gens s'évertuent à dire mort, qu'ils en aient honte ou qu'ils en aient peur, la Fête de la musique en ressuscite l'âme même, le plaisir d'être ensemble et de retrouver le droit au désordre, parfois bruyamment.

La désuétude est nait pour ceux qui vont répéter « moins d'Etat ! moins d'Etat ! », ces soi-disant libéraux qui confondent le

liberté des hommes et le laisser-faire des marchands. Ils ont belle mine ! Car ces bonheurs de foules libres sont le produit d'une décision de l'Etat.

Comme elle était bonne, l'initiative a échappé à son auteur. Au point qu'il n'est plus personne pour pouvoir la détourner à des fins parisiennes. M. Le Pen s'est abstenu de faire jouer des marches militaires aux abords des casernes ou des églises. Mais celles-ci ont ouvert grands leurs portails pour réserver au peuple des privilèges du roi, qui y entraient à cheval.

Foules

Jadis, la fête n'était qu'une célébration, indifféremment joyeuse ou grava. Puis elle est devenue synonyme de réjouissances. Son ambiguïté s'en est accrue, sans pour autant changer de nature. Mieux vaut divertir que discourir. « Qu'ils rient pourvu qu'ils paient », disait Richelieu ; « Qu'ils fêtent, qu'ils musiquent, pourvu qu'ils nous reviennent », doit penser plus d'un. C'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes.

VOICI venu le temps des grandes transhumances. Soldes d'été dans les magasins et réunions-balets dans les administrations, où les conseils se succèdent. Lundi dernier, l'établissement public du Grand Louvre, le lendemain, c'était le tour de la Bibliothèque nationale. Quel rapprochement ! Le Luxa talonné par la misère !

A propos du premier, les Barbares seraient à nos portes que les cris ne seraient pas stridents. Que d'embarras pour un gros morceau de verra ! Qu'importe la pyramide du moment que les œuvres pourraient trouver leurs aises, à les hummer aussi, amateurs et professionnels. Les clameurs n'empêcheront pas que l'avenir du Louvre soit souriant. A la condition que l'effort ne soit pas interrompu.

Silence, en revanche, de ceux-là autour de cet autre monument qu'est la Bibliothèque

nationale. Derrière ses murs, la mémoire étouffait d'aller-même. L'abandonne est source de ruine. Le passé se dégrade. Le présent envahit. Y aura-t-il un jour une quête pour la BN, déclarée « grande cause nationale » ? Pourquoi pas ? Les poudrins réussissent à suffoquer à lutter contre les méfaits de la profusion...

Le Louvre et la Bibliothèque sont pourtant sortis du même ventre : la Tour de la librairie du Louvre de Charles V. La Bibliothèque royale possédait alors neuf cent dix volumes — manuscrits, faut-il le préciser ? A la fin du siècle dernier, elle comptait environ huit cent mille livres imprimés. Elle recevait, tant de France que de l'étranger, de mille volumes par an. En 1984, ce nombre monte à près de deux cent cinquante mille. A quel il faut ajouter les revues, les estampes, les films, sans oublier trois cent quarante bulletins paroissiaux. Soit, au total, un million huit cent trente-six mille cinq cent soixante-dix-neuf documents, l'équivalent de cinq mille par jour. Et maintenant arrivent les logiciels et autres supports qui surgissent des bouillonnements humains.

L'INDIFFÉRENCE ou est reclus le BN s'étend aux expositions qu'elle organise. La célébration du quatrième centenaire de la mort de Ronsard est un désert, en tout cas la dimanche matin. Sans qu'il soit possible d'en accuser le message de 11 heures. Désert aussi l'exposition du musée de Cluny, « Archéologie et projet urbain », très largement centrée sur Rome et sur les images de l'Empire. La cause en serait « une image élitiste et le fait de ne pas paraître à la mode ».

La belle affaire. Faudrait-il voir dans le nombre le critère du bon droit ? Courir après la foule, l'unanimité et son sous-produit, l'eymerie ? Y aurait-il du Prussien dans l'esprit français ? Pourquoi faudrait-il que la partie ressemble au tout, au point d'en être l'esclave, interdisant dès lors l'abolition du tout ? C'est confondre bâtiment et régime.

Quoi de plus harmonieux que le château de Maintenon — et quel de plus disparate ? Quel de plus gourmé que le château de Versailles ? Où est son désordre, secret ou instable, qui fait l'œuvre vie ? « L'ami naquit un jour de l'uniformité », écrit Houdard de La Motte. Mais si, c'est un traducteur de l'Idade ! une fable intitulée *les Amis d'un accord*. Mais ça, ce n'est plus de l'architecture, c'est de l'actualité.

SPECTACLES

théâtre

■ Spectacles sélectionnés par le Club de « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

■ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : *Le Cid* (Molière) en un acte.
■ CHAILLOT (727-81-15) : clôture annuelle.
■ ODEON (325-70-32). 20 h 30 : *Ballet d'opéra* de Nijinsky.
■ PETIT-ODÉON (325-70-32). 18 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ TEP (364-80-80). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ BEAUBOURG (277-12-33). *Débat* : *Le Cid* de Molière.
■ ODEON (325-70-32). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ PETIT-ODÉON (325-70-32). 18 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ TEP (364-80-80). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ BEAUBOURG (277-12-33). *Débat* : *Le Cid* de Molière.

Les autres salles

■ A. DEJAZET (887-97-34). 20 h 45 : *Le Cid* de Molière.
■ ARTS-HEBERTOT (387-23-23). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ BASTILLE (337-42-14). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ CARTOUCHE. Théâtre de la Tempête (328-36-26). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (389-38-69). Grand Théâtre. 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ CITHEA (377-99-26). 22 h : *Le Cid* de Molière.
■ COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21). 20 h 45 : *Le Cid* de Molière.
■ COMEDIE ITALIENNE (321-22-22). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ DAUNOU (261-69-14). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ DÉCHARGEURS (336-00-02). 20 h 15 : *Le Cid* de Molière.
■ DIX-HEURES (606-07-48). 22 h : *Le Cid* de Molière.
■ ECLUSE-THÉÂTRE (542-71-16). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ EDOUARD VII (742-57-49). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ ESCALIER D'OR (523-15-01). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ ESPACE MARAIS (271-10-19). 18 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ ESPACE THÉÂTRE DU MOULIN VERT (329-74-71). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ ESSAION (378-46-42). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ FONTAINE (874-82-34). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ GALERIE 55 (326-63-51). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ HUCHETTE (336-39-99). 19 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ JARDIN SHAKESPEARE (255-45-55). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ LA BRUYÈRE (874-76-99). 21 h : *Le Cid* de Molière.

Les cafés-théâtres

■ AU BEC FIN (296-29-35). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). 21 h 15 : *Le Cid* de Molière.
■ CAFE D'EDGAR (320-85-11). 20 h 15 : *Le Cid* de Molière.
■ CAFE D'EDGAR (320-85-11). 20 h 15 : *Le Cid* de Molière.
■ CAFE D'EDGAR (320-85-11). 20 h 15 : *Le Cid* de Molière.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 28 juin

SENTIER DES HALLES (236-37-27). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ SPECTACLE ST-MARTIN (208-21-93). 21 h : *Le Cid* de Molière.

Les chansonniers

■ CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (242-45-21). 21 h : *Le Cid* de Molière.

La danse

■ BASTILLE (337-42-14). 19 h : *Le Cid* de Molière.
■ CAFE DE LA DANSE (607-79-08). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ CENTRE WALLONNE-BRUXELLES (271-26-16). 20 h 45 : *Le Cid* de Molière.
■ PALAIS DES CONGRES (266-20-75). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.

Les opérettes

■ THÉÂTRE DE PARIS (874-10-75). Petite salle. 21 h : *Le Cid* de Molière.

Le music-hall

■ CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ LUCERNAIRE (544-57-34). 21 h 45 : *Le Cid* de Molière.
■ MAISON DE LA POESIE (236-75-53). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ OLYMPIA (742-25-49). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ STUDIO BERTRAND (783-64-66). 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.

Les concerts

■ La Table verte. 22 h : *Le Cid* de Molière.
■ Eglise St-Louis-en-l'Île. 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ Salle Pleyel. 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ Théâtre des Champs-Élysées. 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ Théâtre de la Ville. 20 h 30 : *Le Cid* de Molière.

■ Eglise Saint-Julien-le-Pauvre. 20 h : *Le Cid* de Molière.
■ R. Parrot (Vivaldi, Albinoni, Geminiani...).

Jazz, pop, rock, folk

■ BAINS-DOUCHES (887-01-80). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-03). 21 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ FONDATION ANTONIN-ARTHAUD (582-66-77). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ GIBUS (530-03-87). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ MEMPHIS MELODY (329-60-73). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ MONTANA (548-93-08). 22 h : *Le Cid* de Molière.
■ MUSICALLES (261-66-20). 22 h : *Le Cid* de Molière.
■ NEW MORNING (523-51-41). 21 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ PETIT JOURNAL (326-28-59). 21 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ PETIT OPORTUN (236-01-36). 23 h : *Le Cid* de Molière.
■ QUOTIDIEN (271-44-54). 21 h 30 : *Le Cid* de Molière.

En région parisienne

■ COLOMBES. Parc de l'Île Marceau (784-21-12). Festival antinucleaire, de 14 h à 18 h.
■ LA DÉFENSE (796-25-55). 12 h 30 : *Le Cid* de Molière.
■ LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A. v.o.). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ SAINT-DENIS. Festival (243-00-59). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ VINCENNES. Th. D. Sorano (374-81-66). 21 h : *Le Cid* de Molière.
■ VILLEJUIF. Th. R. Rolland (726-15-02). 22 h 15 : *Le Cid* de Molière.

■ XXII^e Festival du Marais (887-74-31). 21 h : *Le Cid* de Molière.

■ Festival de la butte Montmartre (262-46-22). 16 h 30 : *Le Cid* de Molière.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

■ CHAILLOT (704-24-24). 16 h. Nuits d'été. 19 h. Jours tranquilles à Chilly. 21 h. L'été et après. de A. Robbe-Grillet.

■ BEAUBOURG (278-35-57). 15 h. *Classique du cinéma mondial* : *Soleil sur le visage* de L. M. C. 19 h. *Le Vent brûlant de l'été* de M. Camus. 21 h. *Los Dios del Pasado* de M. Camus.

Les exclusivités

■ ADIEU BONAPARTE (Franco-Egyptien). C. C. 1^{re} (354-70-76). Colisée. 8 (359-29-46).
■ A. K. (Fr.). Logos 11. 9 (354-42-34).
■ AMADEUS (A. v.o.). Vendôme. 8 (742-97-52). Lucernaire. 6 (544-57-34).
■ GEORGE V (562-41-46). Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.). Grand Pavois (H. sp.). 15 (554-46-83).
■ ASSOIFFÉ (Indien, v.o.). Saint-André-des-Arts. 6 (326-30-25).
■ L'AVENTURE DES EWOKS (A. v.o.). Saint-Ambroise. 11 (700-89-16). Grand Pavois. 15 (554-46-83).
■ BABY (A. v.o.). Napoléon. 17 (267-63-42).
■ LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Br.). v.o.). Ciné Beaubourg. 3 (271-52-36).
■ OLYMPIA SAINT-GERMAIN (v.o.). 2 (222-87-23).
■ UGC Odéon. 6 (222-10-30).
■ P. G. (Fr.). 7 (705-12-15).
■ UGC Bistrot. 8 (526-20-40).
■ 14-Juillet Bastille. 11 (357-90-81).
■ 14-Juillet Beaubourg. 15 (375-79-79).
■ LE RÉBÉ SCHTROUMPF (Belge). T. 1. 3 (772-94-56).
■ Grand Pavois. 15 (554-46-83).
■ Boite à films. 17 (622-44-21).
■ BRIDY (A. v.o.). Forum. 1^{re} (297-51-74).
■ H. 1. 3 (359-52-82).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ V. F. : Français. 9 (770-33-88).
■ Montparnasse Pathé. 14 (320-12-06).

■ BRAZIL (Br.). v.o.). Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ CARMEN (Saura). (Esp. v.o.). Calypso. 17 (380-30-11).
■ CHALET ROUGE (AIL. v.o.). Lumière. 9 (246-49-07).
■ Pathé Clichy. 19 (522-46-01).
■ CHOISSE ME (A. v.o.). Forum Orient Express. 1^{re} (223-42-26).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ MONTAIGNE. 6 (325-59-83).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).

LES FILMS NOUVEAUX

■ LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE. film botswanaise de J. M. Uys (v.o.). Forum Orient Express. 1^{re} (223-42-26).
■ Quinette. 5 (633-79-38).
■ Marignan. 8 (359-92-82).
■ (v.o.). Capri. 2 (508-11-69).
■ Impérial Pathé. 2 (742-72-52).
■ St-Lazare Pasquier. 8 (387-35-43).
■ Basilie. 11 (307-64-40).
■ Fauvette. 13 (331-56-86).
■ Montparnasse Pathé. 14 (320-12-06).
■ Convention St-Charles. 15 (579-33-00).
■ Pathé Clichy. 18 (522-46-01).
■ ASPERN. film français de Eduardo de Gregorio. Studio 43. 9 (770-63-00).
■ DESTINER. film italien de Anna Maria Tatò (v.o.). St-Germain Village. 9 (633-63-20).
■ Monte-Carlo. 3 (335-21-21).
■ (v.o.). Lumière. 8 (246-49-07).
■ Fauvette. 13 (331-56-86).
■ LA FORÊT D'ÉMERAUDE. film américain de John Boorman (v.o.). Gaumont Média. 1^{re} (297-49-70).
■ Bretagne. 6 (222-57-97).
■ UGC Denon. 6 (223-10-30).
■ Marignan. 8 (359-92-82).
■ Publicis Champagne-Elysées. 6 (720-76-23).
■ Klapno-rima. 15 (306-50-50).
■ (v.o.). Grand Rex. 2 (236-83-93).
■ Français. 9 (770-33-88).
■ Nation. 12 (343-04-67).
■ Fauvette. 13 (331-56-86).
■ Gaumont Sud. 14 (327-79-79).
■ (v.o.). St-Charles. 15 (579-33-00).
■ Gaumont Convention. 15 (878-61-77).

■ COCAINE (A. v.o.). Ciné Beaubourg. 3 (271-52-36).
■ Saint-Germain Studio. 9 (633-63-20).
■ Marignan. 8 (359-92-82).
■ V. F. : Impérial. 2 (742-72-52).
■ M. 15. 13 (331-56-86).
■ Montparnasse. 14 (320-12-06).
■ Gaumont Convention. 15 (828-42-27).
■ Pathé Clichy. 18 (522-46-01).
■ Gambetta. 20 (636-10-96).

■ LE CONSUL (A. v.o.). UGC Odéon. 6 (255-10-30).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ COTTON CLUB (A. v.o.). Studio de la Contrepartie. 9 (325-76-37).

■ LA DÉCHIRURE (A. v.o.). Cinéoch. 6 (633-10-82).
■ Publicis Marignan. 8 (359-92-82).
■ V. F. : Opéra Night. 2 (266-62-56).

■ DÉTECTIVE (Fr.). Studio Cujas. 9 (354-89-22).

■ DROLE DE SÂMEIN (Fr.). Forum Orient Express. 1^{re} (233-42-26).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ Marignan. 8 (359-92-82).
■ Quinette. 5 (633-79-38).
■ George V. 8 (562-41-46).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ Gaumont Convention. 15 (828-42-27).

■ L'EAU ET LES HOMMES (Fr.). G. 19 (245-66-00).

■ EMMANUELLE IV. George V. 8 (562-41-46).

■ LES ENFANTS (Fr.). Saint-André-des-Arts. 6 (326-48-18).
■ 14-Juillet Pathé. 6 (326-30-25).

■ ESCALIER C. (Fr.). Forum 1^{re} (297-51-74).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).

■ FRENCH LOVER (A. v.o.). Ambassade. 8 (359-19-08).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).

■ GIGOLO (AIL. sm. v.o.). Cinéoch. Saint-Germain. 6 (633-10-82).

■ GREYFISH. LA LÉGENDE DE TAZAN. SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.). Opéra Night. 2 (266-62-56).

■ L'HISTOIRE SANS FIN (AIL. v.o.). Boite à films. 17 (622-44-21).
■ Saint-Ambroise. 11 (700-89-16).

■ JE VOUS SAUVE MARIE (Fr.). Studio de la Contrepartie. 9 (325-76-37).

■ LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A. v.o.). Ciné Beaubourg. 3 (271-52-36).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ VINCENNES. Th. D. Sorano (374-81-66). 21 h : *Le Cid* de Molière.

■ VILLEJUIF. Th. R. Rolland (726-15-02). 22 h 15 : *Le Cid* de Molière.

■ XXII^e Festival du Marais (887-74-31). 21 h : *Le Cid* de Molière.

■ Festival de la butte Montmartre (262-46-22). 16 h 30 : *Le Cid* de Molière.

■ JOY AND JOAN (Fr.). 1^{re} : Forum Orient Express. 1^{re} (233-42-26).
■ George V. 8 (562-41-46).
■ Marignan. 8 (359-92-82).
■ Saint-Lazare Pasquier. 8 (387-35-43).
■ Français. 9 (770-33-88).
■ M. 15. 13 (331-56-86).
■ M. 15. 13 (331-56-86).
■ M. 15. 13 (331-56-86).

■ JUSQU'À UN CERTAIN POINT (Cob. v.o.). Deauville (H. sp.). 14 (321-41-07).

■ KAOS. CONTES SCILLES (IL. v.o.). 14-Juillet Beaubourg. 15 (375-79-79).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ LA MAISON ET LE MONDE (Ind. v.o.). Olympic Luxembourg. 6 (633-79-38).

■ MARCHÉ À L'OMBRE (Fr.). Maxéville. 9 (770-72-85).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).

■ MARIA'S LOVERS (A. v.o.). Temples. 3 (272-94-56).

■ MARJORIE (A. v.o.). Reflet Logos 1. 9 (354-42-34).

■ MASK (A. v.o.). Gaumont Hall. 1^{re} (297-49-75).
■ Saint-Michel. 3 (326-78-17).
■ Elysées-Lucien. 8 (359-92-82).
■ Biscuits. 15 (544-25-02).
■ V. F. : Impérial. 2 (742-72-52).
■ Richelieu. 2 (233-56-70).
■ Montparnasse Pathé. 14 (320-12-06).
■ Gaumont Convention. 15 (828-42-27).

■ LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.). Temples. 3 (272-94-56).

■ MISHIMA (A. v.o.). Saint-Germain Huchette. 5 (633-63-20).
■ Espace Gaîté. 14 (327-94-94).

■ MONSIEUR DE POURCEAUGNAC (Fr.). Latine. 6 (278-47-86).

■ NASORON. HODIA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.). Studio 43. 9 (770-63-00).

■ NOSTALGIA (IL. v.o.). Bouquins. 6 (326-12-12).
■ UGC Marbot. 6 (561-94-95).

■ LA NUIT PORTE-ARRÊTÈS (Fr.). 1^{re} : Beaubourg. 3 (271-52-36).
■ République Cinéma. 11 (700-89-16).
■ Saint-Ambroise. 11 (700-89-16).

■ LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.). République Cinéma. 11 (700-89-16).

■ PARIS, TEXAS (A. v.o.). UGC Marbot. 6 (561-94-95).

■ PARKING (Fr.). UGC Marbot. 6 (561-94-95).

■ PARTIR, REVENIR (Fr.). UGC Marbot. 6 (561-94-95).

■ PATROUILLE DE NUIT (A. v.o.). Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).

■ PETER LE CHAT (Suédois, v.o.). Temples. 3 (272-94-56).
■ Studio 43. 9 (770-63-00).

■ PHENOMENA (A. v.o.). 1^{re} : UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ V. F. : Marais. 10 (651-99-75).
■ Montparnasse. 14 (320-30-19).

■ LES PLAISIRS INTERDITS (R. v.o.). 1^{re} : Paris Ciné 1. 10 (770-21-71).

■ LES POINGS FERMÉS (Fr.). Latine. 6 (278-47-86).

■ PORTES DESPARUS (A. v.o.). Forum Orient Express. 1^{re} (233-42-26).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ V. F. : Ren. 2 (236-83-93).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ RENDEZ-VOUS (Fr.). Ciné Beaubourg. 3 (271-52-36).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ REPO MAN (A. v.o.). UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A. v.o.). Paris Ciné 1. 10 (770-21-71).

■ LES RIZOUFS (Fr.). Ren. 2 (236-83-93).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.o.). Gaumont Hall. 1^{re} (297-49-75).
■ Studio de la Harpe. 3 (634-25-52).
■ Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ Pagode. 7 (705-12-15).
■ Gaumont Convention. 15 (828-42-27).
■ Champs-Élysées. 11 (357-90-81).
■ Extrait Paris-Méditerranée. 14 (320-30-19).
■ M. 15. 13 (331-56-86).
■ 14-Juillet Beaubourg. 15 (375-79-79).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).
■ UGC Bistrot. 8 (562-20-40).

■ SAINT-DENIS. Festival (243-00-59). 21 h : *Le Cid* de Molière.

■ VINCENNES. Th. D. Sorano (374-81-66). 21 h : *Le Cid* de Molière.

■ VILLEJUIF. Th. R. Rolland (726-15-02). 22 h 15 : *Le Cid* de Molière.

■ XXII^e Festival du Marais (887-74-31). 21 h : *Le Cid* de Molière.

■ Festival de la butte Montmartre (262-46-22). 16 h 30 : *Le Cid* de Molière.

■ JOY AND JOAN (Fr.). 1^{re} : Forum Orient Express. 1^{re} (233-42-26).
■ George V. 8 (562-41-46).
■ Marignan. 8 (359-92-82).
■ Saint-Lazare Pasquier. 8 (387-35-43).
■ Français. 9 (770-33-88).
■ M. 15. 13 (331-56-86).
■ M. 15. 13 (

COMMUNICATION

SPORTS

L'UDF se prononce pour la privatisation de deux des trois chaînes télévisées

M. Alain Madelin, délégué général du PR, a présenté, jeudi 27 juin, les propositions de l'UDF en matière de communication, regroupées dans un rapport - « Libérer la communication » - d'une vingtaine de pages et approuvées en bureau politique de l'UDF.

Après une critique de l'action menée en ce domaine par les socialistes, dont « le volontarisme culturel et politique » a conduit à « une politique la plus souvent incohérente et menaçante pour les libertés », l'UDF présente son choix, celui, dit le rapport, d'un « véritable régime de liberté pour l'ensemble de la communication ».

Elaborer une « loi d'ensemble »

Rappelant les principes exprimés dans la loi du 29 juillet 1981 consacrée à la liberté de la presse, l'UDF juge que cette liberté de communication « peut et doit » aujourd'hui s'appliquer à la communication audiovisuelle, « la presse n'étant plus l'unique moyen permettant l'expression des pensées (...) ». Le rapport propose pour assurer cette liberté de « faire entrer dans la Constitution une définition moderne de la liberté de communication » et d'élaborer « une loi d'ensemble » qui entraînerait notamment une réforme des télécommunications reposant sur trois principes : « la désattribution, l'ouverture de la concurrence d'un certain nombre de services et la clarification des fonctions de l'Etat ».

L'UDF juge qu'il faut « faire la vérité » sur les fréquences de radio et de télévision disponibles et « fixer des règles » permettant l'attribution de toutes les fréquences. Elle se prononce en faveur de la mise en place d'une « autorité indépendante » qui aurait essentiellement pour mission « la gestion de l'ensemble du spectre radioélectrique affecté à la communication » ; mission qu'elle accomplirait en attribuant les fréquences disponibles, et en veillant au « respect des principes définis par la loi ». Il s'agit bien, précise M. Madelin, d'une autorité « indépendante » qui pourrait être composée de sept membres, dont quatre seraient désignés par la majorité et l'opposition à l'Assemblée nationale et au Sénat ; ces quatre membres

Canal Plus : M. Rousselet approuvé par les actionnaires d'Havas

M. André Rousselet, président d'Havas, vient de marquer un point important dans le combat qu'il mène pour conserver à Canal Plus son statut de chaîne payante. Le conseil d'administration de l'agence - qui s'est réuni le 27 juin - en présence d'une quinzaine de journalistes - a en effet approuvé à la quasi-unanimité, représentant de l'Etat compris, la ligne stratégique de M. Rousselet et son vœu de voir maintenir le statu quo (le Monde du 28 juin). Victoire surprenante quand on sait que de nombreuses voix se sont élevées au cabinet du premier ministre pour mettre en cause la gestion de M. Rousselet et demander que le réseau occupé par Canal Plus soit attribué à une chaîne privée émettant en clair.

M. Rousselet a pour lui quelques arguments de poids. D'abord la surprenante remontée des abonnements au mois de mai et juin, malgré l'approche des vacances. En dépit de

Les projets d'Antenne 2 pour la rentrée

Culture et jeunesse, tels sont les deux piliers principaux d'Antenne 2 en ce qui concerne la nouvelle grille de programmes prévue pour la rentrée prochaine. La culture sera présente dans deux types d'émissions : l'une, traitant des arts et spectacles en direct, sera diffusée les lundis, mardis, jeudis et vendredis après-midi pendant deux heures ; l'autre, un « Grand Echiquier » bimensuel d'une durée de deux heures, sera diffusée, le dimanche soir et en alternance avec du théâtre lyrique. Une réponse européenne au défi permanent que constitue, ce soir-là, la diffusion d'un grand film sur TF 1.

Côté jeunesse, « Récré A 2 » disposera d'une heure par jour en semaine, et les cases d'émissions pour enfants seront élargies au samedi soir et au dimanche matin. Un effort particulier est prévu dans le domaine de la fiction : on trouvera des séries sous les après-midi, et même le dimanche matin à 11 heures. Le même jour, Antenne 2 diffusera un « policier » à 17 heures, suivi d'une comédie. Les sports aussi auront la part belle, puisque c'est l'année du Mondial : la création d'un magazine sportif est prévue, alors que « Stade 2 » sera programmé le dimanche à 17 heures. Autre nouveauté, un magazine éco-

APRÈS LA TRAGÉDIE DU HEYSEL

Le Conseil de l'Europe adopte une convention pour lutter contre la violence dans les stades

Les ministres des sports des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe ont adopté le 27 juin à Strasbourg - soit un mois à peine après la tragédie du Heysel qui a fait trente-huit morts - une convention sur « la violence des spectateurs lors des manifestations sportives et notamment les matches de football ». Cette convention reprend pour l'essentiel les dispositions d'une recommandation adressée aux gouvernements du Conseil en mars 1984.

La convention insiste tout d'abord sur la nécessité de pouvoir mobiliser des forces de police suffisantes en cas de rassemblements à risques. Elle indique ensuite une série de mesures destinées à garantir la sécurité des spectateurs tant par la conception et la structure des stades, la séparation effective des groupes de supporters rivaux dans des tribunes distinctes, que par le contrôle rigoureux de la vente des billets pour éviter les reventes inattendues du marché noir.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Les reines de la petite reine

Soixante-douze coureuses, contre trente-six l'an dernier, devaient s'élancer vendredi 28 juin à Lanester (Morbihan) pour couvrir les 1100 km en dix-sept étapes du deuxième Tour de France féminin. Mais pour respecter les règlements internationaux, la course a été divisée en deux tronçons, puisqu'un Tour féminin ne peut compter plus de douze étapes. Le classement final sera ainsi établi en additionnant les points obtenus entre Le Gacilly et Saint-Etienne (douze étapes) et entre Lagnieu et Paris (cinq étapes).

L'épreuve s'annonce beaucoup plus difficile que l'an dernier pour deux raisons. D'abord, les étapes seront en général plus longues, sans dépasser toutefois la limite légale de 100 km, et côtes et cols seront plus nombreux. Ensuite, le niveau des concurrentes sera beaucoup plus relevé. A cause de la proximité des Jeux olympiques de Los Angeles, de nombreuses vedettes avaient décliné l'invitation en 1984.

Cette fois, presque toutes les reines de la petite reine seront au départ, à commencer par la Française Jeannie Longo, chef de file de l'équipe de France. Jeannie Longo, à vingt-sept ans, avec un septième titre de championne nationale en poche, n'a jamais paru aussi forte. Ses principales rivales seront sans doute l'italienne Maria Canins, qui l'avait devancée aux Jeux, et la Britannique Amanda Jones.

Valérie Simonnet, à la tête de l'équipe de France B, a quant à elle été très claire sur ses intentions : « Je souhaite à Jeannie de gagner le Tour. Et si elle ne le fait pas, je lui mets des bâtons dans les roues ». Simonnet, quatrième l'an dernier, visera cette fois une place dans les cinq premières. Elle est en effet trop limitée en montagne pour prétendre à mieux.

Il ne devrait donc pas y avoir de rivalité marquée ou de coups bas entre les deux équipes de France, malgré les relations un peu capricieuses entre Longo et Simonnet. Longo pourrât même sans doute compter, dans les moments difficiles, sur l'aide, discrète, de l'équipe B. « Si Jeannie a besoin de moi, je serai à sa disposition », a d'ailleurs déclaré Nathalie Pelletier, vedette du dernier Bordeaux-Paris, qui fait partie de l'équipe Simonnet.

Chaque jour, les coureuses précéderont d'environ une heure et demie la caravane du Tour masculin.

TENNIS

Les spécialistes de la terre battue dérapent à Wimbledon

Après Wilander, Arias et Krickstein, les spécialistes de la terre battue ont continué à dérailler, jeudi 27 juin, sur le gazon humide de Wimbledon. Le Tchèque Ivan Lendl a vaincu le Français Yannick Noah (6-3, 6-4, 6-1) en trois sets, face à l'Américain Gullikson (trente-quatre ans), et le Suédois Sundström a été débordé,

Les résultats du jeudi 27 juin

| SIMPLES MESSIEURS | |
|---|--|
| Premier tour | |
| Odizor (Nig., 113) b. Muller (Af. S., 361), 6-7, 7-6, 6-3, 6-3; Maurer (RFA, 95) b. J. Frawley (Aus., 112), 6-3, 6-3, 7-5; Fitzgerald (Aus., 42) b. T. Giammaiva (E.U., 268), 6-4, 7-5, 6-1; Mustardi (N-Z, 245) b. Bale (G-B, 205), 7-6, 6-2, 4-6, 6-4; Flur (E.U., 91) b. Burs (G-B, 175), 6-4, 6-3, 6-4; De Palmer (E.U., 89) b. Viver (Eq., 121), 6-3, 6-3, 3-6, 6-3; Curran (E.U., 9) b. Siefanki (E.U., 49), 7-6, 6-3, 6-4. | |
| Deuxième quart de tableau | |
| Evernden (N-Z, 166) b. Norvall (Tch., 118), 6-4, 6-4, 6-4; Kristmann (Ind.), 6-4, 6-4, 6-4; Bourne (E.U., 115) b. Forget (Fr., 64), 6-3, 3-6, 6-3, 6-4; S. Giammaiva (E.U.) b. Cox (E.U., 251), 6-4, 6-4, 3-7, 6-4; T. Gullikson (E.U.) b. 12 Meir (Tch., 13), 4-6, 6-3, 6-4, 6-7, 6-3; Bauer (E.U., 85) b. Vajda (Tch., 101), 5-7, 7-6, 7-5, 6-2, 6-6; Cash (Aust., 71) b. Nelson (E.U., 161), 2-6, 6-2, 7-5, 6-7, 6-3; Seguso (E.U., 226) b. Harmon (E.U., 195), 6-4, 6-3, 6-0; Denton (E.U., 228) b. Tim Gullikson (E.U., 100), 6-4, 6-2, 3-6, 6-3. | |
| Troisième quart de tableau | |
| 5 Davis (E.U., 19) b. Moir (Af. S., 324), 6-2, 6-2, 6-3; Gunnarsson (Sue., 22) b. M. Davis (E.U., 56), 6-3, 6-2, 3-6, 6-3; V. Amritraj (Ind., 51) b. Carter (E.U., 119), 6-3, 6-4, 6-4; Gerulaitis (E.U., 24) b. Fleming (E.U., 45), 6-2, 5-7, 6-4, 3-6, 6-3; Gunthard (Sui., 58) b. Teacher (E.U., 351) 6-4, 7-5, 6-7, 6-2; Visser (Af. S., 174) b. Keretic (RFA, 111), 7-6, 6-4, 6-7, 6-3; Holmes (E.U., 281) b. Sundström (Sue., 171), 6-3, 4-6, 6-7, 6-4, 6-2; Edwards (Af. S., 124) b. Dowdswell (G-B, 142), 6-3, 6-3, 6-3; Mitchell (E.U., 70) b. Champion (Fr., 341), 6-3, 6-4, 6-2. | |
| Quatrième quart de tableau | |
| Anger (E.U., 176) b. Kubarsky (sapat., 158), 5-7, 6-2, 6-2, 3-6, 6-1; Becker (RFA, 20) b. Pfister (E.U., 63), 4-6, 6-3, 6-2, 6-4; McNamee (Aus., 541) b. Meister (E.U., 134), 6-2, 6-3, 7-6; Gonzalez (Par., 67) b. Edmondson (Aus., 125), 6-3, 6-2, 7-6; Leach (E.U., 35) b. Fibak (Pol., 78), 7-6, 6-4, 6-1; Masur (Aus., 95) b. Cassidy (E.U., 88), 7-6, 7-6, 6-1. | |
| SIMPLES DAMES | |
| Premier tour | |
| 1 C. Evert-Lloyd (E.U., 1) b. M.-L. Piatek (E.U., 58), 6-1, 6-0. | |
| Deuxième quart de tableau | |
| 3 H. Mandlikova (Tch., 3) b. I. Burdova (Tch., 78), 6-0, 6-1; J. Russell (E.U., 371) b. P. Koppeler (RFA, 101), 5-7, 6-2, 6-1; S. Reeves (G-B, 226) b. R. Elmy (G-B, 128), 6-3, 5-7, 6-4; S. Hanika (RFA, 24) b. C. Saire (Fr., 108), 6-4, 6-2. | |
| Troisième quart de tableau | |
| T. Phelps (E.U., 40) b. K. Skronska (Tch., 93), 6-3, 6-3; A. Holikova (Tch., 95) b. P. Casale (E.U., 201), 5-7, 6-1, 6-3; M. Mesier (P-B, 571) b. K. Gompert (E.U., 107), 6-3, 4-6, 6-4; M. Gurney (E.U., 50) b. S. Leo (Aus., 119), 7-5, 6-4; C. Benjamin (E.U., 411) b. E. Eiseenko (URSS, 98), 6-4, 6-0; M. Maleeva (Bul., 4) b. M. Washington (E.U., 109), 6-0, 6-1. | |
| Quatrième quart de tableau | |
| A. Hobbs (G-B, 86) b. G. Kim (E.U., 80), 6-4, 6-2; V. Wade (G-B, 73) b. C. Antonoplis (E.U., 63), 6-4, 7-5; 13 C. Bassett (Can., 13) b. M. Paz (Arg., 82), 6-0, 3-6, 6-3; R. Uys (Af. S., 81) b. J. Louis (G-B, 245), 7-6, 4-6, 6-3; Hu Na (E.U., 149) b. A. Croft (G-B, 421), 6-3, 7-5; L. Plochva (Tch., 124) b. C. Karlsson (Sue., 54), 2-6, 6-4, 6-3; B. Bunge (RFA, 21) b. L. McNeil (E.U., 72), 6-3, 6-3; A. Minter (Aus., 46) b. P. Vasquez (Par., 132), 6-4, 6-2. | |

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 28 juin

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**
- 20 h 35 Gala d'ouverture du Midem 85 (en différé). Emission de B. Otié, B. Chevre, R. L. Sanders. Avec Village People, Richard Berry, Telephone, Talk Talk, Tourne Kunda, Bernard Lavilliers et Paul Young.
- 21 h 50 Téléfilm : L'enfant fusillé. De J.-M. Drot, avec M. Garrel, M. Merino, A. Amantou... Toute sa vie durant, Yanis, un Grec d'une quarantaine d'années, est hanté par le regard que lui a jeté un jeune condamné à mort au moment de son exécution. Poussé par le besoin de se racheter, il va remettre la campagne grecque comme si l'enfant « fusillé » allait réapparaître, va espionner le jeune homme de la maison d'en face. Une quête qui va le mener jusqu'à Paris. Des longueurs, de belles images.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 35 C'est à lire.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**
- 20 h 36 Feuilleté : Châteauneuf. D'après J.-P. Petrolacci, réal. P. Planchon, avec C. Nobel, R. Pellegrin. Vingt-sixième et dernier épisode. Tandis que Pradal montre à Nicole les dernières pièces à conviction, Alexandra accuse violemment sa mère de lâcheté et de complicité dans l'affaire Teddy. Le « Dallat » français s'achève sans avoir totalement tenu ses promesses du début.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « Au risque de l'aventure », sont invités : Yves Courrière (Joseph Kessel ou sur la piste du lion), Christian Dedet (Le Mémoire du fleuve), Alain Fierro (Robinson), Olivier de Kerazouan (Mémoires salées), Cécile Zylk (Oro).
- 22 h 45 Journal.
- 23 h Ciné-club : Thérèse Desqueyroux. Film français de Georges Franju (1962), avec E. Riva, P. Nègre, E. Soob, S. Frey, J. Perez, J. Monod, R. Devillers (N.). La femme d'un propriétaire des Landes a voulu empoisonner son mari. Au procès, elle a bénéficié d'un non-lieu grâce au témoignage qu'il a rendu en sa faveur. Elle va tenter, en vain, de lui expliquer la raison de son acte.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**
- 20 h 35 Série : Mémorial. De G.-A. Lanson, réal. D. Haller, avec S. Mac Corkindale, M. Anderson... Deuxième épisode où l'on voit un diplomate véreux, un
- illusionniste assassiné sur scène. Le tigre du Bengale est-il responsable?
- 21 h 20 Vendredi : Les Médicales. Bonne santé sans frontières. Emission d'I. Barrière et V. Cohen-Adria. Cette émission montre le rôle de la médecine aéronautique et aérospatiale en cours d'un vol Paris-Port-de-Lacoste. On suit les manœuvres sur le terrain.
- 22 h 20 Journal.
- 22 h 40 Florio 85. De P. Dangas, réal. Ch. Padini. Six pays européens ont exécuté en février dernier une manœuvre concertée contre un incendie de forêt en Lozère. On suit les manœuvres sur le terrain.
- 23 h 5 Musiclub.
- FR 3-PARIS ÎLE-DE-FRANCE**
- 17 h 5 Les énergies nouvelles : 17 h 20. Woody Woodpecker : 17 h 25. Paris imprévu : 18 h. Antio 3, le magazine d'information : 18 h 55. Autout PIC : 19 h. Le petit journal d'un curé de campagne : 19 h 15. Informations.
- CANAL PLUS**
- 20 h 35 Superstars : 21 h 5, Le Pigeon, film de M. Monicelli ; 22 h 50, Triple Cross, film de T. Young ; 1 h 10, Madame Claude n° 2, film de F. Minet ; 2 h 45, Documents : Les films d'Hollywood : 3 h 40, Signes extérieurs de richesse, film de J. Monnet ; 5 h 10, Les doigts de diabole, film de A. Zacharias.
- FRANCE-CULTURE**
- 20 h 30 Le grand débat : intégralité, différences, racisme. Avec Y. Christen, H. Desir, G. Faye, P.-A. Tagueiff et J. Ruffié.
- 21 h 30 Black and blue : voyage aux Etats-Unis.
- 22 h 30 Naïfs magiques : redécouverte.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20 h 30 Concert (donné à la salle Pleyel le 22 juin 1984) : Symphonie n° 5, de Hartmann ; Concerto pour piano et orchestre n° 14, de Mozart ; Symphonie n° 6 en fa majeur, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Leitner, sol. O. Gardon, piano.
- 22 h 20 Les soirées de France-Musique : Les Pêcheurs de perles : à 24 h, Musique traditionnelle : Hafez et la musique.

Les programmes du samedi 29 et du dimanche 30 juin se trouvent dans « le Monde Loisirs »

1550 من الألف

économie

REPÈRES

Dollar : stabilité relative à 9,3170 F

Sur un marché particulièrement atone en cette fin de mois - beaucoup d'opérateurs ont déjà fermé leurs livres - le dollar était relativement stable le 28 juin à Paris, à 9,3170 F, contre 9,3278 F la veille au fixing, et à 9,305 deuschemark. Le franc français se tenait bien, contre le deuschemark à 3,0475 F. Les opérateurs n'ont été impressionnés, ni par le déficit budgétaire américain du mois de mai (40,4 milliards de dollars, soit un record mensuel absolu), ni à l'inverse par la contraction de 1,5 milliard de la masse monétaire américaine (M1) pour le semaine écoulée.

SMIC : + 1,9 % au 1^{er} juillet

Le SMIC sera relevé de 1,9 % au 1^{er} juillet. Cette augmentation correspond strictement à la hausse des prix depuis le dernier relèvement, le 1^{er} mai. Le taux horaire du SMIC passera donc de 25,54 F à 26,04 F, soit un saut mensuel de 4 400,78 F, au lieu de 4 318,26 F. Les organisations syndicales ont pris acte de cette décision. Toutefois, la CGT aurait souhaité arriver à 4 000 F net, soit environ 4 700 F brut ; la CFTD s'est prononcée pour une revalorisation de 3 %, donc une augmentation d'un point du pouvoir d'achat du SMIC - ce que FO souhaitait aussi. FO et la CFTC ont demandé une amélioration du SMIC fixé pour les départements d'outre-mer et inférieur au SMIC métropolitain. La CGC a indiqué qu'elle comprenait que le gouvernement s'en tienne à la stricte application de l'évolution des prix. Quant à M. Chotard, vice-président du CNPF, il a déclaré que le patronat n'entendait pas « supprimer la SMIC, mais avoir son fonctionnement », et a annoncé que le CNPF ferait des propositions à la mi-septembre.

ENTREPRISES

Matra se recentre

Changement de cap dans la stratégie de Matra. Son PDG, M. Jean-Luc Lagardère, a annoncé que Matra abandonnerait la politique de diversification menée au cours des années passées, en raison de lourdes pertes enregistrées dans certaines branches. Matra va se recentrer sur ses points forts - le militaire, l'espace, les communications et les équipements - et négocier la cession de plusieurs activités. C'est à un groupe étranger - sans doute General Motors ou Toyota - que Matra céderait la branche automobile si l'accord ne se fait pas avec Renault. Dans la branche automobile, Robotronics (systèmes vision), créé en 1984, rejoindra l'américain Allen Bradley, dans le giron de Rockwell, et Matra-Manurhin-Automatique devrait également sortir du groupe. Dans l'horticulture, l'alliance avec Saito va être revue, de même que la répartition du capital de cette branche. Enfin, dans l'informatique, Matra Tandy Electronique devrait également être cédée. Aussi, M. Lagardère attend-il, pour 1985, un résultat aussi bon - sinon meilleur - qu'en 1984, où Matra avait enregistré, après carry back, un bénéfice consolidé de 88,5 millions de francs.

Peugeot pourrait envisager une augmentation de capital

L'assemblée générale des actionnaires de Peugeot, réunie le 28 juin, a approuvé les comptes, qui font apparaître un résultat net négatif - déjà connu - de 1,116 milliard de francs avant effet du report en arrière. Elle a surtout procédé à une refonte des statuts et accordé au directeur de PSA « diverses autorisations financières qui permettent à la société d'envisager une augmentation de ses fonds propres ».

2,2 milliards de francs de contrat pour des entreprises françaises

Un consortium d'entreprises françaises, dirigé par SPIE Batignolles et comprenant SGE-STP et SAE Montecool, a reçu commande du percement de 8 kilomètres du métro à Caracas (Venezuela). Ce contrat, qui permet le démarrage immédiat des travaux représentant 240 millions de dollars (2,2 milliards de francs). Cette commande ne constitue pas une véritable nouveauté pour l'industrie française, qui a assuré la plus grande partie de la construction du métro de la capitale vénézuélienne. La ligne en question était programmée depuis plusieurs années, et le matériel ferroviaire était entré en fabrication sous la responsabilité de Francorail. Des difficultés de financement avaient obligé les industriels et la Sofretu, filiale de la RATP, chargée des contrées et de l'assistance, à ralentir l'exécution de leurs marchés. Le contrat de génie civil, aujourd'hui confirmé, débouche la situation.

Alstom souhaite prendre le contrôle majoritaire de Framatome

A l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires, le 27 juin, M. Desgorges, PDG d'Alstom, qui fabrique notamment des turbines pour le nucléaire, a clairement indiqué que son groupe souhaitait prendre le contrôle de Framatome, constructeur de chaudières nucléaires, en déshérence partielle d'actionnaires depuis la liquidation de Crausot-Loire, à condition d'assurer seul la direction de Framatome. Pour parvenir à ses fins, Alstom, filiale de la CGE, devra l'emporter sur les autres prétendants de Framatome, notamment Bouygues et Dumez. Le gouvernement devrait prochainement rendre son arbitrage sur cette affaire.

Pour maintenir ses résultats de 1985 au niveau de 1984

(270 millions de francs), Alstom mise, par ailleurs, sur une activité de pointe, la division « robotique et matériaux nouveaux ». Une filiale commune devrait être prochainement créée entre cette division et la Société européenne de propulsion.

La Lyonnaise des eaux regroupe ses activités

« Nous poursuivons la recentrage de nos activités et nous cherchons une structure d'accueil hors du groupe pour les activités qui ne sont pas considérées comme pertinentes », annonce le président de la Société Lyonnaise des eaux, M. Jérôme Monod. Dans cet esprit, le groupe, qui comprend actuellement cent soixante sociétés ayant réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 13,5 milliards de francs, en augmentation de 16,6 % sur l'année précédente, et un bénéfice net consolidé de 207 millions de francs (la part du groupe représentant 148,8 millions de francs, contre 164,3 millions), va procéder au regroupement de ses activités en grands pôles facilement identifiables. Ceux-ci comprendront essentiellement l'eau (46,1 % du chiffre d'affaires du groupe), l'énergie-chaleur (23,8 %) et le traitement des déchets (7,8 %). Dans le même temps, la Lyonnaise des eaux entend poursuivre son internationalisation, une activité qui devrait être portée à 50 % du chiffre d'affaires, contre 35 % actuellement.

AFFAIRES

FACE A DE GRAVES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Les Coop sont contraintes de céder la FNAC et d'autres actifs

M. Jean Lacroix, président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC), a dû quitter, jeudi 27 juin, la présidence qu'il assumait depuis juin 1983. Un « conseil exécutif de crise » a été constitué, que préside M. Charles Veverka, ancien président de la Société générale des coopératives de consommation (SGCC), centrale d'achats du mouvement Coop. Se débattant dans des difficultés financières de plus en plus graves, les Coop ont été sommées par les pouvoirs publics, à qui ils faisaient appel, de réaliser d'abord leurs actifs négociables.

La Maison de la coopération, quai Le Gallo à Boulogne, est d'ores et déjà vendue pour 150 millions de francs. Le montage financier a pour chef de file la Banque de Suez et l'immeuble serait finalement occupé par la régie Renault - vendant son immeuble sur les Champs-Élysées - qui regrouperait là ses services disséminés dans Paris.

La cession de la participation de la SGCC dans la FNAC est imminente. Après cinq offres venues d'horizons divers (Auchan, Carrefour, un financier britannique voulant demeurer anonyme, un groupe constitué autour du Printemps et de l'Institut de développement industriel, un groupe de l'économie sociale autour des Banques populaires), il semble que la proposition la mieux placée (160 millions de francs) soit celle présentée par M. Michel Baroin, président de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) en association avec Habitat-Mothercare, filiale d'un groupe britannique, GMF, qui a déjà une participation minoritaire dans la FNAC (10 %), a pris le contrôle, il y a quelques années, de la Sauvegarde, société d'assurances du mouvement Coop et a une participation minoritaire (33 %) dans la Banque centrale des coopératives et des mutuelles (BCCM). La vente de la participation des Coop dans la BCCM (60,9 %) est également en cours de négociation mais il semble que le dossier ne soit pas encore mûr, la bague se se livrent GMF et la Caisse centrale de crédit coopératif (la 4 C) n'ayant jusqu'ici pas abouti. La réalisation de l'ensemble de ces actifs devrait apporter 400 millions d'argent frais, auxquels viendraient s'ajouter 200 millions de concours bancaires (la Banque nationale de Paris, banquier du groupe Coop, restant chef de file) et 100 millions de francs de prêts du FDES (Fonds de développement économique et social), représentant le concours de l'Etat à la restructuration d'un ensemble chancelant qui emploie 38 000 personnes. Le groupe Coop, c'est dix-sept sociétés régionales, trois sociétés de vente par correspondance (dont la CAMIF), 31,1 milliards de francs de chiffre d'affaires, 5 554 points de vente dont cinquante hypermarchés, treize usines fabriquant des produits à la marque « Coop ».

Quant au « trou » qu'il est urgent de combler, il se compose d'une perte de 150 millions de francs en 1984, s'ajoutant à un déficit de 130 millions en 1983, mais ces chiffres ne constitueraient que la partie visible de l'iceberg. Évalué à un besoin d'au moins 700 millions de francs. Sur les dix-sept sociétés régionales, seules sept ou huit tiennent financièrement le coup, les plus touchées étant celle du Nord (12 millions de francs de pertes par mois), qui nécessitera, selon M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale, un « traitement social approprié », celle d'Ile de France qui n'en finit pas de fusionner avec celle de Châteauneuf-Thierry et même celle de Nancy, qui dirigeait, naguère, M. Lacroix et qui aurait enregistré plus de 80 millions de pertes en 1984.

L'homme du redressement éventuel, M. Charles Veverka, soixante-douze ans, a déjà été une fois le sauveur des Coop dans les années 70, époque où bien des sociétés étaient

en « rouge ». C'est lui qui avait racheté la FNAC, mais c'est lui aussi qui avait fait construire l'immeuble du quai Le Gallo, qui se voulait symbole de la puissance et du rayonnement du mouvement coopératif et n'a jamais tourné à plein régime, coque insuffisamment remplie et d'un entretien coûteux.

L'exemple néerlandais

La déconfiture était inéluctable. Il y a des années que les signes avant-coureurs d'un désastre se profilent à l'horizon. Dès la fin de 1981, la FNCC avait demandé l'aide des pouvoirs publics. En 1982, le dépôt de bilan de l'Union des coopératives de Bretagne marquait une nouvelle étape d'une dégradation difficile à enrayer.

Ce qui est grave pour les coopératives de consommateurs, c'est que cet important groupe commercial, qui devait être, à côté des puissantes mutuelles, le fleuron de l'économie sociale, n'a pas été en état de constituer, en face des groupes commerciaux privés, ce secteur-témoin capable de démontrer qu'il y a une autre manière de vendre des produits, en étant toujours meilleur et moins cher.

Pendant les trente années de croissance folle, les Coop ont pris, avec retard, tous les trains de la modernisation de la distribution, le libre-service, les hypermarchés, la régénération des magasins de proximité, l'informatisation. Organisation de consommateurs, la FNCC a laissé à d'autres le soin d'appliquer les recettes si profitables du consumérisme. La démocratie coopérative (« un homme, une voix ») n'a pas facilité la rapidité d'adaptation et la concentration des moyens.

Aujourd'hui, des mesures drastiques s'imposent. Le mouvement coo-

pératif a connu le vieillissement classique des technocrates, générateur de médiocrité dans le choix des hommes et de recul devant les décisions à prendre. M. Veverka et son conseil exécutif de crise, où l'on retrouve quelques-uns des responsables les plus actifs du mouvement (comme M. Jean Grave, responsable de la coopérative de Saintes en Charente-Maritime, que dirigea longtemps M. Veverka, M. Albert Morcl, de Châteauneuf-Thierry, et M. Zaegel, de Strasbourg), ont une lourde tâche devant eux. Le mouvement coopératif français n'est pas le seul à connaître des difficultés, mais celles-ci se trouvent accrues en France par la stagnation du pouvoir d'achat qui a rendu sauvage la concurrence entre grands du commerce. Il faut certes aux nouveaux responsables des Coop redresser la barre, sauver ce qui est sauvable, en ne perdant pas de vue que, dans le passé, il est arrivé qu'un mouvement coopératif disparaisse, victime de sa mauvaise gestion, comme celui des Pays-Bas, il y a maintenant vingt ans.

JOSÉE DOYÈRE.

ERRATUM. - Dans nos éditions du 26 juin, nous avons attribué à M. Gérard Deuil, ancien président du SNPMI (Syndicat national du patronat moderne et indépendant), l'appel adressé à des industriels de rejoindre la Fédération française du patronat privé. M. Gérard Deuil nous prie de préciser qu'il n'est pas à l'origine de cet appel qui émane de plusieurs responsables régionaux démissionnaires du SNPMI (régions Pays de Loire, Franche-Comté, Aquitaine, Limousin et Alsace) et du président démissionnaire de la commission action syndicale du SNPMI.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|----------------|---------------|---------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|
| | + bas | + haut | Rep. + ou dép. | + ou dép. | Rep. + ou dép. | + ou dép. | Rep. + ou dép. | + ou dép. |
| \$-U..... | 9,2950 | 9,2980 | + 190 | + 205 | + 390 | + 420 | + 1 025 | + 1 125 |
| \$-M..... | 6,8170 | 6,8242 | + 34 | + 55 | + 88 | + 123 | + 205 | + 302 |
| Yen (100)..... | 3,7332 | 3,7356 | + 123 | + 132 | + 255 | + 273 | + 739 | + 788 |
| DM..... | 3,0460 | 3,0480 | + 115 | + 125 | + 244 | + 259 | + 714 | + 758 |
| Mark..... | 2,7023 | 2,7039 | + 73 | + 81 | + 158 | + 171 | + 472 | + 510 |
| FR (100)..... | 15,1318 | 15,1433 | + 184 | + 235 | + 413 | + 486 | + 1 049 | + 1 310 |
| £S..... | 3,6401 | 3,6427 | + 146 | + 161 | + 307 | + 327 | + 883 | + 946 |
| L (1 000)..... | 4,7740 | 4,7780 | + 147 | + 127 | + 281 | + 248 | + 846 | + 763 |
| £..... | 12,0556 | 12,0688 | - 275 | - 327 | - 512 | - 445 | - 1 086 | - 911 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | SE-UL..... | 7 5/8 | 7 7/8 | 7 5/8 | 7 3/4 | 7 1/16 | 7 13/16 | 8 | 8 1/8 |
|----------------|------------|--------|----------|----------|---------|----------|---------|---------|---------|
| DM..... | 5 3/8 | 5 3/8 | 5 7/8 | 5 7/16 | 5 9/16 | 5 7/16 | 5 9/16 | 5 9/16 | 5 11/16 |
| FR..... | 6 7/8 | 6 7/8 | 6 7/8 | 6 3/4 | 6 3/4 | 6 3/4 | 6 7/8 | 6 11/16 | 6 13/16 |
| FR (100)..... | 8 | 8 | 8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 15/16 | 8 15/16 | 9 1/16 |
| £S..... | 1 | 2 | 1 5/8 | 1 5/8 | 1 5/8 | 1 5/8 | 1 5/8 | 1 5/8 | 1 5/8 |
| L (1 000)..... | 13 1/2 | 14 1/2 | 13 1/4 | 13 3/4 | 13 3/4 | 13 3/4 | 13 3/4 | 13 3/4 | 14 1/4 |
| £..... | 12 5/8 | 12 7/8 | 12 11/16 | 12 11/16 | 12 9/16 | 12 11/16 | 12 5/16 | 12 7/16 | 12 7/16 |
| £ franc..... | 10 | 10 1/4 | 10 7/16 | 10 11/16 | 10 9/16 | 10 11/16 | 10 1/8 | 11 3/8 | 11 3/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DEMAIN DANS LE SUPPLEMENT DU MONDE

LES VRAIS POUVOIRS DE LA COUR DES COMPTES

Mission : le contrôle de la gestion des fonds publics. Production : un rapport annuel. En vérité, la Cour des comptes, c'est beaucoup plus que cela.

Le Monde décrit sa face cachée : une activité continue, des moyens d'intervention, de véritables pouvoirs.

Et le Monde raconte pourquoi la Cour des comptes a épinglé cette année l'Aérospatiale, la Cinéma-thèque française, le contrat algérien de Gaz de France, les hôpitaux publics et quelques autres encore.



Egalement au sommaire : - Festival et spectacles dans les forts de la région parisienne.

Les grandes enquêtes de la rédaction
Le Monde
AUJOURD'HUI

★★★★★
Superb. Moquett.
velours ; boudée
en 2 m. et 4 m. 100 %
Polyamide, 6des Grilles
29,50 le m²
+ Tissus Muraux
cord. **9,50 m.**
en 0,90
Artirec
4, Bd Bastille
340.72.72.
★★★★★

ÉTRANGER
LE CONGRÈS AMÉRICAIN REPREND LES NÉGOCIATIONS SUR LE BUDGET
Les négociations entre la Chambre des représentants et le Sénat américain sur le budget pour 1986 ont repris à la surprise de tous, annonce le Financial Times du 28 juin. Les deux Chambres semblent tout à coup prêtes à arriver à un compromis sur les deux points de blocage essentiels, les dépenses militaires et de sécurité sociale. Les signes de bonne volonté des parlementaires ont coïncidé avec la publication d'une étude au Congrès renforçant les craintes que la réforme fiscale proposée par le président Reagan ne réduise d'au moins 23 milliards de dollars les recettes budgétaires sur les quatre prochaines années.

SOCIAL

LE COMITÉ CONFÉDÉRAL DE LA CGT

Deux responsables socialistes se démarquent de la dénonciation globale du gouvernement

Afin de faire la clarté et de situer, à partir des faits, les responsabilités de chacun, le comité confédéral national de la CGT (1), réuni les 25 et 26 juin, s'est livré à un sévère réquisitoire de la politique gouvernementale. Pour M. Henri Krasucki, qui s'exprimait devant la presse le 27 juin, partout, dans toutes les régions et dans toutes les branches, on assiste à « une dégradation grave de la situation des travailleurs, accentuée par l'accélération des décisions patronales et des mesures gouvernementales dans tous les domaines de la vie économique et sociale ». Ce cours dangereux, économique et social, résulte certes de « l'agressivité et la vindicte patronales », mais est aussi « le marque d'une orientation catégorique de l'action gouvernementale qui va à l'encontre des intérêts des travailleurs ».

Cet état d'esprit de la CGT se retrouve dans le rapport - adopté à l'unanimité des votants (2) - présenté au comité confédéral par M. Lydia Brovelli, secrétaire de la Confédération, qui met en avant « la désindustrialisation, la dégradation de l'emploi, du pouvoir d'achat, la répression, l'augmentation de la lutte idéologique ». Les choix du gouvernement vont à l'encontre des propositions de la CGT, et « ils s'accroissent, depuis quelque temps, dans un sens négatif ». De plus, ils

sont « cohérents » et ne constituent donc pas seulement « un mauvais moment à passer ».

Ainsi, pour M. Brovelli, le budget 1986 « va marquer une étape dans la dégradation de la situation sociale et économique, ouvrant la voie à de nombreux abandons ».

L'heure est à la dénonciation globale de la politique du patronat et de celle du gouvernement, même si ce dernier, à la différence du patronat, n'est pas qualifié d'adversaire.

Face à une telle situation, la CGT, a déclaré M. Krasucki, a « le souci de situer sans outrance ni complaisance les responsabilités qui incombent à chacun de ceux qui détiennent le pouvoir », en fonction des faits. La voie prônée reste celle d'un renforcement de l'action dans les entreprises et par des coordinations « nécessaires et possibles ».

« C'est maintenant qu'il faut y répondre et agir, sans exclure aucune forme de lutte en fonction des réalités », a ajouté M. Krasucki, qui, interrogé sur son idée, lancée à la fin de 1984, d'une grève générale, a répondu qu'elle était « toujours valable », mais comme résultat des actions actuellement engagées. Dans son rapport, M. Brovelli parle d'une « accélération des luttes », mais elle reconnaît que des points de « blocage » persistent, notamment « l'atomisation des attaques, qui

rend difficile la perception de leur dimension ». D'où la volonté de la CGT, aujourd'hui, de globaliser. CQFD.

Ni M. Brovelli ni M. Krasucki n'ont, pourtant, mis en cause « le gouvernement socialiste », selon le souhait qu'avait exprimé la direction du PCF. Mais la pression interne devient plus forte, et de nombreux intervenants au comité confédéral ont sauté le pas. Interrogé par la presse, M. Krasucki s'en est tiré par une lapalissade : « Tout le monde sait ce qu'est le gouvernement. Ce n'est pas un problème de mots... ».

Action à « ogives multiples »

Cependant, le fait nouveau est que les deux membres socialistes du bureau confédéral, MM. Gérard Gaumé (membre du comité directeur du PS) et André Deluchat, ont exprimé clairement devant le comité confédéral certains de leurs désaccords. Pour M. Gaumé, sous prétexte de faire la clarté sur les possibilités de la grève de la situation, on voit « transparaître, s'écrire, se répéter, l'étiquette socialiste associée aux mots gouvernement, député, ministre, conseiller, pouvoir, municipalité ». Or, « sur ces bases, on n'entraînera pas la masse des salariés dans l'action, on ne renforcera pas la CGT. Au contraire, je suis persuadé qu'on

affaiblira l'une et l'autre : je crains que quelque chose alors ne se casse, durablement ».

M. Gaumé a estimé que la CGT « paraît aussi, aujourd'hui, plus fragile », alors que les turbulences politiques prélectorales risquent de déboucher sur une véritable tempête. Favorable à la recherche du « plus fort mouvement revendicatif possible (...) pour corriger ou faire annuler les mauvaises décisions, pour s'opposer carrément aux mauvais coups, d'où qu'ils viennent », M. Gaumé entend qu'elle vise l'efficacité et des résultats, les travailleurs ne se mobilisant pas s'ils ont « la plus petite impression d'être entraînés dans une action à ogives multiples ». Refusant de mettre dans le même sac la gauche et la droite, il a mis en garde contre l'« antisocialisme » qui « n'est vraiment pas un bon moyen de mobiliser et de rassembler au maximum les salariés avec et dans la CGT ».

300 000 ADHÉRENTS DE MOINS EN DEUX ANS

Dans le numéro du Peuple du 27 juin, consacré à la préparation de son quarante-deuxième congrès confédéral, du 24 au 29 novembre prochain, la CGT publie l'état de ses effectifs à partir des chiffres de la trésorerie confédérale pour 1983. En 1983, elle revendique 1 362 942 actifs, 259 133 retraités, soit un total 1 622 075 membres. En 1981, elle comptait 1 646 853 actifs, 278 579 retraités, soit au total 1 925 432 membres. Ainsi, en deux ans, elle a perdu officiellement 283 357 actifs (-17,24 %) et 303 357 adhérents (-15,75 %).

Sur l'inspiration « Urgence CGT », lancée le 27 mars dernier, pour renflouer financièrement la centrale, M. Krasucki a indiqué qu'en 24 juin 13,5 millions de francs ont été collectés (plus de 7 millions « en cours d'acheminement »). La campagne va se poursuivre, M. Brovelli ayant rappelé que l'objectif était un versement par « tous les syndicats » : « Nous sommes loin de ce but ».

Pour sa part, M. Deluchat, qui s'était déjà indigné des événements de SKF-Ivry, a rejeté toute « condamnation globale », tout en reconnaissant dans certains domaines la dégradation de la situation économique et sociale. « Il y a eu, certes, des orientations ou décisions qui sont prises et à agir en fonction de cela ».

A bien des égards, les interrogations, les craintes et les critiques de ces militants socialistes n'ont guère pu être apaisées par les orientations du comité confédéral.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le comité confédéral de la CGT regroupe les cent quarante-quatre dirigeants des fédérations et des unions départementales de la centrale.

(2) Les membres du bureau confédéral et de la commission exécutive qui participent au comité confédéral ne votent pas.

CONJONCTURE

L'évolution des revenus en France Rigueur et disparités

La rigueur amorcée en 1982 par le gouvernement a effectivement abouti à un ralentissement quasi général de la hausse nominale des salaires et souvent à des diminutions sensibles de pouvoir d'achat. Pénalisant pour la troisième année consécutive son constat annuel de l'évolution des revenus en France (1), le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) montre que la tendance s'est amplifiée en 1984. De 1980 à 1984, la masse des revenus primaires, en francs courants (avant déduction des impôts), est passée de 2 769 milliards à 4 277 milliards, soit une augmentation d'environ 55 %. La rémunération du travail salarié a progressé durant cette période de 54 %, celle des entrepreneurs individuels de 46 %, tandis que la rémunération du capital (hors entrepreneurs individuels) est restée « une nette accélération de croissance », avec un bond de 61 %.

Si l'on observe l'évolution des salaires bruts sur la période 1981-1984, des différences sensibles apparaissent pour le pouvoir d'achat de la moyenne des salariés entre le secteur privé et le secteur public. Dans le privé, note le CERC, le pouvoir d'achat de la moyenne des salariés bruts « est resté pratiquement stable », mais avec des disparités significatives d'une catégorie à une autre : environ + 0,4 % en moyenne par an pour les employés et les ouvriers, de - 0,5 % à - 0,7 % en moyenne par an pour les agents de maîtrise et les cadres. Pour les salariés nets (après cotisations sociales), l'évolution est plus défavorable.

Forcé hausse de pouvoir d'achat en 1982, a été suivie d'un repli presque aussi important en 1983 puis d'une hausse en 1984. Mais d'un type de production à l'autre, les disparités sont sensibles : dans le secteur des cultures végétales, le revenu de 1984 a dépassé le revenu d'achat très supérieur à 1983. Quant aux élevages laitiers, ils ont maintenu en moyenne leur pouvoir d'achat.

Evolution disparate également dans le commerce. Les indépendants du commerce de détail alimentaire ont, dans l'ensemble, connu une augmentation de leur bénéfice moyen, en francs constants, entre 1981 et 1984 (par exemple de l'ordre de + 5 % à + 9 % de gain de pouvoir d'achat dans les commerces de viandes). En revanche, les professionnels du commerce de détail non alimentaire ont vu « leur bénéfice moyen stagner ou diminuer en francs constants » entre 1981 et 1984. Le CERC fait une distinction pour les professions de santé entre deux groupes : les médecins et les chirurgiens-dentistes d'un côté, qui « ont vu leur bénéfice net baisser ou, au mieux [pour les seconds], se maintenir en francs constants » entre 1981 et 1984, et, d'un autre côté, les pharmaciens, infirmiers libéraux, en particulier les infirmiers libéraux, qui ont connu une hausse de leur bénéfice en francs constants.

Si les prestations sociales ont augmenté en francs constants entre 1981 et 1984, malgré un accroissement nettement moindre en 1984 que les années précédentes, les chômeurs sont les moins bien lotis. De 1981 à 1984, note le CERC, le revenu moyen des allocations de chômage a perdu 15 %. En raison des différentes modifications du régime d'indemnisation. Les jeunes chômeurs n'ayant travaillé que trois mois dans les douze derniers mois ont vu leur indemnisation potentiellement amoindrie par la réforme de 1984. Mais la suppression de l'allocation spéciale pour licenciement économique « a réduit le taux moyen d'indemnisation » des chômeurs se trouvant dans ce cas, à l'exception de ceux dont le dernier salaire était supérieur à 6 700 F bruts.

Comme, chaque année, le CERC procède également à une étude de l'évolution du revenu disponible après impôts et cotisations sociales (et en tenant compte des prestations familiales) à partir de quelques ménages types. Globalement, cela révèle des gains de pouvoir d'achat chez les cadres et les manœuvres, mais des pertes de pouvoir d'achat chez les cadres et, à un moindre degré, chez les employés. Pour les cadres supérieurs, les évolutions ont été moins négatives de 1983 à 1984 que précédemment. Mais pour un cadre moyen marié avec un salaire de deux enfants, l'évolution négative persiste : - 1 % de 1981 à 1982 et - 1,4 % de 1983 à 1984.

(1) Documents de CERC n° 76. En vente à La Documentation Française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris (49 F).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 JUIN 1985

ALLOCATION DU PRÉSIDENT

Mesdames, Messieurs,

Des charges exceptionnelles, liées aux adaptations d'emploi qu'ont imposées les sous-activités et les restructurations indispensables à la modernisation de nos unités de production, ont pesé sur l'exercice 1984.

Dans ces conditions, la progression du résultat consolidé, qui atteint 460 millions de francs, peut être considérée comme satisfaisante.

La structure du Bilan consolidé au 31 décembre 1984 se renforce également : le total des capitaux propres et des provisions excède de 4,2 milliards de francs le montant des immobilisations ; quant aux valeurs réalisables et disponibles, elles sont supérieures de 4,4 milliards de francs à l'endettement.

A côté de ces indicateurs favorables, l'enregistrement des commandes laisse encore à désirer. Bien que légèrement supérieur à celui de 1983, il reste très insuffisant en regard de nos capacités actuelles. Toutefois, grâce au volume important d'ordres inscrits avant 1983, le carnet de commandes au 31 décembre 1984 demeure substantiel, avec près de 2,3 milliards de facturation au niveau moyen de l'exercice 1984, relativement élevé par rapport aux années précédentes.

Malheureusement, aucun signe avant-coureur de reprise de la demande en biens d'investissement intéressant notre Société n'apparaît ni en France ni sur les marchés traditionnels d'exportation.

C'est pourquoi, dans cette conjoncture, la conclusion, à la fin du premier trimestre de l'exercice en cours, d'une commande importante de 300 locomotives pour la République Populaire de Chine représente un apport d'activité particulièrement appréciable. Il va permettre à la Division des Matériels Ferroviaires de redresser son plan de charge jusqu'au relai des fabrications du TGV Atlantique. Le prolongement de cette commande par un contrat de transfert de technologie devrait également assurer, une fois la commande principale livrée, un courant d'activité avec la Chine, de même nature que celui que votre Société a connu avec l'Inde dans les années 60.

L'ensemble des forces commerciales de votre Société n'en poursuit pas moins activement sa prospection dans tous les secteurs, et il est escompté qu'à l'instar du ferroviaire, et en dépit de la morosité des marchés, 1985 verra inscrire quelques succès, notamment dans les domaines de la production d'énergie et de la construction navale.

Parallèlement, les Divisions ont reçu la consigne d'accroître le développement bénéficiaire des secteurs d'activité les plus prometteurs.

C'est ainsi par exemple que dans le cadre de la Division Robotique et Matériaux, l'établissement PARVEX a achevé, avant la fin de l'exercice 1984, la mise en œuvre de son plan de concentration sur le seul marché des servo-moteurs de 0,1 kW à 20 kW et de leur électronique associée, où sa technique originale lui vaut une place prépondérante sur le marché européen, assortie d'une rentabilité satisfaisante.

C'est également le cas des turbines NEYRFOR pour forages pétroliers, dont la Division Mécanique s'est appliquée à assurer le développement et l'exploitation au cours des dernières années, et qui assurent actuellement plus de 80 % des turbo-forages d'avancement dans le monde. Cette activité apporte, après la dotation aux recherches nouvelles, un résultat substantiel.

Mais votre Société n'a pas renoncé pour autant à poursuivre avec persévérance sa politique de diversification, que celle-ci se situe dans des secteurs de pointe ou qu'elle concerne des activités voisines de ses activités traditionnelles.

Au titre du premier aspect, je citerai la constitution prochaine d'une filiale commune entre la Division Robotique et Matériaux et la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION, en vue de la production de matériaux de friction pour freins à haute performance destinés à l'aviation, aux véhicules de compétition et aux matériels ferroviaires à grande vitesse. L'unité nouvelle sera implantée à Villeurbanne.

Quant au second aspect, l'exemple en est donné par la Division Constructions Navales qui, dans le cadre d'EUROROUTE, propose des solutions originales, susceptibles d'intéresser retombées pour le Chantier de Saint-Nazaire, pour la réalisation à nouveau d'actualité de la liaison fixe trans-Manche.

L'exercice 1985 marquera d'autre part une étape importante de la restructuration de nos industries.

Après des années d'efforts, de rapprochement des hommes, de travail en commun, mais aussi de décisions difficiles et parfois douloureuses, la CEM - Compagnie Electro-Mécanique, dont votre Société avait acquis le contrôle en 1982, a retrouvé en 1984 une situation bénéficiaire. Son apport-fusion à votre Société est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Par ailleurs, dans le cadre de la liquidation de biens de la Société CREUSOT-LOIRE, votre Société a pu porter sa participation dans la Société NEYRPEC à 50 % à parité avec FRAMATOME, et se faire reconnaître le rôle principal dans sa gestion.

La maîtrise ainsi retrouvée du secteur des turbines hydrauliques, en particulier pour le développement des ventes de centrales elles-mêmes, permet au Groupe ALSTHOM une action plus efficace sur le marché mondial des centrales hydroélectriques en liaison avec CGEE ALSTHOM.

A travers NEYRPEC, ALSTHOM s'est assuré un point d'appui de première importance au Brésil, en ayant acquis le contrôle indirect de MECANICA PESADA. Cette acquisition s'intègre dans la politique de votre Société de développer son action commerciale et industrielle à l'étranger.

L'exercice 1985 aura à supporter encore des charges de reconstruction et d'ajustement d'emplois. Le marché international dans les secteurs d'activité de votre Société demeure déprimé et extrêmement compétitif.

En contrepartie, les efforts de concentration, de modernisation et les diversifications les plus anciennes commenceront à porter leurs fruits.

Votre Société peut enfin compter, comme par le passé, sur un personnel dont la compétence, le dévouement et l'adhésion aux objectifs de l'entreprise font partie intégrante de son image de marque.

Dans cette conjoncture et sauf circonstances exceptionnelles, le résultat de votre Société pour l'exercice en cours serait du même ordre que celui de l'exercice 1984.

J.-P. DESGEORGES,
Président-Directeur Général.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 JUIN 1985

1°) L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 27 juin 1985, sous la présidence de M. Jean-Pierre DESGEORGES, Président-Directeur Général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui se soldent par un bénéfice net de 270,3 millions de F contre 261,1 millions de F en 1983. Ce bénéfice s'entend notamment après dotation de 582,5 millions de F au compte d'amortissements (contre 535,9 millions de F).

Le résultat consolidé du Groupe enregistre une progression de 12,5 % à 466 millions de F. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 23,8 milliards de F, dont 36 % à l'exportation.

Il a été décidé de distribuer un dividende de 16 F par action assorti d'un avoir fiscal de 8 F, soit un total 24 F contre 22,50 F au titre de l'exercice précédent. Ce divi-

dende sera payé en échange du coupon n° 42 à partir du 28 juin. Il sera proposé à chaque actionnaire une option contre le paiement de ce dividende en numéraire, ou en actions ALSTHOM-ATLANTIQUE, créées jouissance 1° janvier 1985. Conformément à la loi, le prix d'émission est fixé à 290,85 F, le détail d'option se terminant le 31 août 1985.

2°) L'Assemblée Générale Extraordinaire qui a suivi et approuvé l'apport-fusion de CEM - Compagnie Electro-Mécanique - à la Société, autorisée le Conseil à augmenter le capital de la Société, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant maximum de 1 milliard de F, et a approuvé des modifications aux statuts, concernant notamment la limite d'âge des dirigeants de la Société, qui est fixée à 65 ans, conformément à la loi du 13 septembre 1984, et la dénomination de la Société dont la raison sociale devient ALSTHOM.

L'AUTRE JOURNAL

numéro 6

- ENTRETIEN AVEC MOCHIZUKI, GRAND MAÎTRE DES ARTS MARTIAUX
- CECIL BEATON ET STEICHEN : LA GUERRE EN PHOTOS
- L'EXTRAVAGANT MISTER HOWARD HUGHES
- LE CODE SECRET DES PARAMÉGIES
- JACQUES LABEYRIE : AU-DESSUS DES VOLCANS
- RODIN : LE SCANDALE DU BALZAC
- JAPON : VOYAGE SUBJECTIF

1550 من الأمل

INTERBAIL

Utilisant les pouvoirs que l'assemblée générale extraordinaire lui a conférés le 20 juin 1985, le directeur, réuni le même jour, a décidé d'émettre un emprunt obligataire à bons de souscription d'actions (B.S.O.) du 24 juin 1985).

Les caractéristiques de cette émission sont les suivantes :

- MONTANT : 300 000 000 F.
- INTERET ANNUEL : 8,60 %, soit 86 F par obligation de 1 000 F payable le 22 juillet de chaque année.
- DURÉE TOTALE DE L'EMPRUNT : 7 ans, remboursable IN FINE.

A chaque obligation sont attachés 2 bons de souscription donnant chacun droit à souscrire à une action INTERBAIL au prix de 500 F. Cette option est exercable à tout moment à partir du 1^{er} août 1985 jusqu'au 22 juillet 1990.

Un droit de priorité est accordé aux actionnaires jusqu'au 8 juillet 1985 à raison de 1 (une) obligation pour 14 actions détenues.

La note d'information portant le visa de la C.O.B. n° 85 199 est à disposition chez la société.

legrand

Bénéfice : + 5 %
Cash flow : + 11 %

Réunies à Limoges le 18 juin 1985 sous la présidence de M. Edouard Decoster, les assemblées générales ordinaire et extraordinaire ont approuvé les résolutions présentées.

Les comptes de l'exercice 1984 font apparaître les résultats suivants pour le groupe, hors PASS & SEYMOUR et CATU :

- Un chiffre d'affaires de 3 407 MF, + 6 %.
 - Un bénéfice net (part du groupe) de 136 MF, + 5 %.
 - Une marge brute d'autofinancement de 433 MF, + 31 % (hors provision exceptionnelle : + 11 %).
- Le dividende ressort à :

- 57,50 F pour les actions ordinaires (86,25 F avec avoir fiscal) ;
- 92 F pour les actions à dividende prioritaire (138 F avec avoir fiscal).

Dans son allocution, le président a rappelé que l'année 1984 avait été, pour LEGRAND, l'année américaine, avec l'implantation aux Etats-Unis à la suite de l'achat de PASS & SEYMOUR, cinquième fabricant américain d'appareils électriques d'installations.

L'achat de CATU, en France, permettra une extension de la fonction sécurité.

Si, en 1973, l'étranger ne représentait que 10 % du chiffre d'affaires, cette proportion passe, après ces acquisitions, à plus de 40 % en 1984.

GROUPE C.F.A.O.

C.I.C.A.

Société commerciale et industrielle de la Côte d'Afrique

L'Assemblée générale ordinaire du 20 juin 1985 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1984, se soldant par un bénéfice net de 8 554 754 F après amortissements, provisions et impôt.

La marge brute d'autofinancement du groupe C.I.C.A. s'établit à 32 573 609 F contre 23 548 928 F l'année précédente.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 14 997 797 F contre 10 101 066 F en 1983.

Les chiffres de l'exercice comprennent 6 445 000 F de plus-values de cessions contre 212 000 F l'exercice précédent.

L'Assemblée a décidé de distribuer à partir du 28 juin 1985 un dividende net par action de 35 F assorti d'un avoir fiscal de 17,50 F.

La mandat d'administrateur de M. Paul Pauli, arrivé à expiration, a été renouvelé.

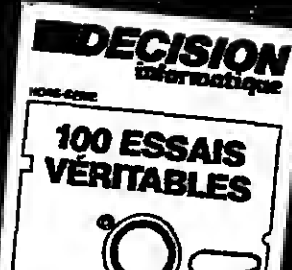
Une Assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 26 juin 1985 à l'initiative de l'Assemblée générale ordinaire en vue de modifier les statuts en harmonie avec les nouvelles dispositions légales concernant notamment la dématérialisation des titres.

DARTY GROUPE DARTY

Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre de l'exercice 1985/1986 (1^{er} mars à fin mai) s'est élevé à 946 882 000 F contre 838 978 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une évolution de 12,9 %.

CENT PROGICIELS

RÉELLEMENT TESTÉS



dans **DECISION** informatique
"Special bandes d'essai 85 applications professionnelles" chez votre marchand de journaux

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique

CATASTROPHES AÉRIENNES : LE COURRIER ACCIDENTÉ

Chez votre marchand de journaux

NOS CLÉS OUVERTENT DE PLUS EN PLUS DE PORTES.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE EXERCICE 1984

Niveau record pour les prêts aidés (PAP, P.A.J.)

136 000 logements financés pour un volume d'autorisations de 42 milliards de francs (+13 % en montant par rapport à 1983).

Ces résultats ont été obtenus grâce :

- à une nouvelle baisse des taux ;
- à une majoration des quotités de prêts ;
- au succès des P.A.J. (prêts aidés à taux révisable).

Volume des autorisations de prêts du secteur libre

2,2 milliards de francs.

Maintien à un niveau élevé des capitaux collectés

pour le financement de nos opérations : 49 milliards de francs.

Forte progression du total du bilan

244 milliards de francs au 31 décembre 1984 contre 195 fin 1983, soit + 24,6 %.

Augmentation du bénéfice net

174 millions de francs contre 148 millions de francs (hors plus-values à long terme) en 1983.

Les chiffres énoncés sont en francs des comptes approuvés lors de l'Assemblée Générale des actionnaires qui a eu lieu le 26 juin 1985 sous la présidence de M. Georges BOUIN, Gouverneur.

Ce même jour s'est tenue une Assemblée Générale extraordinaire qui a entériné certaines modifications statutaires et une proposition de loi relative à l'administration de la dette de l'Etat.

5 ans, le capital social jusqu'à 2 milliards de francs.

CHIFFRES CLÉS

| | 1983 | 1984 |
|---|---------|---------|
| Prêts (en millions de F) | | |
| • Autorisations de l'année | 39 798 | 44 289 |
| • Encours au 31 décembre | 182 938 | 208 072 |
| Capitaux collectés (en millions de F) | | |
| • Emissions de l'année | 48 780 | 48 802 |
| • Encours | 156 177 | 200 440 |
| Résultats globaux (en millions de francs) | | |
| • Produits bruts d'exploitation | 2084 | 2502 |
| • Bénéfice net | 148 | 174 |
| Revenus par action (en F) | | |
| • Bénéfice net | 30 382 | 35 82 |
| • Dividende | 27 50 | 28 75 |
| • Impôt des pays au Trésor | 13,75 | 14,37 |
| • Revenu global | 41,25 | 43,12 |

(1) Augmenté de 50 millions de plus-values à long terme (2) 20 75 F + compris les courtoisies à long terme (3) Plus en paiement de dividende à partir du 28 juin 1985

Crédit foncier de France
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS

CIT ALCATEL : COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE

DISTRIBUTION GLOBALE EN AUGMENTATION DE 28 %



65 francs à titre de dividende et

Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Georges Peberreau le 26 juin 1985, ont approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent par un bénéfice net de 150 761 793 francs contre 99 116 376 francs en 1983. Ce bénéfice s'entend après 214 941 775 francs de dotation aux comptes d'amortissements.

Le résultat consolidé certifié de CIT ALCATEL pour l'exercice 1984 s'élève à 160,9 millions de francs, contre 185,8 millions de francs pour l'exercice précédent, la part du Groupe étant de 165,9 millions de francs contre 153,2 millions de francs.

Suivant les propositions du conseil d'administration, l'Assemblée a décidé de porter de 99 184 930 francs pour l'exercice 1983 à 127 028 200 francs (auxquels s'ajoute un précompte de 10 980 790 francs) la distribution au titre de l'exercice 1984. Compte tenu de l'accroissement du nombre d'actions intervenu en 1984, le revenu global par action est ainsi maintenu à 97,50 francs, soit 32,50 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal). Ce dividende

s'applique à 1 845 180 actions, les 218 200 actions qui ont été créées avec jouissance au 1^{er} juillet 1984 en rémunération d'apports d'immobilisations ne donnant droit qu'à un revenu global de 48,75 francs, soit 32,50 francs pour le dividende distribué et 16,25 francs pour l'impôt déjà payé au Trésor.

La dividende de l'exercice 1984 sera mise en paiement le 28 juin 1985 contre remise du coupon n° 21.

Sur la proposition du conseil d'administration, l'Assemblée a également décidé, comme les deux années précédentes, d'accorder à chaque actionnaire la possibilité d'opérer pour le paiement en actions de la totalité du dividende affecté aux titres dont il est propriétaire. Le prix d'émission des actions correspondantes sera, conformément à la loi, égal à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés du marché à règlement mensuel lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de l'Assemblée, cette valeur étant diminuée du montant net du dividende ; il est ainsi fixé à 190 francs. L'option pourra être exercée pendant un délai de quatre semaines à dater du jour de la mise en paiement du dividende, soit jusqu'au 26 juillet 1985 inclus.

Réunis ensuite en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires ont notamment décidé de fixer à soixante-cinq ans la limite d'âge du président du conseil d'administration et des directeurs généraux, en application de la loi du 13 septembre 1983.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT GEORGES PEBEREAU

Messieurs, Mesdames,

Votre Conseil vient de vous présenter le développement de votre compagnie durant l'exercice écoulé.

La progression du chiffre d'affaires consolidé du groupe ALCATEL, supérieure à 10 %, est conforme aux prévisions dont j'avais fait état devant vous l'an dernier à l'occasion de l'Assemblée Générale. Les engagements de commandes commencent à se concrétiser de 19 %. Sur les marchés étrangers, la croissance a été plus sensible encore : elle atteint près de 37 % pour le chiffre d'affaires et de 60 % pour les commandes.

Le résultat d'exploitation de CIT ALCATEL a progressé de 12 % et le bénéfice net s'est établi à 150,8 millions de francs contre 99,1 pour 1983.

Le résultat net consolidé s'élève à 160,9 millions de francs, et la part propre du Groupe, dans ce résultat, atteint 165,9 millions de francs, soit 84,9 francs par action réévaluée. Le résultat net consolidé de 1983 s'était élevé à 185,8 millions de francs et la part du groupe à 153,2 millions de francs ; mais les opérations exceptionnelles, concernant pour l'essentiel INTELAUTOMATISME et la cession des sociétés SINTRE et TRANSAC, contribuaient à ce résultat pour 92,4 millions de francs, alors qu'en 1984 les opérations exceptionnelles se soldent par une perte de 29,2 millions de francs. Hors toutes opérations exceptionnelles, le bénéfice consolidé (part Groupe) passe de 120,8 à 196,4 millions de francs, soit une augmentation globale de 58,5 % et une augmentation de 23,8 % par action réévaluée.

Pour la seconde année consécutive, la structure du bilan consolidé fait apparaître un renforcement significatif. Les capitaux propres s'élèvent à 2 391 millions de francs, en augmentation de 716 millions de francs. Les capitaux permanents, en accroissement de 561 millions de francs, couvrent les capitaux immobilisés à concurrence de 130 %, et l'exécuteur net du fonds de roulement atteint près de 1 200 millions de francs.

Votre conseil veut à présent vous proposer de distribuer par action ce qui avait été fixé au titre de l'exercice 1983. En raison du nombre des actions réévaluées, le montant global de la distribution est ainsi porté de 99,2 à 127 millions de francs, en progression de 28 %. Cette proposition s'inscrit dans la perspective de l'opération de fusion d'une exceptionnelle ampleur qui doit intervenir au cours du présent exercice.

L'investissement le plus marquant de l'exercice en cours est en effet la décision prise en commun par les groupes CCE et THOMSON, avec l'appui des pouvoirs publics, d'arrêter au 1^{er} juillet prochain la fusion de CIT ALCATEL et de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS qui devra intervenir au plus tard le 1^{er} janvier 1987. J'ai vu en ce projet une information par ma lettre du 12 avril dernier. Je ne reviens donc pas sur les raisons de cette décision, mais pour rendre hommage au travail accompli par tous les collaborateurs de CIT ALCATEL et de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS qui en ont bâti les fondements.

Bien entendu, la réalisation d'une opération de rapprochement d'une telle envergure comporte des risques industriels. Ils ont été évalués. Les conséquences financières en ont été prises en compte dans les bilans de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS et de ses filiales au 31 décembre 1984 ou le seront dans ceux qui seront arrêtés au 30 juin 1985. Les perspectives du marché national des télécommunications publiques d'ici 1987 ayant été par ailleurs clarifiées, le groupe dispose de bases solides pour mettre à exécution la décision de principe arrêtée le 12 avril dernier.

La fusion doit prendre la forme d'une absorption par CIT ALCATEL de la société holding THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS dont les filiales deviennent ainsi filiales de votre compagnie. Les activités de télécommunications publiques actuellement exercées à la fois par des départements de CIT ALCATEL et par ceux de ses futures filiales - LIT pour les équipements de transmission, THOMSON CSF TÉLÉPHONE pour la communication publique, - étant normalement destinées à être intégrées, il est souhaitable qu'elles soient, le plus tôt possible, placées à l'intérieur de la même structure sociale. Les dispositions à prendre à cet égard sont à l'heure actuelle devant le conseil d'administration de CIT ALCATEL des deux sociétés, dont les activités extérieures au champ des télécommunications publiques seraient éventuellement isolées. Les opérations juridiques nécessaires seraient alors menées parallèlement à celles qui concernent la fusion de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS et de CIT ALCATEL, votre compagnie pouvant ainsi tirer parti, dès cette année, du report fiscal déficitaire de LIT.

Dès qu'elle auront été précisées, les propositions correspondantes seront, il va de soi, soumises à la consultation des instances de représentation du personnel ainsi qu'à l'approbation des organes sociaux des sociétés concernées.

Les indications sur les modalités financières de la fusion seront fournies à l'Assemblée générale qui aura à approuver les traités d'apport, établis à la limite des comptes au 30 juin 1985 de THOMSON TÉLÉCOMMUNI-

CATIONS et de ses principales filiales. La mise en œuvre, pour l'établissement des traités, sous le contrôle des commissaires aux apports, des méthodes comptables et d'évaluation en usage dans votre compagnie permet de penser que la fusion ne devra pas avoir d'incidence défavorable sur les comptes de CIT ALCATEL pour l'exercice 1985, qu'il s'agisse des comptes propres de la compagnie dans lesquels seront intégrés les résultats enregistrés depuis le 1^{er} juillet par les sociétés absorbées, ou des comptes consolidés qui reprendront les résultats des autres anciennes filiales de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Par ailleurs, les actions CIT ALCATEL à émettre en contrepartie des apports ne devant porter jouissance qu'au 1^{er} janvier 1986, la compagnie n'aura pas à rémunérer d'actions supplémentaires du fait de ces apports au titre de l'exercice 1985.

À la fin de l'exercice 1984, l'activité de la compagnie et de ses filiales a connu une progression sensible. À la fin avril, le chiffre d'affaires cumulé est en augmentation de 24 % et les engagements de commandes de 51 % par rapport à la même période de l'exercice 1983. Le taux de croissance des ventes à l'étranger - 56 % - est particulièrement élevé ; il n'est dû qu'à la poursuite de l'importance des commandes chinoises tant en communication qu'en transmission.

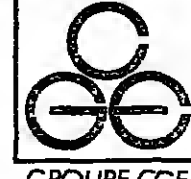
Aux États-Unis, tandis que se confirme le succès rencontré par les équipements de transmission proposés par la compagnie, l'engagement de E10 Fina par le REA, organisme public qui finance notamment les investissements de diverses compagnies indépendantes d'exploitation téléphonique, a donné un élan remarquable aux ventes de CIT ALCATEL INC dont les commandes reçues au seul mois de mai représentent près du quart du total enregistré en 1984. En communication d'entreprise, les commandes enregistrées par les filiales de CIT ALCATEL progressent également très sensiblement, en particulier grâce à un ordre important reçu des PTT concernant la fourniture de Nixtel.

La situation de THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS est plus contrastée. L'activité globale souffre, en ce début d'année, d'un décalage dans le temps des commandes attendues de l'étranger, particulièrement pour des équipements de liaisons hertziennes. Mais elle est également marquée par des succès significatifs. À la suite de l'accord qui vient d'être signé avec Fairchild Industries, une première station terrestre de TELSPACE a été vendue aux États-Unis. De son côté, ALCATEL THOMSON ESPACE a obtenu une commande de Hughes Aircraft pour des récepteurs destinés à des satellites Inmarsat. ALCATEL THOMSON MICROINFORMATIQUE PROFESSIONNELLE a reçu d'Algérie un nouveau et important contrat à commandes, et devrait sur l'année dépasser ses objectifs à l'exportation. Dans le domaine des logiciels, THOMSON ANSWARE connaît un remarquable développement tant des engagements de commandes que de ses facturations.

En total, sur l'ensemble de l'exercice, ALCATEL THOMSON devrait enregistrer une augmentation de son chiffre d'affaires voisine de 10 % et une progression sans doute plus importante de ses engagements de commandes. L'activité à l'étranger devrait marquer une croissance plus rapide et représenter plus du tiers de l'activité totale du groupe.

À ce moment où, après l'exceptionnel effort d'équipement réalisé depuis dix ans par l'administration française des PTT, le marché national cesse de se développer et voit décroître la part du marché mondial qu'il représente, la nouvelle structure qui se constitue autour de CIT ALCATEL doit désormais trouver son expansion sur les marchés étrangers en télécommunications publiques et dans le développement des activités d'aval, communication d'entreprise, électronique et optique, logiciels, service et ingénierie informatiques. La mutation rapide du marché mondial, engendrée par le progrès technologique et la déstabilisation des structures industrielles amorcée par la déréglementation des télécommunications aux États-Unis, lui offre une chance historique de prendre place parmi les grands constructeurs mondiaux du domaine.

Votre compagnie aborde ainsi une nouvelle étape capitale de son développement. Elle le fait avec confiance, assurée qu'elle est du soutien que n'ont cessé de lui apporter ses actionnaires et du dévouement et de l'efficacité de tous ses personnels dont je tiens à dire ici la part qui leur est due dans la remarquable expansion du groupe.



CONJONCTURE

LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

De la Cinémathèque à la tour de Gennevilliers

Le rapport annuel de la Cour des comptes a été remis, ce jeudi 27 juin, par le premier président de la haute juridiction, M. Chanderigar, à M. Mitterrand. Le cru 1985 paraît aussi pétillant que celui des années précédentes. Les anecdotes ne manquent pas qui vont de l'immobilisation de cinq mille chaises à la Cinémathèque (coût d'achat 2 millions, frais d'entrepôt 40 000 F par an), à la pléthore de prothésistes dans les cliniques dentaires des caisses d'assurance-maladie (on en compte trois pour un chirurgien-dentiste, alors que, dans le secteur privé, un prothésiste travaille habituellement pour trois à cinq praticiens). Le citoyen en fera ses éboux gras.

Mais on ne saurait réduire l'activité de la Cour à ces simples anecdotes. Inlassablement, celle-ci poursuit sa mission de contrôle des comptes de l'Etat et des établissements publics nationaux. Le rapport publié ne représente en réalité qu'une faible partie de ses travaux. Les vingt-trois chapitres qu'il contient ne rendent pas compte du fait qu'en 1984 le premier président a expédié 107 référés et que le procureur général a adressé 301 notes aux ministres et aux administrations.

La publicité donnée à certains rapports tient autant à l'importance des sujets traités qu'à la gravité des fautes relevées. Il arrive aussi que la Cour, désespérée de voir se redresser certaines situations, décide de rendre publiques les manquements qu'elle a constatés pour forcer les responsables à s'amender.

L'Etat d'est évidemment à l'abri d'aucune critique, soit en tant que puissance de tutelle, soit en tant qu'acteur principal. L'analyse des opérations du budget de 1983 le démontre. La Cour met clairement en cause « certaines présentations budgétaires et comptables » qui, si elles relèvent souvent de pratiques anciennes, ont maintenant atteint une ampleur telle que les rapporteurs d'ont pu s'empêcher de le souligner.

Les magistrats de la Cour des comptes en ont peut-être trop vu pour manifester ouvertement leur indignation. Leur style reste précautionneux. Aussi prête-t-on attention lorsque, sous leurs plumes, se glissent les mots « graves anomalies » comme dans le cas de l'Association pour la création du centre d'études des systèmes et des technologies avancées, et du Centre mondial informatique et ressource humaine. Rémunérations, logement de fonction et autres frais divers étaient alloués de façon telle que se justifiait l'indignation des enquêteurs.

De « graves irrégularités », ce qualificatif vise l'université de Paris-IX-Dauphine, où le directeur de l'UER était le premier à bénéficier d'heures supplémentaires fictives, faute il est vrai partagée avec plusieurs établissements universitaires. Ce que la Cour dénonce sans ambages, jetait en même temps un coup d'œil sur l'université de Corse, qu'elle qualifie d'« université

sans étudiants ». On sourit en pensant que la moitié des ressources de cet établissement « a servi à financer les aller et retour entre le continent et la Corse du président du directeur, des membres du conseil et d'une cinquantaine de consultants ». Invités, parfois à plusieurs reprises, à participer aux vingt-sept réunions qu'a tenues le conseil.

Le plus souvent, ce sont les mécanismes de tutelle qui sont dénoncés. Dans le cas de l'Aérospatiale, déficitaire en 1983, la Cour reproche à l'Etat d'avoir chargé la banque en imposant d'inutiles fardeaux à l'entreprise, comme de l'obliger à maintenir jusqu'en 1986 un effectif de trente-cinq mille personnes, alors qu'il eût fallu d'ores et déjà l'alléger d'un quart. Et c'est l'Etat encore, dans le cas de CDF-Chimie, qui est sommé d'assumer ses responsabilités d'actionnaire en reconstituant les fonds propres du groupe.

Déchargée du contrôle des collectivités locales par la loi de décentralisation de mars 1982, la Cour continue cependant d'examiner les comptes d'exercices précédents. Cela lui donne l'occasion d'avertir les communes, les départements et les régions, désormais libérés de la tutelle financière, des responsabilités qui sont les leurs aujourd'hui. Et de citer l'exemple de Gennevilliers, où la construction de la tour du centre administratif, qui devait coûter 88 millions de francs, occasionnera finalement une dépense quinze fois supérieure (1 362 millions) « sinon davantage ».

Libérée de ses tâches régionales, la Cour des comptes pourra mieux se consacrer au contrôle des entreprises publiques, dont le secteur s'est considérablement élargi depuis 1983. Elle reconnaît que ce contrôle « est différent dans ses procédures, ses méthodes et ses fins que celui que la Cour exerce sur les administrations publiques ». L'avenir dira si la haute juridiction est à même de remplir convenablement ces nouvelles missions, qui exigent des qualités et une formation différentes de celles qui sont demandées d'ordinaire à un magistrat.

FRANÇOIS SIMON.

ÉNERGIE

L'Algérie semble prête à renégocier ses contrats de gaz

Munich. — L'Algérie va-t-elle accepter de renégocier les prix de vente des contrats de gaz naturel signés au début des années 80 avec les acheteurs européens ? Pour la France, premier client d'Algérie, qui importe quelque 8 milliards de mètres cubes par an, soit environ un tiers de ses besoins, la question est d'importance : le surcoût du gaz algérien, estimé par Gaz de France à 25 % par rapport aux autres gaz importés, impose à l'établissement et à la balance française des paiements une charge de plus de 2 milliards de francs par an. Cette question était sur toutes les lèvres à l'issue du seizième congrès mondial du gaz, qui s'est tenu à Munich du 24 au 27 juin.

L'Algérie, de plus en plus isolée à mesure que ses principaux concurrents sur le marché européen consentent des réductions de prix allant de 7 % à 10 % selon les cas, a, en effet, au cours des débats, sensiblement infléchi sur deux points des positions jusque-là très rigides. D'une part, M. Nabi, ministre algérien de l'énergie, a reconnu la nécessité de tenir compte, dans les formules d'indexation de prix du gaz, du consommateur final et de la concurrence des autres énergies (pétrole, charbon, électricité, etc.). Il a, dans son discours, estimé, au vu de l'expérience des dernières années, que la question des prix « pouvait passer au second plan pour les pays exportateurs », le problème prioritaire étant désormais « la garantie d'un contrat à long terme entre producteurs et consommateurs ».

En clair, selon les professionnels présents, l'Algérie semble prête — lors des négociations de contrats prévus à la fin de 1985 et en 1986, avec, dans l'ordre, la Belgique, l'Italie et la France — à adapter sa formule de prix pour tenir compte des nouvelles données du marché, afin de préserver le volume contractuel de ses ventes. M. Nabi a même laissé entendre, au cours d'une conférence de presse, qu'une nouvelle formule pourrait être trouvée entre la SONATRACH et ses partenaires commerciaux.

De notre envoyée spéciale

En tout cas, les clients de la SONATRACH, eux, sont fortement décidés à revoir les prix, et ce sur des bases purement commerciales, qu'il s'agisse de la France, qui a cessé depuis l'an dernier de financer par des crédits budgétaires le surcoût du gaz algérien, ou de l'Italie, dont le gouvernement, a assuré M. Barbaglia, président de l'ENI, « n'a pas l'intention cette fois de

continuer à accorder une contribution publique pour subventionner les achats de gaz algérien ». Nous parlerons certainement de prix l'année prochaine », a déclaré M. Alby, président de Gaz de France, qui s'est, par ailleurs, refusé d'entendre « pour la première fois le ministre algérien parler du consommateur final ». De son côté, M. Barbaglia a assuré que les contrats conclus avec l'Algérie feront à la date prévue (fin 1985), l'objet de renégociations.

VÉRONIQUE MAURIS.

CEE

Accord des Dix sur les normes de pollution automobile

Luxembourg. — (Communautés européennes). — Les ministres de l'environnement de la CEE ont adopté le 28 juin à un compromis sur les normes de pollution automobile. Deux pays — le Royaume-Uni et le Danemark — ont toutefois réservé leur réponse. « C'est une grosse réussite », s'est limitée à commenter M. Bouchard, visiblement pressé de regagner Paris.

La délégation allemande a très vite admis le point de vue de ses partenaires français, italiens et britanniques en acceptant de ne pas fixer une valeur spécifique pour l'oxyde d'azote rejeté dans l'air par les moyennes cylindrées (entre 1 400 cc et 2 000 cc). Les technologies actuellement à l'étude (notamment le moteur à « mélange pauvre ») ne permettent pas, en effet, selon les constructeurs, de respecter les niveaux proposés par la commission de Bruxelles.

Le débat a alors porté sur la norme combinant les rejets d'oxyde d'azote et d'hydrocarbures « indurés ». Finalement, la France et l'Allemagne fédérale se sont ralliées à la proposition de la commission, qui pourrait permettre, indiquent-elles du côté français, moyennant quelques aménagements techniques (adjonction d'un pot d'oxydation notamment) aux

moteurs développés par Renault et Peugeot, de respecter les normes adoptées. Pour les Britanniques, ces valeurs dépassent sensiblement les taux qu'ils envisagent, tandis que pour les Danois elles ne sont pas assez sévères et surtout s'écartent trop largement des recommandations de la Dita, qui devra donner son accord.

L'exercice des Dix s'est singulièrement compliqué avec la demande de la Grèce qui souhaitait obtenir une dérogation afin de lutter contre la pollution automobile à Athènes. Il a fallu que la commission s'engage à formuler des propositions, si la situation de la capitale hellénique devait s'aggraver, pour faire lâcher prise à M. Constantinos, le ministre grec.

Les Dix ont avancé d'un an la date d'application des nouvelles normes pour les petites voitures (moins de 1 500 cc), à savoir au 1^{er} octobre 1992. Il a également été convenu que les véhicules équipés de moteurs Diesel de plus de 2 litres devront respecter les mêmes taux d'émission que les moyennes cylindrées à essence. Enfin, les Dix se sont engagés à accélérer la mise en place de réseaux de distribution d'essence sans plomb (d'ici au 1^{er} octobre 1989).

MARCEL SCOTTO.

Paris-Washington. Plus rapide par l'autoroute céleste Pan Am.



Pan Am vous offre le seul vol sans escale en B747 entre Paris et Washington, 4 fois par semaine au départ de Roissy Charles de Gaulle.

A Washington, vous trouverez des correspondances immédiates pour Miami, Orlando, Tampa, Houston, Mexico. Pour en savoir plus, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



Pan Am
Rien ne remplacera jamais l'expérience.

150 من الدول

150 من الدول

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

28 juin

Léger effacement
Escompté avant le 1^{er} juillet, la baisse générale de la rémunération des crédits a effectivement intervenu le dernier jour ouvrable du mois de juin (voir page 15). Pour autant, cette information qui peut être interprétée comme une volonté de peser sur le coût des prêts à l'économie, n'a pas eu d'effet stimulant sur la Bourse de Paris.

Pas plus, d'ailleurs, que la hausse de Wall Street jeudi.

Vendredi, le ton était à l'effacement autour de la corbeille mais la résistance s'organisait au fur et à mesure des cotations et l'indicateur instantané, qui reculait de 0,3 % environ à l'ouverture, ne cédait plus que 0,1 % à l'approche du son de cloche final.

Pour les titres au repart marqué (- 2 à - 6 %), on relevait essentiellement des cotations et l'indicateur instantané, qui reculait de 0,3 % environ à l'ouverture, ne cédait plus que 0,1 % à l'approche du son de cloche final.

Sur le marché de l'or, le lingot est à 94 500 F à 94 300 F, le napoléon est à 4 747 F. A Londres, le métal fin est traité à 316,50 dollars (contre 316,25).

A Lyon, où la Société française de signalisation faisait son apparition au second marché, l'abandon des ordres d'achats (5,55 millions face à 30 000 actions offertes) a obligé à reporter cette opération au 3 juillet sous forme d'offre publique de vente à 250 F par titre.

NEW-YORK

Le Dow Jones au niveau record

A l'issue d'une séance marquée par un regain d'activité (les transactions ont porté sur 106,73 millions d'actions, contre 94,3 millions la veille), la journée de jeudi s'est achevée à Wall Street sur un niveau record de l'indice Dow Jones des industriels. En hausse de 9,07 points, celui-ci a grimpé à 1 332,88, effaçant le précédent record, qui remontait au 6 juin dernier (1 327,28 points). Cette bonne orientation des cours des valeurs américaines est essentiellement due à l'annonce de détente à nouveau constatée sur les taux d'intérêt hors banque (les fonds fédéraux sont retombés à un niveau inférieur à 8 %), alors que les dernières statistiques relatives à la masse monétaire (comptes après séance) font état d'une diminution des liquidités en circulation.

Durant la semaine arrêtée au 17 juin dernier, la masse M1 a, en effet, diminué de 1,5 milliard de dollars, pour s'établir à 589,3 milliards, alors que les financiers tablent sur une baisse de 1 milliard environ. Par ailleurs, il semble bien que certains opérateurs aient pris les devants de la hausse en anticipant une amélioration de l'indice composite de l'économie américaine, lequel doit être annoncé vendredi par le département du commerce. On a remarqué, jeudi, la très bonne tenue générale des transports, notamment des compagnies aériennes (AMR, Panam, Eastern Airlines et TWA).

| VALEURS | Cours du 28 juin | Cours du 27 juin |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 23 1/2 | 23 1/2 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 44 3/8 |
| Boeing | 44 1/4 | 44 3/8 |
| Chrysler | 44 1/4 | 44 3/8 |
| Du Pont de Nemours | 57 1/4 | 57 3/8 |
| Eastman Kodak | 43 7/8 | 44 1/4 |
| Exxon | 44 1/4 | 44 3/8 |
| Ford | 44 1/4 | 44 3/8 |
| General Electric | 61 3/8 | 62 1/8 |
| General Motors | 71 3/8 | 71 3/4 |
| IBM | 123 1/8 | 123 1/2 |
| ITT | 32 1/8 | 31 7/8 |
| Motor Oil | 90 1/8 | 90 1/8 |
| Petroleum | 90 1/8 | 90 1/8 |
| Schlumberger | 38 1/8 | 37 7/8 |
| Union Carbide | 44 1/8 | 44 1/2 |
| Westinghouse | 34 3/4 | 34 1/2 |
| Xerox Corp. | 52 1/8 | 52 7/8 |

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA MAAF DÉPLORE L'ATTITUDE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE À PROPOS DE LA BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE. — Dans un communiqué, la Banque Stern, qui a mis au point l'offre publique d'achat lancée par la Mutuelle européenne d'assurance de France (MAEF) sur la Banque hypothécaire européenne (BHE), fait savoir que l'offre de son client « a un caractère irrévocable » et qu'elle sera « conduite jusqu'à son terme ou la forme voulue, et de bonnes chances, de réussir ». Au sujet de la MAAF, « déplorant », à cette occasion, son intention de prendre, de facto, le contrôle de la BHE. Elle « s'estime que, contrairement aux stipulations de la décision générale de la

Commission des opérations de Bourse du 25 juillet 1978, son action n'est pas prise la forme d'une offre publique concurrente ».

LA BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT AUGMENTE SON CAPITAL. — La Banque arabe et internationale d'investissement (BAII Paris) indique qu'elle vient de procéder à une augmentation de capital de 100 millions de francs le 21 juin dernier, afin de le porter à 300 millions de francs. Dans le même temps, la Banque a procédé à une augmentation d'emprunt subordonné de 15 millions de dollars, entièrement souscrite par la BAII Holding Luxembourg. A la suite de cette double opération, les fonds propres de la BAII Paris se situent au-delà de 1,1 milliard de francs, faisant de cet établissement « une des banques privées françaises les plus capitalisées », souligne la BAII.

CLUB MED INC. LANCE UN EMPRUNT EN ECU. — La filiale américaine du Club Méditerranée, Club Med Inc., annonce le lancement par le procédé international d'un emprunt de 50 millions d'ECU, à taux fixe de 9 % remboursable en octobre 1988. Les titres relatifs à cette opération, conduits par Paribas, seront cotés à Luxembourg et garantis par la société mère.

| INDICES QUOTIDIENS | (BASE 100 le 1 ^{er} jan. 1984) | 27 juin | 28 juin |
|--------------------------|---|----------|----------|
| Valeurs françaises | 122,8 | 123,7 | 123,7 |
| Valeurs étrangères | 104,5 | 104,5 | 104,5 |
| C. DES AGENTS DE CHANGE | (Base 100 le 31 déc. 1981) | 228,4 | 228,7 |
| Indice général | 228,4 | 228,7 | 228,7 |
| TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE | Effets p. 90 jours | 10 1/4 % | 10 1/4 % |
| COURS DU DOLLAR À TOKYO | 1 dollar (en yen) | 248,45 | 248,62 |

BOURSE DE PARIS Comptant

28 JUIN

| VALEURS | | VALEURS | | VALEURS | | VALEURS | |
|---------|-------|---------|--------|---------|--------|---------|-------|
| préc. | cours | préc. | cours | préc. | cours | préc. | cours |
| 21 80 | 2 227 | 500 | 520 | 121 | 121 | 48 50 | 48 50 |
| 46 02 | 2 027 | 360 | 370 | 570 | 570 | 337 | 346 |
| | 2 729 | 336 | 336 | 570 | 570 | 760 | 770 |
| 8310 | 8310 | 2171 | 2171 | 446 | 443 | 240 | 240 |
| 120 25 | 0 892 | 2085 | 2085 | 1350 | 1340 | 288 | 283 |
| 67 05 | 8 451 | 255 79 | 255 79 | 588 | 588 | 588 | 588 |
| 97 91 | 4 798 | 247 | 227 | 364 50 | 364 50 | 146 | 146 |
| 98 91 | 6 618 | 1180 | 1180 | 400 | 400 | 120 | 120 |
| 105 79 | 0 944 | 83 | 84 | 318 | 318 | 126 | 126 |
| 106 97 | 0 979 | 180 | 180 | 55 | 55 | 146 | 146 |
| 107 80 | 7 412 | 2186 | 2186 | 725 | 725 | 49 | 49 |
| 116 46 | 0 677 | 799 | 799 | 134 | 130 | 556 | 556 |
| 146 50 | 6 682 | 2704 | 2704 | 353 | 368 | 117 | 117 |
| 107 | 1 108 | 819 | 819 | 196 20 | 196 20 | 341 | 341 |
| 150 | 1 150 | 1850 | 1850 | 387 | 387 | 382 | 382 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 1000 | 1000 | 40 | 40 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 225 | 225 | 219 | 219 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 | 630 |
| 102 36 | 0 820 | 630 | | | | | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. EUROPE : « Flexibilité », par Robert Toulmon ; « La part du rêve », par René Galland.
11. JOURNAL D'UN AMATEUR : « Fous », par Philippe Boucher.
13. COMMUNICATION : Canal Plus, M. Rousselet approuvé par les actionnaires d'Havas.

ÉTRANGER

34. DIPLOMATIE : Le projet de traité sur l'union européenne.
5. PROCHE-ORIENT : La détention des otages à Beyrouth.

POLITIQUE

7. La discussion du projet de loi sur la recherche à l'Assemblée nationale.
8. Un colloque de l'association Entreprise et Progrès.

CULTURE

11. JOURNAL D'UN AMATEUR : « Fous », par Philippe Boucher.
13. COMMUNICATION : Canal Plus, M. Rousselet approuvé par les actionnaires d'Havas.

SOCIÉTÉ

9. Le rapport annuel du CNIL.
10. ÉCHecs.
13. SPORTS.

CFM

de 19 h à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
VENDREDI 28 JUIN

Olivier de Kersauzon
Face au « Monde »

avec
BERTRAND POIROT-DELPECH
CHRISTIAN VILLAIN
conduit l'émission

EN JUILLET
SUR CFM
de 19 h à 19 h 30

« Le Monde » reçoit
du lundi au jeudi
avec PHILIPPE BOUCHER

ÉCONOMIE

15. AFFAIRES : les difficultés des Coop.
16. SOCIAL : la comité confédéral de la CGT.
- 16-18. CONJONCTURE : l'évolution des revenus en France ; le rapport de la Cour des comptes.

RADIO-TÉLÉVISION (13)

INFORMATIONS
« SERVICES » (10) :
Météorologie ; « Le week-end d'un chineur » ; Loto.
Annonces classées (14) ;
Carnet (10) ; Mots croisés (XII) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (19).

Le numéro du « Monde »
daté 28 juin 1985
a été tiré à 440 307 exemplaires

GRUNDIG

SERVICE TECHNIQUE OFFICIEL

SONORAMA S.A.R.L.

30, av. de la République 75011 PARIS

(1) 357-22-22

Pièces détachées - réparations

Expéditions FRANCE-ÉTRANGER

Envoi en contre-remboursement

LAURELLE

soldes d'été

QUALITÉS IRREPROCHABLES

PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tel: 329.44.10

PARKING ATTENDANT VOS MAGASINS

Le Monde Infos Spectacles

sur Minitel

615.91.77 - 15 L.M.

A B C D E F G

Au Portugal

Le gouvernement Soares pourrait gérer les affaires courantes jusqu'aux élections d'octobre

De notre correspondant

Lisbonne. — Un communiqué de la présidence de la République publié le jeudi 27 juin a officiellement annoncé ce que tout le monde prévoyait : la dissolution du Parlement, car « les tentatives de formation d'un nouveau gouvernement de compromis ont échoué ». Le décret de dissolution ne sera publié au *Journal officiel* que le 12 juillet ; les députés auront ainsi le temps de ratifier le traité d'adhésion du Portugal au Marché commun.

La crise déclenchée par la rupture de la coalition PSD a une issue, mais qui assurera les affaires courantes d'ici aux législatives, prévues en octobre ? Un cabinet de gestion auquel participeraient toutes les formations politiques représentées au Parlement ? Un gouvernement « indépendant », dont les membres seraient placés sous le contrôle direct du président de la République ? Le gouvernement actuel ? Socialistes, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens ont déjà rejeté catégoriquement l'hypothèse d'un gouvernement à participation communautaire.

C'est la troisième hypothèse qui sera probablement retenue. Dans son communiqué, le chef de l'État indique que la demande de démission de M. Mario Soares, officiellement formulée le mardi 25 juin, sera étudiée « au moment opportun ».

JOSÉ REBELO.

En Espagne, confirmation du vote en faveur de la légalisation de l'avortement « dans certains cas extrêmes ». — Le Parlement espagnol a approuvé définitivement, jeudi 27 juin le projet de loi légalisant l'avortement, dans certains cas extrêmes. Il aura force de loi la semaine prochaine, quand le roi Juan Carlos l'aura approuvé et quand il paraîtra au *Journal officiel*. Le projet autorise l'avortement « en cas de danger pour la vie de la mère », en cas de « malformation du fœtus », et en cas de « viol ou d'inceste ».

LE RAPPORT ANNUEL DE LA HAUTE JURIDICTION

La Cour de cassation, cette inconnue

La Cour de cassation voudrait qu'on la connaisse mieux. La révérence lointaine dans laquelle on la tient finit par lui nuire, estime-t-elle. Aussi a-t-elle décidé de réagir. Sans prétendre toucher le grand public, elle publie cette année un rapport d'activité qui, espère-t-elle, restera moins confidentiel que les précédents. Il faut y voir la touche de M. Simone Rozès, le nouveau premier président, et de M. Pierre Arpaillange, le récent procureur général.

Un peu à l'exemple des « études » du Conseil d'État, ce rapport, qui porte sur l'année 1984, s'ouvre par la première fois sur une série d'articles faisant le point sur quelques-unes des questions juridiques dont la Cour a eu à débiter. On retrouvera l'analyse de M. Pierre Sargos, conseiller référendaire, concluant à l'interdiction pour le fisc de retirer son passeport à un fraudeur jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses dettes. Il y aurait là, affirme M. Sargos, « un moyen de pression sans fondement légal ».

Le rapport revient aussi sur l'affaire des contrôles d'identité. Lorsque la chambre criminelle eut à examiner ce dossier, M. Henri Dauterive, avocat général, plaida avec succès pour une application stricte de la loi de 1983.

Ses conclusions, reproduites en même temps que l'analyse de M. Sargos, rappellent que la police ne peut pas interdire d'importe quel lieu de la chambre criminelle, car elle ne peut pas interdire d'importe quel lieu de la chambre criminelle, car elle ne peut pas interdire d'importe quel lieu de la chambre criminelle.

Le second volet du rapport est un panorama résumé de la jurisprudence de la Cour telle qu'elle a évolué ou s'est précisée en 1984. Certains arrêts feront date, comme celui par lequel la chambre criminelle s'est arrogée le droit de se prononcer sur la légalité formelle des avis favorables d'extradition, droit qu'elle ne s'était jamais reconnu jusqu'alors. Les Basques espagnols extradés par la France furent parmi les premiers à bénéficier, par ce biais, d'un examen approfondi de leur dossier.

(Publicité)

Sandales FEMME, EN CUIR 179 francs !

Mocassins homme 199 F, trottinette femme 249 F, ces deux articles sont en cuir, doublés peau ! Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entreprise H.E.T. a des rapports privilégiés avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Quatre points de vente : 24, rue de la Verrerie, derrière le B.H.V. ; 19, rue J.-Louis-Tessier (10^e) ; M^{re} Goncourt, 6, rue Haxo (20^e) ; M^{re} Saint-Fargeau, 42, rue Claude-Terrasse (16^e) ; M^{re} Porte-St-Cloud, De 11 h à 19 h 30, lundi au samedi. 238-10-01.

Aux États-Unis

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS AUTORISE L'ENVOI DE TROUPES AU NICARAGUA DANS CERTAINS CAS

Washington (UPI). — La Chambre des représentants a voté, jeudi 27 juin, une loi limitant la possibilité d'une intervention militaire américaine au Nicaragua. Le texte prévoit initialement l'interdiction pure et simple de l'envoi de troupes de combat. Mais après quatre heures de débats, d'amendements ont considérablement atténué la portée de la loi.

Le texte final, adopté par 312 voix contre 111, autorise en fait la possibilité d'une intervention directe dans un certain nombre de cas. Par exemple, pour « protéger ou évacuer des ressortissants américains », ou encore en cas de « menaces claires et précises contre les États-Unis ou l'un de ses alliés ».

En outre, un amendement, voté par une large majorité de 377 voix contre 45, lève l'interdiction de l'envoi de troupes si le Nicaragua obtient des avions de combat de l'Union soviétique (allusion à la livraison éventuelle de Mig par l'URSS).

SELON DES DOCUMENTS VIDÉO VENUS DE MOSCOU

Andreï Sakharov souffre de troubles cardiaques et d'un début de maladie de Parkinson

L'académicien soviétique dissident Andreï Sakharov est gravement malade et subit actuellement des soins intensifs pour une affection cardiaque et un début de maladie de Parkinson dans un hôpital de Gorki, affirme le quotidien à grand tirage ouest-allemand *Bild* dans son édition du vendredi 28 juin.

Le journal fonde ces affirmations sur deux bandes vidéo d'une durée totale de soixante-quinze minutes, qui lui ont été envoyées de Moscou mais dont l'origine n'est pas précisée.

Les deux bandes, écrit *Bild*, ont été tournées « avec une caméra cachée, derrière une glace sans tain ». L'un des documents, en couleurs, montre Sakharov avec un numéro de l'*hebdomadaire américain Time* daté du 3 juin dernier, puis devant un calendrier dont il tourne les feuillets, et qui marque le 14 juin.

Le film montre également un médecin soviétique, le docteur Natalia Yevdokimova, qui affirme qu'elle

Sur le vif

Occasion

— Allô ! C'est toi ? C'est Martine. T'as vu cette pub pour un troisième enfant ? Il y en avait une pleine page dans ton canard l'autre jour. C'est intéressant, quand même.

— Arrête ! Tu vas pas donner dans ce panneau-là. Je sers plus qu'à inventer pour nous soustraire nos sous. Ils nous vendraient n'importe quoi. Tiens, à propos, tu sais, nous, pour la deuxième bagnole, finalement on s'est assez tentés par...

— C'est pas tellement évident non plus. Question parking, tout ça. En ville, si t'es pas de garage...

— Là, c'est pareil. Faut trouver une place dans une chambre. C'est embêtant de laisser un même dans la rue le nuit. Surtout dans ton quartier. Il y a toujours des crétins avinés pour l'abîmer. Et pour peu qu'il soit mal rangé, il risque de se faire enlever. Et puis, dans la journée, qu'est-ce que tu en fais ? Et le soir, si tu le prends pour sortir, c'est le gâchis.

— Faut pas s'imaginer ! Il y a des crétins quand même, il y a des...

Il n'y a rien du tout, tu le sais très bien. Tout est prêt. Si, par miracle, tu en dégages une qui ne soit pas trop éloignée de

chez toi, pour peu que le gosse soit détraqué, un peu pataque, ils ne te le prennent pas. En plus, ça coûte la peau des bêtes. Ça revient à plus de deux mille balles par mois. Au début, après, ça augmente. Tes tristes, t'en es au moins pour dix-huit ans sinon vingt-cinq. Tandis qu'avec une fr...

— Ben ! Justement, ils disent que comme c'est bon pour le chômage et le rayonnement de la France dans le monde, ils vont essayer de stimuler la demande. Ils parlent d'effacements fiscaux, de...

— Je ne comprends pas. Pour la deuxième auto ou seulement pour les Renault ?

— Non, pour le troisième enfant uniquement.

— Moi, à ta place, j'y croisais pas trop. Maintenant, si vraiment tu tiens à t'en offrir un, je pourrais te refaire un des miens. J'en ai plus tellement l'usage. Il est rodé. En parfait état de marche. J'ai fait la révision. Je te le cède au prix de l'Argus.

— Tu crois que ça marchera pour l'aidé, tout ça...

— Forcément. Le troisième enfant, personne t'interdit de l'acheter d'occasion.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLES BRÈVES

Grève de la faim d'un insoumis en Girone. — Depuis le 17 juin, Fabien Duplat, détenu pour insoumission à la prison de Gradien (Gironde), fait la grève de la faim. Selon son père, le jeune homme, âgé de vingt-quatre ans, réclame « la possibilité d'obtenir une remise de peine ou une liberté conditionnelle dans les mêmes conditions que les condamnés de droit commun ».

Le 6 février dernier, Fabien Duplat avait été condamné à quinze mois de détention pour « refus d'obéissance ». Le « procureur » déclare que « les inhumains ont cette possibilité de bénéficier d'une remise de leur peine, à condition qu'ils en aient été purgés la moitié ». De son côté, le père du gréviste, cette fois-ci, réclame la « possibilité de présenter à nouveau son fils devant les tribunaux ». En effet, libéré après six mois de détention, l'insoumis n'a pas accompli le temps réglementaire du service national. L'armée le somme alors d'endosser l'uniforme ou le traduit devant le tribunal.

Seine-Saint-Denis et Sud-Est : une trentaine de trafiquants de drogue interpellés. — Dix-sept personnes ont été interpellées à Boulogne (Seine-Saint-Denis) par les policiers de la brigade des stupéfiants qui, pendant dix jours, ont surveillé un immeuble, rue de Beyrouth.

D'autre part, dans le Sud-Est, une enquête de plusieurs mois a permis de démanteler un réseau de trafic d'héroïne. Une quinzaine de personnes ont été interpellées.

Deux « banquiers » du milieu, les frères Léca, avaient avancé 300 000 F à Michel Contreras, Noël Marcialis et Jean-Louis Comte, originaires de Briançon (Hautes-Alpes) et connus pour des affaires de machines à sous et de racket. Ils se fournissent en Corse. Incapables de rembourser les sommes avancées, Michel Contreras commit le suicide dans une banque de Briançon. Il était arrêté une heure plus tard avec ses complices tandis qu'une dizaine de revendeurs étaient appréhendés à Gap et à Lyon.

Le livre de l'empereur. — Environ trente mille exemplaires du livre de l'empereur, *Le livre de l'empereur*, de M. Valéry Giscard d'Estaing, ont été mis au pilon, jeudi 27 juin, à Paris, au siège des entreprises de la société des stocks de livres R.A.F. en possession de l'ancien président de la République. Le 14 mai dernier, le tribunal de Paris, saisi par M. Giscard d'Estaing qui s'estimait diffamé par les Mémoires du souverain déchu, avait décidé la destruction de tous les exemplaires de cet ouvrage.

Numéro 2000 de « la Vie du rail ». — Seul hebdomadaire ferroviaire grand public au monde, *la Vie du rail* publie cette semaine son numéro 2000. Sa diffusion dépasse les 270 000 exemplaires, et la dernière enquête du Centre d'études des supports de publicité la crédite de 1 200 000 lecteurs, dont 500 000 femmes. 40 % de ses abonnés sont des cheminots en activité et 42 % des retraités. Bien que le titre soit la propriété de la SNCF, l'hebdomadaire possède son autonomie financière.

★ *La Vie du rail*, 11, rue de Milan, 75440 Paris Cedex 09. Le numéro 2000.

D'APRÈS LES ENQUÊTEURS

L'attentat contre M. Blandin ne porterait pas la marque des terroristes d'Action directe

Une information contre X pour tentative d'assassinat a été ouverte, dans la soirée du jeudi 27 juin, par le parquet du tribunal de Paris à la suite d'un attentat manqué, mercredi matin, contre le contrôleur général des armées Henri Blandin, avenue de la Porte-des-Ternes à Paris-17^e. Le dossier a été confié à M. Gilles Rivière, juge d'instruction.

De leur côté, les spécialistes en balistique du laboratoire central de la préfecture de police ont examiné les deux douilles de calibre 11,43 retrouvées dans le caniveau sur le lieu de l'attentat. Ils ont établi que l'une qui a tiré les projectiles n'est pas l'une des deux qui ont tué l'ingénieur général René Audrao, le 25 janvier dernier, et n'est pas répertoriée dans des attentats précédents.

D'autre part, les enquêteurs estiment que cet attentat ne porte pas la marque des terroristes d'Action directe, qui avaient revendiqué le meurtre du général Audran et qui agissent la plupart du temps en commando. Or il semble bico que l'agresseur du contrôleur général Blandin, un jeune homme, ait agi

seul. Enfin, quarante-huit heures après la tentative d'assassinat, aucune organisation terroriste n'a encore revendiqué la paternité de l'action.

● Mort accidentelle d'un héritier des laboratoires Roussel-Uclaf. — Alain Roussel, quarante et un ans, l'un des héritiers des laboratoires Roussel-Uclaf, est mort jeudi 27 juin avec trois autres personnes dans un accident d'hélicoptère près de Flomay (sud de la Suisse).

L'hélicoptère, qui volait en direction du Valais où les passagers compagnaient assister au tournage d'un film avec Claude Brasseur, a heurté une ligne à haute tension.

Alain Roussel était administrateur de plusieurs sociétés mais n'occupait pas de fonctions de direction dans le groupe Roussel. Le 9 avril 1972, le père d'Alain Roussel, Jean-Claude Roussel, quarante-neuf ans, PDG des laboratoires Roussel-Uclaf, était mort dans les mêmes circonstances aux commandes d'un hélicoptère « Alouette-IV ».

Préservez votre dos fragile avec Pirelax

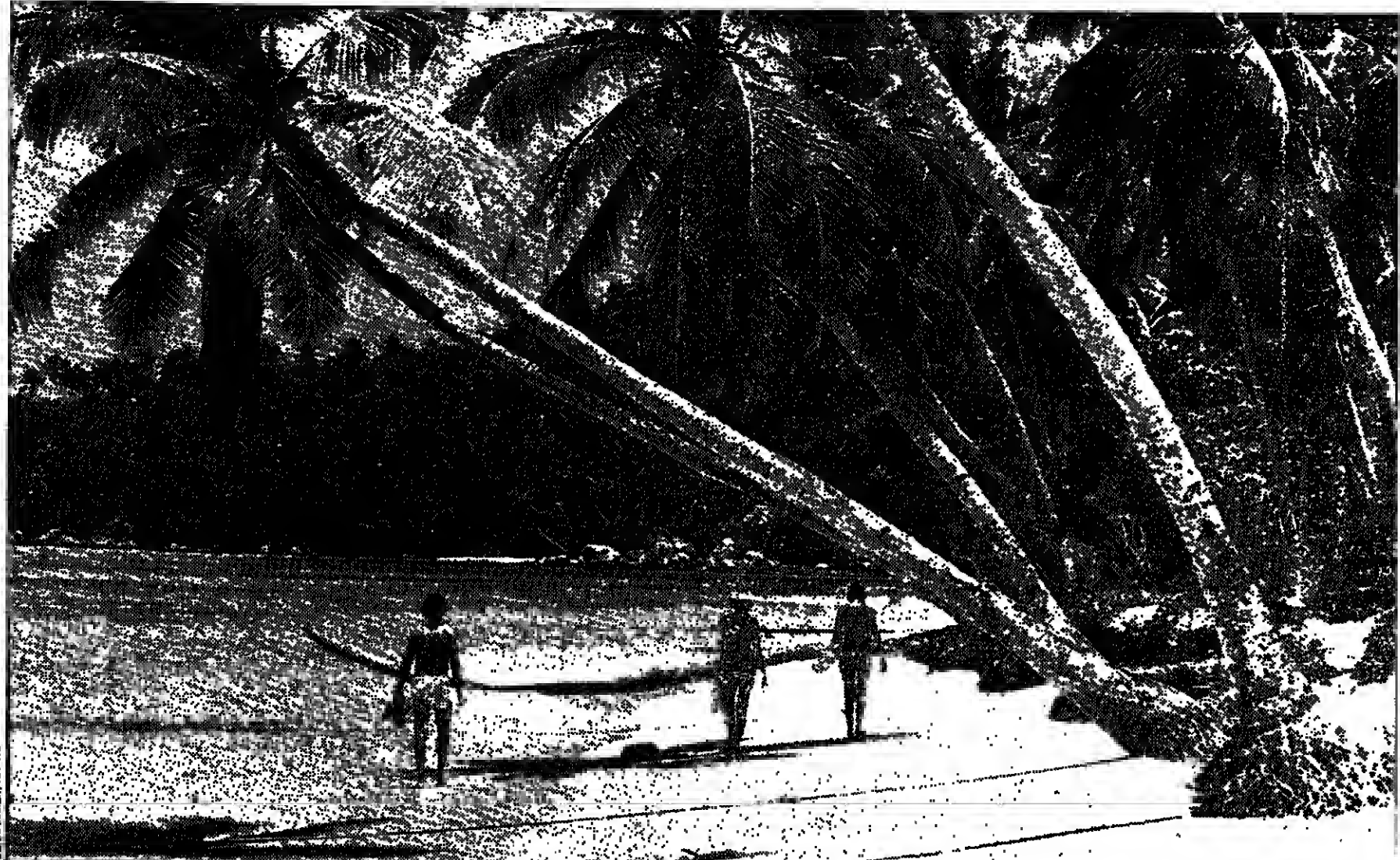
de TIRELLI

Sommier articulé à lattes de bois sur rotules à balancettes à triple effet, avec matelas latex, recommandé pour les dos fragiles, soutient l'alignement LA COLONNE VERTÉBRALE.

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN

Distributeur **CAPÉLOU** 37, Avenue de la République • 75011 PARIS Métro Parmentier • Tel. 357.46.35

العدد 2000



Réunion à grand spectacle

L'océan Indien à portée d'avion.

UNE initiative audacieuse, soutenue par le conseil régional, va-t-elle sortir la Réunion de son isolement et donner un nouveau souffle à son tourisme ? Oui, répond Point Air, qui assure la liaison Mulhouse-Saint-Denis pour 4 800 F aller-retour ; oui, répondent les élus du conseil régional en apportant leur soutien financier à Point Air ; oui, répond enfin Patrick Goyet, le responsable du tourisme à la Réunion, en dressant l'inventaire des sites et des aménagements qui font de l'île un véritable paradis pour les randonneurs.

21,7° latitude sud, 55,32° longitude est, un caillou de lave habillé d'une forêt touffue perce l'océan Indien. 2 510 kilomètres carrés, 516 000 Français perdus à 9 400 kilomètres de leur capitale, voici la Réunion. Ile au soleil, France des tropiques qui presse la canne, distille le vétiver et joue au Loto, elle réunit presque tous les ingrédients qui, ailleurs, ont fait la fortune des marchands de sable. Reste que 27 kilomètres de plages étroites (pour une circonférence de 207 kilomètres) ne délivrent pas le diplôme convoité de « destination balnéaire ». Résultat, les touristes boudent la Réunion : 43 000 visiteurs en 1983, dont 28 710 métropolitains, à peine plus que sur l'île Maurice, voisine, et huit fois moins que les Français partis bronzer aux Antilles...

Absence de plages et tarifs aériens élevés, deux handicaps majeurs pour un paradis tropical, ont donc tenu la Réunion à l'écart ou à l'abri des migrations touristiques. Tant pis pour les statistiques, mais tant mieux peut-être pour ces merveilles de roche noire et de forêts émeraude qui taquinent le ciel (le Piton des Neiges culmine à 3 069 mètres) et plongent jusqu'à l'océan qui bouillonne.

La Réunion vaut par ses sommets, par la fraîcheur de ses hameaux perdus, par la couleur de ses fleurs sauvages piquées au bord d'une cascade. Pour séduire, elle devait inventer un tourisme différent. C'est alors que Point Air est arrivé.

Emanation du Point Mulhouse, l'association qu'anime Maurice Freund, Point Air est la dernière-née des compagnies aériennes françaises. Clé de sa réussite : des

appareils d'occasion, une administration assurée par des dizaines de bénévoles, 125 000 « pointistes » fidèles et des prix sans concurrence.

Après mille péripéties, Point Air a été finalement autorisé à exploiter la ligne Mulhouse-Saint-Denis et retour deux fois par mois, en vendant ses billets 4 800 F, soit 1 300 F de moins que le tarif Air France basse saison, mais au départ de Paris, et 2 800 F de moins que le tarif haute saison. A deux conditions : n'offrir aucun billet au départ de la Réunion et embarquer depuis Mulhouse autant d'étrangers que de Français.

L'affaire allait-elle déclencher une guerre des compagnies ? Certes pas. Les 6 000 passagers de Point Air ne sont en effet qu'une banderille plantée dans le monopole de la compagnie nationale (1), qui transporte 135 000 personnes par an sur cette ligne. En fait, les deux vols apparaissent plus complémentaires que concurrents. Point Air amène une clientèle nouvelle : étudiants-randonneurs, Suisses ou Allemands amoureux de la montagne, jeunes couples à budget serré. En 1984, ils ont malgré tout dépensé 30 millions de francs sur place et ont ainsi permis la



Le cirque de Salazie avec au fond le piton d'Enchaing, dans l'île de la Réunion.

création d'une cinquantaine d'emplois.

Rassuré par ce premier bilan flatteur et confiant dans la dynamique « pointiste », le conseil régional de la Réunion a décidé de s'engager financièrement aux côtés de la jeune compagnie. Après tout, l'initiative de Point Air répond à la politique de désenclavement de l'île et aux besoins de l'économie régionale. La région participera donc pour 6 millions de dollars à l'achat d'un DC-8 (le tiers de sa valeur) qui volera sous les couleurs de Point Air. Grâce à ce nouvel appareil, la liaison Mulhouse-Saint-Denis deviendra hebdomadaire. Personne ne jurerait qu'à terme l'objectif ne soit pas un vol bihebdomadaire, et surtout la possibilité d'émettre au départ de la Réunion des billets à prix miracle.

En attendant, les Dyonisiens — ainsi appelle-t-on les habitants de Saint-Denis — découvrent cette nouvelle clientèle, plus à l'aise pour choisir des chaussures de marche qu'une bulle solaire, incoïlable sur le balisage des sentiers et sur le savoir-vivre en refuge. Pour son plaisir, une quinzaine de gîtes de montagne et 600 kilomètres de chemins aménagés font de la Réunion l'île à grand spectacle... que vantent tous les catalogues. Les trois cir-

ques (Mafate, Cilaos, Salazie) et le volcan (la Fournaise) sont autant de sites exceptionnels. Les visiteurs pressés peuvent se contenter d'un épousoufflant survol de l'île en hélicoptère ou de panoramas fabuleux accessibles en voiture (le Piton Maito, par exemple). Les autres feront une randonnée d'un ou plusieurs jours, en promenade tranquille ou en trekking sportif. Chaque itinéraire mérite le voyage à condition de se lever tôt, car le ciel réunionnais si limpide à l'aube se couvre dès midi.

Vue ainsi, la Réunion devient une pure merveille : décor de noir et de vert, violent, cabossé, déchiré en lames effilées ou brodé de fine dentelle ; cascade qui rafraîchit la fougère et se perd 100 mètres plus bas dans un nuage d'écume ; filao en forêt paisible ou buisson accroché à la paroi verticale : un filet de brume s'échappe en tourbillons légers jusqu'au fond de la vallée où fleurit un carré de géraniums. On connaît déjà la Réunion pour cette étonnante rencontre entre Européens, Chinois, Indiens, Créoles, Africains se donnant rendez-vous chaque soir sur le front de mer à Saint-Denis pour une partie de... pétanque ! On la connaissait également pour ses

beautés méti, pour ses petits Blancs des « Hauts », pour ses villages perdus qui égrenent tous les saints du calendrier, pour son chômage endémique, et Mgr Aubry, son jeune évêque-poète-chanteur de la « Créole ». On la croyait d'abord île au soleil (les inconditionnels de la plage séjourneront à la Villa Club Méditerranée ou à l'hôtel de Boucan-Canot), alors qu'elle valait surtout pour ses sommets.

L'initiative de Point Air peut contribuer ainsi à populariser une destination encore méconnue des Français. Elle risque aussi de souligner les contradictions entre le vol à bas prix et les exigences du tourisme de masse venu de Suisse ou de RFA, assez éloignées de celles du routard français. La dénonciation par un grand voyageur suisse de ses accords avec Point Air (ils permettaient de répondre à l'obligation d'embarquer 50 % d'étrangers depuis Mulhouse) en est un premier signe. Installé au carrefour de l'Europe, Point Air n'en prouve pas moins chaque quinzaine que la Réunion a un public. D'autres solutions ont donc été trouvées grâce auxquelles Maurice Freund tient pour acquise la liaison hebdomadaire avec Saint-Denis à

partir de décembre 1985. Et par là même d'un vol sur Madagascar pour 3 200 F aller-retour, afin de bien montrer que l'océan Indien est l'objectif visé par Point Air.

La Réunion n'était donc que la première cible. Tous ceux qui en ont admiré les sommets témoignent que la première étape est gagnée. Le jour où la « très belle femme malbaraise, vingt-six ans, cherchant métré très sérieux pour fonder foyer », par le biais d'une annonce parue dans un quotidien local, s'envolera avec un billet Point Air vers la mère patrie et le bonheur rêvé, ce jour-là, Point Air et les élus de la région auront définitivement assuré leur victoire.

JEAN-PIERRE CHANIAL.

(1) Du côté d'Air France on précise que ce monopole n'est que la contrepartie d'un certain nombre de contraintes, notamment celle d'assurer les grands départs (fêtes et vacances) avec des avions qui reviennent presque vides de la Réunion. Contraintes qui, relève-t-on, empêchent la compagnie de pratiquer des tarifs plus bas. « Nous sommes pour la concurrence, y affirme-t-on, mais à égalité de contraintes. »

Lire la suite des reportages sur les îles de l'océan Indien page IV.

LIRE

2-3. SPORTS
40 000 km de sentiers pour user les souliers

4. VOYAGE
Les Seychelles et l'île Maurice

5-9. RADIO-TV

10. COMMUNICATION
Les technologies de l'information

11. GASTRONOMIE
Légumes sur cartes

13-14. VACANCES
La Côte d'Azur



Supplément au numéro 12570. Ne peut être vendu séparément. Samedi 29 juin 1985.

Vacances à pieds

40 000 kilomètres pour user les souliers.

Je me promène, tu randonnes, nous partons en raid, ils se préparent pour un trekking... La marche peut se conjuguer à l'infini à toutes les vitesses et sur de nombreux thèmes. Cette activité des plus simples et des moins coûteuses est donc accessible au plus grand nombre: elle ne nécessite que de l'enthousiasme, un minimum d'entraînement et un équipement adapté. Ni licence ni péage. Chacun part comme il l'entend, seul, en groupe, ou en famille, choisit ses étapes à son gré et s'arrête quand bon lui semble... et, si besoin est, loue un âne pour se décharger.

On ne voit bien qu'avec ses pieds, dit-on à la Fédération française de randonnée pédestre (FFRP). On commence par se balader deux ou trois heures, pour accompagner des amis, puis peu à peu l'appel des sentiers vous envahit, et randonner devient vite une drogue; avec le manque d'air pur naît l'envie de marcher, de chercher son chemin.

La FFRP évalue (1) à huit millions les personnes effectuant trois promenades de trois heures de marche par an, dans la campagne ou en forêt. Parmi eux, trois millions font au moins trois randonnées de six heures, tandis qu'un million d'adeptes s'évadent plus de trois jours consécutifs en itinérance par monts et par vaux.

Rien de surprenant donc si les associations et les professionnels proposent des programmes de plus en plus variés, où la marche n'est plus toujours la seule motivation. Comme les randonneurs impatientes ne peuvent attendre jusqu'à l'été, de grands rassemblements printaniers sont aussi prévus, où la fête et

l'ambiance comptent autant que l'itinéraire.

Des randos-fêtes

● **Deuxième Transarmoricaïne**, de toute l'Armorique vers Redon, huit jours de randonnées et fêtes, du 13 au 19 mai 1985. Pour les cyclistes, marcheurs, cavaliers, canoïstes et plaisanciers. ABRI, 9, rue des Portes-Mordeleises, 35000 Rennes - Tél.: 99/31-59-44.

● **Dixième Brevet de randonneur caussenard**, le 19 mai 1985, au départ du Rozier-Peyreleau (gorges du Tern et Jonte). Sept ou neuf heures de marche, en suivant un itinéraire balisé et tracé sur carte. Club alpin français, 134, avenue Jean-Jaurès, 12100 Millau - Tél.: 65/00-00-51.

● **Rallye pédestre des chemins de chars**, 25-26-27 mai, à travers le coussin Méjean, organisé par la sympathique revue *Chemins*, BP 36, 48400 Florac. 15 à 20 kilomètres par jour, avec veillées musicales et danses.

● **Cinquième Brevet du randonneur breton**, le 23 juin 1985. Parcours côtier, par la Côte d'Emeraude, Erquy-cap Fréhel, selon trois parcours de 20, 30 et 50 kilomètres sur les sentiers GR récemment inaugurés. Section de Bretagne du CAF, 13, rue de Lorraine, 35000 Rennes.

● **Rando-encanta 85**, à travers le mont Lozère, les Cévennes, les Causses, l'Aigoual, les 19, 20, 21 juillet. Fête, préhistoire, mais aussi chants et danses. Festival de la randonnée, La Salle-Prunet, 48400 Florac.



Du côté du matériel

Dans tous les magasins de sport, chaque année apparaissent de nouveaux sacs à dos, des chaussures plus légères, des anoraks multico-

lores qu'en quelques lignes on ne peut analyser. A signaler parmi les innovations, l'ouverture à Paris d'un magasin Fjäll Råven (38, rue Saint-Jacques) qui apporte tous les raffinements nordiques. On y trouve,

par exemple, des « allumettes-tempête », qui s'enflamment dans n'importe quelles conditions, qui sont contenues dans une boîte plastique étanche et qui flotte (25 g, 30 allumettes, 22 F); un seau à eau en toile jaune, qui ne se ran-

verse pas, ne pèse que 70 g (83 F); des tasses pliantes en plastique dans lesquelles on boit sans se brûler les lèvres (13,80 F); un hamac super-léger (230 g) qui coûte 125 F; des anoraks et pantalons en toile G 1000 qui se réimperméabilisent avec un bâton de fard... Au magasin Pesse-Montagne (37, rue du Chemin-Vert) on peut acheter une tente anglaise aux places qui ne pèsent que 1,400 kg, modèle Jet Pack (Saunders, 1 480 F), et des boussoles suédoises Silva, légères, précises et pas chères (à partir de 40 F). Au Vieux Campeurs (48, rue des Ecoles), une nouveauté au rayon des sacs à dos: le modèle Khargi, gris-rouge: en capacité 75 litres (440 F, 1,400 kg), une cape de pluie incorporée au rabat peut envelopper complètement la charge et le randonneur: un petit sac de 25 litres à 159 F qui convient bien pour une balade à la journée ou pour les enfants. Au rayon cuisine, des salades printanières lyophilisées. Y compris sachets de vinaigrette (choux-fleurs, maïs, oignons... 35 g, 19 F).

Les itinéraires nouveaux

Il y a 40 000 kilomètres de sentiers de Grande Randonnée en France et sans doute autant de chemins de promenade. Les topes parus en 1985 innoveront en offrant les balises, pour que le randonneur retrouve le plaisir de chercher son parcours.

● **Randonnée sans balisage** dans les Alpes-Maritimes. 20 circuits touristiques, des Présalpes de Grasse jusqu'au Mercantour, d'une vingtaine de kilomètres, avec de la dénivelée. A vos boussoles! ADOURAM/FFRP, 44 F.

● **Randonnées pédestres dans la Sainte-Baume**. Dans le Var et les Bouches-du-Rhône, ce petit massif est devenu un itinéraire, jamais rassemblés jusqu'à présent, classés par communes et difficultés. EDISUD, 60 F.

● **Randonnées pédestres dans le Lubéron**. A mi-chemin entre les Alpes et la Méditerranée, le Lubéron est une chaîne de 60 km environ, très sauvage: son inventaire pédestre est des plus intéressants. EDISUD, 50 F.

● **Haute Randonnée alpine**. La Grande Traversée des Alpes se fait d'ordinaire par le GR 5. A ceux qui sont lassés des balises, le Club alpin français propose maintenant le guide de la « Haute Randonnée alpine » (H.R.A.), décrivant 1 000 kilomètres en 50 étapes, du lac Léman à la Méditerranée. C'est un cheminement original qui emprunte la plus souvent la frontière franco-suisse et italienne, avec de nombreuses variantes et toutes informations pratiques pour les réalisateurs. C'est une longue aventure hors des sentiers battus pour les randonneurs expérimentés, avec quelques sommets à gravir au passage et des idées pour plusieurs étés. EDISUD, 60 F.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06600 CAP-D'ANTIBES
Place 600 m. Petits studios. Parkings. Piscine. Semaine été 2 pers. 1 660 F. A partir du 15/6 1 490 F.
ROI SOLEIL
153, boulevard Kennedy
Tél. (93) 61-68-30
06500 MENTON-GARAVAN

L'Hôtel VILLA NEW-YORK **NN
Chambres tout confort dans un cadre raffiné, à 100 m des plages. Doc. et réservation. (93) 35-78-69.

COTE D'AZUR VAROISE
Dans nature Provençale, prox. Baudol. vacances idéales: soleil - calme - confort - piscine - jeux - jardins - parc - plané. 1/2 pens. inter. juil. sept. - Dépl. et prix.
MOTEL LA CIGALIERE **
83330 LE BEAUSSET - Tél.: (94) 98-64-63

Mer

Les Anglo-Normandes

ILE DE JERSEY

Le printemps est la période idéale pour profiter pleinement de cette petite île, véritable perle flottante (20 km sur 10 km, 75 000 habitants). Situé à 20 km seulement des côtes de Normandie, ce petit État indépendant, rattaché à la Couronne d'Angleterre, a son gouvernement, ses lois propres, sa monnaie, ses émissions de timbres... et ses traditions toujours en vigueur.

Les adorables petits ports de pêche succèdent aux innombrables plages de sable fin. La campagne est ravissante et fleurie. Et dans la capitale Saint-Hélène, à Londres en miniature, le shopping est roi. Les distractions sont innombrables: les auberges, les pubs, sont pittoresques et les petites pensions voisinent avec les palaces de très grande classe.

Un week-end, une semaine à Jersey, oasis de paix et de beauté, c'est le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.

Plus que jamais, Jersey sera beuverie de vous accueillir. Jersey vous attend.

Pour documentation en couleurs, écrivez à:
MAISON DE L'ILE DE JERSEY
Département F 12
19 bd Malherbes
75008 Paris
Tél.: 742-93-68.

Montagne

05490 ST-VÉRAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél.: (92) 45-92-08
Ch. et duplex avec cuisine 2 à 6 pers. Court de tennis. Tarif spécial juin-sept.

Provence

83980 LE LAVANDOU
Un hôtel de charme en bord de mer. Ameublement raffiné. Chambres avec terrasses sur la mer. Piscine dans la roche. Un exquis jardin abondamment fleuri. Eau de Saint-Tropez et Le Lavandou. Facé aux îles d'Or, calme, cuisine soignée moderne variant selon la pêche et le marché. Activités nautiques. Tennis, golf à proximité.
HOTEL
- LES ROCHES FLEURIES -
Aiguille
83980 LE LAVANDOU
Tél.: (94) 71-05-07
Téléc.: 403997

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.
Réservation: 41-32-333 VENISE.
Tél.: 4111-50 FENICE I.
Directeur: Dante Apollonia.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO
GRAND HOTEL
COMPLÈTEMENT RENOVÉ.
Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité.
Cuisine soignée. Dir. dès 1985 A. COTTI.
Téléphone: 1941/93/33-02-82.

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1700 J 4 à 30 de Paris par T.G.V. Lausanne. L'été sur l'Alpe. Plaisirs au choix: promiscuité, sports, détente. Patis. Tennis. Mini-golf GRATUIT. La qualité de l'accueil suisse.
Renseignements et offres:
Office Tourisme CH-1854 LEYSIN.
Tél.: 19-41/25/34-22-44

05220 MONÉTIER-LES-BAINS
CET ÉTÉ SOYEZ CURIEUX
Une semaine de randonnée aux portes des Écrins.
Hôtel + accompagnateur: 1720 F
LE LAGOPÈDE CURIEUX (92) 24-40-02
05220 MONÉTIER-LES-BAINS

RANDONNÉES A PIED-ÉTÉ
LOZÈRE - CAUSSES - CÉVENNES
CHATEAUX CATHARES...
DAINAT guide - 19, av. St-Lazare
34 MONTPELLIER - (67) 72-16-19

Passeports pour l'évasion

EDITE depuis février par les Éditions mondiales, le mensuel *Grands reportages* vient de changer de formule: format magazine, papier plus luxueux, illustration de qualité, pagination accrue. Chaque mois, un grand dossier sur une destination, un guide pratique sur les sujets traités et un « globe-notes » sur l'actualité de l'aventure et des voyages. Au sommaire du numéro de juin: San-Francisco, la cordillère des Andes et les plus beaux fonds sous-marins.

Reppalone qui GR publie désormais, deux fois par an, l'*Almanach de l'aventure et du voyage*. Le numéro printemps/été 1985 est une mine d'informations, un inventaire de l'aventure qui recense toutes les

fêtes du monde (jusqu'en septembre), les offices de tourisme, les principaux rallyes, raids et courses, les stages réservés aux aventuriers, les vols à tarifs préférentiels, les trésors cachés dans le sol français, les fêtes d'Europe et les voyages insolites et sportifs. Et qui vous dit tout sur les pick-up, le matériel anti-détresse, la trekking et le meilleur façon de voyager seul en Thaïlande et en Chine.

A signaler également un hors-série du magazine de la photo *Chasseur d'images*: l'*Agenda du voyageur* qui se présente comme un « passeport pour l'évasion ». On y trouve, notamment, toutes les informations nécessaires pour réussir son premier grand voyage: billet d'avion, santé,

assurance et nourriture. Ainsi qu'un prêt-à-partir de tous les pays du monde: 180 destinations à la loupe... et au pas de course.

A noter enfin que le numéro de mai de l'*Étudiant* présentait sa traditionnelle enquête sur les meilleurs tarifs aériens de l'été, pour plus de quatre-vingts destinations, avec le nom et l'adresse des voyageurs qui les proposent. A noter des tarifs en baisse sur New-York, Bangkok, Calcutta, Pékin et le Brésil, ainsi que de très bons prix sur Londres, Amsterdam et l'Afrique.

P. FR.

● **GRANDS REPORTAGES**, 25 F. *Almanach de l'aventure et du voyage*, printemps/été 1985, 39 F. *L'Agenda du voyageur*, 29 F. *L'Étudiant*, 22 F.

LA BONNE ADRESSE

LAUSANNE
HOTEL VICTORIA
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chânes avec radio, TV, ligne téléph. directe. Service 24 h sur 24. Bar et salles de conf. de 70 à 60 places. 48, av. de la Gare - Tél. 1941/21-20-57-71 - Téléc. 28844

R. HAEBERLI, PROPRIÉTAIRE



HILTON INTERNATIONAL CORFOU
CHEZ VOUS, PARTOUT DANS LE MONDE.

RÉSIDENCES

300 m du LAC LÉMAN, 30 km des PISTES...
YVOIRE - VILLAGE MÉDÉVAL
SCI Les Cygnes du Lac
STUDIO à partir de 288 000 F
Agence du Lac Léman - (50) 38-68-67

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Région SISTERON
Locations meublées et gîtes ruraux disponibles en juillet et août 1985
Renseignements:
OFFICE DU TOURISME
B.P. 42 - 04200 SISTERON
Tél. (92) 61-12-43

1 Heure de NICE
MAISON EN PIERRE
Gd standing 100 m² habit. + dépendances. Terrasse. Terrain 10 000 m²
Construction 350 000 F MAURIN (FNAIM) 06260 PUGET THIENIER
93-05-02-54.

(VAR) SALERNES
MAISON RURALE DE
270 m² hab. sur beau terrain 9 400 m² avec pool couvert, tennis, 4 chambres, salon, salle à manger, piscine, arbres fruitiers. source, BAU, BDF. Tél. 1470000F.
26 IMMOBILIER (94) 70-62-22

Aux quatre coins de France

Vins et alcools
SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
BOMMES 33210 LANGON
Tél.: 36 (96) 63-61-53
Tarif sur demande - Vente directe

VIN de CHATEAUNEUF-DU-PAPE
VIN de PAYS - VINS DE MARQUE
embouteillés par le récoltant.
TARIF sur demande. Vente à la cave.
DIFFONTY & FILS - B.P. N° 33
Route de Courthézon
84230 - CHATEAUNEUF-DU-PAPE

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHES
VENTEUX 51200 ÉPERNAY. T. (26) 58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

Produits régionaux
HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA
Catalogue et tarif M gratuits.
Produit naturel de renommée mondiale.
Demande à STE-HELENE, B.P. 97
SALON-DE-PROVENCE, 13652 Celler

Maurice profil Bourbon

Il chic pour destination choc.

EN 1984, 25 000 Français ont passé leurs vacances à l'île Maurice. Seuls les Africains du Sud, proximité oblige, ont été plus nombreux, loin derrière cependant les 32 300 Réunionnais venus en voisins. Au total, ce sont donc près de 60 000 Français qui ont été séduits par ces 2 095 km² de terre bosselée, à douze heures de vol de Paris et à un saut de puce de Saint-Denis.

Métropolitains amoureux de vacances paisibles, Réunionnais à la recherche des plages que leur refuse leur montagne fumante, qu'est-ce qui fait donc courir les Français, contre crise et inflation, vers le paradis mauricien ? Au moins trois raisons : l'attrait des tropiques à la française, le prestige d'un ticket chic pour une destination choc et la formidable vitalité de la société mauricienne.

« L'île Maurice est la petite France de l'océan Indien », résume Anil K. Gayan, ministre des affaires étrangères et du tourisme, pour traduire le sentiment des siens. Celle qui fut île de France, entre 1715 et 1810, garde le goût de tout ce qui est Français. Même l'anglais, langue officielle après un siècle et demi de colonisation (1810-1968), n'a pu s'imposer face au créole : « La mer li d'nou la reine », chante un groupe de musiciens ; « Soleil pou tou dimanche », écrit le Nouveau Militant, quotidien d'opposition : mieux en dire, lorsque Mamoud, vingt ans et l'œil de velours, étale ses trésors sur la magnifique plage de Trou-aux-Biches, il promet : « Pour un collier climatisé ou pour une chemise à air conditionné, Mamoud pléine tellement les prix qu'il écrase même Mamouth ! ».

Appuyé sur une telle référence culturelle, le style fait fureur et les vacanciers s'arrachent les colliers de perles, comme jadis devait partir la verroterie débarrée des « vaisseaux du Roy ». C'est la revanche souriante de l'histoire dans un pays miniature où tout contribue à rassurer n'importe quelle ménagère du Massif Central : les villages de l'île s'appellent Souillac, Cent-Galettes, Petit-Paquet, Trois-Mamelles, Rivière-des-Angouilles ; Paul et Virginie continuent d'alimenter toutes les rêveries amoureuses et la légende d'un éternel

bonheur sous le soleil ; les magasins du village, la tabagie populaire, le Bar des Amis ou la galerie La Fayette posent un sourire sur la promenade du jour ; jusqu'au délicieux pain local, qui ferait oublier la baguette et croire à n'importe quel Français qu'il a touché là le pays d'un certain bonheur de vivre.

Ticket chic pour destination choc, les responsables du tourisme mauricien n'ont jamais caché qu'ils préféraient accueillir une clientèle aisée plutôt que les chahuteurs populaires. Du coup, grâce à une habile politique de relations publiques, les luxueux hôtels de l'île (Méditerranée, Trou-aux-Biches, Saint-Gérard, Touessrock, La Pirogue, Le Chaland) finit signer leur livre d'or à tous les grands noms du Bortin mondain. M^{me} Grimaldi, M. et M^{me} Drucker, les frères Poivre d'Arvor (leur ancêtre Pierre Poivre fonda le jardin de Pamplemousses), Julien Clere, Annie Girardot, M^{me} Le Pen et bien d'autres vacanciers souriants et insoucients s'y croisent en maillot de bain.

Demain ils iront, car c'est une des très belles images de l'île Maurice, s'essayer à la pêche au tout gros. Marlin, espadons, requins, thons, abondent dans les eaux tièdes de l'océan Indien. Chaque saison, les records tombent, avec l'aide des capitaines silencieux capables d'estimer le poids de la prise par simple pression du pouce sur le fil de nylon tendu. Les marlins de 1 000 livres, les thons de 150 à 200 livres ne sont pas rares ! Un poisson d'avril (les thons abondent à cette période) suspend son quintal à un hameçon guère plus fin qu'un croc de boucher après avoir pris 500 ou 600 yards de fil. A l'autre extrémité de la canne, un forçat s'arête, sue et abane des heures durant. Pas assez de tension et le fil casse ; trop de précipitation et l'animal décroche. Il gagne centimètre après centimètre sur le moulinet Penn 130, jusqu'à ce qu'un éclat émeraude, or, jade, argent confondu, traverse l'eau cristalline. Hissé à bord, le géant de la mer lance un dernier salut : les verts et les bleus phosphorescents de son corps lisse vibrent au noir profond, au gris clair. Le soleil coule le plomb, le vainqueur tremble et les oiseaux s'éloignent vers un autre banc.



Ieu cruel pour touristes désemparés ou sport généreux pour marin chevronné ? Roland de Séville, pêcheur et propriétaire du Centre de pêche du nord (Grand-Baie), répond : « Nous embarquons 2 500 personnes chaque année. Beaucoup d'omoteurs, de curieux, qui, fiers de leur prise, courbaient et brûlaient, ne se prendront jamais pour des grands sportifs. Ces prises annuelles ne sont rien à côté de celles effectuées en une nuit par un chalutier asiatique jettant une ligne de 100 kilomètres équipée d'un hameçon tous les 5 mètres... »

Six quotidiens de tous les titres au vitrinite, une multitude de partis politiques allant de l'extrême gauche autogestionnaire à la droite intégriste, un Parlement qui cultive l'art de la joute oratoire, d'interminables discussions dans les allées du marché, à l'épicerie ou dans les champs de canne à sucre, voilà quelques signes de l'extraordinaire vitalité culturelle de l'île Maurice. Bernardin de Saint-Pierre, dans son voyage à l'île de France, notait : « L'île de France était déserte lorsque Mascarenhas la découvrit. Les premiers Français qui s'y établirent furent quelques cultivateurs de

Bourbon. Ils y apportèrent une grande simplicité de mœurs, de la bonne foi, l'amour de l'hospitalité et même de l'indifférence pour les richesses. Une gentillesse légendaire et une réelle passion pour les idées, voilà ce qui désormais attend le passager débarqué du jumbo d'Air Mauritius lorsqu'il plonge dans les rues qui associent Shiva, le Christ, Mahomet, Bouddha et quelques divinités noires, et où l'on danse sega, reggae ou disco au son du tam-tam, du sitar ou des synthétiseurs... »

Mille images séduisantes sont alors au rendez-vous : les immenses champs de canne à sucre nodulent sous la brise tiède, le petit marché de Port-Louis est le dernier salon où l'on cause, entre tissus fleuris et fruits du jour, le club hippique, deuxième du monde par l'ancienneté, est le rendez-vous de la bonne société à l'accent britannique, le jardin de Pamplemousses est une visite à ne pas manquer, et l'île aux Cerfs est assurément une des plus belles cartes postales de la région, façon « lagon éclair des mers du sud ».

Au-delà de l'itinéraire classique apparaît alors la véritable richesse

de l'île Maurice. Le sourire d'abord, posé sur le visage de centaines d'adolescentes aux portes de la zone franche, malgré huit heures de métier à tisser, ou distribué par un gamin débrouillard qui connaît tous les secrets et toutes les légendes de son île. Un certain art de vivre ensuite, qui tient autant d'une gastronomie délicate et variée que d'une rencontre dans un autobus hors d'âge où les voisins ne sont jamais avertis d'une invitation à « la case ».

L'ambition de certains responsables mauriciens est de tripler la fréquentation touristique de l'île. L'ouverture de cinq nouveaux hôtels de luxe, dont un centre de thalassothérapie, et la promotion d'établissements plus simples comme l'Hôtel La Fayette, situé sur une des plus belles baies de l'île, favoriseront cette ambition. D'anciens pourtant craignent que le sourire des Mauriciens s'efface, que leur sérénité s'estompe devant cette invasion. Déjà, quelques prix s'envolent, et certains touristes ont le sentiment, en montant dans un taxi ou en s'asseyant à une terrasse, d'être l'affaire du jour. Même si leur île n'est pas une destination pour petits budgets, les responsables mauriciens tiennent trop à préserver ce filon, hieu comme l'océan alentour, qui vant tous les champs de canne, tous les métiers à tisser, tous les chahuteurs, pour scier le rayon de soleil sur lequel repose une large part de la prospérité mauricienne.

Un journal du matin publie cet encart : « Trois conteneurs ont été saisis sur le port. Les marchandises non déclarées comprennent 450 cartouches de fusil, 432 000 pièces de fil, 399 ballons de football et 36 000 pièces de fil en coton. » Ici, les pirates font sourire lorsqu'ils n'ouvrent leur besace. Magie tropicale qui traverse, intacte, les siècles et offre encore les mêmes trésors qui retiennent Bernardin de Saint-Pierre : « Le murmure des sources, le souffle toujours égal des vents, l'odeur parfumée des veloutiers, cette plaine si unie, ces hauteurs si ombragées semblaient répandre autour de moi la paix et le bonheur (...). Du reste de l'univers je n'eusse voulu que quelques objets aimés, pour passer la ma vie ». Ainsi soit il.

JEAN-PIERRE CHANIAL

Adresses utiles :

• Maison de la Réunion, 1, rue Vignon, 75008 Paris. Tél. : (1) 258-07-87.
• Bureau d'information de l'île Maurice, 41, rue Yory, 92200 Neuilly.
• Office du tourisme des Seychelles, 53, rue François-I^{er}, 75008 Paris. Tél. : (1) 720-39-68.

Vois :

• POINT AIR assure deux liaisons mensuelles entre Moulins/Bâle et Saint-Denis de la Réunion. Vol A-R avec 3 nuits d'hôtel sur place : 4 800 F. A partir de décembre, vol seul : 4 200 F.
• AIR FRANCE assure six vols hebdomadaires entre Paris et la Réunion : 7 930 F. à partir du 1^{er} juillet ; 6 920 F. à partir du 26 septembre. Réduction de 50 % pour les enfants de moins de douze ans.
• AIR MAURITIUS réunit une fois par semaine Paris à l'île Maurice. 8 230 F.-A.
Au même tarif, AIR FRANCE assure cinq liaisons hebdomadaires.
• AIR FRANCE assure deux vols hebdomadaires entre Paris et les Seychelles : 6 965 F. à compter du 1^{er} juillet.

Voyagistes :

• Du côté des voyagistes, on se bouscule pour programmer ces destinations paradisiaques. Citons notamment : Africatours (1/723-78-58) ; Hotelplan (1/233-44-73) ; Jet Tours (1/260-38-48) ; Jumbo (1/260-35-12) ; MVM (1/544-38-41) ; Nouvelles Frontières (1/273-25-28) ; Nouveau Monde (1/325-17-46) ; Océanide (1/288-82-66) ; Rev/Vacances (1/720-63-39) ; Starat (89/45-55-15) ; Transversis (1/274-20-68), proposant circuits et séjours à la Réunion, à l'île Maurice et aux Seychelles.
• Jet Evision (1/260-30-85) ; Avator (68/61-66-28) ; Club Méditerranée (1/256-10-00) ; GMT (89/46-48-33) ; VMT (1/320-13-66) proposent des circuits et des séjours à la Réunion et à l'île Maurice.
• République Tours (1/355-39-30) offre des circuits programmes à l'île Maurice et aux Seychelles. VAT (1/266-20-40) et Zénith (1/266-14-03) ont des programmes à la Réunion. Antilope (1/538-72-04), Novotours (93/43-45-36) et VSM (1/293-21-22) insistent l'île Maurice à leur catalogue. Enfil, Aéromarine (1/328-30-22), Océanide (1/783-12-72), Sandepts (1/273-18-51) et Vole Voyage (1/329-30-30) se rendent aux Seychelles.
La profusion de l'offre permet ainsi de choisir entre une multitude de formules et de prix. Citons toutefois, outre les classiques circuits et séjours, la pêche au gros, des propositions plus originales incluant la location à l'île Maurice et aux Seychelles de maisons et studios comme le propose, par exemple, Jumbo.

Seychelles fidèles

Les Robinsons peuvent être exigeants.

ON croyait les Seychelles définitivement vouées au culte du soleil et de la paresse, et elles inventent le marxisme version tropicale : elles hantent les rêves de milliers de vacanciers, convaincus d'y trouver les plus belles îles du monde, et la réalité dépasse leurs espérances ; on les pensait britanniques jusqu'à l'heure du thé, alors qu'elles parlent français et ne jurent que par leurs amis de Paris.

Récapitulons. En 1971, la colonie de Sa Gracieuse Majesté accueillait 3 175 visiteurs. En 1976, elle gagne son indépendance. En 1977, un coup d'Etat installe l'actuel président France Albert René au pouvoir. En 1979, la jeune République des Seychelles reçoit 79 000 touristes, soit plus que sa propre population. En 1982, après que les compagnies

anglaises et allemandes aient interrompu leurs vols à destination de Mahé, ils ne sont plus que 47 350 à venir bronzer sur des plages désertes. Inflation vertigineuse, dégradation rapide du parc hôtelier, accueil de plus en plus sommaire, réputation douteuse, personne alors ne misait plus un centime sur le tourisme seychellois, victime de son succès foudroyant.

C'était compter sans la détermination des nouveaux dirigeants du pays, qui ont compris qu'ils étaient condamnés s'ils ne reconstruisaient pas rapidement la première richesse de la République. En quelques mois, ils créent une compagnie aérienne, bloquent les prix touristiques, gèrent les hôtels au plus juste, en appellent aux compétences extérieures, et font

confiance à leur principale clientèle, les Français. « Finis coronat opus », affirme la devise nationale : « La fin couronne le travail. » Orde d'apprentissage de l'indépendance que celui de 70 000 Seychellois vivant sur une centaine d'îles, soit 444 kilomètres carrés de terres, mais 400 000 kilomètres carrés d'océan (certaines îles sont plus proches des côtes africaines que de Mahé). Ils redécouvrent la culture du jardin familial, gage de l'auto-suffisance alimentaire, la formation accélérée et l'éducation populaire, qui révélera les cadres de la prochaine décennie.

Avec moins d'enthousiasme, ils regardent leurs enfants apprendre à défilier au pas en prévision de la prochaine fête nationale, notent leurs nouvelles adresses - avenue de la Révolution, rue du 5-Juin - et attendent les rares heures de la journée durant lesquelles la vente de boissons alcoolisées est autorisée. Courage camarade ! semble dire le portail de l'ambassade de Chine, qui expose, photos à l'appui, la réussite de la femme chinoise, devenue chanteuse, mannequin, ouvrière ou médecin.

Heureusement, les tropiques sont là pour rappeler que le sourire est la première vertu de l'homme des îles. Les Seychelles ne font pas exception à la règle : la télévision locale, qui n'émet que du vendredi à 18 heures au dimanche en fin de soirée, interrompant ainsi chaque jour ses émissions entre 19 h 30 et 20 h 30 pour permettre à chacun de manger !

« En dehors du commun, mais à votre portée, loin de tout, large-ment le sable blanc se dessine à perte de vue, des petites criques secrètes s'éloignent doucement vers la mer émeraude... »

Elle est largement en dessous de la réalité. En toutes circonstances, les Seychelles offrent le meilleur : dans la forêt superbe qui escalade les hauteurs de Mahé, sur la table de Philos qui sert une langouste digne d'être étoilée, au bord d'une des innombrables criques désertes qui plongent dans l'océan ou au milieu des neuf cents espèces de poissons multicolores qui peuplent ses fonds.

Les Seychelles séduisent le plus exigeant des Robinson par la beauté exceptionnelle de leurs eaux. A l'intendance Bay, le plus séduisant cadre de Mahé, à Praslin, l'île voisine, à Denis, paradis des tortues géantes et des pêcheurs au gros, à l'île aux Vaches, peuplée de 3 millions d'oiseaux, partout, la clarté et la couleur de l'océan relèvent de la perfection : pastels bleus ou verts qui se jouent des fonds clairs,

marine et noir qui dissimulent un bouquet de corail, émeraude et jade au bord d'une plage blanche.

Britanniques, les Seychelles ? Certes, on y roule à gauche, de préférence en Mini-Moke, on y sert d'excellents œufs au bacon, et Victoria, la capitale, est particulièrement fière de sa place centrale ornée d'une fidèle reproduction en miniature de Big Ben. Malgré cela, les Français sont les premiers visiteurs de l'archipel et tous les voyagistes de l'Hexagone y ont pignon sur rue. Aucun responsable seychellois n'a du reste oublié que, durant plusieurs mois, Air France a assuré la seule liaison sérieuse avec le monde extérieur. Cette fidélité est appuyée par des milliers de touristes français qui, chaque année, débarquent à Mahé. Ils y découvrent avec surprise que le français est fréquemment employé et que le créole local ne leur est pas étranger. Lorsqu'ils tombent, par exemple, sur un article du quotidien *Nation* : « Prezidan ameriken myse Reagan, in endike ki li a kontan bokou pou rankontre dirizan sovyetik a lansanb le seneral Nasyon Zini ». Il est vrai que la France y figure en caractères gras à la « une », où elle sert de profession de foi au journal : « Liberté, égalité, fraternité ».

J.-P. G.

UNE SACRÉE PUB POUR UNE SACRÉE GTI

205 GTI

La 205 GTI, c'est un sacré succès commercial et sportif, mais c'est aussi un sacré succès publicitaire dû à l'action conjuguée des équipes publicitaires d'AUTOMOBILES PEUGEOT et de l'Agence HCN HAVAS CONSEL MARSTELLER. En effet, en un an cette campagne a remporté les distinctions suivantes :

- GRAND PRIX STRATÉGIES 84 (Section Transports)
- GRAND PRIX DE LA PUBLICITÉ ESCP (Bilans d'équipement)
- GRAND PRIX EDHEC 95 (Bilans de consommation durable)
- NOMINÉE AUX CÉSARS 85

Pour informations complémentaires, contactez Gérard Marinot au 747-12-40 p. 3411.

Publié

L'Irlande

en Concorde

TROIS FORMULES POUR UN LONG WEEK-END

Une rare occasion de vivre, le 4 octobre, les sensations d'un vol supersónico en Concorde à un tarif exceptionnel : 4 980 F vol AR + loc. voiture ; 5 590 F vol AR + hôtel ; 6 590 F vol AR + circuit guidé. Retour le 6 sur la ligne régulière A.F. Aircom, 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 522-86-46 (Licence 175001).

LOS ANGELES 4 300 F AR
C'est dans la brochure
VACANCES à CONSTRUIRE
Téléphone 27, rue Jean-Monnet
75008 PARIS - Service Client
Tél. 522-86-46

HEUREUX COMME MOI
SUR LA COSTA BRAVA
à partir de 2 700 F
3 semaines, la 4 grande
pour 4 à 6 personnes
association
arc en ciel
825-11-44
de 9 à 19 heures sans interruption

Fidèle au poste, tout l'été

Films et rediffusions économiques vous suivront en vacances.

Si l'événement de la première semaine de juillet sera la diffusion du film *Des terroristes à la retraite* (le mardi 2), avec la polémique qu'il suscite, le temps des vacances est tout de même là.

Que verra-t-on cet été ? Ceux qui restent chez eux et ceux qui ne peuvent pas partir en vacances sans emporter leur poste de télé à l'arrière de la voiture doivent lire ces lignes : chaque année à cette époque, les trois chaînes concoctent des programmes conçus pour la saison. On supprime tout un tas de magazines ; on rediffuse aussi, c'est devenu une coutume - économique oblige - ce qu'on a vu l'année dernière, on ne se réveille plus, on y trouve même parfois du plaisir. Et puis, il y aura tout de même quelques heures surprises.



L'odyssée d'un U-Boot en 1941 et un retour des Carpentier

TOUT en respectant les grandes lignes d'un cycle familial aux téléspéctateurs (même le vacancier garde ses conditionnements...), TF1 a mis, ici ou là, des touches vacances, sans abandonner forcément la consigne de chaque été : faire un programme économique. Mais lorsque, le dimanche en fin d'après-midi (à 18 h 15), on propose des rediffusions qui s'appellent *Chapeau melon* et *boîtes de cuir*, *Mandrin*, *Ardechois cœur fidèle*, les *Mystères de Paris* ou *Voltaire, ce diable d'homme*, qui oserait s'en plaindre ? De même lorsque l'indéfectible film du dimanche soir (20 h 30) met à l'affiche *Inspecteur la Bavure*, de Claude Zidi, les *Cavaliers*, de John Ford, le *Coup du parapluie*, de G. Oury, le *Cadeau*, de Michel Lang, ou *L'homme qui voulait être roi*, de Jo Huston.

Les cinéphiles préféreront cependant la soirée du lundi (20 h 30), avec un cycle Hitchcock riche de dix titres, dont *Les Enchaînés*, avec G. Grant et I. Bergman, *l'Inconnu du Nord-Express*, avec F. Granger et R. Walker, et *Le Lot du silence*, avec M. Clift et A. Baxter. Autre reprise du lundi (22 h 15) : l'étonnant *Portrait de Bruno Betelheim*, de Daniel Karlin, sur les enfants psychotiques, diffusé en 1973.

Dans la série documentaire du mardi (20 h 30), après un remake d'Haroun Tazieff racontant « sa » terre, une grande fresque sur l'Afrique noire et ses traditions séculaires. Le mercredi soir - mais à partir du 31 juillet seulement - TF1 annonce comme « l'événement de l'été », le *Bateau*, de W. Petersco, qui relate l'authenticité d'odyssée d'un sous-marin allemand U-Boot en 1941. Dès le début juillet, « Concert varié » (21 h 30) offrira neuf têtes d'affiche dans leur show, dont Tourne Kunda, Renaud, Johnny Hallyday et Julio Clerc. Enfin, pour les couche-tard, une série de films INA, synonyme de recherche et de création, clôturera la soirée du mercredi.

Les fictions inédites sont inscrites au « Carrefour » de 20 h 30 du jeudi, auxquelles s'ajoutera un hommage au regretté Jean l'Hôte. Puis, à 22 heures, Pierre Dumayet présente « D'homme à homme », une quête de personnages relevant de ce qu'on nomme les « sciences humaines ». Coup de nostalgie, le vendredi, avec un come-back des « Carpentier » (Formule 1 et Numéro 1) et « Chapeau » (à 21 h 40), des mêmes Carpentier « nouvelle manière ». La soirée du samedi reste consacrée au théâtre, au sens large avec, dans des genres très différents, *Bye bye show-biz*, de Jérôme Savary, et *Cyrano de Bergerac*, d'Edmond Rostand, avec Jacques Weber. Mais la soirée se prolongera avec « Nuits vagabondes », présenté par Roger Gicquel jusqu'à 1 h du matin.

C. D.



Du Tour de France au « Ring » de Wagner

Beaucoup de films, des téléfilms (dont un de Raoul Ruiz), de la musique à gogo et le Tour de France cycliste en exclusivité... Antenne 2 a cherché à diversifier les plaisirs et les genres, les sons et les jours. On ira au cinéma le mardi (20 h 30), le jeudi (20 h 30) et le vendredi (23 h) le ciné-club s'appellera ciné-été pendant deux mois. Relevons pour ceux qui aiment s'installer confortablement à l'idée de voir et revoir un grand film : *Paris brûle-t-il ?* de René Clément ; *Tristana*,

de Bunuel ; *l'Aveu*, de Costa Gavras ; *Trafic*, de Jacques Tati ; et un cycle Chaplin avec quatre de ses plus grands films, *le Dictateur*, *les Feux de la rampe*, *Monsieur Verdoux*, *Un roi à New York*. Et, petite gâterie, en parallèle, *le Gentleman vagabond*, un film-portrait contenant de nombreux documents, extraits de chutes de films, photos, etc.

Parmi les téléfilms, on verra, dès la semaine prochaine, une série inédite (relevons-le, ce n'est pas si fréquent en ces temps de rediffusions majestueuses), « Mariages », mais surtout, le 31 juillet (un bien mauvais jour pour la France qui circule), le film de Raoul Ruiz, *les Trois Couronnes du matelot*, qui illustre la politique d'auteurs voulue et cherchée par l'INA. Les fanatiques de « Messieurs les jurés » auront quelques « affaires », ceux qui préfèrent les monstres sacrés se réserveront *Regina*, une comédie américano-italienne avec Ava Gardner et Anthony Quinn, et ceux dont les plaisirs sont plus recherchés (sulfureux) se devront de regarder le document préparé par Marcel Jullian, *Donatien François marquis de Sade*, une nouvelle manière d'aborder la vie du marquis paraît-il... avec Bruno Cremer.

On ne rentrera pas dans le détail des petites séries servies à l'heure de l'apéritif (comme l'histoire de l'aviation), ou des plus grandes (comme Hugo raconté par Decaux), notons plutôt les faits rares : on sera très, très gâté en musique puisqu'on verra (ou reverra) le *Don Carlos*, de Verdi, enregistré aux Chorégies d'Orange en 1984 avec Montserri Caballe, le « Grand Eclair » de Chancel consacré à Jesse Norman et surtout - surtout ! - le *Ring* de Wagner, celui que Boulez et Chereau avaient offert à Bayreuth. Une nouvelle série de rock, « Rock'n'roll graffiti », remplace pour l'été « Les enfants du rock », et Patrice Blanc-Francaud a préparé pour les amoureux du jazz - dont on est - une série qui s'annonce superbe, « Harlem nocturne », avec les plus grands noms, Billie Holiday, Thelonious Monk, Archie Shepp, Michel Petrucci, Sun Ra, Herbie Hancock.

Côté sport enfin, Antenne 2 est très fière d'avoir l'exclusivité de la diffusion du Tour de France cycliste. La chaîne installera un énorme dispositif qui permettra de retransmettre en direct (et en Eurovision) l'ascension des huit grands cols, les derniers 30 kilo-

mètres... C'est Jacques Chancel, qui, chaque jour, recevra dans un studio ambulatoire des hommes politiques, des écrivains, tous « fanas » de la « petite reine ».



Cinéma, cinéma, et encore cinéma...

FR3 se fait remarquer comme toujours par la qualité des films choisis pour l'été. Une sélection extraordinaire, que ce soit le lundi (à 20 h 30), le mardi (avec les deux films de « La dernière séance », le jeudi (quand ce n'est pas un téléfilm) et le dimanche. De Pagnol à Goretta en passant par Jean-Luc Godard, Schoendorffer et Carlos Saura, il y a de quoi nourrir les fantasmes des cinéphiles, sans oublier à « Cinéma sans visa », le 29 août, le *Veut du Malien* Souleymane Cissé, et chaque jeudi auparavant, *Fanny et Alexandre* d'Ingmar Bergman (qui sera diffusé en quatre fois). Si vous faites partie des fous-maniacs du cinéma italien, bloquez définitivement le bouton sur la 3 : Patrick Brion nous donne à voir dans chacun de ses « Cinéma de minuit » des chefs-d'œuvre d'Antonioni, de Visconti, de Rossellini (*les Evadés de la nuit*, film peu connu ici), et de Bertolucci.

Pour le reste, peu de surprises en revanche. La série « Boulevard du rire » de Jean-Louis Tribes, animée par Victor Lanoux avec des vedettes du café-théâtre, s'annonce plutôt décevante (au vu des premiers numéros). La mini-série culturelle « Histoire de l'art » n'est pas très folichonne. L'ancien jeu « Intervilles » reprend du service avec Guy Lux et Léon Zitrone pour trois mercredis en juillet sous le titre « Inter 3 ». On attend davantage donc de la série de portraits proposés par Floutier sur Serge Gainsbourg, Julien Clerc et Alain Delon ; d'une autre série américaine, produite par Jane Fonda et Bruce Gilbert et tirée d'un film à succès de la 20th Century Fox, *Comment se débarrasser de son patron* (rue assurée, dit-on, sur neuf épisodes) et de *la Flèche dans le cœur*, une coproduction franco-italienne, un Tristan et Yseult à la veille de la guerre de 14-18 sur les bords du lac de Côme en Italie (cinq épisodes).

C. H.

Vu pour Vous

Hugo en clips littéraires

● Série : « Choses Vues », TF 1, du lundi au vendredi, à partir du 1^{er} juillet, à 13 h 45 et en fin de programme.

Victor Hugo en clips littéraires ! L'image électronique n'épargne même pas les gloires nationales. Osmarche étonnante, mais heureuse. Elle offre le plaisir de découvrir d'une façon peu conventionnelle des textes hugoliens extraits de « Choses vues » et de « Carnet de voyage ». L'idée en revient à Jean-Paul Fargier, cinéaste-réalisateur, spécialiste du genre. Jean-Michel Gautreau, jeune créateur vidéo, lui a apporté son aide.

En cinquante séquences de sept minutes diffusées sur TF 1, Jean-Paul Fargier propose une longue et attachante série faite d'instants vécus par Victor Hugo : sa vie publique ou privée, ses désemparements, ses mémoires d'exil, ses souvenirs intimes. Ils envahissent

soudain notre présent, comme surgissant de l'oubli les figures dominantes du XIX^e siècle qu'il a côtoyées, rencontrées (scène admirable, en particulier, que celle de sa visite à Balzac mourant). Rien n'est oublié dans cette fresque, ni les crises politiques, ni les questions sociales, ni celles qu'a posées la colonisation française.

C'est à Michel Piccoli que revient la tâche d'incarner l'écrivain. Magistrale prestation de doublage où le comédien, à la fois acteur et conteur, nous retient de sa voix et de ses gestes, ne nous quitte jamais.

Les images défilent, taillées sur mesure, multiples ou réduites, rassemblées ou mixées. Comme dans un kaléidoscope, paysages et évocations s'entrechoquent ou se fondent sur l'écran, créant une tension du regard qui, parfois, - seul reproche - en fait oublier le texte.

ANITA RIND.

La tournée du baladin

● Variétés : Jacques Higelin en Afrique noire, TF 1, mercredi 3 juillet, 22 h 40 (54 mn).

On ne sait pas précisément où on est. En Afrique, c'est sûr, mais dans quel pays ? Dans quelle ville ? Et en quelle année ? Quand Claude Floutier filme, c'est l'atmosphère qui l'intéresse, on dirait qu'il a horreur de l'information. Higelin est parti en décembre dernier pour une tournée en Afrique. Une série de concerts pris en charge par l'Association pour l'action française artistique (AFAA), organisme qui dépend des relations extérieures. Kinshasa, Ouagadougou, Yaoundé, Cotonou, Abidjan, Dakar... six pays. Autant d'escalades, de récitals et de rencontres. Claude Floutier et Béatrice Soult ont suivi... et filmé : la foule d'enfants qui tape dans ses mains ; la souris

d'une femme accoudée à sa porta. Les lumières d'un concert, le public - noir et blanc. Ici les yeux brillants d'un gosse, là des lunettes de soleil sur un visage impassible de dandy. Higelin vive, monte et descend de la scène, toupie noire, feu follet, baladin, jazzique. Il s'amuse, il raconte des petites histoires, chante « la Ballade de Taho », « Fire » et aussi « Hold Tight », ce morceau qu'il écoute tout petit après avoir remonté l'appareil à la main. Le réalisateur saisit les impressions de la rue comme celles des concerts, va et vient du jour à la nuit. Périple un peu fou qui prend la forme d'un unique concert où l'on croiserait tantôt Tohon Stan, Youssou N'Dour (la jeune star sénégalaise) ou Mory Kanté. Une seule scène... africaine. Le feu follet s'est assis au piano : « Be bop lula ! ».

CATHERINE HUMBLLOT.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques SICLIER.

DIMANCHE 30 JUIN

La Fureur de vivre ■■

Film américain de Nicholas Ray (1955), avec J. Dean, N. Wood.
TF 1, 20 h 35 (110 mn).

Le mal de la jeunesse américaine dans les années 50. L'histoire d'un adolescent incompris de ses parents, cherchant l'amitié et l'amour, celle d'un « rebelle sans cause » (titre original) qui, après un duel au couteau et une dramatique course de voitures volées, s'enfuit avec un garçon et une fille, socialement aussi instables que lui. La délinquance juvénile était alors à la mode. Le lyrisme propre à Nicholas Ray a transformé ce sujet en épopée de la révolte et de la tendresse. Dans une ville déserte, le temps semble s'arrêter. Mais il y a le prix à payer pour le défi. Elle Kazan avait, certes, lancé James Dean dans *A l'est d'Eden*. Mais, avec le film de Nicholas Ray, toute une génération, aux Etats-Unis et en Europe, allait s'identifier à lui, vouer un culte à son personnage bientôt fauché par la mort. Natalie Wood et Sal Mineo sont, ici, les deux seuls êtres qui pouvaient s'accorder au mythe.

Mam'zelle Bonaparte ■

Film français de Maurice Tourneur (1941), avec E. Feuillère, R. Rouleau (N.).
FR 3, 22 h 30 (95 mn).

Edwige Feuillère est Cora Pearl, courtisane Second Empire, maîtresse du prince Jérôme Bonaparte, régénérée par l'amour qu'elle voue à un aristocrate légitimiste incarné par Raymond Rouleau. Il la prend, d'ailleurs, pour une femme honnête. Ne cherchez pas la vérité historique. C'est un roman-feuilleton habillé haute couture par Maurice Tourneur : avec quelques scènes de mœurs pittoresques, et du sentiment. Ce film fut réalisé avant la Duchesse de Langeais.

LUNDI 1^{er} JUILLET

Correspondant 17 ■

Film américain d'Alfred Hitchcock (1940), avec J. Mac Crea, L. Day (N.).
TF 1, 20 h 35 (110 mn).

Comment, en 1939, un journaliste new-yorkais assiste, à Amsterdam, à l'assassinat d'un vieux politicien hollandais qui pouvait préserver la paix, et découvre un nid d'espions nazis. Après le grand succès de Rebecca, Hitchcock, depuis Hollywood, traitait à boulets rouges sur l'Allemagne hitlérienne et sur les agents secrets infiltrés en Angleterre. Goebbels, dit-on, admirait, jalousement, ce « thriller » de propagande. Ce n'est pas seulement un film de circonstance. Face au héros yankee, Herbert Marshall représente une de ces grandes figures ambiguës chères au cinéaste.

Diaboliquement vôtre ■

Film français de Julien Duvivier (1967), avec A. Delon, S. Berger.
FR 3, 20 h 30 (90 mn).

Un homme qui souffre d'amnésie après un accident d'automobile se retrouve dans un château avec sa femme, qu'il ne reconnaît pas, et son ami médecin, qu'il reconnaît, il se passe des choses bizarres, mais le spectateur comprend très vite qu'il s'agit d'une machination dont Alain Delon (tout charme et tout instinct viril à l'affût) risque de faire les frais. Le style noir de Duvivier repartit ici et là.

MARDI 2 JUILLET

La 317^e section ■

Film français de Pierre Schoendoerffer (1984), avec J. Perrin, B. Crémier (N.).
FR 3, 20 h 35 (90 mn).

Une section cantonnée dans un poste du nord du Laos doit rejoindre une colonne de secours pour dégager le camp de Dien-Bien-Phu assiégé. Correspondent de guerre en Indochine, Pierre Schoendoerffer avait écrit un roman sur les militaires français luttant contre le Viet-Minh. Le film en est tiré, à la fois documentaire et fiction, hommage à la peine, à la souffrance et au courage des combattants harcelés dans une nature hostile. Il appelle l'attention.

MERCREDI 3 JUILLET

La Nuit de Varennes ■■

Film franco-italien d'Ettore Scola (1981), avec J.-L. Berault, M. Mastroianni (première partie).
FR 3, 20 h 35 (90 mn).

En juin 1791, l'écrivain libertin Restif de la Bretonne part de Paris pour suivre, sur la route de Metz, la famille royale en fuite. Il rencontre divers personnages, dont Casanova, séducteur vieillissant. Narration de romans picaresques pour renouveler le cinéma historique, méditation sur le fin de la « douceur de vivre », et la révolution. Mais ce que vous allez voir est la version télévisuelle, en deux parties, du beau film d'Ettore Scola... qui sera, lui-même, diffusé plus tard sur FR 3. Il y a, en tout, presque une demi-heure de scènes supplémentaires. On ne les a pas vues, on ne peut pas vous dire lesquelles.

JEUDI 4 JUILLET

Rien n'arrête la musique

Film américain de Nancy Walker (1980), avec V. Perrine, B. Jenner.
A 2, 20 h 35 (100 mn).

Naissance, à Greenwich-Village, du groupe disco Village People, grâce à un jeune compositeur et à son

■ A VOIR
■ GRAND FILM

La Nuit de Varennes ■■

Film franco-italien d'Ettore Scola (1981), avec J.-L. Berault, M. Mastroianni (deuxième partie).
FR 3, 20 h 35 (90 mn).

Deuxième partie de ce film (lire le commentaire ci-contre).

VENREDI 5 JUILLET

Tristana ■■

Film franco-italo-espagnol, de Luis Bunuel (1969), avec C. Deneuve, F. Rey.
A 2, 23 heures (95 mn).

Tolède 1929. Un bourgeois sexagénaire, athée, recueille une orpheline de dix-huit ans, lui impose son ordre, en fait sa maîtresse. Deux ans après, elle file avec un peintre. En 1933, elle revient, malade. Le barbon la reprend. Elle est diminuée physiquement, mais, pourtant, cette fois, la plus forte. Histoire étonnante, ironique, assaisonnée d'érotisme sulfureux. Une chronique espagnole des années 30 aux couleurs brunes et ocre du Greco. Le chemin de la liberté pour une femme découvrant le pouvoir de la subversion. Du super-Bunuel. Le cinéaste revenait tourner en Espagne, quelques années après le scandale provoqué par *Viridiana*. La ville de Tolède convient très bien à cette exploration des abîmes intérieurs de l'homme, des frustrations, des révolutions. Blonde, lisse, soumise puis implacable, Catherine Deneuve a trouvé ici le grand rôle convenant à ce qu'il y a de plus secret en elle.



Les Lohars : nomades depuis quatre siècles

Il était une fois Manghi, une fillette de dix ou onze ans. Pau importe. On ses gestes lents, traditionnels, de sa voix douce, elle nous convie au partage de sa vie, de celle des siens, les Lohars du Rajasthan. Ils sont aujourd'hui nomades. Ils ne l'ont pas toujours été. Leur histoire se confond avec celle du sous-continent indien tout entier. Une histoire douloureuse que Jacques Douillon nous révèle à travers le portrait de Manghi. Symphonie de beauté. Emouvante de simplicité.

Tout a commencé il y a quatre siècles, lorsque l'empereur Moghol Akbar et son armée emportèrent la citadelle de Chitorgarh, exterminant la plupart de ses habitants, les Lohars. Ceux qui en échappèrent n'eurent d'autre choix que de prendre la route. Ils sillonnent, depuis lors, les immenses étendues du Rajasthan, portant au fond de leur cœur le honte de leurs ancêtres accusés de lâcheté et déshonneur de leur

caste. Car les Lohars, forgerons de métier, étaient alors au service des princes Rajput et chargés de fabriquer leurs armes.

Forgerons ils sont restés, mais ne martèlent plus le fer que pour créer des ustensiles courants. Symbole de leur vie, leur enclume demeure le premier objet qu'ils installent à l'étape du soir. Avant même de décharger leurs chères à grosses roues de bois que tirent une paire de bœufs.

Jacques Douillon s'est

intégré à un petit groupe familial de cette communauté, réduite, de nos jours, à vingt-cinq mille personnes. Il nous livre pour nous les portes d'un secret : le refus des Lohars, encore et toujours, de travailler pour les musulmans.

ANITA RINO.

● **Chroniques nomades :** les Lohars du Rajasthan, le 29 à 17 h, le 1^{er} juillet à 15 h 10, nuit du 2 au 3 à 1 h 35.

Sélection

DOCUMENTAIRES

Venise sous les mesques (l'envers doré du carnaval de la rue, celui des célébrités et des milliardaires), le 29 juin à 7 h.

Les plus grandes corridas mexicaines et espagnoles (série de neuf émissions hebdomadaires. Une occasion d'essayer, sans aucune censure, à des corridas. Dommage que les images manquent parfois de qualité. Les aficionados apprécieront, mais les néophytes risquent de se lasser avant la neuvième émission. Cette semaine, la Feria de Séville), le 1^{er} juillet à 22 h 10.

TÉLÉFILM, VARIÉTÉ

Scandale à la Une (comment le directeur d'une feuille de chou use de tous les moyens — même les plus sordides — pour faire vendre son minable journal. Un téléfilm américain réalisé par David Lowell Rich), le 29 à 20 h 35, le 1^{er} juillet à 13 h 35, le 3 à 15 h 55, le 5 à 11 h.

Unité pour l'Unité - Michel Jonasz au Palais des sports, le 30 à 16 h 55, nuit du 5 au 6 juillet à 1 h 25.

Les films

FÉLICITÉ. — Film français de Christine Pascal (1978), avec C. Pascal, D. Laffin. Le 29 à 22 h 55, le 1^{er} à 0 h 35. Jalousie névrotique, exploration des fantasmes et des traumatismes d'une jeune femme.

L'HOMME A TOUT FAIRE. — Film américain de John Rich (1984), avec E. Presley, B. Stenwyck. Le 30 à 18 h, le 2 à 10 h 10, le 4 à 23 h 45.

Un chanteur « blouson noir » est engagé dans un cirque embaumé, tombe amoureux de la fille du patron et chante, chante, chante.

FITZCARRALDO. — Film allemand de Werner Herzog (1982) avec K. Kinski, C. Cardinale. Le 30 à 21 h, le 3 à 22 h 30, nuit du 5 au 6 à 2 h 20.

Pour construire un luxueux opéra digne de son idole, Caruso, un Irlandais vivant à Iquitos, au Pérou, entreprend une expédition insensée.

LISTE NOIRE. — Film français d'Aleix Bonnot (1984), avec A. Bonnot, F. Merthouriet. Le 2 à 20 h 30, le 4 à 9 h 5.

Une femme entrappe d'abattre les truands responsables de la mort de sa fille.

LE PIGEON. — Film italien de Mario Monicelli (1980), avec V. Gassman, Toto. Le 3 à 10 h 35, le 5 à 15 h 40.

Un boxeur reté organise, avec des volatiles minables, un cambriolage qui devrait être un modèle du genre.

PSYCHOSE PHASE 3. — Film américain de Richard Marquand (1979), avec K. Ross, S. Elliott. Le 3 à 20 h 55.

En Angleterre, un couple de jeunes Américains est mêlé à des événements surnaturels.

VIVE LA SOCIALE ! — Film français de Gérard Mordillat (1983), avec F. Cluzet, R. Renucci. Le 4 à 20 h 30.

L'enfance et l'adolescence d'un garçon de Mémilmontant, fils d'un serrurier communiste et d'une Américaine anarchiste.

HERCULE ET LA REINE DE LYDIE. — Film italien

de Pietro Francisci (1958), avec S. Reeves, S. Lopez. Le 5 à 20 h 55.

Le héros mythologique doit faire passer le cadavre d'Edipe. Il tombe dans un piège tendu par la reine de Lydie.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

LE SURVIVANT D'UN MONDE PARALLÈLE. — Film australien de D. Hemmings (1980). Avec R. Powell, J. Agutter. Le 29 à 9 h 10, le 5 à 22 h 30.

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE. — Film français de J. Monnet (1983). Avec C. Brasseur, J. Balasko. Le 29 à 10 h 35, le 3 à 9 h 05, le 4 à 16 h.

L'HISTOIRE DE PIERRA. — Film italien de M. Ferrari (1982). Avec I. Huppert, H. Schygulla. Le 29 à 9 h 35.

LES OIGTS DU OIALE. — Film américain de A. Zacharias (1980). Avec S. Eggar, S. Whitman. Nuit du 29 au 30 à 2 h 20, le 4 à 22 h 15, le 5 à 23 h 55.

TRIPLE CROSS. — Film français de T. Young (1988). Avec C. Plummer, R. Schneider. Nuit du 29 au 30, à 4 h 55, le 2 à 14 h.

LITAN. Film français de J.-P. Mocky (1981). Avec M. J. Nat, J.-P. Mocky. Le 30 à 9 h 35, le 1^{er} à 10 h 55.

LE ROI DES CONS. — Film français de C. Confortès (1981). Avec F. Perrin, B. Lafont. Le 30 à 11 h 5, le 2 à 22 h 5, le 5 à 14 h.

A MORT L'ARBITRE ! — Film français de J.-P. Mocky (1983). Avec M. Serrault, E. Mitchell. Nuit du 30 au 1^{er} à 1 h 20, le 2 à 15 h 10, nuit du 3 au 4, à 1 h 5.

STREAMERS. — Film américain de R. Altman (1985). Avec M. Modine, M. Wright. Le 1^{er} à 9 h, le 4 à 10 h 30, le 2 à 23 h 40.

SUNBURN. — Film américain de R. Sarafian (1979). Avec F. Fawcett, Meijers, C. Grodin. Le 1^{er} à 20 h 30, le 4 à 14 h 5, le 5 à 9 h 5.

TÉLÉVISION FRANÇAISE

1

ANTENNE 2

2

FRANCE RÉGIONS

3

PÉRIPHÉRIE

Samedi 29 juin

- 8.00 Journal.
9.00 Reprise : Extérieur nuit... le jour.
10.15 Cinq jours en Bourse.
10.30 Musicalement.
Concert : la 7^e symphonie de Beethoven, par l'Orchestre national de France, sous la direction de Claudio Abbado, soliste Isaac Stern.
11.30 De A à Zèbre.
12.15 Le rendez-vous des champions.
12.30 Bonjour, bon appétit : le jambonier.
13.00 Journal.
13.35 Station Argentine.
14.20 Série : Les Banais.
15.15 Dessin animé : Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.
15.45 Casques et bottes de cuir, magazine du cheval et du tir.
16.20 Temps X.
17.05 Série : La dame de Monsoreau.
18.00 Trente millions d'amis.
18.35 Magazine auto-moto.
19.00 D'accord, pas d'accord (INC).
19.10 Jeu : Anagram.
19.40 Cocorocoboy.
20.00 Journal.
20.35 Tirage du Loto.
20.40 Au théâtre ce soir : la Vie sentimentale. De Louis Velle. Avec C. Salviat, J.-P. Bouvier et W. Sabatier. Histoire d'une rencontre. A Venise. Toute une vie conjugale traversée en quelques jours avec l'amour qu'elle contient, la jalousie, les malentendus, les révolutions, la violence... et le chagrin d'une séparation inévitable, source, en fin de compte, d'un bonheur à venir.
22.25 Droit de réponse : Traduction, trahison ? Émission de Michel Polak.
Avec les écrivains F. Sagan, F. Xenakis, N. Kettane, J.-R. Enard et notre collaborateur R. Jaccard ; le journaliste J.-M. de Montigny, les traducteurs N. Sels et G. Marchegay, André Levy et E. Martineau.
0.00 Journal.
0.15 Ouvert la nuit.
Au nom de la loi : El Gato.
Extérieurs nuit : Nougato « by nuit ».

- 10.15 Journal des sourds et des malentendants.
10.35 Reprise : Super-platine.
Modern Talking : Foreigner ; les Chats sauvages ; Rita Mitsouko ; Debarge ; Jeanne Mas ; Nick Kershaw...
11.05 Les carnets de l'aventure.
Thaggar (escalade au Sahara).
12.00 A nous deux.
12.45 Journal.
13.25 Série : Lou Grant.
14.15 Terre des bêtes.
Le bouquetin à l'honneur ; bonne route pour les tentoux...
14.50 Sports-été.
Découverte du golf : à 15 h, tennis : Internationaux de tennis à Wimbledon (et à 17 h) ; à 15 h 45, cyclisme : Tour de France.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Émissions régionales.
19.40 Tour de France : résumé de l'étape.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Champs-Élysées, de Michel Drucker.
Au profit de l'UNICEF. Auteurs de Michel Sardou : Guy Bodas, Nicoletta, Carlos, Eric Charden...
22.05 Rugby : Argentine-France.
2^e test-match.
23.40 Journal

- 12.15 Samedi vision et ticket pour...
Magazine de la décente, des loisirs, du tourisme et des voyages.
13.15 Rendez-vous de l'éleveur.
Magazine de l'OREP.
13.30 Bernard Héraut. Reportage de Loïc Mathieu.
15.15 Liberté 3. Émission des associations.
17.15 Dessin animé : Nocturne.
17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
20.04 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
La grande soirée jumiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.
21.50 Journal.
22.15 Faillite : Dynastie.
Le concurrent de « Dallas » : Kirby propose à Jeff de divorcer.
23.00 La vie du château.
Jean-Claude Brialy reçoit Fanny Ardant, Anne-Marie Philipe et Amélie Rodriguez.
23.30 Musiclub.
De Ch. Lambert.
Spécial concours de danse. Deuxième partie, avec les lauréats du premier concours Eurovision. Les jeunes danseurs de Reggio Emilia (Italie).

- RTL, 20 h, Série : « Columbo » ; 21 h 45, Série : « Celebrity ».
● TMC, 20 h, Le grand raid ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Voir l'Amérique, film de Jean Marbœuf ; 22 h 50, M.C. magazine.
● RTB, 20 h, Plante vivante : la jungle ; 20 h 35, la Grande Vadrouille, film de Gérard Oury ; 23 h 35, Europe à gogo (musique roc, pop, reggae).
● TSR, 20 h 5, Starky et Hutch ; 21 h, Dalida idéale ; 22 h 20, Journal ; 22 h 35 Sport ; 23 h 35, Mandingo, film de Richard Fleischer.

Dimanche 30 juin

- 8.00 Journal.
9.00 Émission islamique.
9.15 A Bible ouverte.
9.30 Source de vie.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe avec la paroisse de Saint-Germain-de-Paris, de Gometz-la-Ville (Eure-et-Loire). Préd. Père Guy Cordomier.
12.02 Midi presse.
Émission de P.-L. Séguillon.
Invité : Simone Veil député au Parlement européen.
12.30 La séquence du spectateur.
13.00 Journal.
13.25 Série : Agence tous risques.
14.20 Sports dimanche.
Athlétisme, RFA-USA, jeux de l'avenir et tir à Longchamp.
16.30 Variétés : La Belle vie.
De Sacha Distel.
(Spécial Festival Georges-Brassens à Sète).
17.30 Les animaux du monde.
Chœurs et croassements.
18.00 Série : Guerre et paix.
19.00 7 sur 7.
Le magazine de la rédaction présente cette semaine par Jean Lami.
Avec M. Roland Dumas, le ministre des relations extérieures.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : la Fureur de vivre.
Film de Nicholas Ray.
22.20 Sports dimanche soir.
L'actualité sportive du week-end.
23.10 Journal.
23.25 C'est à lire.



- 10.10 Journal et météo.
10.15 Les chevaux du tir.
10.40 Récré A 2.
11.10 Gym tonique.
11.45 Série : Le bar de l'escadrille.
12.15 Jeux de bandes.
12.45 Journal.
13.15 Il était une fois le cirque.
Début d'une série de neuf émissions sur les grands moments du cirque.
14.15 Série : L'homme qui tombe à pic.
15.05 Michel Leeb à l'Olympia.
Portrait d'un comique, fantaisiste et imitateur.
16.00 Sports été : Tour de France.
17.00 Série : Secret diplomatique (deuxième épisode).
18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).
19.00 Série : Et la vie continue...
20.00 Journal.
20.45 Jeu : Le grand raid.
Texte de Fernand (dernière émission).
21.35 Occurrence : La splendeur des Moghols.
Série en quatre parties de F. Gall, réal. B. d'Abigou.
Dernier volet : le souffle de Dieu. Ici, c'est de musique qu'on parle, du « raghat » et du « drupad » nés sous le règne des empereurs et que perpétuent des Maîtres comme Farid Dagar, un des plus grands chanteurs de « raghat » de l'Inde. Avec lui et son disciple, un Américain de culture française, on pénètre dans un univers musical fondamentalement différent du nôtre, où le geste est important, qui est lié au cosmique.
22.20 Magazine : Opus 85.
De E. Ruggieri.
Ce magazine fait place, ce soir, à quelques festivals de l'été : Divonne, Sully, Aix-en-Provence, Orange, Montpellier...
23.15 Journal.

- 9.00 Debout les enfants...
Disney Channel, Winnie l'ourson...
10.00 Musiclub. Émission de l'ADRI.
13.00 Magazine 85. La Garantie mutuelle des fonctionnaires.
18.00 Émissions pour les jeunes.
Agence Labricole, il était une fois l'homme...
19.00 Au nom de l'amour.
Émission de Pierre Bellemare.
20.00 RFO Hebdo.
20.35 Série : Méditerranée.
Sous la direction de F. Braudel et G. Vallet. N° 2. - La Mer. Réal. F. Quilès (Redif).
Deuxième émission. Si la terre est rude à l'homme des rivages méditerranéens, la mer ne lui offre guère de compensation. Profonde dès le bord, dépourvue de bas-fonds nourriciers, c'est une mer pauvre, peu propice à la grande pêche. Histoire des échanges et des techniques de navigation.
21.30 Portrait : Jean Amado, sculpteur.
Les Forteresse du désert, un film de J. Amant.
Avec la participation du Centre national des arts plastiques et du Musée des arts décoratifs de Paris.
Son matériau : « le béton réfractaire ». Parant de ses châteaux, de ses villes suspendues à des rochers, de ses épreuves de bateaux fossilisés, il fait penser à une civilisation perdue, à un genre d'Atlantide du monde englouti de la sculpture. Il réalise des sculptures monumentales qui prennent leur respiration dans l'espace. Un portrait réalisé par Pierre Datz.
22.00 Journal.
22.30 Cinéma de minuit : Mam'zelle Bonaparte.
Film de Maurice Tourneur (cycle Edwige Feuillère).
0.05 Préface à la nuit.
« Elégie pour violoncelle et piano », de Gabriel Fauré, interprétée par He Kun Wu, violoncelle, et Chow Ching Lung, piano.

- RTL 20 h, Document : Marilyn (hommage à M. Monroe, présenté par Rock Hudson) ; 21 h 30, Enrico Macias à l'Olympia ; 22 h 30, La lanterne magique.
● TMC 20 h, Série : Lou Grant ; 20 h 55, Dessin animé ; 22 h 50, Golf : open de Monte-Carlo ; 23 h 5, Forum.
● RTB, 20 h 5, Série documentaire : la bataille des Ardennes ; 20 h 55, Téléfilm : Un été à Vallon.
● TSR, 20 h 5, Finale suisse du concours Musica ; 21 h 25, Dis-moi ce que tu lis... le prince Aga Khan ; 22 h 20, Journal ; 22 h 35, Document : Loin de Stalingrad ; 23 h, Festival de la Rose d'or de Montreux.

Lundi
1^{er} juillet

9.15 ANTIOPE 1.
9.45 La Une chez vous.
10.00 Messe solennelle célébrée par le pape Jean-Paul II
En direct de Saint-Pierre de Rome.
A cette occasion, Herbert von Karajan dirigera l'Orchestre
philharmonique de Vienne, les chœurs et les solistes, qui
interpréteront la Messe du couronnement de Mozart.
12.02 Jeu : le Grand Labyrinthe.
12.35 De port en port.
13.00 Journal.
13.45 Choses vues : Victor Hugo, par Michel Piccoli.
(Lire notre article.)
13.55 Croque-vacances (et à 18 h 30).
Variétés, info-magazine, bricolage...
14.30 Reprise : les Choses du lundi.
Sur deux roues.
15.40 Challenges 85.
17.30 La chance aux chansons.
18.05 Mini-journal pour les jeunes.
18.15 Série : Cœur de diamant.
19.10 Jeu : Anagramme.
19.40 Les vacances de M. Léon.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Correspondant 17.
Film d'Alfred Hitchcock.
22.15 Les ateliers du rêve, ou les grands studios de cinéma
dans le monde.
Italie : les artisans de l'imagerie.
Une série sur les coulisses de l'industrie cinématographique
dans le monde, introduite par Jeanne Moreau et déjà diffu-
sée sur Canal Plus en janvier. De l'Italie à l'Egypte en pas-
sant par la Chine, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique.
Une série honnête - sans plus - où l'on découvre les déco-
rateurs, les producteurs, un peu de l'histoire cachée du
cinéma. - C. H.
23.10 Journal.
23.25 Choses vues : Victor Hugo, par Michel Piccoli.
(Lire notre article.)

6.45 Télématin.
11.45 Récité A2.
12.00 Journal et météo.
12.05 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal.
13.35 Série : les Petits Génies.
Une nouvelle série policière américaine.
14.25 Sports été.
Golf : portraits de grands joueurs : à 15 h, tennis : Interna-
tionaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon (et à 17 h) ;
15 h 45, cyclisme : Tour de France.
18.30 C'est la vie : les campings.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Tour de France : résumé de l'étape.
20.00 Journal.
20.35 Emmenez-moi au théâtre : la Visite de la vieille dame.
De F. Dürrenmatt, réal. M.-P. Ammann. Avec M. Schell, G. Lam-
precht, J. Cziesla...
La petite ville de Gießen attend dans la fièvre l'arrivée de
Claire Zachanassian, une vieille dame multimillionnaire,
qui a eu un grand nombre de maris, dont le premier était un
magnat du pétrole. Le bourgeois et les dignitaires réunis
dans la gare délabrée espèrent en secret qu'elle fera don à la
ville d'un joli pactole. M^{me} Zachanassian apparaît flanquée
d'un septième mari et de deux joyeux aveugles ludiques et
puérils. Tout change !
23.00 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, réal. G. Paumier. Invités : Maria Casarès,
Spécial festivals d'été : Avignon, Vaison-la-Romaine, Pau,
Bussang...
23.30 Journal.

19.03 Dessin animé : la Panthère rose.
19.15 Emissions régionales.
19.35 Coups de soleil.
19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20.05 Les jeux.
20.35 Cinéma : Diaboliquement vôtre.
Film de Julien Duvivier.
22.10 Journal.
22.35 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Les compétitions de chasse sous-marine : chasse au massa-
ou ? Un reportage de Claude Rives.
23.20 Histoire de l'art : Art égyptien.
Série d'A. Ferrari.
Début d'une série qu'on retrouvera plusieurs soirs par
semaine jusqu'au 18 juillet. Treize émissions de treize
minutes. Treize périodes de l'histoire à partir de treize
objets d'art (sculptures, bas-reliefs, peintures) conservés
pour la plupart au Louvre. Le scribe accroupi, le chère du
Liban, des tablettes de Cézanne, Matisse... sont successi-
vement décrits, remis dans leur contexte historique et géogra-
phique. Un commentaire clair et simple, un documentaire
traditionnel, accessible à tous, presque scolaire.
23.25 Prélude à la nuit.
Les Muletiers devant le Christ de Livia de Déodat de Séverac,
interprétés par Alala Kremsky.

• RTL, 20 h, Fantomas ; 21 h 40, Feuilleton.
• TMC, 20 h, Dallas ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Cadavres exquis,
film de Francesco Rosi ; 23 h 10, Les carnets de la Côte.
• RTB, 20 h, Feuilleton : l'île aux trente cerneils ; 21 h, Document
historique : Front est, aller-retour.
• TSR, 20 h 5, TV à la carte 85 ; 20 h 10, Cinéma : trois films au choix :
Certains l'aiment chaud, film de Billy Wilder (avec M. Monroe), ou la
Fière du samedi soir, film de John Badham (avec John Travolta), ou
la Tour infernale, film de J. Guillermin (avec Steve McQueen) ; 22 h 5,
Journal ; 22 h 20, Festival de la rose d'or de Montreux.

Mardi
2 juillet

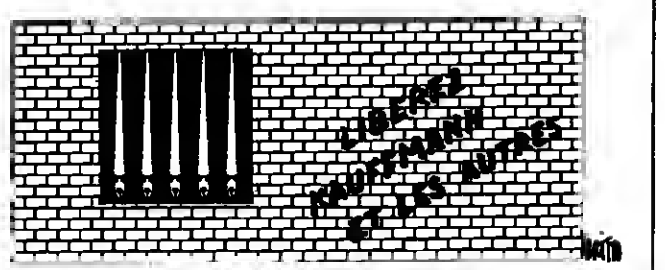
11.15 ANTIOPE 1.
11.45 La Une chez vous.
12.02 Le grand labyrinthe.
12.35 De port en port.
13.00 Journal.
13.45 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.
(Lire notre article.)
13.55 Croque-vacances (et à 18 h 30).
Bricolage, variétés, info-magazine...
14.30 Santé sans nuages : plus loin sur l'aérophagie.
15.30 L'été en musique : A la cour du Roy François.
17.45 La chance aux chansons.
18.15 Mini-journal pour les jeunes.
18.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
19.15 Jeu : Anagramme.
19.40 Emission d'expression directe.
CFTC et APCM.
20.00 Journal.
20.35 Haroun Tazieff raconte « sa terre ».
La Terre, son visage. Réal. J.-L. Prevost.
Cet amoureux de la montagne a fait de la géologie pour
mieux la comprendre. L'émission, basée sur cette idée, mon-
tre une « traversée » du mont Blanc avec bivouac en igloo au
sommet, à laquelle participaient Gaston Rébuffat, Chris-
tian Mallier et Pierre Tairraz. Après quoi, Tazieff parle de
la « dérive des continents ».
21.30 La voyage du Hollandais.
Textes de Vincent Van Gogh, d'Antonin Artaud et de Charles Bra-
bant.
Une sorte de voyage de la vie, de la folie et de la mort né du
réflecteur de la mémoire.
23.55 Journal.
0.10 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.
(Lire notre article.)

8.45 Télématin.
10.30 ANTIOPE.
11.45 Récité A2.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal.
13.35 Série : Les petits génies.
14.25 Sports été.
Golf : portraits de grands joueurs : 15 h, Tennis : Interna-
tionaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon (et à 17 h) ;
15 h 45, Cyclisme : Tour de France.
18.30 C'est la vie : les campings.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Tour de France : résumé de l'étape.
20.00 Journal.

20.35 Dossiers de l'écran : Des « terro-
ristes » à la retraite
Ou les survivants d'une affiche rouge, réal. Mosco. Commentaires :
Simone Signoret, Gérard Desarthe. Avec J.P. Bonnaire, M. Pan-
zera, A. Forge et B. Tighouart ; historiens : S. Courtois, P. Ganier-
Raymond.
Avant même d'être diffusé, ce téléfilm a déclenché une vio-
lente polémique, attisée par le parti communiste, sur les cir-
constances obscures d'une page de la résistance. Est-ce une
injure à la mémoire des fusillés ou une recherche honnête de
la vérité ? Le débat qui suivra apportera-t-il un éclairage
intéressant ?

22.00 Débat : La résistance oubliée
Avec MM. J. Chaban-Delmas, ancien premier ministre,
Ch. Pineau, ancien ministre, Ch. Lederman, président de l'Asso-
ciation des juifs pour la Résistance ; le colonel Rol-Tanguy, chef
des FTP de la région Ile-de-France ; les historiens H. Amoureux et
R. Bourderon ; Arsène Tchakarian, adjoint de Missac Manouchian
et Mme Annette Kamienski, anciens du MOI-FTP ainsi que
R. Panquieu, responsable des FTP dans le nord de la France.
23.15 Journal.
23.35 Bonsoir les clips.

19.03 Dessin animé : la Panthère rose.
19.15 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.38 Coups de soleil.
19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20.05 Les jeux.
20.30 D'accord, pas d'accord (INC).
20.35 Cinéma : La 317^e section.
Film de Pierre Schoendoerffer.
22.30 Histoire de l'art : art égyptien.
Série d'A. Ferrari.
23.55 Prélude à la nuit.
Concerta pour piano et orchestre n° 2 op. 22 de Camille Saint-
Saëns, interprété par Cécile Ousset et le BBC Welsh Orchestra,
sous la direction de Pryden Thomson.



• RTL, 20 h, Le Greco, film italien de Luciano Salce ; 21 h 40, Série : la
guérilla.
• TMC, 20 h, Nuit, ça suffit ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, l'Argent
de poche, film de François Truffaut ; 22 h 50, Les carnets de la Côte.
• RTB, 20 h, Les sentiers du monde : l'Egypte, le Nil et le XX^e siècle ;
21 h 25, Téléfilm : L'été de grâce.
• TSR, 20 h 10, Trois séries au choix : Amicalement vôtre, ou Arsène
Lupin, ou les Aventures du Saint ; 21 h 5, Télé rallye ; 21 h 55,
Dédicace ; 22 h 25, Octo-puce ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, Etoile à
matelassé.

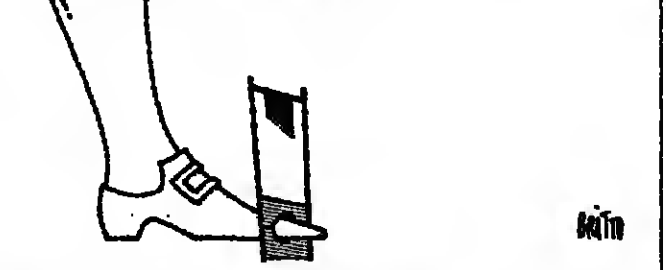
Mercredi
3 juillet

11.15 ANTIOPE 1.
11.45 La Une chez vous.
12.02 Le grand labyrinthe.
12.35 De port en port.
13.00 Journal.
13.45 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.
(Lire notre article.)
13.55 Croque-vacances (et à 18 h 30).
Variétés, info-magazine, bricolage...
14.30 Reprise : Gala d'ouverture du Midem 85.
15.45 Série : la Maison des bois.
Une nouvelle série : un petit village en 1917, à l'arrière du
front. La vie y est celle de tous les villages de France... La
première rencontre de l'enfance avec la mort.
17.40 La chance aux chansons.
18.15 Mini-journal pour les jeunes.
18.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
19.15 Jeu : Anagramme.
19.40 Feuilleton : Les vacances de M. Léon.
19.53 Tirage du Téo-o-tac.
20.00 Journal.
20.35 Tirage du Loto.
20.40 Série : Quelques hommes de bonne volonté.
D'après l'œuvre de J. Romain, adapt. M. Julian et F. Villiers. Avec
D. Coccolini, C. Dauphin, J. Barney...
Jalles et Jerphanion viennent d'être reçus à l'agrégation ; ils
décident de passer ensemble ce mois de juillet 1911. Arrivée
de deux nouveaux personnages. Quintette a définitivement
opté pour le délicieux frisson du meurtre...
21.40 Document : l'histoire secrète du pétrole.
Emission de J.-M. Chartier.
N° 8, le temps des scandales et du repli.
Les événements d'Iran déclenchent, en 1979 et 1980, une
nouvelle panique dans les pays industrialisés. Une panique
plus folle et encore moins justifiée que celle de 1973... Der-
nière partie d'une série remarquablement documentée.
22.40 Variétés : Jacques Higelin en Afrique noire.
Réal. C. Fléouter. Coauteur, B. Soulié.
(Lire notre article.)
23.40 Journal.
23.55 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli.
(Lire notre article.)

6.45 Télé-matin.
11.45 Récité A2.
12.00 Journal et météo.
12.10 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal.
13.35 Série : les petits génies.
14.25 Sports été.
Golf : portraits de grands joueurs : à 15 h, tennis : Internationaux
de Grande-Bretagne à Wimbledon (et à 17 h) ; 15 h 45 : cyclisme,
Tour de France.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Tour de France : résumé de l'étape.
20.00 Journal.
20.35 Messieurs les jurés : l'affaire Gadet.
Téléfilm de G. Poirot et D. Guibert, réal. G. Gozlan. Avec
P. Aubrey, B. Lavalette, F. Legris...
Crime passionnel ou crime crapuleux ? Pierre-François
Gadet, quarante-cinq ans, patron d'une entreprise de jouets,
reconnait avoir tué son plus proche collaborateur, alors
qu'il venait d'apprendre que celui-ci était l'amant de sa
femme. Mais Gadet s'est livré à des opérations financières
et fiscales frauduleuses. N'aurait-il pas cherché aussi à tuer
un témoin dangereux ?

22.35 Histoires courtes.
« Le corbeau et le renard », de P. Cornet ; « Stateless », de
B. Horakova.
23.00 Journal.
23.20 Bonsoir les clips.

19.03 Dessin animé : la Panthère rose.
19.15 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.38 Coups de soleil.
19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20.05 Les jeux.
20.35 Cinéma : la Nuit de Varennes.
Film d'Ettore Scola. Première partie.
22.05 Journal.
22.25 Espace francophone.
Le magazine du monde d'expression française de Dominique Gal-
let, coprod. Institut pour la coopération audiovisuelle francophone.
Office de radiodiffusion-télévision sénégalaise. Une enquête de
Mona Makki.
Pour son vingtième numéro, le magazine « Espace franco-
phone » s'est rendu au Sénégal. Emission-portrait consacrée
au chef de l'Etat sénégalais, Abdou Diouf, qui trouve là
l'occasion de réfléchir sur de très nombreux sujets : la crise
économique, la sécheresse, la démocratie sénégalaise, la
francophonie et l'unité africaine, la solidarité islamique et
le caractère laïque du régime de Dakar, auquel ce président
africain tient tout particulièrement.
22.55 Histoire de l'art : art égyptien.
Série d'A. Ferrari.
23.10 Prélude à la nuit.
Double Quatuor op. 77 de Ludwig Spohr, interprété par l'Aca-
demy of St-Martin-in-the-Fields.



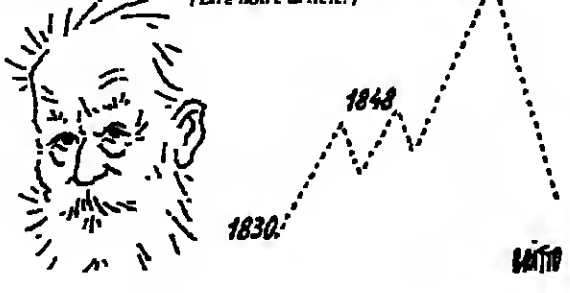
• RTL, 20 h, Opération Crossbow, film de Michael Anderson ; 22 h 15,
Chevrons rock on the beach.
• TMC, 20 h, Cosmos 1999 ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Le rapt ;
22 h 50 Les carnets de la Côte.
• RTB, 20 h, Jeu : le grain de sable ; 20 h 35, Série : Les rues de
San-Francisco ; 21 h 25, La magie de la danse.
• RTB-TÉLÉ 2, 20 h 30, La pensée et les hommes.
• TSR, 20 h 10, Série (en fonction du choix des téléspectateurs) : 21 h,
Trois films au choix : les Grandes Vacances, film de Jean Girault (avec
L. de Funès) ; Et la tendresse, bordel ! film de Patrick Schulman (avec
J.-L. Bideau) ; l'Emmerdeur, film d'E. Molinaro (avec J. Brel) ;
22 h 25, Journal ; 22 h 40, En haut des marches, film de Paul Vecchiali.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1

ANTENNE
2

FRANCE
RÉGIONS
3

PÉRIPHÉRIE

| | Jeudi 4 juillet | Vendredi 5 juillet | Le prochain week-end |
|-------------------------------------|---|--|---|
| TÉLÉVISION FRANÇAISE 1 | <p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.02 Le grand labyrinthe. 12.35 De port en port. 13.00 Journal. 13.45 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli. (Lire notre article).</p> <p>13.55 Croque-vacances (et à 16 h 45). Variétés, dessin animé, infos-magazine...</p> <p>14.30 Le monde est un théâtre : la Suède. 15.30 Quarté en direct d'Evry. 16.00 Tity, s'il te plaît, raconte-moi une puce. 17.45 La chance aux chansons. 18.15 Mini-journal pour les jeunes. 18.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Les vacances de monsieur Léon. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : la Nuit et le Moment. De J.-D. Simon, d'après des nouvelles de P. Moineau, adapt. P. Moineau et C. May. Avec A. Lacoste, N. Jovet, J. Le Mouel. A la fin de la deuxième guerre mondiale, un groupe de tirailleurs maghrébins commandé par un jeune lieutenant français prend position autour d'une ferme isolée du versant alsacien des Vosges. Cette ferme abrite une famille qui avait quitté le village voisin pour permettre à Rosa d'accoucher en toute tranquillité... Un film intimiste qui pose en toile de fond le problème de la cohabitation de deux cultures. Les comédiens sont excellents. — M.M.</p> <p>22.10 Les jeudis de l'information : Infovision. Emission de A. Denvers, R. Pic, M. Alben et J. Decormoy. Le Nicaragua en état d'alerte ; L'Autriche, trente ans de neutralité ; Pénit en Amazonie.</p> <p>22.25 Journal. 23.40 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli. 1871. (Lire notre article.)</p>  | <p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.02 Le grand labyrinthe. 12.35 De port en port. 13.00 Journal. 13.40 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli. (Lire notre article).</p> <p>13.55 Croque-vacances (et à 16 h 40). Dessins animés, variétés, infos-magazine...</p> <p>14.30 Reprise : Jacques Hégelin en Afrique noire (diff. le 3 juillet).</p> <p>15.30 Images d'histoire : A l'aube de la guerre. 16.00 Tourisme : le miel. 16.15 Antiope 1, jeux. 17.40 La chance aux chansons. 18.15 Mini-journal pour les jeunes. 18.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Les vacances de monsieur Léon. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Si tu étais le bon Dieu, Jacques Brel. Rediffusion d'une émission projetée en octobre 1983, dont on attendait beaucoup et qui avait déçu, même si l'on est encore et toujours heureux de retrouver Jacques Brel. Eric le Hung a rassemblé des documents, des extraits d'interviews, des séquences de films, des images reconstituées des dernières années de sa vie à Tahiti comme n'importe qui aurait pu le faire. L'émission vaut par les documents où l'émotion reste intacte. — C.H.</p> <p>21.35 Portrait : Bonsoir Aimée. Ecrit et réalisé par S. Deffandre. Comédienne puis productrice, Aimée Mortimer fut l'une des grandes plannières de la télévision. Personnage contrasté, à la fois autoritaire, perfectionniste jusqu'à l'excès et extrêmement féminine, elle a créé en 1955 « L'Ecole des vedettes ». Elle a découvert Jean-Christophe Averty, Claude Nougaro, Jean Ferrat, Adama, Jeanne Moreau, (chanteuse)... Sa dernière émission, « Les quatre saisons », qu'elle réalisait en 1978, devait lui faire quitter cet univers de fastes et de paillettes, pour raconter des scènes de la vie quotidienne à la campagne. — M.M.</p> <p>22.35 Les grandes expositions : Renoir de J. Plessis. Le plus fameux des impressionnistes.</p> <p>23.05 Journal. 23.20 Choses vues : Victor Hugo par Michel Piccoli. (Lire notre article.)</p> | <p>8.00 Bonjour la France : 9.00 Magazine mode d'emploi : 10.00 Chaque jour en Bourse : 10.15 Musicalement (Euro-jazz) ; 11.15 Croque-vacances (et à 13 h 45, 15 h 50) ; 12.00 La séquence du spectateur : 12.35 De port en port : 13.00 Journal : 14.20 Série : Les Bamis ; 15.15 Casaques et bottes de cuir (avec le tiercé) ; 16.15 Astrolab 22 : 16.45 Enigmes du bout du monde : 17.40 Série : la Dame de Monsoreau ; 18.35 SOS Animaux : 18.50 Magazine automoto : 19.00 D'accord, pas d'accord : 19.20 Jeu : Anagram ; 19.40 Cocoricocoboy : 20.00 Journal : 20.30 Tirage du Loto. 20.40 Théâtre : Volpans. De Jules Romains, avec J. Mercure, M. Etcheverry, J. Lesvras. 23.10 Nuits vagabondes (et à 23 h 55). Emission de Roger Gicquel. 23.10 Journal.</p> <p>Dimanche 7 juillet 8.00 Bonjour la France : 9.00 Emission islamique : 9.15 A Bible ouverte : 9.30 Orthodoxie : 10.00 Présence protestante : 10.30 Le jour du Seigneur : 11.00 Messe : 12.02 Midi-press : 12.30 Journal : 13.35 Sports, chansons (tiercé à 15 h 30) ; 17.30 Les animaux du monde : 18.00 Série : Guerre et Paix ; 19.00 Sept sur sept, le magazine de la semaine, avec M. Roland Dumas ; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : César et Rosalie. Film de Claude Sautet. 22.20 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end. 22.50 Journal.</p> |
| ANTENNE 2 | <p>6.45 Télématin. 10.30 ANTIOPE. 11.45 Récré A 2. 12.00 Journal et météo. 12.05 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Série : Les petits génies. 14.25 Sports été. Golf : portraits de grands joueurs ; à 15 h, International de tennis, à Wimbledon (et à 17 h) ; 15 h 45, cyclisme : Tour de France. 18.30 C'est la vie : les campings. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Télévision régionale. 19.40 Tour de France : résumé de l'étape. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Rien n'arrête la musique. Film de Nancy Walker. 22.15 Magazine : Carte de presse. De H. Chaballier et M. Honorin. Bon appétit (redif.). Rediffusion pendant l'été des principaux magazines de l'année. Celui-ci traite de la loi du silence qui règne sur la filière de la viande, où les enjeux sont considérables, les profits plus importants encore. S'il arrive qu'on vous serve au restaurant de la dinde à la place du veau et du mau de porc à la place d'escalopes, ce ne sont que petites fraudes face à l'utilisation massive des produits chimiques dans la viande. Une grande enquête.</p> <p>23.10 Journal. 23.30 Bonsoir les clips.</p> | <p>6.45 Télématin. 10.30 ANTIOPE. 11.45 Récré A 2. 12.00 Journal et météo. 12.05 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.35 Série : Les petits génies. 14.25 Sports été. Golf : portraits de grands joueurs ; à 15 h, Tennis : International de Grands-Bretagne, à Wimbledon (et à 17 h) ; 15 h 45 : Tour de France. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Tour de France : résumé de l'étape. 20.00 Journal. 20.35 Feuilleton : Tendre comme le rock. De H. Bakst, réal. J. Espagne. Avec P. Norbert, A. Gattegno, M. Laborit... (1^{er} épisode). Jean-Pierre Mulot, Ja pour les intimes, est le chanteur du groupe des Flambeurs. Il attend la gloire en faisant les bals du samedi soir, en étant pompiste et en vivant, faute de logement, dans la cabine de projection du cinéma de son vieil ami Julot. Illusion et désillusions, la ronde des belles amours, un mélo populaire avec un imbroglio policier, des gags et des rebondissements. Un nouveau feuilleton.</p> <p>21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : Images de la guerre, sont invités : Michel Bloch (le Complot Windsor), Jacqueline Dana (l'Est du diable), Fred Kufperman (les Premiers Beaux Jours), Claude Lanzmann (Shoah), et la participation de Robert Guillin, notre ancien correspondant au Japon (pour : Empire du Soleil de J.-G. Ballard).</p> <p>22.50 Journal. 23.00 Ciné-été : Tristana. Film de Luis Buñuel.</p> | <p>Samedi 6 juillet 11.15 Journal des sourds et des malentendants : 11.45 Document : Métiers dangereux et spectaculaires (les pompiers du pétrole) ; 12.45 Journal : 13.35 Série : Lou Grant ; 14.30 Les jeux du stade (tennis, en direct de Wimbledon ; cyclisme : Tour de France) ; 19.35 Journal du Tour de France (résumé de l'étape) ; 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Un soir à Nice (Guy Bedos). 21.35 Magazine : Les enfants du rock. Rock'n'roll graffiti, avec Little Richard, les Bee Gees, Sheila, les Beach Boys... en deuxième partie, Festival rock international de la Rose d'or de Montreux 1985. 22.55 Histoires courtes. 23.40 Journal.</p> <p>Dimanche 7 juillet 10.10 Informations et météo : 10.15 Les chevaux du tiercé : 10.40 Récré A 2 : 11.10 Gym tonic : 11.45 Série : Le bar de l'escadrille ; 12.15 Jeux de bandes : 12.45 Journal : 13.20 Carnets de l'aventure (opéra vertical) ; 13.50 Sports été : Tour de France ; Tennis : International de Grands-Bretagne, à Wimbledon : finale ; 18.30 Stade 2 (et à 20 h 20) ; 19.35 : Tour de France (résumé de l'étape) ; 20.00 Journal. 20.35 Jeu : La chasse au trésor. A Semerkand (URSS). Catch à deux. 22.15 Jazz : Harmon nocturne. Herbie Hancock. 23.20 Journal.</p> |
| FRANCE RÉGIONS 3 | <p>19.03 Dessin animé : la Panthère rose. 19.15 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.35 Coups de soleil. 19.50 Dessin animé : Patchogreg. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : la Nuit de Varennes. Deuxième partie. Film d'Ettore Scola. 22.05 Journal. 22.30 Opéra vitrail : la Vitrail et ses créateurs. Emission de J. Pourtalé. Coproduction FR 3, maison de la culture de Reims, mission à l'audiovisuel du CNAP, centre national. Les vitraux, on les trouve traditionnellement dans les églises, les basiliques, les cathédrales, mais aussi dans les écoles, les lycées, les hôpitaux, dans le métro ou chez des particuliers. Chaque maître verrier a sa technique : vitres planes ou en relief, verre coulé avec du plomb ou du béton... On peut y incorporer du granit, du bois, le marbre à des bords vitrés transparents, faire son verre, le choisir opaque ou translucide. Une vingtaine de maîtres verriers montrent et expliquent leurs réalisations. Les images sont belles quoiqu'un peu sombres. Le commentaire, très laudatif au départ (quand il s'agit du passé), devient peu à peu plus vif. Il faut savoir attendre. — A.D.</p> <p>23.30 Histoire de l'art : art égyptien. Série d'A. Ferrari. 23.50 Prélude à la nuit. Nocturne pour violoncelle et piano, d'André Jolivet, interprété par Geneviève Teuliers, violoncelle, Denis Weber, piano.</p> | <p>19.03 Dessin animé : la Panthère rose. 19.15 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.35 Coups de soleil. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Série : Manimal. De D. Halker. Jonathan Chase se rend à Nassau afin d'enquêter sur le meurtre d'un homme, agent de la CIA. 21.20 Quelques mots pour le dire. La sécurité routière, présentée par Geneviève Guicheney. 21.25 Vendredi : Face à la 3. Magazine d'A. Campans et I. Barrière. J.-M. Le Pen répond aux questions de G. Guicheney, R. Nahmias et A. Campans. 22.40 Journal. 23.00 Spécial tropiques. Suite de la sélection de concerts enregistrés à l'occasion du festival d'Angoulême 1984. Cette semaine Dédé Saint-Prix et son groupe Aran Van, un rythme déchaîné, le sens de la fête, percussions et flûte. Un des bons groupes de la Martinique. 0.00 Prélude à la nuit. Sonate à la mineur K. 175, de Domenico Scarlatti, interprétée par Haguette Drayfus, clavier.</p> | <p>Samedi 6 juillet 16.15 Liberté 3, émission des associations ; 18.15 Horizon : 18.45 Rendez-vous de l'élevage : 19.03 La panthère rose : 19.15 Emissions régionales : 19.38 Coups de soleil : 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme ; 20.00 Feuilleton : Comment se débarrasser de son patron. 20.35 Boulevard du rire. de J.-L. Tribes, présentation V. Lasoux, réal. C. Vadja et G. Mart. 21.40 Journal. 22.00 Feuilleton : Dymatisme. 22.45 Au nom de l'amour. Emission de P. Bellemare. 23.10 Musique. Les Mamelles de Tirésias, opéra-bouffe de F. Poulenc et G. Apollinaire, par l'Opéra du Nord, dir. M. Gallois.</p> <p>Dimanche 7 juillet 19.30 RFO hebdo : 20.00 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.35 Série : Méditerranée. L'Ange. 21.30 Jazz à Juan-les-Pins. Emission de J.-C. Averty, avec Claude Luter. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : l'Honorable Catherine. Film de Marcel L'Herbier (cycle Edwige Feuillère). 0.05 Prélude à la nuit. Ille flottante, de V. Clavier, interprété par lui-même.</p> |
| PÉRIPHÉRIE | <p>● RTL, 20 h, Goodbye Calambus, film de Larry Peerce ; 21 h 50, Henri Guillemin ; Mussolini. ● TMC, 20 h, Série : Shogun ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Cléopâtre, film de Joseph L. Mankiewicz (1^{re} partie) ; 23 h, Les carnets de la Côte. ● RTB, 20 h, L'aigle s'est envolé, film de John Sturges ; 22 h 10, Courts métrages. ● TSR, 20 h 10, Document : Les écrans du monde : les clichés du crime ; 21 h 10, Dynastie ; 22 h 15, La veille de Ricci-Barrier ; 22 h 35, Étoile à matras.</p> | <p>● RTL, 20 h, L'étrange château du docteur Lherne, film de J.-D. Verhaeghe ; 21 h 40, Document : le sauvetage d'un sous-marin de poche. ● TMC, 20 h, Planche mag : 20 h 20, Les carnets de la Côte ; 20 h 30, Benny Hill ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Dynastie ; 22 h, Cléopâtre, film de J.-L. Mankiewicz (2^e partie). ● RTB, 20 h, L'aigle s'est envolé (reportage de la RTB sur les émeutes dans les Fournons en 1979) ; 21 h, Ciné-club. ● TSR, 20 h 10, Série : 21 h, Trois films en oïho ; Faites sauter la bombe, film de Jean Girault (avec Louis de Funès). Les Bonnes Causes, film de Christian-Jaque. Rio Grande, film de John Ford (avec John Wayne) ; 22 h 35, Journal ; 22 h 50, Festival rock de la rose d'or de Montreux.</p> | |

Les technologies de l'information

Quelle formation acquérir pour les métiers de demain.

« **Q**UEST-CE que tu veux faire quand tu seras grand ? » « Oh ! j'ai pas encore... Mon père veut que je devienne optronicien ou connecticien, mais moi je préférerais la conception vidéotex. » Dialogue imaginaire qui pourrait bien devenir la conversation courante et banalisée dans les cours de récréation de l'an 2000. Avènement d'une « société de l'information », nouveaux métiers et bouleversement des qualifications traditionnelles... tout le monde s'accorde pour prévoir une mutation radicale du paysage de l'emploi et des modes de production dans les années à venir, grâce au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). A l'origine de cette révolution déjà entamée : l'explosion télévisuelle (câble, satellite, télévisions privées), la vidéotransmission, le vidéotex ; la télématique, les « nouvelles images » (scaner, simulation militaire, conception assistée par ordinateur...), les réseaux interentreprises, les banques de données, l'intelligence artificielle, la bureautique, la robotique, etc. Autant de techniques qui vont envahir l'entreprise comme le monde rural, la vie locale comme la création et la diffusion culturelle... Plus personne ne nie aujourd'hui l'importance des modifications sociales qu'entraîneront le développement de ces techniques et la nécessité de s'y préparer, d'adapter l'appareil de formation. Mais le consensus s'arrête là.

L'évaluation de leur impact sur l'emploi donne lieu par exemple à des prévisions pour le moins diversifiées. Selon le rapport FAST (1), le développement des NTIC pourrait déboucher sur la création de quatre à cinq millions d'emplois d'ici à 1995 dans la Communauté européenne... à condition que les pays réussissent le virage technologique et cul-

rel. L'OCDE estime qu'aujourd'hui près de 50 % des emplois sont « de type informationnel », alors que l'INSEE applique une définition beaucoup plus serrée et ne repère que 7 % des actifs dans le secteur de la communication ! Au-delà des batailles de chiffres et d'experts, c'est d'un débat de fond qu'il s'agit : sur les conséquences sociales du « boom-informatic » et les stratégies à mettre en œuvre pour aborder au mieux ce virage. Le programme FAST a ainsi dressé une typologie des attitudes. Entre autres : les optimistes inconditionnels, qui voient dans ces progrès techniques le bout du tunnel et le retour au plein emploi ; les pessimistes, convaincus que la robotisation et les gains de productivité gonfleront encore les taux de chômage ; les « neutres », qui s'échinent derrière les incertitudes scientifiques et politiques et concluent à l'impossibilité de prévoir l'évolution de l'emploi ; les fatalistes sur le mode résigné « on n'arrête pas le progrès... tant pis pour la casse » ; ou les « relativistes », plus soucieux de la transformation des profils de postes que du solde d'emplois...

Une multiplicité d'attitudes qui illustre l'incertitude et le brouillard dans lesquels naviguent les observateurs. « D'autant plus que les nouvelles technologies de l'information ne vont pas surgir comme les deux ex machina et créer ou supprimer automatiquement des emplois, explique Ladislav Cerych, directeur de l'IEEPS (2). On connaît en partie leurs applications, mais on ignore comment la société, le tissu industriel et le public vont assimiler ou rejeter ces technologies et ces produits. Or tout dépend de cette rencontre entre la technologie et la société. Regardez Silicon Valley : l'expansion du site a marqué le pas parce que les Américains achètent moins

d'ordinateurs domestiques que prévu. En revanche, les machines à traitement de texte suscitent un enthousiasme inespéré... »

Au-delà du discours — souvent incantatoire — sur l'explosion des métiers et du secteur de la communication, les prévisions chiffrées sur les masses d'emplois en jeu semblent donc aléatoires. Une seule certitude : le développement des supports et des réseaux d'information ne va pas seulement générer de nouveaux métiers. Mais aussi (surtout ?) permettre une modernisation des entreprises, et donc modifier les qualifications existantes. Et donc nécessiter un effort de formation tous azimuts.

Vertu de la polyvalence

« La pénurie de personnel qualifié représente un véritable goulet d'étranglement pour le développement des technologies de l'information », souligne Jean-Marie Cadiou, directeur du programme ESPRIT de la CEE. « Mais quand on interroge les industriels sur leurs besoins, ils sont incapables de les définir avec précision », rétorque un responsable d'institut universitaire de technologie.

Un casse-tête auquel sont confrontés tous les pays industrialisés : quelle formation mettre en place pour des emplois futurs dont le profil reste flou ? Quels sont les diplômés à inventer, les cursus à modifier ? Qui doit prendre en charge cet effort de formation ?

Sur ce terrain encore, plusieurs approches s'affrontent. Certains appellent de leurs vœux la mise en place d'une grille de nouvelles qualifications, de diplômes « pointus » aux contenus professionnels immédiatement « vendables » sur le marché de l'emploi. Une attitude motivée par le souci de fournir un personnel opération-

nel aux entreprises et de créer des filières « à débouchés ». Mais l'incertitude quant aux contenus des métiers de demain en fait une démarche à risques.

« L'expérience des stratégies de formation à l'informatique depuis une vingtaine d'années doit nous mettre en garde, souligne Jacques Gagnier, de l'ADEP (3). On a d'abord formé des bataillons de programmeurs et d'opérateurs de saisie, avec certificats et brevets à l'appui. Ce sont eux aujourd'hui qui constituent l'essentiel des demandeurs d'emploi du secteur. Et il a fallu faire face en catastrophe à la pénurie de techniciens supérieurs et d'ingénieurs... »

Logiquement, l'approche qui minimiserait les risques de tels dérapages et de fausse route est celle de la polyvalence : introduire l'apprentissage aux techniques de communication dans toutes les filières de formation, former des professionnels de l'information capables de s'adapter aux développements et aux applications de leur discipline. C'est l'esprit du plan « Informatique pour tous », qui devrait généraliser l'utilisation de l'ordinateur à l'école et à l'université. Pour que la « greffe » des NTIC prenne sur le tissu social et économique, impossible de former uniquement des spécialistes : il faut aussi que se généralise, chez les utilisateurs, une « culture » des technologies de l'information. Ne serait-ce que pour assurer demain un marché et des consommateurs à ces technologies. « Et l'effort de formation doit porter aussi sur les chefs d'entreprise, souligne Pierre Noël, de l'INA. Il est urgent de créer des employeurs : nous sommes en train de préparer des fantassins qui n'auront ni généraux ni officiers... »

Qui va prendre en charge ces plans de formation ? Spontanément, un partage des tâches traditionnel vient à l'esprit. A l'école et

à l'université, les formations initiales (généralistes et professionnelles), aux organismes et à l'entreprise, la formation continue. Mais le développement des technologies de l'information implique probablement un éclatement de ce schéma classique. L'évolution à la fois rapide et incertaine de ce domaine, la nécessité pour les salariés de demain d'effectuer un va-et-vient entre les formations générales et les séquences professionnelles, l'obligation d'ajuster en permanence les profils de qualification... tous ces facteurs plaident en faveur d'une coopération entre l'enseignement et l'industrie, à tous les niveaux. « D'ailleurs cette collaboration est déjà en œuvre dans la plupart des expériences de formation menées en Europe », souligne Ladislav Cerych. Et quelles que soient les instances de formation — éducation nationale, organismes ou entreprises, — elles ne peuvent se permettre d'attendre, de réagir aux évolutions technologiques. « Là encore, l'exemple de Silicon Valley est révélateur, poursuit L. Cerych. La présence de l'université Stanford, la disponibilité des centres de recherche à l'égard des entreprises ont largement contribué à l'expansion du site. Les stratégies de formation ne doivent pas seulement garantir l'adaptation aux offres d'emploi. Elles peuvent aussi avoir un rôle moteur, une influence décisive sur le développement des nouvelles technologies de l'information. »

DELPHINE PINEL

- (1) FAST: Forecasting and Assessment in the Field of Science and Technology: Prospective et évaluation dans le domaine de la science et de la technologie.
- (2) IEPS: Institut européen d'éducation et de politique sociale.
- (3) ADEP: Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente.

Jeunes chômeurs : une planche de salut ?

LES technologies de l'information vont-elles enfin offrir une planche de salut ? Cette question est au cœur de tous les plans de formation actuellement concoctés dans les pays de la CEE. Partout on cherche la formule magique pour conjurer le développement du secteur communication et intégration des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Et déjà surgissent des expériences de formation, souvent modestes et discrètes, qui tentent de relever ce défi.

A Aïda, ce sont peut-être des employés de bureau du troisième type qui vont sortir du stage organisé par le GRETA (1). Mille quarante heures, près de la moitié en entreprise, pour tout savoir du traitement de texte, de l'utilisation de logiciels de gestion et de la télématique, de la consultation des banques de données...

A Montreuil, SIGMA-Formation concocte la formation d'opérateurs-compositeurs vidéotex. Une opération qui devrait toucher, sur trois ans, une centaine de stagiaires de dix-huit à vingt-cinq ans. Et, en partant d'un bas niveau de qualification, les amener à l'écriture électronique, à la composition de pages écran, à la réalisation de disquettes... pour un emploi qui se situe entre le documentaliste (ou rédacteur) et la diffusion des informations en vidéotex.

A Fort-de-France, c'est un stage de neuf cents heures pour jeunes de dix-huit à vingt et ans. Double objectif : qualification aux tâches informatiques et bureautiques ; mais surtout création d'ateliers coopératifs de sous-traitance de ces travaux pour les PME, les artisans ou les commerçants de la région.

En Haute-Vienne, on explore le créneau de l'information touristique en milieu rural : l'apprentissage de l'outil informatique pour la gestion hôtelière, l'animation d'ateliers informatiques, la réservation, etc.

D. P.

(1) GRETA: Groupement d'établissements.

Médias du Monde

ÉTATS-UNIS

M. Davis abandonne M. Murdoch

M. Marvin Davis, le magnat du pétrole, a renoncé à acheter avec M. Rupert Murdoch les six stations indépendantes de Metromedia. Le milliardaire australien, qui déploie depuis quelques mois une intense activité dans le marché de la communication aux États-Unis, a aussitôt déclaré qu'il assumerait seul la poursuite de l'opération. Ce retrait subit de l'associé privilégié de M. Rupert Murdoch suscite beaucoup de commentaires. Pour les uns, les difficultés actuelles de l'industrie pétrolière obligent M. Davis à plus de prudence dans sa politique de diversification, et certains s'attendent qu'il vende également à M. Murdoch les 50 % qu'il détient dans le capital de la Twentieth Century Fox.

Pour les autres, c'est la prix exorbitant de 2 milliards de dollars exigé pour les six stations de télévision qui a fait reculer M. Marvin Davis. Les observateurs estiment que, malgré son habileté à pratiquer des coupes claires dans les budgets, M. Murdoch aura du mal à rendre ces stations de télévision assez rentables pour espérer un retour sur investissement dans des délais raisonnables.

Gulf et Western se concentre sur la communication

Le groupe américain Gulf et Western vient d'annoncer son

intention de se débarrasser de toutes les branches d'activité qui ne sont pas strictement liées à la communication. C'est ainsi que le groupe vend ses filiales dans l'électronique grand public à Wickes Cos, une société de Santa-Monica, pour la somme de 1 milliard de dollars.

Gulf et Western a l'intention d'investir rapidement cette somme dans le développement de ses activités dans l'édition et l'audiovisuel. Le groupe, qui possède en particulier les studios Paramount et les éditions Prentice Hall, semblait ces derniers temps paralysé par une situation financière difficile et incapable de répondre rapidement à l'offensive lancée par ses concurrents directs, Columbia et Twentieth Century Fox, en direction du marché de la télévision.

EUROPE

Que payons-nous pour la télévision ?

L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) publie un rapport sur la redevance dans les grands pays européens, étude commandée par le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication. Il apparaît que le prix unitaire de la redevance par téléviseur couleur varie de 274 F (Portugal) à 852 équivalents francs (Danemark). La France (502 F) ne vient qu'au septième rang des quatorze pays européens étudiés, bien après les pays nordiques. Cependant, les principaux partenaires commer-

ciaux de la France ont adopté des tarifs moins élevés (entre 390 F et 450 F pour l'Italie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne). Et pourtant la redevance ne représente que 0,36 % de la consommation finale des ménages français, ce qui est un des taux les plus bas d'Europe : seuls le Portugal (0,34 %) et les Pays-Bas (0,26 %) ont un taux inférieur. Si on examine plus particulièrement le budget culturel des ménages, c'est 5,5 % du budget qui est affecté à la redevance en France ; les taux suisses, italiens et irlandais sont légèrement inférieurs, alors que les ménages autrichiens y consacrent 2,2 % de leur budget loisirs.

Quels sont les services proposés au téléspectateur pour sa contribution ? Le nombre de programmes et de chaînes varie, en effet, d'un pays à l'autre. La redevance rapportée au nombre d'heures de diffusion donne un « prix » à l'heure de programme. Ce prix passe de 3,2 centimes en Allemagne à 30 centimes en Danemark. La France (4 centimes) se situe, dans l'ordre croissant, au quatrième rang européen.

SUISSE

Des décodeurs français

Télécinéromande, la chaîne suisse de télévision par abonnement, vient de commander à la Radiotechnique (France) 40 000 décodeurs, d'une valeur de 40 millions de francs. Le contrat prévoit une extension éventuelle qui porterait le nombre des équipements à 100 000. Il s'agit de décodeurs à technologie

numérique répondant aux normes PAL. La Radiotechnique, qui produit aussi les décodeurs de Canal Plus, affirme ainsi sa vocation d'exportateur.

Télécinéromande, qui propose essentiellement des films pour un abonnement mensuel variant de 5 F à 25 F suisses, selon les options, devrait commencer ses émissions au cours du quatrième trimestre de cette année.

CHINE

Apple escalade la Grande Muraille

La société Apple et le distributeur indépendant Acl Kailin Co., agréé par le gouvernement chinois, ont signé le 28 mai 1985 à Pékin un contrat qui prévoit la livraison d'ordinateurs et périphériques Apple en Chine dans un délai de quatre à six mois. Cet accord intervient dans une période de modernisation de la Chine en matière de haute technologie.

Apple Computer France annonce pour sa part ses résultats financiers : son chiffre d'affaires entre octobre 1984 et mai 1985 s'élève à 750 millions de francs, contre 421 millions de francs pour la même période de l'an dernier. Le parc Apple en France se monte à 150 000 systèmes sur les 3 millions installés dans le monde. Selon Apple, cette forte croissance en France est notamment due au succès du Macintosh.

Metz une ville « câblée »

A première vue, le bureau du maire de Metz ressemble à ceux de ses confrères, classique et un peu solennel. A première vue : en centre de la pièce trône l'écran, le clavier et l'imprimante d'un micro-ordinateur. Derrière les portes des placards, quelques « cadavres » de micros qui ont cessé d'amuser le maître des lieux, Jean-Marie Rausch. Le président de la région Lorraine, qui affirme fabriquer ses logiciels entre minuit et 2 heures du matin, a l'œil brillant quand il évoque son dernier programme de simulation électorale. Et maintenant, il veut donner l'exemple. Bon gré mal gré, ses employés municipaux sont bien obligés de suivre l'édile et d'enfourcher son dada informatique. Gestion informatisée, serveur d'informations municipales sur le réseau télématique, câblage de la ville... Metz s'engouffre

dans le créneau de la communication. Et c'est sur la communication que Jean-Marie Rausch table pour sortir la région de l'ornière, lui donner un second souffle après la catastrophe sidérurgique. Un choix matérialisé par la signature d'un contrat de plan Etat-région visant à faire de la Lorraine un « pôle d'excellence de la communication ». Et surtout par le Technopôle Metz 2000, un parc d'activités centré sur la télématique et les systèmes de communication.

Objectif : réunir sur un même site des centres de recherche, des établissements de formation supérieure et continue, des entreprises...

Apparemment, la greffe commence à prendre : en moins de deux ans, sept entreprises ont établi leurs quartiers à Metz 2000, dont Apple, Bull, Thomson, Hewlett-Packard...

Missiles en gros plan

UN hélicoptère qui pique du nez sur une étendue d'eau, un char qui s'avance vers le spectateur jusqu'à l'engloutir sous ses chenilles. Ces images, qui imprégnent complètement le spectateur et le plongent dans l'action, sont parmi les plus impressionnantes du court métrage réalisé par la Société d'études et de réalisations techniques par l'image et par le son (SERTIS), à la demande de la Délégation générale pour l'armement.

La direction des engins, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa création, a présenté aux visiteurs du récent Salon de l'aéronautique et de l'espace, au Bourget, un film sur les moyens d'essai et les tirs de missiles. La Salon terminé, le géode (salle de projection sphérique) et le film ont été remis au Musée de l'air.

Ces images, projetées en 70 millimètres sur un écran hé-

misphérique de 280 mètres carrés, sont réalisées grâce à l'objectif fish eye Panoram-Rasco, qui équipe le caméra Mitchell format viciavision. Mais ce n'est pas le procédé Panoram qui est utilisé ici. Celui-ci nécessite un projecteur placé au centre de la sphère et des films standards négatifs de 35 millimètres, alors que, dans le procédé utilisé, le projecteur est placé au milieu des rangées de sièges, avec un film de 70 millimètres.

L'opération est due entièrement à des entreprises françaises : Images de France, pour le système de projection et la construction de la géode ; la SERTIS, pour la production et la réalisation du film. Celle-ci a voulu démontrer qu'il n'y avait pas que l'Omnimax — procédé australo-canadien qui équipe la géode de La Villette — qui pouvait réaliser ce type de projection.

سكيا من الأمل

Classique

« Turandot » avec Ghena Dimitrova

La pochette l'indique clairement : cet enregistrement ne vaut que pour le soprano bulgare qui y tient le rôle-titre. De fait, les autres partenaires de cette représentation de Sofia sont bien quelconques : un Calaf (Damian Damianov) à l'émission outragusement ouverte, au timbre grossi, à la justesse chancelante ; une Liu (Rumena Barava), bonne technicienne (réussissant la messe d'ivoire sur le si aigu que beaucoup évitent), mais au vibrato pénible et aux *piani* sans substance. Sans parler de l'orchestre (le Philharmonie de Sofia), mené par Boris Hinchev avec pesanteur et brutalité.

Reste donc Ghena Dimitrova, qui s'est beaucoup illustrée dans le rôle (qu'elle chante actuellement à Bercy). Seule la pénurie de grandes voix a pu faciliter pareille carrière. Certes, les moyens sont solides et les aigus tonitruants (quoique émis de façon peu orthodoxe, ce qui laisse à craindre pour l'avenir de cette voix). Et sa *Turandot* n'est pas inintéressante, tout à tour glaciale et émue. Mais enfin, rien dans les asperités de ce timbre ingrat, dans les brisures de la ligne dues à des prises de souffle intempestives (calculées pour les seuls effets



Puccini.

d'aigu et au détriment de la phrase), dans les libertés prises avec la valeur des notes ne saurait être considéré comme relevant de l'art du chant. Impressionnant, oui ; musical, c'est moins sûr ! Coupures dans le duo final.)

ALAIN ARNAUD.

Deux disques Chant du monde, LDX 781.796/97.

Callas « sur le vif » : « la Sonnambula » et « Poltuto »

Voici, plus ou moins nettement piratés, des extraits de ces représentations de la *Sonnambula* (Bellini) et de *Poltuto* (Donizetti), qui ne tenaient souvent leur intérêt que de la présence de Maria Callas, laquelle ressuscitait non seulement ce répertoire, mais surtout la vérité de son interprétation et de son style.

Le premier enregistrement (1957) montre une Callas éblouissante avec, comme chaque fois qu'elle allie, une réelle beauté du timbre, de subtiles colorations et une totale souplesse de ligne. Détaillant chaque mot des récitatifs de manière bouleversante, déployant un superbe legato, appuyé sur un souffle parfaitement maîtrisé et conduit, sur lequel les consonnes s'accrochent à peine, descendant d'une gamme chromatique d'une époustouflante précision et se lançant dans des vocalises « sur mesure » d'un goût et d'une vérité absolus. Une façon de chanter romantique retrouvé, de stylisation et de musicalité, apport unique et définitif de Callas à l'histoire de l'art lyrique. Entourage très correct, notamment Nicole Monti, mais aussi Fioranza Cossotto et Nicola Zaccaria. Direction un peu routinière

d'Antonino Votto (orchestre de la Scala de Milan).

Le second enregistrement est celui de la réouverture de la Scala en 1960. A l'évidence, les moyens de la Callas se sont gravement amoindris : la souffrance est courte, la timbre opaque avec les fameux surs dans les joutes, l'aigu plus que rebelle, et le vibrato lent échappe à tout contrôle. Mais, jouant comme toujours contre ses propres difficultés, et soutenue par un public enthousiaste, Callas retrouve progressivement sa maîtrise, se compose un médium et un grave nouveaux chez elle, déploie dans les longues phrases un legato de violoncelle, s'applique à nuancer ses inflexions et finit, malgré quelques moments difficiles à quelques notes d'une franchise laideur, à donner à un personnage essor insigne, à un certain relief. Entourage hétéroclite quant au style : Franco Corelli et Ettore Bastianini. Et, à nouveau, Votto et l'orchestre de la Scala.

Une *Sonnambula* pour l'histoire, un *Poltuto* pour la curiosité.

© Rodolphe Productions, distr. Harmonia Mundi, RP 12714 et RP 12715.

A. A.

Rock

« Cupid and Psyche 85 », de Scritti Politti

Avant étaient les deux premiers albums dont une poignée d'amoureux transis s'évertuaient à vanter les mérites sans trouver d'écho. Ils portaient déjà en substance la matière de ce qui est donné à entendre ici, mais peut-être menaçait-il au fond cette étincelle l'appelait à maturité et n'en parlons plus) qui fait la différence, et l'on se consolait en cultivant Scritti Politti comme un jardin secret. Aujourd'hui, le trio anglais ne peut plus se satisfaire d'un public confidentiel. Leur terrain : la chanson populaire. Leurs armes : un sens universel, une faculté de transmission instantanée.

De fait, il y a chez eux de la graine de Police (talent de synthèse) et la graine des Beatles (mélodies éternelles). La barre est haute placée quant aux références, mais le langage a son identité propre et des repères suffisamment éclairés pour s'affranchir de comparaisons trop marquées. A dire vrai, ce qu'il y a de plus noir (funk, reggae, soul) dans la musique de Scritti Politti est aussi ce qu'il y a de plus blanc (new-wave, techno-pop). Le métissage est parfaitement dosé, oublié

pour aboutir à une pureté de création. On est séduit avant tout par les compositions en forme de nectar aux mélodies capiteuses et aux harmonies fruitées. A peines entendues, elles sont mémorisées, entêtantes, obsédantes.

Programmé sur papier millimétré par la Fairlight, mis en valeur par la limpidité du son, la clarté de la mise en place, l'est d'une production maniaque (une attaque pile au bon moment, un tempo chaloupé qui swingue en souplesse), *Cupid and Psyche 85* est tout en subtilités, en finesse de style.

Quand on aura dit que les voix pourraient, sans forcer, justifier une équivalence blanchie à Michael Jackson, hautes dans les envolées, aérées dans les intonations, gorgées de soul dans le rythme, on aura peut-être incité l'auditeur qui connaît la chanson à faire les 33 tours d'usage de cette circonstance dorée sur tranches dont l'été ne perdrait rien à se parer des couleurs.

ALAIN WAIS.

© Virgin, 70379.

PHILATÉLIE n° 1902

LA REINE ELIZABETH...

La reine mère. Les différentes étapes de sa vie illustrent les émissions « omnibus ». Chacun des pays du Commonwealth concernés émet une série de quatre timbres et un bloc-feuillet.

Dans notre chronique n° 1 888, du 23 mars, nous avons annoncé quinze pays ; à l'heure actuelle, il convient d'en ajouter cinq de plus : Jamaïque, Maurice (île), Seychelles, Swaziland et Zile Elogne Sesele. Il n'est pas exclu que la liste s'allonge encore.

La présente chronique illustrée concerne dix pays dont les séries et blocs-feuilles sont parus.



Ascension : 12, 15, 20, 70 pence ; bloc-feuillet, 75 pence ; Bahamas : 5, 25, 35, 50 pence ; bloc-feuillet, 1,25 ; Barbade : 25, 65, 75 pence, 1 \$; bloc-feuillet, 2 \$



Bermudes : 12, 30, 40 pence, 1,50 \$; bloc-feuillet, 1 \$



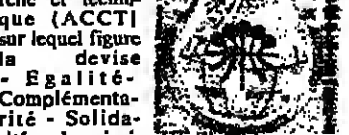
« The Life and Times of Queen Elizabeth The Queen Mother »

Falkland (îles) : 7, 22, 27, 54 pence ; bloc-feuillet, 1 \$; Fidji : 8, 25, 40, 50 pence ; bloc-feuillet, 1 \$; Norfolk (île) : 5, 33, 50, 90 pence ; bloc-feuillet, 1 \$; Pitcairn (îles) : 6, 35, 70 pence, 1,20 \$; bloc-feuillet, 2 \$



Salute-Hébride : 11, 15, 29, 55 pence ; bloc-feuillet, 70 pence ; Tristan-da-Coeche : 10, 20, 30, 50 pence ; bloc-feuillet, 80 pence ; Formats : timbres 30,56 x 38 mm ; blocs 90 x 74 mm. Les maquettes : timbres par Clive Abbott ; blocs-feuilles de Tony Theobald. Impression litho pour House of Questa.

● BENIN : un timbre-poste commémoratif de 300 F a souligné le quinzième anniversaire de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) sur lequel figure la devise « Egalité - Complémentarité - Solidarité ». Imprimé sur un format de 36 x 48 mm, en offset par Cartor, d'après une maquette de Nagoba.



● POLYNÉSIE FRANÇAISE : un timbre de 9 F CFP a été émis le 28 juin, représentant le drapeau de la Polynésie.

ADALBERT VITALYOS.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

MICKEY, DONALD, TINTIN, LES SCHTROUMPFS EN TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

GASTRONOMIE

Légumes sur cartes

Innombrables, savoureux et négligés.

AUTREFOIS, toutes les cartes des restaurants, entre « viandes » et « desserts », avaient un chapitre « légumes ». Plus ou moins important certes, mais il existait, et l'on pouvait commander, après une entrée, un poisson, une viande, « son légume ». Nous avons changé tout cela, doivent dire les Diabolistes de la Nouvelle Cuisine. Je viens de consulter plus de cent cinquante cartes de restaurants d'un seul arrondissement. La mention « légumes » ne figure pas sur plus de vingt cartes !

Chez les « grands » (peut-être parce qu'ayant des touristes étrangers, notamment anglosaxons, ils ont la « demande »... Peut-être aussi par respect de la tradition !), chez les « grands », donc, j'ai trouvé aux Princes (restaurant du George V) huit légumes proposés, dont les rares pommes soufflées. Chez Maxim's, outre les classiques haricots verts et épinards, des fonds d'artichaut et des pointes d'asperges. Chez Laurent, en plus également, « les deux gratins ». A La

Morée, également quelques légumes.

Dans les petits, la disparition du mot « légume » est quasi totale. Il faut aller chez Mox. (19, rue de Castellane, tél. : 265-33-81), mésestimé du Michelin et ignoré de MM. Gault-Millau, pour pouvoir se régaler de haricots verts, d'épinards, de tomates provençales et gratin dauphinois. Ou à L'Artois (13, rue d'Artois, tél. : 225-01-10), pour, en plus des haricots verts, épinards et salades, y trouver des pommes frites et des haricots blancs !

Et, hieo évidemment, c'est partout pareil : les légumes ne figurent plus sur les cartes en tant que légumes, si, en garniture et sous le nom fallacieux de « petits légumes », ils avancent en rangs peu serrés.

Aussi hieo ce sont toujours les mêmes, souvent les plus coûteux (primeurs ou venant de loin), alors qu'il existe d'innombrables légumes savoureux et négligés. Paul Vincent nous les numérote dans un remarquable ouvrage

Docteur Légume. Edi. France-Empire) qui tous les chefs devraient avoir en tête. Les ménagères aussi. Sans oublier que « les légumes font de la médecine comme M. Jourdain de la prose », explique Paul Vincent. Et pour chacun d'eux il nous donne informations, explique les mérites, propose des utilisations. Et c'est là que l'on peut hieo regretter le manque de choix que nous laissent les cuisiniers, de l'aubergine, « petite oubergine médicale », à la tomate, « l'ormée rouge de la santé ». De quoi présenter au chapitre « légumes » abandonnés des centaines de plats originaux et savoureux. Bénéfiques et peu coûteux (au fait, c'est peut-être ça qui retient nos grandes toques ?).

LA REYNÈRE.

PS. - Sans doute, auprès du bouquin de Vincent, le petit ouvrage d'Agnès Clavier n'est-il qu'un hors-d'œuvre. Du moins dans sa Cuisine du potager (R. Laffont édit.), trouvera-t-on deux cent cinquante recettes de légumes intéressantes.

Les Tables de la Semaine

Le Chalet des Iles

On songe à Proust, aux dîners des Verdurin, à la baraque amantant ici Swann et Odette de Crécy... La baraque à présent est un vrai bateau et le chalet repéré à avec une nouvelle direction, s'il est équipé pour les séminaires d'affaires, les noces et banquets, est aussi, aux beaux jours, dans sa salle gantimant décorée laissant à la vue les fleurs des parterres et les lacs, l'occasion de repas reposants, dépayés, bons et de petit prix (au Bois, c'est rare !). Donc une formule à 130 l'service et vin en plus) comportant la choix de deux plats et un dessert (le fromagier fait partie ; si vous la préférez en plus, comptez 20 F.). Il y a aussi des suppléments à la carte, mais enfin j'ai très agréablement déjeuné de la mourelle d'œufs à l'ancienne, du cœur de rumsteak au roquefort, d'un fromagier et de la coupe de glaces et sorbets, avec une demi-sancerre rouge 1983 (Fouassier), l'addition, certé compria, ne dépassait pas 230 F. Pour une soirée au Bois...

● Chalet des Iles, lac Inférieur, tél. : 288-04-69. Tous les jours de 12 h à 19 h 30.

Le Santenay

J'aimerais bien rencontrer l'inspecteur du Michelin qui a

trouvé « très mauvais » son repas ici et fait supprimer du guide cette modeste maison où, certes, à côté du mescal au gésiers et de la frisée au chèvre chaud, du rognon au Santenay et du turbotin sauce Choron figurent des noisettes de veau eu coulis de prunaux (irrelevant plus du Moyen Age que de la nouvelle cuisine, du reste !), le magret aux pêches et la salade de langoustines aux pamplemousses. Mais enfin Francis Vallot fait de son mieux. Comptez 300 F.

● Le Santenay, 75, avenue Niel (17^e), tél. : 227-38-44. Fermé dimanche soir et lundi.

Le Petit Pré

L'oublié du 19^e ! Christian Vargès, au haut de Belleville, cuisine habilement son estouffade de pied, joue, langue et oreille de porc aux fèves, propose une salade aux noisettes avec le jambon de sa Cordagne navale, frotte les petits gris, cuit son rognon de veau en cocotte et propose un « grand dessert » fantastique, me disent les « eucrés ». Comptez 300 F avec des petits vins bien choisis.

● Le Petit Pré, 1, rue Bellevue (19^e), tél. : 208-92-62. Fermé samedi et dimanche.

CHARLOT
ROI DES COQUILLAGES
12, PLACE CLOUTY PARIS 9^e - 874.48.64
ACCUEIL JUSQU'À 2 H DU MATIN.

la main à la pâte
grande cuisine française - dîners et dîners
35, rue SAINT-HONORE, PARIS (1^{er})
Tél. : 238-84-73, 238-85-73

SPECIALITES MAROCAINES
« TIMGAD » 21, rue Brunet (17^e)
674-23-70 - 23-98
CADRE TYPIQUE LUXUEUX
TAGHINE - COUSCOUS - grand menu marin - PATISSERIES MAISON
DÉJEUNER 12/16 h DÎNER 18 h 30/23 h

les gourmets font la différence
GLACES - SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils
59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 343.70.17
Mo. DAUMESNIL (Félix Eboud)

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.
Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.
LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris avec vue sur la Seine et les toits de Paris. Salons de 1^{er} à 5^e étages. Place du Châtelet. Réservation : 233 49 44
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer. Vins de renommée et de renommée. 18^e rue Châtelet, Paris 2. Réservation : 874 44 78
CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Alsace. 3, place du 19^e Juin 1940, Paris 6. Face à la Tour Montparnasse. Réservation : 448 76 42

échecs

N° 1131

D'une aile à l'autre

(Match en six parties, Hambourg, 29 mai 1985)

Blancs : KASPAROV
Noirs : HUBNER
Gambit D
Variante Lasker

1. d4 Cf6 21. Tt-e1 Dd8 (b)
2. c4 e6 22. Cc4 Cc6
3. Cf3 d5 23. Ff3 Cd5
4. Cc3 Fc7 24. Dd2 Fd6
5. Fc2 Cc4 (a) 25. Cc5 Fd5
6. Dd2 (b) Cc4 (c) 26. Tc-e1 (1) Dd6
7. Fc2 Dd7 27. b4 (m) Tt-eh
8. d3 Cc3 (d) 28. h5 (n) Cc7
9. Dxc3 b6 (e) 29. Td1 Tc7 (o)
10. cxd5 exd5 30. Fg4 Cd5
11. b4 (f) c6 31. hxc6 hxc6
12. Fc1 Fc7 32. Tc3 (p) Fc5
13. Fd3 Cc7 33. Fd1 Tg7
14. Td1 (g) Dd8 34. Td3 (q) Dd4
15. 0-0 a5 35. Dd6 (r) Dxc6
16. a3 axb4 36. Rb2 Rb8
17. axb4 c6 (b) 37. Cxc6+ Rg8 (s)
18. Cc2 (i) Dd7 (t) 38. Dd6+ Rf7
19. f4 dxc4 39. Dxc6 ababa (t)

NOTES
a) Ou 5... b6; 6. Fx6, Fx6; 7. f4, dxc4; 8. Cx6, Cc6; 9. Cx6+; 10. Dd2; 11. Dd1; 12. Fd3; 13. Fd4; 14. Td1 et les Blancs sont légèrement mieux (Goldenov-Kasparian, Moscou, 1952).

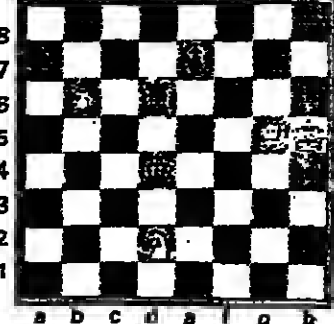
b) 6. f3 est usuel mais le coup de texte est dirigé contre la « variante Tartakower », chère à Hubner. Dans le même but, 6. Td1 est également joué : après 6... b6; 7. cxd5; 8. Fx6; 9. Dd7; 10. Cc3; 11. Tc3; 12. Fd3; 13. Fd4; 14. Td1, 15. rien n'est très clair (Schankovitch-Weltmanner, 1952).
c) Entrant sagement dans la « variante Lasker », Hubner s'est sans doute souvenu d'une partie qu'il joua contre Petrosian à Séville en 1971 dans laquelle il tenta 6... b6 et, après 7. Fx6, Fx6; 8. f4, une variante qui donne l'avantage aux Blancs. Il répondit 8... Cc6 (et non 8... dxc4; 9. Dd6; 10. Dxc6; 11. b4, Cas; 12. Dd3; 13. Cc4; 14. Fx6; 15. d5 donna un jeu équilibré. Cependant, Hubner redoutait une amélioration de cette continuation analysée tant par Kasparov que par Karpov.
d) 8... b6 permettrait aux Blancs d'obtenir une forte attaque au prix d'un

piou par 9. Cx6, dxc4; 10. Dxc6, Dd4+; 11. Cd2, Dxb2; 12. Tb1, Dxa2; 13. Fd3, 15; 14. Dd5 comme dans la partie Alkhine-Book de 1937.
e) Un flanchet doux, 9... c6; 10. Fd3, dxc4; 11. Fx6, Cd7 est bien connu. 9... dxc4 est aussi jouable.
f) Interdisant la libération g7-c5.
g) Assez fin : non seulement l'avance c6-c5 est encore retardée mais la contre-attaque 47-a5 est empêchée : si 14... a5; 15. hxc4, Txa5; 16. Txb6!
h) Si 17... Cc6; 18. b5!
i) Afin d'ouvrir la colonne e, ce qui n'est pas immédiatement possible (si 18. f4, c5!).
j) Si 18... f5; 19. f3.
k) Si 21... Dd6; 22. Cc4.
l) La faiblesse du pion arrière g6 est suffisamment défendue. Kasparov aperçoit d'autres affaiblissements sur les cases noires de l'aile R mais fait mine de renforcer l'attaque du pion g6.
m) Ayant attiré la D noire en d6, Kasparov peut déclencher son offensive sur l'aile R.

n) Sacrifiant le pion d4!
o) Après 29... Dxc4; 30. Dg5, Cc5; 31. g4, Cd6; 32. Tb-d1, Dxb4; 33. Df6 les Noirs sont en difficulté.
p) Menace Td3 et Dd4.
q) Sacrifiant le pion b4.
r) Et la Td1 avec échec.
s) Si 37... Rf7; 38. Cc5+, Rf8; 39. Tg3.
t) Si 39... Txc6; 40. Td7+, Tg7; 41. Fd5+, Rg6; 42. Td6+ et si 39... Rxc6; 40. Fd5+; si 39... Dxd1; 40. Cc5+, Rg6; 41. Td6+.

ÉTUDE

M. MATOUTCH
(1984)



BLANCS (4) : Rf5, Fg5, Cd2, Fb6.
NOIRS (3) : Rg4, Td6, Fg7.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1129

Une sécurité invisible

Cette donne a été proposée par le fameux expert anglais Kelsey dans un de ses derniers livres *Test your communications* (éditions Master Bridge Series).
Ne regardez pas les mains d'Est-Ouest et cherchez la meilleure ligne de jeu, qui n'a été trouvée que par 45 % des participants lorsque le problème a été posé dans un concours.
Ann : O. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
passe 1♥ passe 1SA
passe 3SA passe passe...
Ouest entame le Valet de Pique pris par la Dame, Est fournissant le

2. Le déclarant joue le 9 de Trèfle pour le 4, le 2 et le Valet de Trèfle d'Ouest qui a continué avec le 10 de Pique. Sud a mis le Roi du mort, puis il a tiré l'As de Pique sur lequel tout le monde a fourni. Le déclarant a rejoué le 5 de Trèfle pour le 3 et le 8 pris par le Roi de Trèfle d'Ouest qui a contre-attaqué le Valet de Carreau. Comment Est doit-il proposer de gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?
Réponse
Il y a un moyen inhabituel, mais absolument sûr de gagner le contrat ! Au lieu de chercher si Ouest a la Dame de Carreau et a voulu tromper le déclarant, il suffit de sacrifier délibérément une levée de Carreau pour que Sud ait deux reprises dans cette couleur et puisse libérer en toute quiétude son quatrième Trèfle, la neuvième levée.
Le déclarant doit donc mettre le Roi de Carreau du mort et le prendre avec l'As, puis il joue le 8 de Trèfle pour affranchir la Dame. Si

la défense contre-attaque Cœur, il prendra avec le Roi de Cœur et rejouera le 4 de Carreau pour le 8 pris par le Valet. Ouest continuera Cœur pour l'As, mais le déclarant, qui a encore la reprise du 10 de Carreau, aura assuré son contrat avec quatre Piques, deux Cœurs, deux Carreaux (l'As et le 10) et un Trèfle (la Dame).
Si le déclarant se contente de prendre la contre-attaque du Valet de Carreau avec seulement un gros bonheur s'il échoue sa neuvième levée en essayant de libérer un Cœur (si la Dame de Cœur est en Est ou si la couleur est 3-3) ou en essayant de faire trois Carreaux, il risque de chuter s'il se trompe à Carreau car les Cœurs sont mal répartis.
Remarque : si le déclarant se contente de déboulonner le Roi de Carreau sur le troisième coup de Trèfle, il n'y aura plus qu'un Carreau au mort pour communiquer dans cette couleur.
LE CHELEM DE CHEMLA
Parmi les Français qui représentent la France au Championnat

d'Europe, un des plus brillants est Paul Chemla, ancien élève de Normandie Supérieure.
Voici une donne jouée en partie libre où il a réussi un chelem assez difficile.
Ann : N. donn.
Ouest Nord Est Sud
— passe 4♥ 5♠
passe 6♣ — passe passe
Ouest ayant entamé le 2 de Carreau pour le 9 du mort et le 3 d'Est comment Chemla a-t-il gagné le PETIT CHELEM A CARREAU contre toute défense ?
A764
A972
OR9
843
N RV8
O EDV10865
E O3
S V
D109532
V752
D1092
S
A765
A972
OR9
843
N RV8
O EDV10865
E O3
S V
D109532
V752
D1092
S
A765

Note sur les enchères
Chemla a sagement déclaré « 5 Carreaux », une enchère raisonnable et qui n'excluait pas le chelem comme Nord l'a prouvé en disant « 6 Carreaux » avec deux As et le Roi d'asout.
COURRIER DES LECTEURS
« Faut-il ouvrir, demande C. Grangnet, avec la main suivante : R V 9 7 5 3 O A 10 9 O R 10 9 ♠ 9 ?
L'ouverture est obligatoire à partir de 14 points d'honneur et de distribution. Or les deux 10.9 valent au moins un demi-point, et d'autre part, il y a 3 points de distribution, car il faut compter 2 points pour le singleton et 1 point pour la sixième carte à Pique (plus-values des grandes longueurs). La main vaut donc presque 15 points et l'ouverture de 1 Pique s'impose.
PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 253

L'étouffement d'un grand maître

Championnat d'URSS
(Moscou, 1984)
Blancs : Dybkov
Noirs : Erzakov
Ouverture : Roonzbourg

1. 33-29 17-22 (c) 19. 31-27 8-12 (f)
2. 30-31 (b) 11-17 20. 36-31 10-14 (h)
3. 44-39 6-11 21. 46-41 5-10
4. 50-44 1-6 22. 41-36 16-12
5. 31-24 16-21 23. 42-38 17-22 (f)
6. 32-28 19-23 (c) 24. 38-32 (m) 11-17
7. 28x19 14x23 25. 48-42 7-11
8. 25-30 22-28 (g) 26. 40-34 24-29 (d)
9. 48-35 8-13 (d) 27. 33-24 14-20
10. 44-40 2-8 28. 25x14 9x40
11. 37-31 (c) 29. 43-34 11-16 (g)
12. 29x28 15x24 30. 42-38 (g) 17-21 (f)
13. 30-25 22-28 (g) 31. 38-31 4-9
14. 33-22 17x28 32. 38-25 4-14
15. 26x17 12x21 33. 49-44 3-8
16. 34-30 (h) 11-17 34. 47-41 15-28 (f)
17. 41-37 21-26 35. 34-30 28-24
18. 30-32 (i) 6-11 36. 44-40 14-20 (i)
Abandon (a)

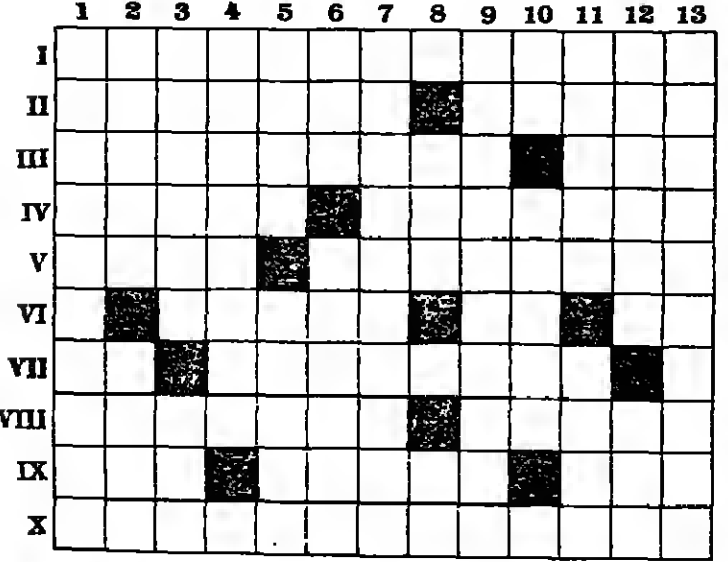
NOTES
a) Peu usuelle actuellement est la réplique 1... (19-24) pratiquée jadis avec des suites favorables par l'ancien fin tacticien Piononov : 2. 38-33 (14-19); 3. 43-38 (10-14); 4. 31-26 (17-22); 5. 37-31 (11-17); 6. 41-37 (7-11); 7. 32-27 (2-7); 8. 46-41, les Noirs, conduits par Piononov, proposent une combinaison en 5 temps : 8... (24-30); 9. 35x24 (si 34x25, résultat similaire) (19x30); 10. 34x25 (17-21); 11. 26x28 (18-22); 12. ad libitum (12x23), suite aux pions et 4-1 (signalé par Pierre Lucot dans son recueil de coups de début publié en 1983).
b) 2. 38-33 prisé aussi par de nombreux maîtres : 2. (11-17); 3. 43-38 (6-11); 4. 49-43 (1-6); 5. 31-27 (22x31); 6. 37x26 (19-23); 7. 35-30 (20-25); 8. 40-35 (15-20); 9. 44-40 (10-15); 10. 30-24 (5-10); 11. 42-37 (18-22); 12. 29x27 (20x29); 13. 34x23 (25-30); 14. 35x24 (13-19); 15. 24x13 (9x29); 16. 33x24 (17-21); 17. 24x17 (11x35); N+ sur cette combinaison (Tapias-Belman, championnat de Minsk, 1978, le Monde du 14 avril 1979).
c) 6... (21-27); 7. 37-31 (18-23); 8. 29x18 (12x32); 9. 42-37 (8-12); 10. 37x28 (3-8); 11. 48-42 (13-18); 12. 41-37 (18-23); 13. 46-41 (23-32); 14. 37x28 (8-12); 15. 42-37 (13-18); 16. 47-42 (18-23); 17. 35-30 (23x32); 18. 37x28, etc. [V.D. Wal-Isaev, championnat du monde 1980, Baku, le Monde du 25 avril 1981].
d) Sur 9... (9-13), les Blancs auraient peut-être envisagé une stratégie proche du système Roonzbourg.
e) Les Noirs, puissamment installés au centre, dissuadent l'adversaire de s'engager dans une stratégie frontale.
f) Donne encore plus de cohésion au bastion central, mais ne constitue qu'une nouvelle étape du renforcement de cette formation.
g) Aggressif, dynamique et riche de possibilités et excitantes péripéties.
h) 16. 38-33 est réfuté par 16... (10-14); 17. 33x22 (18x27); 18. 31x22 (23-29); 19. 34x23 (19x17), jeu sensiblement égal.
i) Par leur jeu d'attente, extrêmement silencieux, les Blancs cherchent-ils à faire lentement glisser l'adversaire dans un climat de torpeur propice au relâchement de la vigilance ?
j) 19... (11-16); 20. 27-22 (18x38); 21. 42x2, dame et 4 pour débutants.
k) Ce coup et les deux suivants sont des coups d'attente susceptibles de donner un tour très aigu au combat si les Blancs retiennent une stratégie de développement du fond de leur aile gauche en provoquant sa prise en tenaille.
l) Les pions à 22 et à 26 forment cette tenaille.
m) Un jeune maître d'élite apporte là un surcroît de difficulté et de passion par cet enchevêtrement des plus périlleux.
n) Menaçant du gain : 34-29 (23x34); 32x23 (18x38); 27x16+.
o) Un tour pour trois par lequel les Blancs espèrent sans doute parvenir à figer irrémédiablement l'aile gauche adverse, prise dans la tenaille.
p) Rigueur, précision, profondeur de vision, tout s'enchaine à merveille dans cette très délicate phase de jeu, qui, depuis le vingtième temps, ne tient qu'à un fil.
q) Il manque un temps aux Blancs pour se dégager, exception faite de l'aspect tactique.
r) Le onzième temps d'une phase de jeu qui marque la réalisation du premier objectif des Noirs : l'étouffement de

l'aile gauche adverse et le contrôle absolu du centre.
s) La neutralisation de l'aile droite constitue maintenant le second objectif.
t) A merveille, les Noirs concentrent leur avantage positionnel par un coup de dame qui est une application, double ici, mais simple, du thème image du coup de talon.
u) Car : 37. 25x14 (19x10) [premier « coup de talon »]; 38. 30x19 (23x14) [second « coup de talon »]; 39. 32x23 (18x49), N+. Un exemple de contre-performance d'un grand maître d'élite, qui a subi, lui que nous avons vu si brillant (Dybakov-Tapias, le Monde du 11-2-1984, Dybkov-Stokhol, le Monde du 25-2-1984), une stratégie d'étouffement, pour ensuite enquer sur une combinaison élémentaire.
* Pour franchir rapidement le premier cap de l'initiation (connaissance des règles internationales, de la signification des chiffres, des signes et des lettres), pour suivre le déroulement des parties et la solution des problèmes, les lecteurs peuvent obtenir deux opuscules de la FFJD ou s'adresser directement à Jean Chaze, la Pastourelle, bld. D, boulevard de Paste, 07000 Privas.
* Pour répondre au souhait de nombreux problèmes, le grand maître problème René Fourgous propose la création d'une amicale des problèmes (promotion du problème, organisation de concours internationaux, etc.).

Toutes précisions peuvent être recueillies directement auprès de M. Fourgous, 5, avenue Aristide-Briand, 94240 L'Hay-les-Roses. Tél. : (1) 740-05-93.
PROBLÈME
A. VERSE
Lyon (1983)
Les Blancs jouent et gagnent.
SOLUTION (sans compte) : 48-42 (47x38-); 15x42 (35-49a); 2-16 (49-40-); 50-44 (40x49); 42-38 (49x32-); 16x-+.
a) (35-40) 42-33 [menace de 2-7 et de 50-45]; (40-49, forcé); 2-16 (49-40-); 50-44 (40x49); 33-38 (49x32); 16x-+.
JEAN CHAZE.

MOTS CROISÉS

N° 360

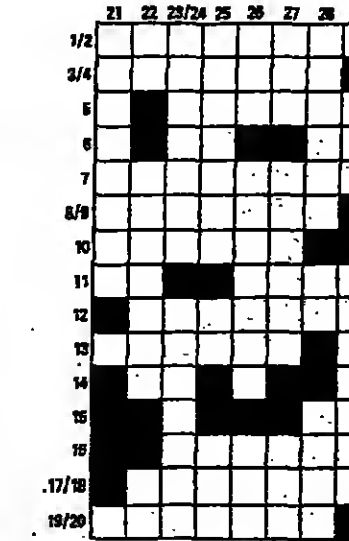


Horizontalement
I. A votre disposition si les agents sont bien disposés. II. C'est une cause de séparation. Aura de l'écrit. III. Mirent à la hauteur. Dans la loterie. IV. Elle peut être écrite. Passages. V. A de la classe. Bonnes à jeter. VI. Pour l'ornement ou pour la prière, en un sens. Un peu de ciré. Artiste. VII. Brilla de gauche à droite ou coule de droite à gauche. Ne croquent plus la pomme. VIII. Rassemblement des foules. Ne laissait que la trame. IX. Laisse tomber sa pomme. Celle du précédent n'est pas sans force. Aux USA. X. Une certaine façon d'être lumineuses.
Verticalement
1. Il a déjà conquis la Lorraine. 2. Choisis. On o'a qu'à la suivre si on veut rester dans la ligue. 3. Parfaite dans sa rondeur et son ornementation. Sinuex, un peu. 4. Intérieurs. 5. Instruit de grands orateurs. Brode n'importe comment. 6. Il n'est pas toujours triste, même aux bords. C'est la punition. 7. Elles vous feraient perdre votre self-control. 8. Fit un peu de brume. Et sauce. 9. S'est réservée pour plus tard. 10. Participe ou a déjà participé. Pour Venise entre autres. 11. Là, c'est plutôt les canaux du Nord. On le fait grand si c'est nécessaire. 12. Il n'a pas l'air vrai. Fait partir. 13. Pour de moyennes quantités.
SOLUTION DU N° 359
Horizontalement
I. Pépiniériste. II. Avenira. Néon. III. Rare. Recovois. IV. Alesia. Bousa. V. Castode. Clou. VI. Hâ. Initia. Nv. VII. GM. Erotica. VIII. Taras. Alov. IX. Ambition. X. Geole. Girafe. XI. Entendement.
Verticalement
1. Parachutage. 2. Evalué. Aven. 3. Pères. Griot. 4. Inestuable. 5. Nl. Ion. Sen. 6. Irradié. 7. E.S.E. Eurange. 8. NB. Iot. Im. 9. Invocatoire. 10. Séoul. Iwan. II. Toisons. Rf. 12. Ensaugvée.
FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS

N° 360

Horizontalement
1. AALNPRT. 2. ABOSS (+ 2). 3. AAIMNUX. 4. EF. GIST (+ 1). 5. AEDMRT. 6. ACEILRUU. 7. ACEILOR. 8. DEELPRU. 9. AEEMPSS (+ 1). 10. EEILSS (+ 2). 11. ADELOPRU (+ 1). 12. EEEINOPT. 13. ADNSST. 14. CEEFINOR (+ 1). 15. EEEINRV (+ 1). 16. AEGLRST (+ 1). 17. EEILOFT (+ 2). 18. CDNOOS. 19. DEEINST (+ 5). 20. EEEIINS.
Verticalement
21. AALLPRT. 22. EGIRSS (+ 1). 23. EEEIMORT. 24. AEILLPT (+ 1). 25. AAILMRS (+ 1). 26. COEIPSU (+ 1). 27. DEENOOS. 28. AAEILX. 29. CEILTU. 30. AEHNOPST. 31. BEINRTUU. 32. ADEFIST (+ 1). 33. AOPST (+ 2). 34. DEEFIN. 35. EEOSSST (+ 1). 36. AEEMNRT (+ 1). 37. AAEILS.
Horizontalement
1. PERDRIX. 2. ETERNUE (RETENUE). 3. ERYTHEME rouge pour superficielle. 4. UNGUEAL (SOUPIRES). 5. POUSSIER (SOUPIRES). 6. ANCHES. 7. IRISSE. 8. ORBITE (BOITE RIBOTE). 9. EPOUSONS (BOITE RIBOTE). 10. PIANTIE (BOITE RIBOTE). 11. PIANTIE (BOITE RIBOTE). 12. QUIETUDE. 13. EXCLUS. 14. VIRGULES. 15. ICONES (ECOINS). 16. SECOURER. 17. ELEMANT.
Verticalement
18. PEULIER. 19. RECRIS (CIRRES). 20. INEXAUCE. 21. REGULIER. 22. USURPER. 23. TONIQUE. 24. XYLENES.



hydrocarbure. 25. EOLIE (OLEINE). 26. ATOMISE (TACISME MAOISTE MATOISE AMITOSE). 27. TETANOS (NOTATES). 28. NUMERAL. 29. EMANER (AMENER MARNE MENERA RAMENER). 30. BOITES (BOITE). 31. CHOISIE. 32. SEREIN (ERINES INSERE NEKEIS REINES REINES SERINE SIRENE RESINE). 33. EPISSER (EPRISSE EPRISSE PERISSE PRISERS SPIRES). 34. FAUSSET (FUSATES).
MICHEL CHARLEMAGNE
et MICHEL DUGUET.

مكتبة الأصيل

Net d'azur

Les côtes de la Riviera sont abordables.

Le temps des grands aménagements sur la Côte d'Azur est, désormais, révolu. Après avoir beaucoup construit on s'efforce, aujourd'hui, de reconquérir le littoral avec un double objectif de protection de l'environnement et de déprivatisation du domaine public maritime. Les « marinas » sont, définitivement, hors-la-loi. L'assainissement des villes côtières s'améliore peu à peu. Le principe du libre accès à la mer est en passe d'être, presque partout, garanti. La mise en œuvre d'une politique de gestion du milieu marin témoigne, enfin, du renversement de tendance positif qui s'est opéré ces dernières années.

Les nouveautés de la Côte d'Azur 1985 sont, en fait, peu spectaculaires. Une station d'épuration ou un émissaire en mer ne se « voient » pas, bien que ce type d'ouvrages intéresse, au premier chef, les baigneurs. Dans le cadre du Programme d'assainissement du littoral (PAL), lancé en 1980, plusieurs opérations ont été récemment achevées ou touchent à leur terme. Il s'agit, notamment, dans le Var, de la terminaison de la station d'épuration de Sanary-Bandol et des extensions ou améliorations de celles de La Londe-les-Maures, Bormes-les-Mimosas, Le Lavandou, Cavalaire, La Croix-Valmer et Hyères. Dans les Alpes-Maritimes, le prolongement, à 500 mètres du rivage et à 72 mètres de profondeur, de l'émissaire en mer de Cagnes-sur-Mer a supprimé, définitivement, les problèmes de pollution qui existaient en ce point de la Côte (voir l'article de Roger Cans page XIV).

Les plages, elles-mêmes, n'ont que peu changé de physionomie d'un été à l'autre. Le souci des communes du littoral varois est, là aussi, depuis quelques années, de corriger certains erreurs du passé. Des opérations de restructuration, inconsidérées, du rivage, conjuguées à une exploitation intensive de sablières à l'embouchure des fleuves côtiers, ont, en effet, favorisé le travail de sappe de la mer. De nombreuses plages du département se sont amenuisées de façon parfois spectaculaire. La construction d'épis de protection émergeés a permis, dans certains



cas, d'interrompre l'érosion et même de « réengraisser » des plages en voie de disparition comme celle de la Croisette à Sainte-Maxime. Les risques d'une « artificialisation » des côtes varoises ne sont pas, pour autant, conjurés. En témoigne la tendance à une pérennisation — illégale mais tolérée — des installations balnéaires sur les plages concédées.

Randonnées

La réhabilitation de l'ancien « chemin des douaniers » — datant du Premier Empire — ouvre, en revanche, de nouveaux espaces naturels au public. Le but est, à terme, d'établir une continuité de cheminement sur tout le

littoral hors des zones urbaines et des secteurs occupés par des établissements publics ou militaires. Faut-il mentionner que les difficultés techniques ou juridiques, le rythme des aménagements s'est, certes, ralenti. Dans les Alpes-Maritimes, on bute toujours — et pour longtemps sans doute — sur la réalisation des derniers tronçons restant à achever autour des caps d'Antibes, de Nice et de la pointe de l'Esquillon, à l'ouest de Cannes (une douzaine de kilomètres s'ajoutant à la trentaine pouvant déjà être parcourus sans obstacles). Dans le Var, près de 160 kilomètres de côte rocheuse sont désormais praticables en une dizaine d'itinéraires différents et près de trois cents si l'on intègre les plages et les zones urbaines ou

portuaires accessibles. En deux ans, le sentier littoral varois aura été prolongé d'une soixantaine de kilomètres. Compte tenu des secteurs militaires « stérilisés », près de 70 % des rivages du département sont actuellement offerts aux amateurs de randonnée pédestre.

La liberté de circulation en bord de mer est liée à la déprivatisation du domaine public maritime et, plus précisément, au régime des autorisations d'occupation temporaire (AOT) délivrées à certains riverains. L'ensemble des AOT arrivant à échéance (1) ont été réexaminées à la lumière des nouvelles instructions données, en octobre 1983, par le secrétaire d'Etat à la mer. Dans le Var, où les problèmes

étaient les plus aigus, la plupart des dossiers de renouvellement (environ deux cents à la fin de 1984 sur un total de huit cents) ont été réglés dans les meilleures conditions. « Globalement », précise M. Paul Serre, chef de l'arrondissement maritime à la direction de l'équipement, le principe du libre accès à la mer est en passe d'être garanti partout. Moins d'une dizaine de cas restent à négocier et aucune autre autorisation n'est octroyée, sauf pour des ouvrages à usage collectif. L'administration a notamment conclu un accord avec Brigitte Bardot qui s'est engagée, l'an dernier, à aménager des portes dans les murs-épis construits au droit de sa propriété de la Madrague à Saint-Tropez. Aucun délai de réalisation n'a

cependant été imposé à l'actrice qui tempore... (2).

Dans le domaine de la plaisance, la Côte d'Azur marque, par ailleurs, une pause. Sur le littoral des Alpes-Maritimes une dizaine de ports ont été créés en quinze ans portant la capacité actuelle à plus de treize mille cinq cents places. Seule innovation : l'aménagement, dans le port d'Antibes-Vauban, d'un bassin en eau profonde permettant d'accueillir de grandes unités de 40 à 110 mètres de longueur. Ces installations, dont le coût s'élève à 113 millions de francs, s'adressent à la riche clientèle du département — en particulier du Moyen-Orient — qui ne trouvait pas, jusqu'ici, de ports adaptés à ses besoins. Dans le Var, les principaux travaux concernent le réaménagement du petit port d'Agay — en relation avec la réalisation de l'importante ZAC du Cap-Dramont — et l'extension du port de La Londe de trois cent cinquante à six cents places sur la rive Maravanne.

La mise en œuvre, à l'échelle régionale, d'une politique de gestion du milieu marin illustre, enfin, la volonté des élus de sauver le littoral par des moyens offensifs. Les espoirs placés dans l'utilisation des richesses biologiques de la mer — par des expériences de cultures marines — ont été, pour le moment, relativement déçus. Mais les résultats obtenus dans l'aménagement des réserves de pêche ont été très concluants. Le département des Alpes-Maritimes a fait œuvre de pionnier en lançant, le premier, plusieurs opérations d'immersion de récifs alvéolaires en béton servant de lieux de reproduction aux poissons et aux crustacés. Le béton « dégradant » des « marinas » devenant source de vie : un symbole, peut-être, de la Côte d'Azur 1985...

GUY PORTE.

(1) Ces autorisations recouvrent des ouvrages réalisés sur le domaine public maritime d'importance très différente, allant du simple escalier privatif de quelques mètres carrés au parc de stationnement public d'une commune, en passant par toute une gamme d'appontements, terrasses, solariums, cales de halage, etc.

(2) Aux termes de l'accord qu'elle a signé, Brigitte Bardot n'est tenue, par ailleurs, de laisser les portes de son mur ouvertes qu'en sa seule absence.

Sourire en coteaux

A Bandol les querelles vineuses ne sont pas tristes.

BANDOL, un nom de carte postale qui évoque les plages de l'été, le « bronzage » forcené, les vacances... Le touriste, toujours pressé par définition, a rarement une pensée pour cet homme haut perché sur son tracteur qui, rang après rang, passe dans ses vignes un peu comme s'il les tricotoit. Car Bandol et aussi un haut lieu du pays vignoble. Le mourvèdre (cépage principal des rouges), cultivé souvent sur des terrasses caillouteuses, y mérite une appellation contrôlée depuis bien plus longtemps que son gros voisin des côtes de Provence. Les yeux d'autant plus bleus que sa peau et noire par le soleil, Freddy Estienne, un jeune vigneron, explique : « Bien sûr, Bandol est d'abord une appellation de rouge. Mais il ne faut pas oublier les blancs. Ils représentent environ 10 % de la production. » Le 84, qui se vend (33 F) en ce moment, est fin et léger. Il a un joli nez de foie coupé et de fleurs riches. Nous sommes loin des bandol blancs d'autrefois, trop forts en alcool, lourds, souvent récoltés trop mûrs et vinifiés à haute température. « Le goût des clients a changé, ajoute Freddy, et, faire évoluer nos vins dans ce sens, ce n'est pas trahir la tradition ! La seule tradition qui vaille véritablement, c'est l'exigence de qualité. » Il ajoute : « Les vigneron

de Bandol ont toujours fait et font toujours le mieux possible. La notion de « bon » est évolutive et non pas figée comme une image morte dans un musée. Si les progrès de la technologie nous permettent par exemple de mieux maîtriser les températures de fermentation et d'avoir des extractions aromatiques plus importantes, pourquoi s'en priver ? Nos arrière-grands-pères ont, à leur époque, utilisé les progrès mis à leur disposition. »

C'est que la querelle des anciens et des modernes semble réinventée à Bandol. Querelle d'amoureux, d'amoureux du vin, bien sûr. Les anciens sont défendus par Lucien Peyraud. La cinquantaine, solide, il dirige, avec sa femme, Lucie, le beau domaine Tempier. Leur souci semble de faire des vins aussi probés que possible de l'établissement standard-de-goût établi par Alphonse Tempier, le père de Lucie. Le bandol lui doit sa réputation, et c'est lui qui est à l'origine de son classement après la guerre. Les rouges 83 qu'ils vendent en ce moment (43 F) sont des vins puissants, riches en couleurs, tanniques : il faut attendre au moins cinq ans avant de les ouvrir, mais ils seront probablement encore debout dans vingt ans.

Les modernes sont bien représentés, notamment, par Monique

Barthes-Dray au domaine Mazet de Cassan. Son rouge 83 (36 F) est très intéressant, en particulier sur le plan des arômes : fruits rouges frais, banane, réglisse... Ils sont nombreux et complexes. Le vin est flatteur, bien équilibré, et il sera bon à boire dès l'année prochaine. « Si querelle il y a, c'est une querelle amicale », reprend le diplomate Henri de Saint-Victor, propriétaire du domaine de Pibaron, sur les coteaux de La Cadrière-d'Azur. Dans sa cave, l'homme est transformé. Il perd sa nonchalance et sa distraction naturelles pour devenir précis, rapide, clair. Son œil s'allume et rit dès qu'il parle du vin. Heureux homme qui vit deux passions à la fois : sa femme, Catherine, et ses vignes. « Il n'y a pas un bandol mais une multitude de goûts variés avec les expositions, les sels, les façons de faire. Heureusement, les hommes n'ont pas tous les mêmes goûts. Certains veulent des vins très tanniques, très puissants, d'autres des vins plus souples avec des arômes différents. Entre les deux, il y a une déclinaison infinie. Imaginez un monde où les hommes n'aimeraient que les bandol aux yeux bleus. Ce serait invivable. Il y a plus d'un bandol, mais il y a plus d'un client ! » Son rouge 83 (39 F) a un nez de fruits rouges, assez épicé (girofle), avec des notes de tabac, de réglisse et de

rose fanée, beaucoup d'ampleur, de densité et une finale très longue.

Cette persistance du goût dans la bouche après qu'on a bu le vin est un signe qui ne trompe pas. On trouve aussi de bons roses dans cette appellation. Celui des frères Bunan, au Moulin des Costes (environ 30 F le 84) par exemple, vaut infiniment mieux que l'usage que l'on en fait généralement. « On boit souvent un rose quand on ne sait pas quel vin choisir, dit Paul, c'est dommage non ? » Cela n'altère pourtant pas son large sourire. A Bandol, tous les vigneron sont souriants. Leur vin y est sûrement pour quelque chose.

CHRISTIAN FACELIÈRE
et MICHEL SMITH.

CARNET D'ADRESSES

- Freddy Estienne, domaine de la Laidière, 83330 Saint-Anne-d'Evanos. Tél. : (94) 80-35-29.
- Monique Barthes-Dray, Mazet de Cassan, 83330 Le Beausset. Tél. : (94) 98-71-89.
- Lucien Peyraud, domaine Tempier, 83330 Le Plan du Castellet. Tél. : (94) 98-70-21.
- Henri de Saint-Victor, domaine de Pibaron, 83740 La Cadrière-d'Azur. Tél. : (94) 29-32-73.
- Paul Bunan, Le Moulin des Costes, 83740 La Cadrière-d'Azur. Tél. : (84) 98-72-76.

Partir

Le Var sur deux roues

Des gorges du Verdon à Saint-Tropez, du massif de l'Estérel à celui de la Sainte-Baume, la multitude des paysages varois enchante toujours la randonneuse à bicyclette. Un réseau de petites routes permet à chacun d'adapter ses itinéraires à ses possibilités physiques. Un grand bol d'air.

● Syndicats d'initiative du Var. Rotonde Jean-Salasse, avenue de Belgique, 83400 Hyères. Tél. : (94) 65-18-55.

Jazz à Juan

Le traditionnel Festival de jazz de Juan-les-Pins aura lieu du 17 au 27 juillet. Dans la pinède Gould on pourra notamment entendre Lionel Hampton et Ray Charles. Prix : de 105 à 185 F selon le concert.

● Office du tourisme, 51, boulevard Guillaumot, 06160 Juan-les-Pins. Tél. : (93) 61-84-98.

L'œil de Gault et Millau

L'équipe Gault et Millau consacre pour la première fois un guide entier à la Côte d'Azur, qui recouvre non seulement le littoral, de Marseille à San-Remo, mais aussi une très large partie de l'arrière-pays. On y trouve près de six cents restaurants de toute catégorie (dont cent vingt avec toques) et à tous les prix, et cent trente adresses de « petites bouffes » brasseries et salons de thé

ainsi que deux cent soixante-dix hôtels, du grand palace à la petite auberge de l'arrière-pays. Bref, de quoi faire une étape agréable.

Saint-Tropez au balcon

Une pinède à Cogolin, sur une colline du massif des Maures dominant le golfe de Saint-Tropez. A 6 km, la Madrague, à 9 km, Sainte-Maxime, et à portée de voiture Gassin, Ramatuelle et Grimaud. A une quinzaine de kilomètres, les plages de Pampelonne. Dernier né de la SOGERVA, une société de gestion de résidence et hôtels de vacances (quarante-cinq établissements, dix-sept mille lits), ce nouveau Loisirotal (l'hôtel sans contraintes), « les Terrasses de Saint-Tropez », est exploité en tant qu'Eldorado Jet Tours. Trois bâtiments de style provençal, soixante-quinze studios équipés de kitchenettes et pouvant accueillir de deux à quatre personnes. Un restaurant avec terrasse panoramique, un salon (bar et vidéo), une piscine et deux courts de tennis.

● Renseignements dans toutes les agences de voyages agréées, agences Air France ou Centre d'Information Jet Tours, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : (1) 705-01-95. Pour huit jours (sans transport, en demi-pension) compter 2 907 F par personne du 6 juillet au 25 août ; 1 890 F du 31 août au 22 septembre ; 1 680 F du 28 septembre jusqu'au 13 octobre.

L'eau du bain

Des émissaires contre la pollution.

AVEC 120 kilomètres de littoral, dont 40 kilomètres de plages, le département des Alpes-Maritimes possède un capital touristique de première grandeur, surtout si l'on tient compte du climat privilégié de la Côte d'Azur. Mais ce capital, s'il n'est pas entretenu, risque de perdre sa valeur car la pression démographique, donc immobilière, y est très forte. Il subsiste très peu de zones « vierges » sur le littoral même.

La pression démographique s'accompagne de son corollaire inévitable : la pollution. Certains après-midi d'été, lorsque la brume de chaleur s'abat sur la côte et que la circulation automobile bat son plein, l'air devient oppressant. Les gaz d'échappement, en ville, combinés à l'air moite, transforment l'azur en sauna dont le poêle aurait des fuites. Heureusement, ces jours-là sont plutôt rares dans l'année, car l'air de la mer ou les vents de la montagne, d'habitude, nettoient l'atmosphère. Malheureusement, ces jours rares se vivent pendant la saison d'été, la plus touristique.

Le plus préoccupant sur la Côte d'Azur, ces dernières années, demeure la qualité des eaux de baignade. Les centaines de milliers d'habitants et de touristes qui, l'été, se concentrent sur le littoral, les vingt-sept ports de plaisance et marinas qui reçoivent leur plein de bateaux, tout concourt à accentuer la pression touristique sur l'eau de mer. Sans parler du courant ligurien qui, d'Italie, apporte aux abords des côtes nombre d'objets flottants non identifiés. Sans parler même des méduses qui, certains jours, rendent toute baignade impossible. « Il n'y a en outre pas cette onnée », affirme un chercheur de l'université de Nice. *Toutes nos observations confirment leur absence. Leur prolifération est cyclique. Nous sommes au creux du cycle.* »



Le remède, c'est bien sûr de nettoyer les eaux usées avant de les rejeter à la mer. Autrement dit : construire des stations d'épuration. Mais c'est là une solution coûteuse, et qui ne donne pas toujours satisfaction lorsque l'approvisionnement n'est pas régulier. L'activité saisonnière de la Côte d'Azur, le régime capricieux des pluies : deux obstacles majeurs à la mise en place de stations. Dans un premier temps, on a donc opté pour des collecteurs parallèles au rivage, raccordés à des émissaires en mer. Ces émissaires, longs de

200 mètres à 2 kilomètres et plongeant à des profondeurs variant de 10 mètres (Cagnes-sur-Mer) à 90 mètres (Saint-Jean-Cap-Ferrat), déversent donc les effluents liquides directement en mer. Les eaux usées sont soigneusement nettoyées de leurs plus grosses impuretés par des stations de prétraitement, comme celle de Ferber, à Nice, qui vient de subir une cure de jouvence — elle en avait bien besoin !

« Je mets au défi quiconque de me montrer le moindre saleté venant de nos émissaires », lance le maire de Nice, Jacques Médécine.

Les effluents passent à travers des grilles qui ne laissent filtrer aucun morceau. Les étrons qui flottent, ce sont des bobards. Les techniciens expliquent que les effluents sont rejetés en profondeur, « sous le voile de thermocline », c'est-à-dire au-dessous de la zone de séparation des eaux froides (profondes) et tièdes (de surface). Ce voile empêcherait les particules de remonter. En outre, les courants marins les entraînent vers le large — du moins en règle générale, car il y a parfois des courants de retour.

Dans un deuxième temps, on s'est appliqué à laver les effluents en bout d'émissaire grâce à des stations d'épuration véritables. La première a vu le jour à Cros-de-Cagnes (1959, avec agrandissement en 1976), la seconde à Cannes (1977) et la troisième à Saint-Laurent-du-Var (1982). Mais, de Nice à Menton, sur la moitié orientale de la Côte d'Azur, rien encore. La grande station de Nice, prévue pour absorber les effluents de 650 000 équivalents-habitants, est toujours en chantier. D'abord retardée par l'effondrement des terrains rap-

portés de l'aéroport, en 1979, sa mise en service est maintenant annoncée pour... 1987. Les autres (Antibes, Monaco, Menton, etc.) sont « au concours » ou vont bientôt l'être. Toutes les communes littorales devraient être équipées d'ici à 1990.

Pour les pollutions de surface — objets flottants du courant figure ou éventuelles marées noires dues au trafic entre Fos-sur-Mer et Gênes — le département des Alpes-Maritimes entretient aujourd'hui une flotte importante : cinq bateaux nettoyeurs Pétiscan, qui cabotent près du rivage, et un navire nettoyeur de haute mer, le *Pecora*, prêt à se porter au devant de la nappe glissante. En outre, un avion survole quotidiennement la bande côtière pour localiser les éventuels déchets. De juin à octobre 1984, cette vigilance a permis de récupérer 200 mètres cubes de déchets, d'effectuer plus de cent sorties pour neutraliser des nappes d'hydrocarbures, et de procéder à plusieurs centaines d'opérations d'oxygénation de l'eau de mer.

Tous ces efforts du département permettent au maire de Nice, qui est en même temps président du conseil général des Alpes-Maritimes, de dénoncer « la hargne du ministre de l'environnement et de son gouvernement », coupables à ses yeux de « placer nos plages en tête du hit-parade de la pollution ». M. Médécine se déclare outré qu'on puisse faire des relevés d'eau de mer « au lendemain d'un orage ou après des travaux ». Pour lui, « toutes les plages de la Côte d'Azur sont propres ». Il n'y a pas à revenir là-dessus.

Quant aux palmiers de la Croisette ou de la promenade des Anglais, s'ils ont mauvaise mine — les palmiers grillés ou réduits à un châlit plumeux vert — ce n'est pas dû à l'incurie des élus, mais bien au général Hiver (1985). Là, pas de doute.

ROGER CANE

Acropole niçoise

Un palais pour défier la crise.

PALAIS des arts, du tourisme et des congrès de Nice, Acropolis, inauguré en mai a été salué unanimement comme une réussite par l'ensemble des professionnels du tourisme et du spectacle. Par ses dimensions imposantes (1) et sa configuration générale en longueur — exigée par le site, — l'édifice suggère l'image d'un navire « à flot » sur le lit du Paillon. En dépit d'un allègement de volume obtenu par un découpage des grandes surfaces des façades et l'utilisation de matériaux modernes (verre, acier et béton granité de couleur ocre), l'architecture extérieure ne parvient pas à corriger complètement la différence d'échelle avec les bâtiments environnants. L'organisation de l'espace à l'intérieur du palais est, en revanche, remarquable.

L'originalité d'Acropolis est de réunir trois bâtiments en un : un auditorium de deux mille cinq cents places et une partie « congrès », situés de part et d'autre d'un vaste hall d'accueil et d'information baptisé « Agora » ; le grand auditorium « Apollon », avec sa scène de 1 200 mètres carrés — la seconde en France après celle de l'Opéra de Paris — constitue le joyau du nouveau palais niçois (le Mande du 28 mars 1985). L'ensemble congrès-exposition comprend principalement, sur trois niveaux, un auditorium de sept cent cinquante places, une salle de fêtes de 2 600 mètres carrés et une vingtaine de salles de conférences ou de réunions ainsi que différentes surfaces d'exposition, une cinémathèque, une brasserie et un bowling de vingt-

quatre pistes. Avec son ingénieux système de toit ouvrant sur le ciel de la Côte d'Azur, l'immense nef de l'Agora est, enfin, l'une des principales « trouvailles » des architectes.

Acropolis pourra accueillir simultanément cinq mille personnes. La totale polyvalence de ses installations et la qualité de ses équipements audiovisuels en font certainement l'un des outils les plus performants du genre dans le monde. Autre avantage important pour un palais de cette dimension : la facilité de circulation intérieure grâce à une signalétique très étudiée et à la proscription de tout couloir. « Nous nous sommes inspirés de ce qu'il y avait de mieux sur le plan international en évitant des erreurs commises ailleurs », a expliqué le député (RPR) et maire de Nice, M. Jacques Médécine, qui a été l'« âme » du projet.

Acropolis pêche pourtant sur un point : l'éloignement relatif du parking de deux mille places intégré dans un complexe sportif distant de 300 mètres. Le nouveau palais est d'autre part relativement excentré à l'est de la ville et souffre de l'absence d'hôtels à proximité immédiate (la construction de deux établissements est en projet).

Présentée par M. Médécine comme « un défi à la crise », la construction d'Acropolis a coûté cher : 642 millions de francs selon le dernier relevé officiel — non définitif, — dont plus de 11 millions pour le seul équipement scénique du grand auditorium. La dépense, qui n'inclut pas le parking ni l'aménagement d'une voie de cir-

culation souterraine, avait été estimée à l'origine, en 1978, à 230 millions de francs, puis réactualisée à 420 millions de francs en 1983. Elle est supportée dans son intégralité par les contribuables niçois, ce type d'opérations n'étant pas subventionné par l'État. A titre de comparaison, le nouveau Palais des festivals et des congrès de Cannes, d'une capacité un peu inférieure, a nécessité un investissement compris entre 650 et 700 millions de francs (avec le parking).

L'exploitation de tels ouvrages est par nature déficitaire, (30 à 40 millions de francs par an pour Acropolis d'après les indications données par M. Médécine). Leur rentabilité économique constitue même un sujet de polémique qu'aucun modèle de calcul n'a encore permis de trancher. Le gigantisme de ces « nouveaux palais » est-il justifié ? L'avenir le dira. Les prévisions responsables d'Acropolis sont, pour 1985, de cent mille journées congressistes correspondant au tiers de la capacité totale du palais. Mais l'opportunité même de ce genre d'investissements n'est guère contestable, au moment où la concurrence s'intensifie sur le marché international du tourisme d'affaires. Le succès remporté par Acropolis auprès des Niçois tendrait à démontrer qu'ils ont souscrit pour leur part au choix fait par la municipalité.

G. P.

(1) D'une longueur de 338 mètres et d'une largeur de 65 mètres pour une hauteur maximale de 31 mètres Acropolis représente un volume de 400 000 mètres cubes et une surface de plancher de 54 000 mètres carrés.

Noah coup par coup

S'entraîner comme un champion à Sophia-Antipolis.

PATRICE HAGELAUER, l'entraîneur de Yannick Noah, au service de votre tennis. Le rêve de tous les fans du champion de Roland-Garros 1983 deviendra réalité à partir du 1^{er} juillet au Sophia Country Club, le dernier-né des grands complexes de tennis de la Côte d'Azur.

Après dix ans de fidélité à la Fédération de tennis, seul un coup de foudre pouvait motiver son abandon de l'entraînement des meilleurs espoirs nationaux et son départ avec Christian Duxin, alors directeur du stade Roland-Garros et des championnats internationaux de France. Pour le convaincre, John Moores, un jeune homme d'affaires britannique, dont la famille a fait fortune dans la vente par correspondance et les magasins à grande surface, avait, il est vrai, mis tous les atouts de son côté.

Situé au cœur du Parc international d'activités de Valbonne-Sophia-Antipolis une Silicon Valley à la française, qui accueille déjà quelques entreprises de pointe dans le domaine de la recherche et des technologies d'avenir, dans un triangle délimité par Cannes (à 15 km), Nice (à 20 km) et Grasse (à 16 km), le Country Club peut maintenant bénéficier d'une clientèle locale très privilégiée. La proximité de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur constitue un autre atout non négligeable pour l'organisation de stages.

Pour mieux intégrer les constructions dans les 12 hectares de végétation méditerranéenne du domaine, l'architecte Jean Lovers, qui a collaboré avec Claude Girardet à la rénovation de Roland-Garros, a conçu le club-house à l'image



d'une villa pompéienne, avec son atrium orné de colonnes en marbre de Carrare et sur lequel donnent tous les services : accueil, restaurant, bar, boutiques, garderie, vestiaires, saunas, salles de conférences pour séminaires, de musculation ou d'aérobic.

A l'extérieur, la piscine, en forme de raquette, dont le terrain est constitué par le grand bassin et le manche par le bain pour enfants, surplombe les trente-deux courts de tennis en plein air (dix-sept de terre battue et quinze en synthétique). Six courts couverts (trois terres battues et trois synthétiques) complètent ce complexe de tennis sans équivalent sur la Côte d'Azur. L'investissement de 55 millions de francs suffirait d'ailleurs à le prouver.

Dans l'enceinte du club, quarante-huit appartements avec terrasses exposées plein sud abritent cent vingt lits pour stagiaires. Cette capacité d'accueil devait permettre à Patrice

Hagelauer et à son équipe de moniteurs, encadrés par Gail Lovers, Alain Lambert et Jacques Verdier, de constituer des groupes de travail homogènes, tenant compte du niveau mais aussi de l'âge des participants.

A partir de la prochaine rentrée scolaire, ces activités seront complétées par l'ouverture de sections tennis-études privées pour les élèves du 1^{er} et du 2^e cycle du complexe scolaire international de Sophia-Antipolis et d'un centre d'entraînement permanent pour les joueurs de niveaux national et international. La Sophia Country Club répondra alors à l'ambition de ses animateurs en devenant l'un des principaux pôles d'attraction du tennis français.

GÉRARD ALBOUY.

• SOPHIA COUNTRY CLUB, route des Dolines, Sophia-Antipolis, 06410 Biot. Tél. : (93) 65-26-65.

150 من الأول